

mémoire de licence

LA GREVE DE 1917 AUX USINES D'ALUMINIUM
DE CHIPPIS:

UN EXEMPLE DE TRAUMATISME INDUSTRIEL EN PAYS
AGRICOLE

SOUS LA DIRECTION DE MARC VUILLEUMIER

TRAVAIL PRESENTE PAR

ALAIN SCHWERI

AU

DEPARTEMENT D'HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

DE L'UNIVERSITE DE GENEVE

1988

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010293192

TB 16994

BIBLIOTHÈQUE
CANTONALE
DU VALAIS



WALLISER
KANTONS-
BIBLIOTHEK

98/6368

à Lucia,

ma femme, mon amie
et la mère de ma fille.

REMERCIEMENTS

Nous remercions chaleureusement:

BAGNOUD Pierre	1903
BONVIN Joseph	1902
DEVANTHERY Edouard	1891
PONT Armin	1904
RAVAZ Cherubin	1892
REY Alfred	1906

Pour les témoignages qu'ils nous ont aimablement apportés et pour la
gentillesse avec laquelle
ils nous ont reçus.

Nous remercions également:

BUSSARD, F., archiviste à l'Evêché de Fribourg,
pour sa recherche et ses correspondances.

KNOLL, Jean, informaticien,
pour son aide précieuse.

PAPILLOUD, Jean-Henri, archiviste à Sion,
pour son amabilité et sa disponibilité.

SCHWERI, Michel, typographe et photographe,
pour sa collaboration technique.

SCHWERI, Catherine, enseignante de français,
pour sa relecture et ses conseils judicieux.

ZUFFERREY, Michel-André, instituteur à Chippis,
pour ses conseils et sa disponibilité.

et bien évidemment,

VUILLEUMIER, Marc,
chargé d'enseignement à l'Université de Genève,
sans qui ce travail n'aurait pas vu le jour.

* * *

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

a) problématique

1) Aspect principal	2
2) Problématique secondaire	3
3) Troisième préoccupation	4

b) présentation des sources

1) Les sources manuscrites	5
2) Les sources imprimées	7
3) Les sources orales	9
4) Les sources photographiques	10

PARTIE I: LE CONTEXTE GENERAL

a) le Valais central avant l'usine

1) Une population très autochtone	12
2) Une région catholique	15
3) Un peuple d'agriculteurs	17
4) Un bastion conservateur	20

b) une industrie moderne et lourde

1) Des découvertes récentes	21
2) Une technologie de pointe	22
3) Un immense complexe industriel	22
4) Une production de masse	23

c) une région agricole et une usine: un mariage de raison

1) Une usine salvatrice	25
2) Des intérêts partagés	26

d) une main-d'oeuvre particulière

1) Les ouvriers	28
2) Les ouvriers qualifiés	32
3) L'encadrement	33

e) Dans la mémoire populaire

Avant	33
Les débuts	34
Le travail	35

PARTIE II:

LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL

A) la situation économique de l'usine

1) PERIODE 1905-1911	
a) L'"Eldorado" valaisan	39
b) Les premières difficultés.....	42
2) PERIODE 1912-1917	
a) La conjoncture de guerre.....	47
b) L'impact du conflit	54

B) évolution des rapports sociaux

1) L'harmonie des années maigres.....	63
2) Inversion de tendance et changement d'attitude.....	64

C) dans la mémoire populaire

la guerre... ..	67
l'argent des "boches"... ..	67
les mobilisations.....	68

PARTIE III:

CREATION DU SYNDICAT

A) création du syndicat

1) Création originale d'une organisation ouvrière.....	70
2) Des prêtres "secrétaires-ouvriers".....	75
3) Une organisation difficile.....	76

B) dans la mémoire populaire

les abbés... ..	78
-----------------	----

PARTIE IV: LA GREVE

A) les premiers pourparlers

1) Un accord prometteur.....	80
2) Un succès mitigé.....	83
3) Des résultats décevants.....	84

B) l'attentat du 1er mai

1) Un sabotage ou une intimidation?	87
2) Un allié international.....	90

C) le déroulement de la grève

1) Le signal	96
--------------------	----

D) dans la mémoire populaire

l'attentat.....	103
l'armée occupe.....	104
la grève commence... ..	104
l'armée intervient.....	105
la grève échoue... ..	106
le travail reprend... ..	106
les retombées syndicales.....	107

PARTIE V:

LA NATURE DE LA GREVE

a) un conflit apparemment économique

1) Les intérêts ouvriers.....	109
2) Les raisons patronales	110
2) Le soutien paysan.....	111

b) un enjeu politique

1) Le contrôle populaire.....	112
2) Une croisade conservatrice.....	114

c) une lutte sociale

1) Une question de dignité humaine	115
--	-----

d) une affaire militaire

1) De la défense nationale aux portes de l'usine.....	116
2) Un courant anti-militaire	119

e) un mouvement inter-classiste

..... 119

f) le fil conducteur: une lutte du pays

..... 121

g) dans la mémoire populaire

la religion.....	122
une dose de politique.....	123
une certaine mentalité paysanne.....	123
et surtout.....	124

conclusion

 125
Dans la mémoire populaire	127

PARTIE VI:

ANNEXES

Annexe I

Schéma de la production d'aluminium	132
---	-----

Annexe II

Quelques références bibliographiques	133
--	-----

Annexe III

Liste des ouvriers grévistes licenciés.....	134
---	-----

Annexe IV

Tableaux, données de base et calculs	135
--	-----

Partie I : quelques aspects démographiques.....	136
Partie II : situation économique du groupe A.I.A.G.....	142
Partie III: situation de Chippis dans le groupe A.I.A.G. sur le marché suisse et international	151
Partie IV: évolution des exportations suisses d'aluminium	156
Partie V : position de l'A.I.A.G. vis à vis de l'Allemagne	162
Partie VI: quelques aspects sociaux	165

Annexe V

Graphiques et histogrammes complémentaires	171
Partie I : quelques aspects démographiques.....	172
Partie II : situation économique du groupe A.I.A.G.....	190
Partie III: situation de Chippis dans le groupe A.I.A.G. sur le marché suisse et international.....	208
Partie IV: évolution des exportations suisses d'aluminium.....	213
Partie V : position de l'A.I.A.G. vis à vis de l'Allemagne	219
Partie VI: quelques aspects sociaux.....	223

Annexes VI:

Quelques documents complémentaires.....	232
---	-----

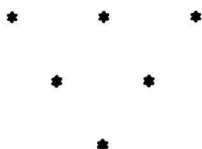
BIBLIOGRAPHIE

I Sources

A) Sources manuscrites.....	237
B) Sources imprimées	239
1) Documents d'archives	239
2) Journaux	239
3) Divers.....	240

II Travaux

A) Ouvrages généraux	241
B) Ouvrages sur le Valais.....	242
C) Ouvrages sur les Usines de Chippis.....	243
D) Ouvrages publiés par Alusuisse.....	244
Revues	245



INTRODUCTION

A) PROBLEMATIQUE

1) problématique principale

Il est un point de vue commun largement répandu qui considère les grèves dans l'industrie comme étant l'expression parfaite d'une manifestation de classe: la classe ouvrière. Ces conflits, à but généralement économique, sont assimilés à des batailles isolées représentant une facette de la grande guerre opposant le prolétariat aux capitalistes.

Cette vision des choses, bien que possédant une logique interne solide, ne peut être généralisée et doit être nuancée. En effet, certaines grèves possédant toutes les caractéristiques apparentes d'un conflit de classe, dissimulent des aspects relevant d'autres contradictions de la société. Une bonne compréhension du mouvement ouvrier et de la société exige d'analyser la nature des grèves au delà des apparences qu'elles revêtent.

La grève ouvrière de 1917 aux Usines d'Aluminium de Chippis (Alusuisse)¹ peut fort bien illustrer ces propos. Apparemment, l'analyse en est simple. Les ouvriers cessent le travail afin de faire aboutir une liste de revendications. Il s'agit pour l'essentiel d'ouvriers non-qualifiés effectuant un travail pénible en équipes, dans les conditions dictées par l'industrie lourde de l'époque. D'autre part, ils ont à faire à une direction représentant les intérêts d'actionnaires ne s'embarassant pas des considérations paternalistes prévalant dans les entreprises familiales. De ce fait, le profil de la grève s'inscrit parfaitement dans la catégorie des conflits ouvriers de l'ère industrielle que nous pouvons appeler de type moderne.

Cependant, un examen plus approfondi nous impose certaines réserves. L'historique des réactions ouvrières et de son organisation met en évidence l'infinie complexité du mouvement. Les causes diverses de la grève sont à chercher dans tous les domaines de la petite société très particulière que l'usine a engendrée dans ses alentours.

D'autre part, le soutien entourant cette cause ouvrière ne s'est pas limité aux quelques cercles progressistes que connaît le Valais du début du siècle. Un large front réunit des tendances aussi dissemblables que les conservateurs et les éléments socialistes, l'Eglise et la Fédération Ouvrière Valaisanne. Cette unité de vue surpassant les antagonismes traditionnels montre bien que le mouvement n'avait pas le caractère monolithique qu'une première approche laissait entrevoir.

Malheureusement, les quelques écrits mentionnant cet épisode de l'histoire valaisanne sont imprégnés de cette idée éronnée du fait que l'horizon de leur étude se limite généralement aux rapports ouvriers/patrons. Cette approche restrictive ne peut déboucher que sur des conclusions étroites. La vision simpliste: "1908, inauguration des ateliers, 1917, début du mouvement ouvrier" est sous-jacente à la quasi-totalité des travaux abordant le sujet. Qu'il s'agisse de

¹ En fait, il s'agissait à l'époque d'une succursale de la Société Anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium, Neuhausen, (SALA) ou Aluminium-Industrie-Aktiengesellschaft Neuhausen, (AIAG)

Marguerite Chantal Pitteloud², (publiée sous la direction de Roland Ruffieux), de Benoît Aymon³ ou encore de Claude Abbet⁴, tous se font les défenseurs de ce point de vue qu'ils développent ou reprennent comme un lieu commun. Pourtant, cette conception résiste mal à la réalité chippiarde, et de nombreux faits attenants à la grève ne peuvent trouver d'explications satisfaisantes par ce biais. Le raccourci est séduisant (c'est une démonstration et une confirmation éclatante du processus de prolétarianisation et de naissance d'une conscience ouvrière décrite par Karl Marx), mais il n'est malheureusement pas complètement pertinent.

Cependant, il y a une autre voie, plus longue et qui n'apporte pas forcément des conclusions aussi enthousiasmantes. Il s'agit d'une analyse plus approfondie qui sort du cadre étroit des murs de l'usine, et qui embrasse non seulement les aspects économiques, politiques et religieux, mais aussi les facettes culturelles, militaires et sociales de l'ensemble de la région.

Pour ce faire, un certain recul historique, par rapport aux événements de 1917, est nécessaire afin de comprendre les fondements des contradictions qui s'exacerberont lors de la grève. Il n'est pas inutile de remonter à l'époque antérieure à l'arrivée de l'usine (avant 1905) et de revivre les nombreuses, mais rapides, transformations qu'a subies la génération d'hommes qui prendra part au conflit. Ainsi, nous commencerons cette étude par une présentation succincte du contexte général entourant l'usine en ce début de siècle. Puis, suivra une partie traitant de la santé économique du groupe A.I.A.G. et des conséquences relationnelles et sociales que ces différentes phases conjoncturelles entraîneront dans la région avoisinante.

Les parties III et IV concerneront les faits plus directement liés au conflit. Elles décriront le processus original entourant la création du syndicat ouvrier; l'attentat du 1er mai 1917 perpétré contre les canalisations approvisionnant les forces motrices de l'usine; finalement le déroulement de la grève elle-même et les raisons apparentes de ces événements. La Vème partie, plus analytique, s'attachera à déterminer la nature réelle de cette grève et les enjeux profonds qui l'animent.

2) aspect secondaire

Parallèlement à cette problématique centrale, notre étude poursuivra un deuxième but. Elle visera à régler certains contencieux qui sont apparus lors de la lecture d'écrits par trop partisans et tendantieux. Qu'il s'agisse du point de vue patronal encensé par Maurice Zermatten dans une plaquette commémorative éditée et diffusée par Alusuisse de 1958⁵ jusqu'à nos jours ou par son contre-pied "ouvrier" défendu par Benoît Aymon dans un mémoire de licence soutenu en 1979

² Pitteloud, Marguerite Chantal: "Le mouvement chrétien-social dans le Valais romand (1891-1949), mémoire de licence, Université de Fribourg, publié dans Le mouvement chrétien-social en suisse-romande 1801-1949, sous la direction de Roland Ruffieux, Fribourg, 1969.

³ AYMON, Benoit: Un demi-siècle de lutte ouvrière à l'Aluminium de Chippis, mémoire de licence (document dactylographié), université de Genève, 1979.

⁴ ABBET, Claude: Les débuts du mouvement syndicaliste libre et de la protection ouvrière en Valais 1900-1928, mémoire de licence (document dactylographié), Université de Fribourg, 1977.

⁵ Maurice Zermatten dans Les usines d'aluminium de Chippis, Vevey, 1958.

à Genève. L'un comme l'autre brillent par une légèreté analytique qui leur enlève beaucoup de leur valeur historique ou "scientifique" et de surcroît leur partialité commune, mais opposée, nous fait douter de la validité des reflets de la réalité qu'ils cherchent à nous communiquer. En filigranne, nous repasserons certaines de leurs affirmations au crible des quelques découvertes que notre recherche nous a permis de mettre à jour.

3) troisième préoccupation

Sans être une véritable problématique, nous nous efforcerons de mettre l'accent sur un troisième aspect concernant la reconstitution des faits qui nous intéressent. Nous tenterons de présenter au mieux la vision des personnes ayant vécu ces événements, soit par des citations de l'époque, soit au travers des souvenirs que certains acteurs gardent encore de ce passé. En effet, nous avons pu recueillir les propos d'anciens ouvriers ou contremaîtres ayant directement pris part à la grève ou ayant des connaissances indirectes, mais très proches, de ce qui ébranla chaque village et chaque foyer de la région. Bien que nous ne comptons pas baser notre analyse sur ces sources, nous pensons intéressant de mentionner ces témoignages pour deux raisons principales. D'une part, il est important de sauvegarder cette mémoire vivante qui est appelée à disparaître avec les personnages qui la véhiculent. Ceci d'autant plus que ces vétérans ne seront pas amenés à publier leur histoire par eux-mêmes. Et d'autre part, nous attacherons beaucoup d'importance à l'état d'esprit accompagnant tel ou tel comportement, ce sur quoi les sources publiées ou officielles sont généralement muettes. Deux raisons qui nous feront accompagner quelques chapitres d'une rubrique consacrée à retransmettre cette mémoire populaire.

* * *

B) PRESENTATION DES SOURCES

I) LES SOURCES MANUSCRITES

1) les dossiers d'Etat

a) Le dossier du Conseil d'Etat valaisan

Ce fonds d'archives entreposé aux Archives cantonales valaisannes à Sion est de loin le plus intéressant et le plus complet qu'il nous ait été donné de consulter. Constitué d'une centaine de pièces "concernant les conflits entre les ouvriers et la direction des usines d'aluminium de Chippis"⁶, il servit au Conseil d'Etat à s'informer de l'évolution des rapports entre les parties et à fonder ses décisions lors des demandes de médiation en vue de régler les points litigieux.

Il regroupe, à la fois, la plupart des documents essentiels de l'affaire, mais aussi des notes, des résultats d'enquêtes parallèles et des rapports de travail propres à éclaircir la situation. Ces informations complémentaires sont fort utiles pour faire la part des choses entre les affirmations contradictoires des deux camps opposés. De plus, il nous renseigne indirectement sur les préoccupations, les dispositions et le point de vue des conseillers d'Etat chargés de ces négociations.

De surcroît, il est complété par quelques correspondances échangées entre les autorités cantonales et fédérales. Ainsi, il se trouve être situé --- à l'image du gouvernement valaisan --- à la charnière des préoccupations locales et nationales. De ce fait, il reflète le souci de régler pratiquement les choses (ce que les dossiers fédéraux n'abordent pas) en tenant compte d'une situation générale trop négligée par les documents patronaux et encore davantage par les lettres ouvrières. Ce dossier constitue donc l'armature de notre investigation.

b) Les actes du Grand Conseil valaisan

Il s'agit avant tout des protocoles manuscrits des débats du Grand Conseil. Contrairement aux habitudes du Grand Conseil genevois qui sauvegardait, par d'habiles sténographes, l'intégralité des discours et débats, le parlement valaisan se contentait d'une prise de notes approximative qui résumait les débats en mentionnant le sens général des interventions. Ce compte-rendu était remis en forme en vue de sa publication dans les Bulletins des séances du Grand Conseil du Canton du Valais. Cette double manipulation engendra quelques distorsions entre les versions manuscrites et imprimées. Inconvénient que l'on peut aisément contourner en se référant aux deux documents. Toutefois, il est recommandé de privilégier (pour la consultation et non pour la recherche) le manuscrit original qui contient parfois plus de détails, notamment les annexes comprenant les textes intégraux des interpellations que le bulletin ne reproduit pas systématiquement. Cette préférence pour les protocoles est encore accentuée par le caractère plus vivant qu'ils dégagent. Les graffitis et les notes en marge trahissent l'ambiance et l'esprit des débats que la publication occulte partiellement.

⁶ Cette liasse est datée de 1917.

c) Les dossiers du Département fédéral de Justice et Police

Ils sont au nombre de deux. L'un se trouve dans les fonds du département politique fédéral et l'autre dans les fonds du ministère public fédéral.

*** Fonds du département politique fédéral⁷

Cette liasse, peu importante⁸, concerne une enquête menée suite à une demande d'expulsion d'un secrétaire ouvrier travaillant à l'organisation des ouvriers de Chippis.

*** Fonds du ministère public fédéral⁹

Ces fonds, plus volumineux¹⁰, sont constitués par le dossier complet du Juge d'instruction fédéral chargé par le Procureur Général de la Confédération d'instruire l'affaire de l'attentat du 1er mai perpétré contre des installations de l'usine de Chippis. L'enquête minutieuse permet de reconstituer les hypothèses explicatives du moment et les nombreuses dépositions des suspects nous renseignent généreusement sur les conflits individuels qui déchiraient les communautés.

d) Le dossier du Département Militaire fédéral¹¹

Ces documents ont trait aux différentes phases de l'intervention de la troupe pour assurer la protection des biens de l'usine dans un premier temps et qui, par la suite, s'exerça contre les grévistes eux-mêmes.

Il contient bon nombre de renseignements sur les revendications ouvrières, mais n'est pas aussi complet sur cette question que le dossier du Conseil d'Etat valaisan.

2) les dossiers privés

a) Les documents de l'Evêché de Fribourg

Cette documentation éparse ne constitue pas véritablement un dossier, loin de là, les abbés fribourgeois, intervenant dans le domaine ouvrier, accumulaient de telles charges au niveau romand et leur activité était si diverse que le dépouillement exhaustif de leur correspondance exigerait des mois de travail, si ce n'est des années. Néanmoins les quelques renseignements fournis par l'archiviste de l'évêché furent fort précieux, car ils constituent une des seules sources d'information de première main concernant le syndicat chrétien de Chippis.

⁷ Cote: Archives Fédérales E 21 / 5578.

⁸ Cette fourre contient au total une dizaine de pièces.

⁹ Cote: Archives Fédérales E 21 / 14 411-14 414.

¹⁰ Ce carton est très riche en informations détaillées. Il regroupe plusieurs centaines de documents.

¹¹ Cote: Archives Fédérales E 27 / 18 684 Bd.1-6.

b) Les documents personnels

Quelques lettres personnelles, des bustes de paie jalousement gardés, une photo retrouvée, le livret militaire, des poèmes, un vieux certificat et même un manuscrit sur le syndicalisme chrétien en Valais ont surgi de tiroirs grinçants et furent aimablement mis à notre disposition par les nombreuses personnes ayant bien voulu nous faire part de leur souvenirs lors des interviews qu'ils nous ont accordées. Nous profitons de cette occasion pour les en remercier encore une fois.

II) LES SOURCES IMPRIMEES

1) les documents d'archives

a) Le Bulletin des séances du Grand Conseil du Canton du Valais

Complément indispensable au Protocole du Grand Conseil, il contient quelques interpellations de députés concernant divers problèmes rattachés aux usines en général, à celle de Chippis en particulier, à la protection ouvrière et la liberté du travail, aux salaires, et à l'attitude du Conseil d'Etat dans les conflits collectifs entre ouvriers et patrons. C'est un bon indicateur des préoccupations du législatif cantonal et des formations politiques le composant. Cependant, il révèle mieux les termes d'un débat général qu'il ne permet de suivre l'évolution pragmatique de la situation.

b) Rapports aux actionnaires

Cette publication annuelle est la seule source régulière que nous possédions concernant directement et exclusivement le groupe A.I.A.G.. Elle permet de prendre le pouls économique de l'entreprise et de suivre l'évolution de la conjoncture prévalant sur le marché de l'aluminium. Malheureusement, les bilans ne font pas le détail entre les différentes succursales. Les comptes de l'annexe de Chippis sont noyés dans les totaux englobant la maison mère de Neuhausen-am-Rheinfall (canton de Schaffhouse), et ses filiales de Rheinfelden (canton d'Argovie), de Lend-Rauris (Autriche) ainsi que ses participations dans divers domaines¹². Cet inconvénient peut être contourné en procédant à des recoupements avec d'autres données. Ce subterfuge permet d'estimer la part des avoirs de Chippis afin de se faire une idée assez précise de sa place dans le groupe et de sa propre conjoncture.

D'autre part, ces brochures recèlent des informations précieuses quant à la composition du conseil d'administration. Chaque participant est désigné par son nom et sa ville de domicile est mentionnée, ce qui rend possible une analyse de la répartition des membres selon leur origine. Cette information prend toute son importance durant la période de la première guerre mondiale qui, rapellons-le, scinda la Suisse entre partisans des Puissances Centrales et pro-alliés.

¹² Les rapports antérieurs à l'année 1916 mentionnent des rubriques telles que "Marseille", "Goldschmieden" (orfèvreries), "Stahlwerke" (aciéries).

c) L'annuaire statistique de la Suisse

Il permet de compléter les informations sur le marché de l'aluminium, notamment sur le commerce extérieur en valeur et en quantité, sur les droits de douanes perçus par kilo d'aluminium importé et surtout sur les lieux de destinations des exportations suisses par pays. Ces indications sont exploitables pour déterminer les enjeux politiques et militaires entourant le fonctionnement des ateliers de Chippis.

d) Les recensements fédéraux

*** Les recensements fédéraux de la population

Les origines, la confession, les activités économiques,... bref, les principaux aspects démographiques de la population permettent de mesurer l'impact de la création d'une industrie dans l'équilibre traditionnel d'une société.

*** Les recensements fédéraux des entreprises

Les résultats des recensements des entreprises agricoles, industrielles et commerciales sont fort utiles pour déterminer la position d'une entreprise sur le marché suisse de la branche. Ils sont également riches en renseignements sur l'organisation sociale liée à l'exploitation en question.

Le secteur agricole est largement couvert et les nombreux volumes foisonnent de détails sur l'utilisation du sol et le niveau de saturation des terres productives ce qui justifie une investigation susceptible d'éclairer certains problèmes importants pour le Valais du début du siècle et par conséquent pour notre étude.

e) Les règlements de fabriques

Le règlement de 1908 renferme de nombreuses indications sur les conditions de travail des ouvriers. Les adjonctions de 1916 sont révélatrices des conséquences qu'ont entraîné les menaces de grève de l'été, tandis que le nouveau règlement de janvier 1920 entérine les acquis du mouvement.

2) les journaux

Les *articles de journaux* constituent une source d'information extrêmement riche. Elles sont le deuxième pilier sur lequel repose notre travail. Elles nous renseignent à la fois sur les événements proprement dits, mais aussi sur les attitudes des différentes tendances politiques représentées par cette presse. La plupart des journaux cités ci-dessous ont fait l'objet d'un dépouillement systématique entre 1905 et 1920.

- 1) L'Action Sociale, organe officiel de l'Union Romande des travailleurs catholiques, Lausanne, 1913-19?.

- 2) Le Bas-Valaisan, feuille d'avis de Monthey, Monthey, 1904-1906.
- 3) Le Confédéré, organe radical, Sion, 1861- .
- 4) Le Falot, critique populaire valaisan, Vouvry, 1914-19 et 1925-27.
- 5) La feuille Commerciale de Sierre, feuille de publicité et d'information, Sierre, 1914- devenue Le Journal de Sierre.
- 6) La Gazette de Lausanne, journal conservateur, Lausanne, ?-?.
- 7) La Gazette du Valais, organe officiel du parti conservateur, Sion, 1855-1922.
- 8) Le Journal de Genève, feuille libérale genevoise, Genève, 1826- .
- 9) La Justice, organe des travailleurs valaisans, Monthey, 1909-1913.
- 10) Le Nouvelliste Valaisan, journal conservateur social, St-Maurice, 1903- .
- 11) Le Simplon, Monthey, 1906-1908.
- 12) La Suisse, journal d'information indépendant, Genève, 18~~8~~- .

III) LES SOURCES ORALES

L'apport des témoignages a été capital pour orienter notre recherche. Le point de vue des acteurs de ces événements nous a fait découvrir des problématiques de l'époque qu'aucune des autres sources utilisées nous aurait permis de soupçonner l'existence. Les personnes interrogées ont entre 12 et 47 ans de service à Alusuisse. Cependant, toutes n'ont pas pris part à la grève. Certaines étaient sur les frontières, d'autres se sont fait engagées après ces événements. C'est pourquoi nous pouvons distinguer deux types de témoignages:

1) les témoins directs

De tous les ouvriers ayant participé à cette grève, il n'y en a que deux qui soient encore en vie à ce jour. L'un s'était fait embaucher trois semaines avant l'arrêt du travail, et l'autre, qui n'avait que 14 ans, fut contraint par son père, alors chef, de poursuivre le travail. De ce fait, nous avons des versions d'ouvriers peu engagés dans l'organisation du mouvement. Mais leurs souvenirs sont d'autant plus intéressants qu'ils représentent certainement des points de vue largement répandus parmi la masse des grévistes.

2) les témoins indirects

Plus nombreux, ils sont également riches d'enseignements. Nous avons pu recueillir le récit du premier contremaître valaisan de l'usine, alors mobilisé. Ce personnage traduit bien les préoccupations de la direction de l'époque; de plus, il a une connaissance approfondie de l'entreprise et une vision globale des

différents épisodes de ces années chaudes. Il fut en outre un pionnier du radicalisme chippiard et président de la commune de 1933 à 1956. Agé de 96 ans, ses souvenirs très précis du début du siècle et de la construction de l'usine (il travailla dès 1909 aux fours à électrolyse) nous ont été très utiles.

Un autre point de vue globalisant nous a été apporté par un ancien secrétaire syndical FOMH¹³ ayant commencé à travailler pour l'usine en 1933. Ce témoin indirect connaît fort bien les débuts du mouvement ouvrier de sa région. Il vécut la grève du dehors, mais suivit ces événements avec intérêt.

D'autres ouvriers engagés en 1918 nous ont retransmis l'héritage que les anciens du moment leur avaient légué au fil des discussions. L'ensemble de ces réminiscences est suffisamment cohérent pour qu'il constitue un matériel digne d'intérêt.

IV) LES SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

Napoléon Bonaparte se plaisait à répéter qu'un petit dessin est souvent préférable à une longue explication. Les quelques photos en notre possession serviront à mettre cet adage en pratique. Elles sont en partie tirées d'ouvrages épars, des archives fédérales ou de fonds privés. Assemblées par thèmes, elles sont davantage qu'une simple illustration et constituent à elles seules une démonstration ou une explication de certains phénomènes.

* * *

¹³ Fédération suisse des Ouvriers sur Métaux et Horlogers.

PARTIE I:

LE CONTEXTE GENERAL

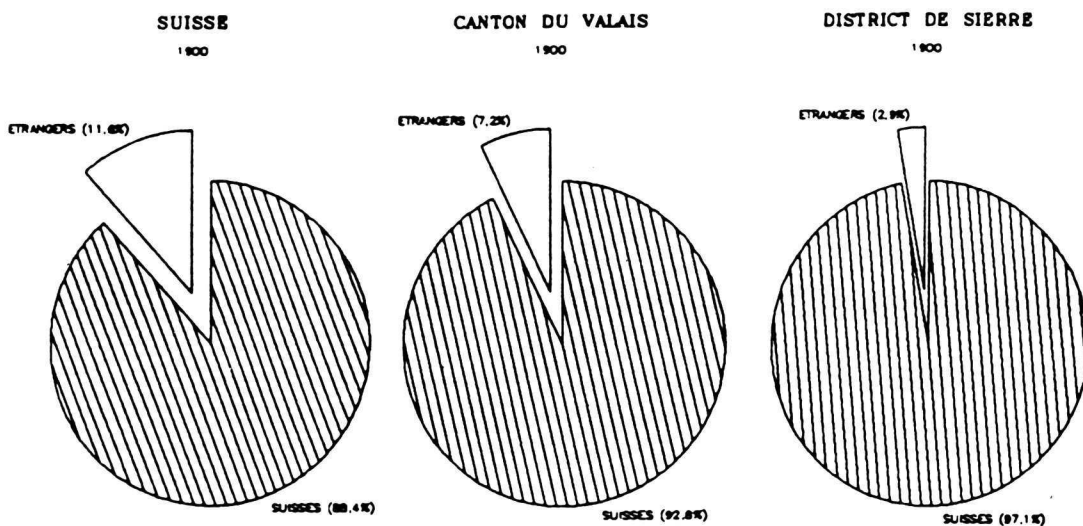
A) LE VALAIS CENTRAL AVANT L'USINE

Cette première partie vise à préciser certains éléments indispensables à l'analyse de la grève. Elle cherche à décrire succinctement les principales caractéristiques de la région et de sa population, les procédés de fabrications, les conditions de travail régnant dans les ateliers, les origines et la mentalité des ouvriers et de la direction, ainsi que le contexte social et politique dans lequel va s'inscrire ce conflit. Chaque chapitre traite d'un aspect et pose quelques jalons que nous aurons tout loisir d'intégrer dans la partie analytique.

1) une population très autochtone

Contrairement au reste de la Suisse, le canton du Valais est très replié sur lui-même en ce qui concerne l'origine de sa population. Le Pays n'a pas moins de 11,6% d'étrangers en 1900, alors que le Valais n'en compte que 7,2. L'écart à la moyenne est encore plus grand si l'on considère le seul district de Sierre qui ne compte que 334 étrangers sur un total de 11.567 résidents, c'est-à-dire moins de 2,9%. Cette proportion est exactement 4 fois inférieure au reste de la Confédération. Il est vrai qu'en ce domaine, c'est la petite Suisse qui fait figure d'exception dans le concert des nations développées. Au niveau européen, la moyenne se rapproche davantage du taux valaisan puisque Paul Bairoch estime cette moyenne européenne à 2,0% pour l'année 1910¹. Le deuxième pays dans l'ordre décroissant étant la Belgique avec seulement 3,4% d'étrangers, nous mesurons pleinement le caractère exceptionnel de la situation suisse. Cependant, au niveau national, et c'est ce dernier qui prime pour notre sujet, nous pouvons relever comme premier point particulier du Valais central, cette faible proportion d'étrangers parmi les habitants de la région. Ces trois histogrammes sectoriels illustrent parfaitement ces propos.

POPULATION SELON L'ORIGINE EN 1900



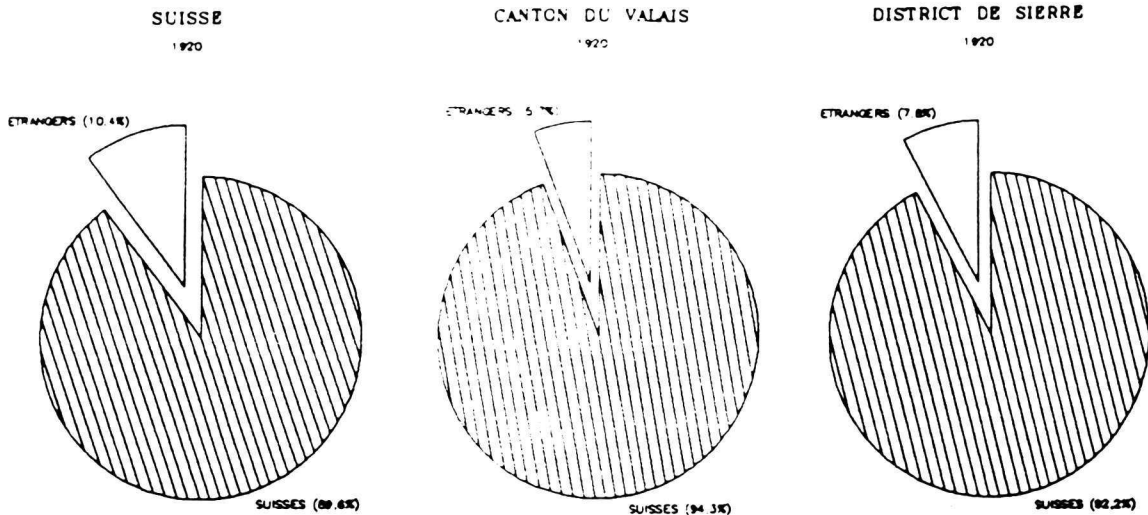
Histogrammes 1.2 et 3²

¹ Pour cette année, le taux suisse est encore supérieur, il s'élève à 14,7%.

² cf. annexe IV, tableau: population résidente selon l'origine.

Une comparaison immédiate avec l'année 1920 met en évidence les premiers effets de l'implantation de l'usine dans la structure de la population sierroise.

POPULATION SELON L'ORIGINE EN 1920



Histogrammes 4,5 et 6³

Ces changements s'observent, malgré la diminution en termes relatifs de la population non-autochtone, au niveau suisse entre 1900 et 1920. Ce recul est plus marqué en Valais du fait qu'il se manifeste à la fois en termes relatifs, mais aussi en termes absolus. Les effectifs étrangers passent de 8218 unités en 1900 (7,2%) à 7254 en 1920 (5,7%). Paradoxalement, le district de Sierre voit sa population étrangère multipliée par 3,7 durant le même laps de temps, augmentant ainsi le pourcentage de 2,9 à 7,8%, ce qui le place dans une position intermédiaire entre les chiffres cantonaux et la situation nationale. Déjà la présence de l'usine se fait sentir au niveau statistique. Cette augmentation de la population étrangère fut vivement perçue par une population habituée à vivre en vase clos. Cette perception fut certainement exacerbée du fait que le changement, observé statistiquement entre 1900 et 1920, a probablement dû s'opérer dans la réalité entre les années 1908-1918⁴. Malheureusement, le recensement de 1910 ne donne pas le détail par district et ne permet pas de poser un jalon supplémentaire entre les deux dates limites.

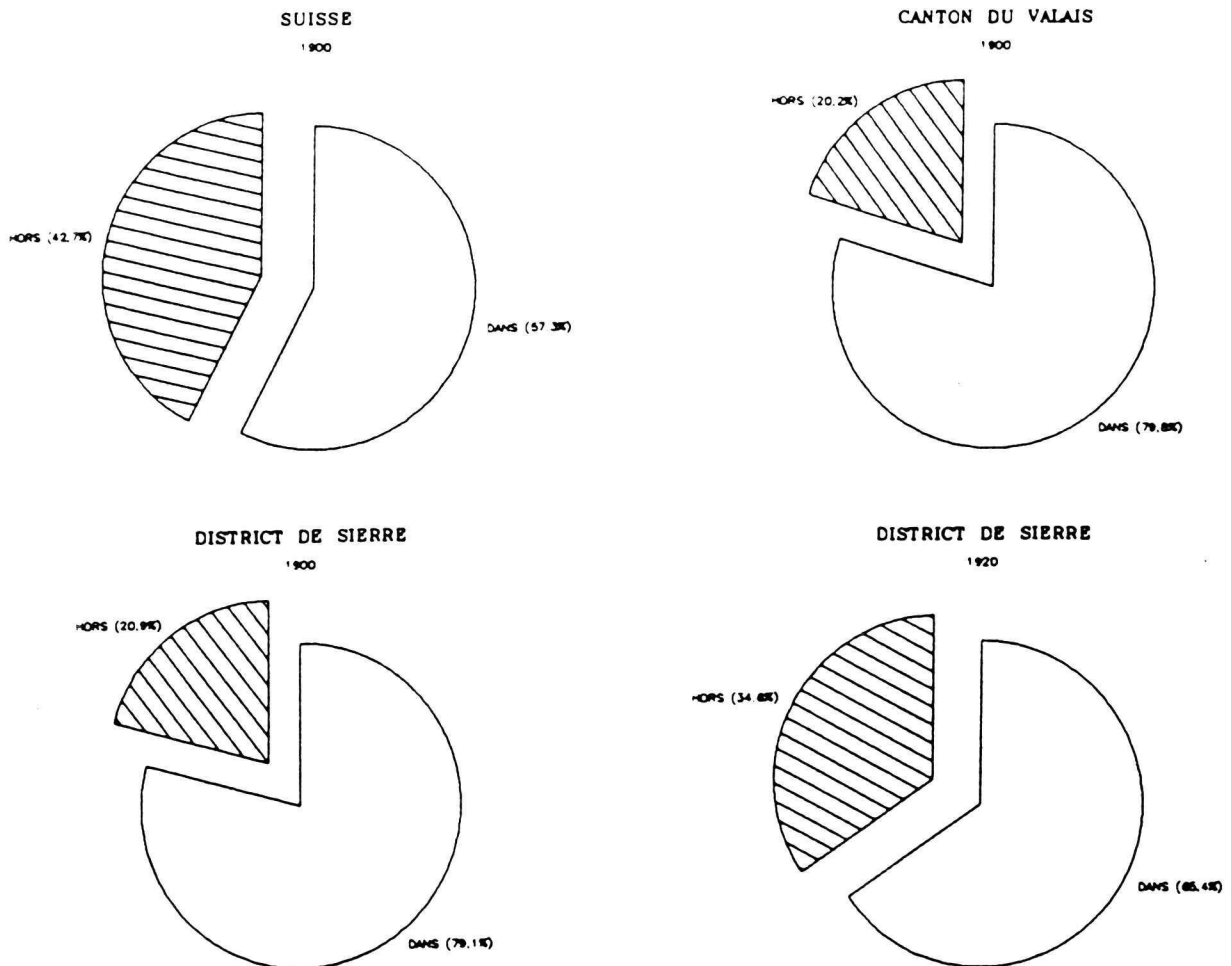
Cette forte présence d'autochtones avant l'installation de l'usine est encore accentuée si nous examinons la part de la population habitant sa commune d'origine. En observant la moyenne suisse, située en 1900 à 57,3% de personnes résidant dans leur commune d'origine, nous nous apercevons qu'elle est nettement inférieure au canton du Valais dont la moyenne est de 79,8%. A cette époque, le district de Sierre ne se distingue pas du canton. Les Sierrois sont tout autant casaniers que l'ensemble des valaisans. Par contre, en 1920 le district compte 34,8% de personnes étrangères à leur commune d'origine, ce qui le place une fois

³ cf. annexe IV, tableau: population résidente selon l'origine.

⁴ Dates de la mise en service des premiers ateliers et de la fin de la haute conjoncture liée à la première guerre mondiale.

de plus entre la situation suisse et le particularisme valaisan. A nouveau l'industrie marque les habitudes de son sceau.

POPULATION RESIDANT DANS OU HORS DE SA COMMUNE D'ORIGINE



Histogrammes 7, 8, 9 et 10⁵

Ces histogrammes résument bien la mutation rapide que subit le Valais central. La responsabilité de l'installation de l'usine dans ces changements est indéniable. Précisons qu'en ces temps-là, l'aluminium fournissait environ 1.500 à 2.000 postes de travail sur les 6.500 actifs que regroupait le district en 1920. Mais ces transformations auraient été bénignes et sans conséquence si elles ne s'étaient accompagnées d'autres bouleversements.

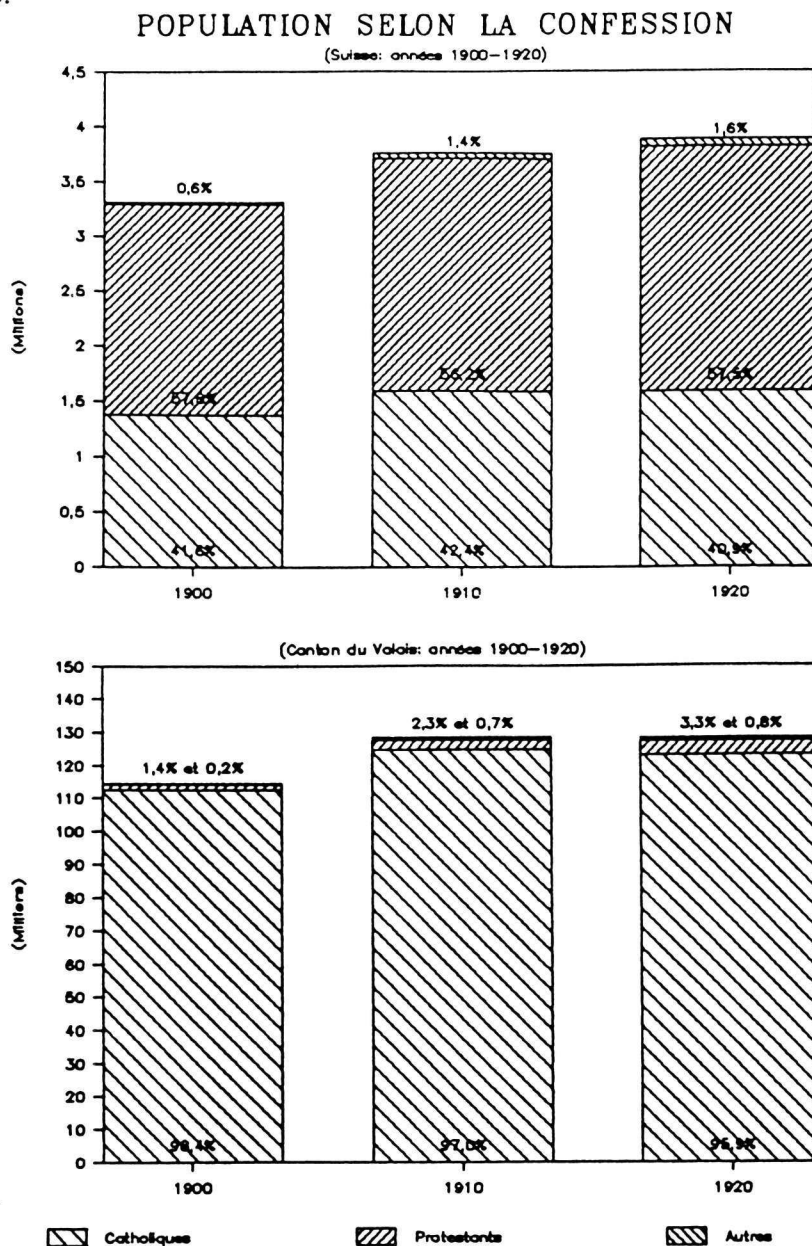
2) une région catholique

Le canton du Valais est habituellement connu pour être une terre catholique et affirmer que l'influence de l'Eglise y est forte ne surprendra personne. Cependant, préciser la répartition de la population selon les confessions risque d'étonner le lecteur, tellement la suprématie catholique est écrasante. Elle se maintient avec une surprenante stabilité entre 98,4% en 1900 et 95,9% en 1920

⁵ Cf. annexe IV: population suisse, valaisanne, sierroise et autres selon sa commune d'origine.

pour l'ensemble de la population. La proportion est encore plus élevée si nous considérons uniquement les résidents suisses⁶.

Cette situation originale pousse à croire que le vent de la Réforme n'a pas soufflé sur ces montagnes. Les protestants et autres confessions font uniquement acte de présence avec un minuscule 1,6% en 1900 et 4,1% en 1920. Bref, une situation presque stationnaire à l'échelle du canton⁷ et tranchant avec le reste de la Suisse.



Histogrammes 11 et 12⁸

⁶ Cf. annexe IV: population suisse et valaisanne selon l'origine et la confession.

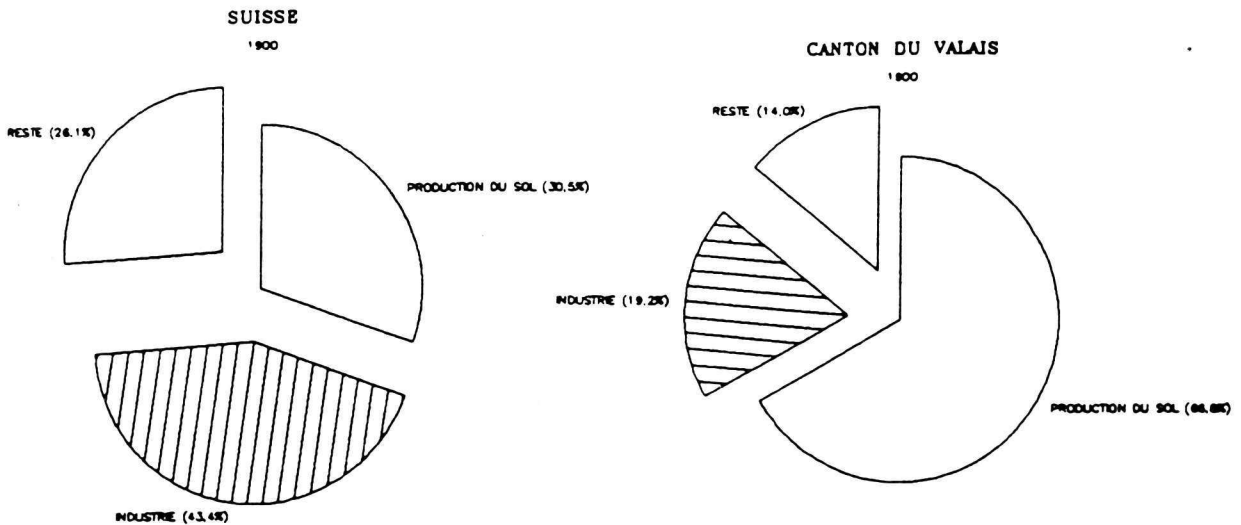
⁷ Pourtant cette stagnation n'est qu'apparente. Si l'on passe à l'analyse régionale, nous nous apercevons, malgré les carences de données pour les années 1900 et 1910, qu'en 1920 le district de Sierre compte 60% de plus de protestants que dans le reste du canton. Mais ces nuances sont insignifiantes, même ce taux presque double (5,3% contre 3,3%) n'inverse pas la situation des protestants qui reste particulièrement marginale dans ce contexte.

⁸ Cf. annexe IV: population suisse, valaisanne et sierroise selon la confession.

3) un peuple d'agriculteurs

En abordant le problème de l'activité économique, nous touchons certainement le domaine le plus explicite quant au repli du canton sur lui-même. En effet, son économie reposait principalement sur le secteur primaire. L'exploitation hydroélectrique était marginale, le tourisme restait une activité élitaine pratiquée par les classes aisées. Pour l'essentiel, le canton était vide d'industrie et les sources de revenus étaient rares pour sa population. Rappelons que l'ouverture du Simplon en 1906 et la construction du chemin de fer international furent contemporaines à l'installation de l'usine. Or, ce sont ces réalisations qui contribuèrent à désenclaver l'économie valaisanne. Auparavant, l'artisanat traditionnel n'était pratiquement pas développé. Les métiers spécialisés étaient peu nombreux et les manufactures orientées vers les exportations étaient rares. Un simple coup d'oeil sur la répartition de la population active par genre d'activité économique nous montre aisément l'ampleur du fossé séparant le développement économique du Valais avec le reste du pays.

POPULATION ACTIVE EN 1900



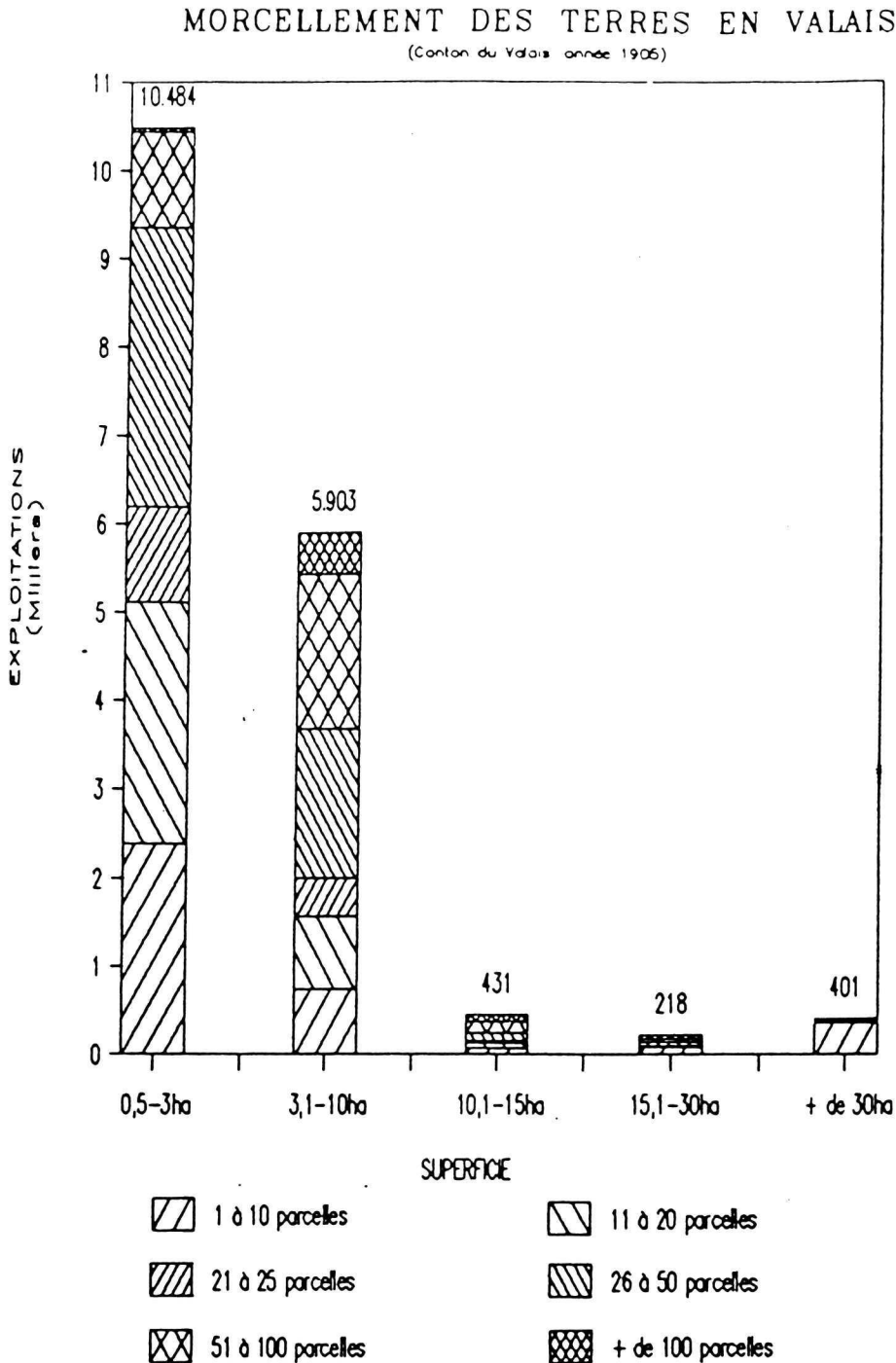
Histogramme 13 et 14⁹

Cette répartition axée sur la production du sol constituait selon le recensement fédéral des entreprises de 1905, un record absolu, mettant le Valais au premier rang parmi les cantons agricoles suisses.

De plus, le secteur primaire souffrait d'un manque de dynamisme. D'une part, il était orienté vers l'autoconsommation¹⁰. D'autre part, le morcellement exagéré des terres se traduisait par des ressources insuffisantes pour subvenir aux besoins minimaux des familles. L'histogramme 15 répartit les exploitations selon leur superficie. 94% des propriétés sont constituées de moins de 10 hectares dont 64% de 0,5 à 3 hectares.

⁹ Cf. annexe IV: population suisse, valaisanne et sierroise selon l'activité économique.

¹⁰ Seuls la vigne et l'élevage procuraient quelques surplus commercialisables nécessaires à couvrir les besoins en argent de chaque ménage. Mais rares étaient les foyers possédant suffisamment de terre pour vivre entièrement des revenus du sol.



Histogramme 15¹¹

Parallèlement à ce handicap global, chaque exploitant souffrait individuellement d'un parcellement exagéré de ses terres. Le détail des colonnes cumulées de l'histogramme 15 résume cette situation ne facilitant pas une mise en valeur rationnelle du sol.

¹¹ Cf. Annexe IV: parcellement des terres selon les classes de superficie.

Ainsi, nous constatons qu'en 1905, environ la moitié des exploitants répartissaient leur travail sur 50 parcelles¹². La superficie moyenne de la parcelle valaisanne était alors de 26 acres. Ce qui situait le canton en troisième position (après le Tessin et Schaffhouse) dans le palmarès suisse des plus petites parcelles. La moyenne suisse étant de 60 acres. Ces chiffres pourtant élevés sont en réalité sous-évalués pour les régions de la plaine du Rhône, car les propriétés d'altitudes sont en fait des prairies ou des pâturages de grandes dimensions, généralement moins parcellés. Elles atténuent ainsi passablement l'ampleur de la division des terres. Par contre, un autre indicateur permet de cerner plus précisément le surpeuplement du sol productif. Le tableau 1 nous le présente:

OCCUPATION DU SOL PRODUCTIF PAR EXPLOITANT AGRICOLE

EXPLOITANTS AGRICOLES PAR Km ² DE SOL PRODUCTIF :	
SUISSE	: 19,9
CANTON DU VALAIS	: 15,3
DISTRICT DE SIERRE	: 17,4
COMMUNE DE SIERRE	: 79,5
COMMUNE DE CHIPPIS	: 260,3

Tableau 1¹³

Selon ces données, il est explicite que les régions de plaines se trouvaient être complètement saturées. Toute possibilité de développement agricole se trouvait bloquée. Il s'ensuivait un déséquilibre démographique qui obligeait le paysan soit à trouver un revenu complémentaire, soit à émigrer temporairement ou définitivement. De ce fait, l'usine s'intégra parfaitement dans ce contexte agricole dénué d'activité diversifiée. Elle procura les ressources annexes nécessaires à l'équilibre de la société traditionnelle.

¹² Il s'agit précisément de 46% d'exploitants ayant en moyenne 52 parcelles.

¹³ Cf. annexe V: occupation du sol productif par exploitant agricole.

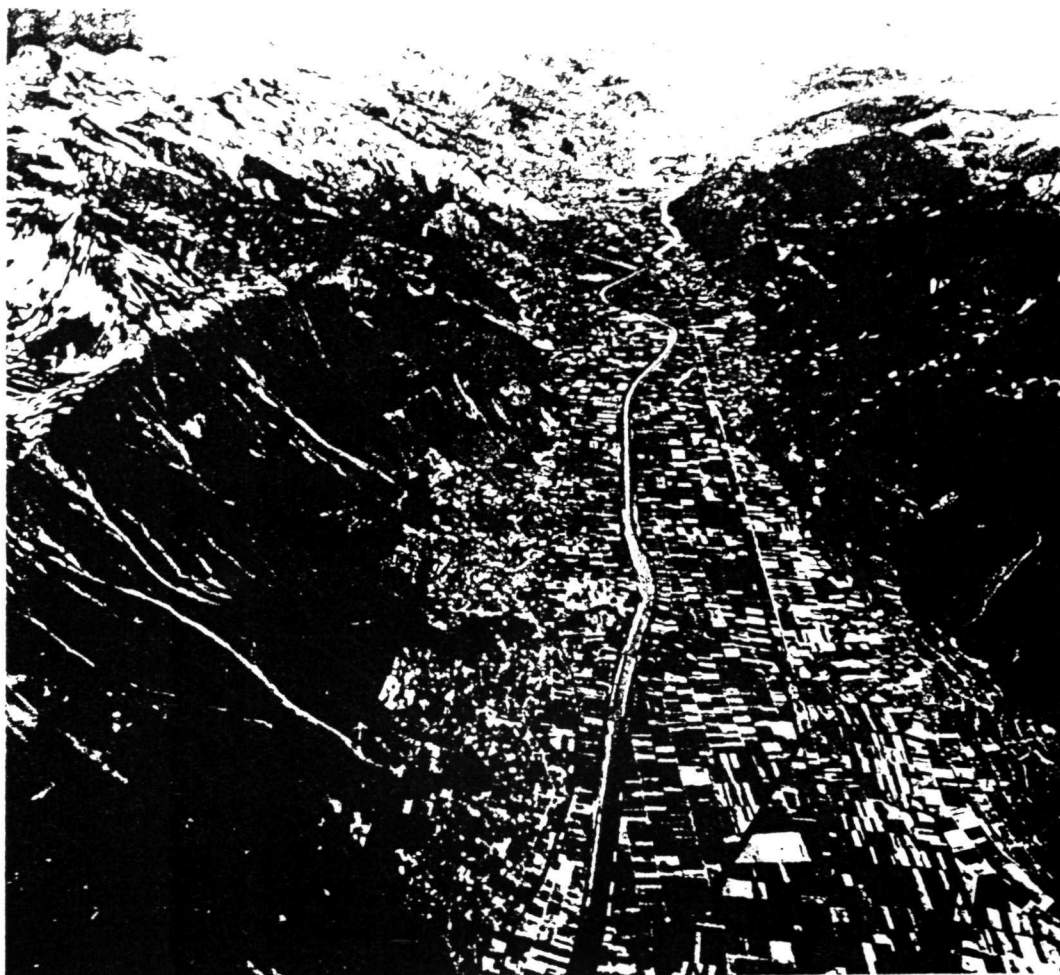


Photo 1¹⁴: un pays agricole enclavé et son parcellement extrême du sol.

4) un bastion conservateur

Cette terre paysanne, longtemps isolée du reste de la Suisse et du monde, a été épargnée très tardivement par les grands courants d'idées modernes. L'imposition d'un gouvernement minoritaire à dominante radicale, suite à la guerre du *Sunderbund*, ne suffit pas à inverser la tendance. Dès 1852, le conservatisme-catholique valaisan reprenait ses droits sur les organes exécutifs qui lui étaient traditionnellement acquis. En 1857, il y recouvrait la majorité, mettant ainsi fin à la dictature radicale qui avait pris pied en Valais dans le sillage des troupes fédérales. Par la suite, le radicalisme, même allié au libéralisme, resta largement minoritaire tout au long de l'histoire politique du canton.

De même, le socialisme connut des débuts difficiles dans ces régions hostiles à tout changement. La première section du parti socialiste vit le jour après la première guerre mondiale. Il en fut de même pour les tendances minoritaires du conservatisme. Le renouveau chrétien-social n'eut pas beaucoup d'émules dans ces hautes vallées. Ce n'est qu'aux élections du 11 mars 1917 que son premier représentant se fit élire comme député au Grand Conseil. Rarement, l'hégémonie d'une force politique fut si totale, assurant au gouvernement une

¹⁴ Cette photo récente minimise le morcellement des terres du début du siècle, car depuis, l'Etat a sensiblement réduit le nombre des parcelles.

entière homogénéité et une très grande liberté de manoeuvre. Les élections législatives du 2 mars 1913 accordèrent 89 des 104 sièges du Grand Conseil au parti conservateur. Les Conseils Communaux et les assemblées bourgeoises des villages connaissaient des conditions analogues¹⁵. Cette unité gouvernementale fut renforcée par la présence au Conseil d'Etat d'un homme d'envergure: Maurice Troillet. Il impulsa une politique personnelle qui réussit à s'imposer durant un demi-siècle ralliant à elle des clientèles de tous bords.

Pour conclure cette présentation, nous pouvons résumer les principales caractéristiques suivantes: la population résidente était originaire de la région; essentiellement catholique, elle vivait principalement du travail de la terre en restant très attachée à ses valeurs traditionnelles. Il nous reste à décrire les particularités de la production de l'aluminium pour saisir pleinement l'ampleur des contradictions inhérentes à l'installation de l'usine dans ce décor.

B) UNE INDUSTRIE MODERNE ET LOURDE

1) des découvertes récentes

Bien que l'aluminium, à l'état de minerai, soit le métal le plus abondant dans la nature, sa découverte fut relativement tardive. En effet, il ne fut obtenu à l'état pur, qu'en 1825 par le physicien danois Hans Christian Oersted. Mais le procédé employé consistait en une réaction chimique¹⁶ permettant de produire de trop petites quantités pour que la commercialisation du métal soit rentable. Par ailleurs, les quelques globules de la grosseur d'une tête d'épingle, obtenues par l'Allemand Friedrich Wöhler dès 1845, suffisaient à peine à déterminer les propriétés physiques du métal, mais ne permettaient pas d'envisager une quelconque application industrielle.

Ce n'est qu'en 1886 qu'un procédé fut mis au point, permettant de produire ce métal léger à l'échelle industrielle; il fut alors possible d'en réduire le prix et de réaliser ainsi les conditions favorables à son utilisation¹⁷.

A cette époque, les progrès considérables réalisés dans les domaines de l'électrotechnique et de l'électrochimie rendirent possible l'utilisation de l'énergie électrique pour la fabrication de l'aluminium¹⁸. En 1886, une demande de brevet pour les fours et le procédé d'électrolyse fut déposée presque simultanément par le Français P.T. Héroult, en Europe, et par l'Américain Ch.M. Hall aux Etats-Unis. La même année, deux industriels suisses, P.E. Huber et G.L. Naville

¹⁵ Mais cette unité de fond n'écartait pas les dissensions personnelles et les conflits familiaux ou de clans.

¹⁶ Le procédé fait réagir le chlorure d'anhydride d'aluminium et l'amalgame de potassium.

¹⁷ Selon Alfred Gautschi le prix du kilo passa de 6.000 F en 1852 à 59 F en 1888

¹⁸ Cf. Annexe I : Schéma de la production d'aluminium.

entrèrent en relation avec Hérault, en vue de la création de la première fabrique d'aluminium¹⁹ qui ouvrit ses portes en 1888.

2) une technologie de pointe

Ce bref historique de l'aluminium montre à quel point les découvertes concernant l'aluminium sont récentes et plus particulièrement avec quelle rapidité le processus de fabrication a été appliqué en Suisse. Tant et si bien qu'il n'est pas exagéré d'affirmer que la succursale de l'AIAG qui s'inaugura à Chippis en 1908 restait, avec 20 ans de décalage, une industrie nouvelle appliquant une technologie de pointe. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que l'Espagne commença sa propre production en 1927 et l'URSS en 1931. Plus proche de nos frontières, l'Italie exploita l'aluminium qu'une année avant la première coulée valaisanne; tandis que la Norvège et l'Autriche ne devançaient le Valais que de respectivement deux et neuf ans.

Si l'utilisation d'une technologie de pointe ne distinguait pas particulièrement l'A.I.A.G. du reste de l'industrie suisse, qui a su se montrer pionnière dans bien des domaines de production, elle n'en représenta pas moins un élément de déstabilisation de la société valaisanne qui, comme nous le verrons par la suite, s'est trouvée précipitée dans l'ère industrielle sans connaître les étapes progressives qu'ont traversées d'autres régions.



Photo 2: une technologie de pointe, la centrale électrique vers 1925.

¹⁹ Il s'agit de la première fabrique d'Europe: la Société Anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium, Neuhausen.

3) un immense complexe industriel

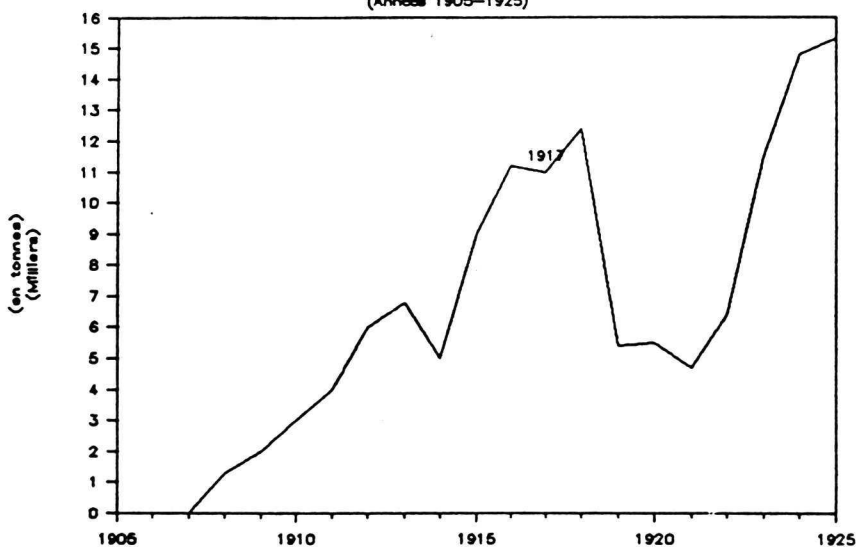
La mise en exploitation des fours à électrolyse nécessitait une infrastructure colossale. L'usine de Neuhausen dut investir passablement avant que sa succursale ne puisse effectuer la première coulée²⁰. Trois ans de travaux furent nécessaires pour construire les ateliers, percer et poser les conduites forcées pour les forces motrices, installer la centrale hydroélectrique, construire un pont sur le Rhône, raccorder Chippis au réseau ferroviaire existant, etc... L'ampleur de ces travaux contribua non seulement à modifier l'ensemble du paysage, mais bouleversa passablement la vie et les habitudes traditionnelles. Il faut encore préciser qu'outre ses dimensions plus qu'honorables²¹ pour la Suisse, l' A.I.A.G. fit exception dans bien d'autres domaines²².

4) une production de masse

Premièrement, l'entreprise se distinguait par une production de masse. Pas moins de 5.000 tonnes d'aluminium brut étaient produites annuellement au début de la première guerre mondiale. Cette quantité doubla durant les deux premières années pour atteindre 11 000 tonnes en 1917 et un sommet de plus de 12.000 tonnes en 1918²³.

PRODUCTION D'ALUMINIUM A CHIPPIIS

(Années 1905-1925)



Graphique 1²⁴

²⁰ Selon l'almanach du Valais de 1908 : "Les bâtiments construits jusqu'à ce jour atteignent et dépassent même la somme de deux millions"... A une époque où le sucre coûte trente centimes le kilo, le pain, vingt-cinq," ajoute Maurice Zermatten dans Les usines....

En fait, le rapport aux actionnaires de 1908 mentionne sous la rubrique "anlagen Chippis" la somme de 14.384.937 F non-amortie ce qui est sept fois supérieur aux estimations de l'almanach.

²¹ Lors de la grève, l'usine employait environ 1780 ouvriers.

²² Les quelques remarques qui suivent sont valables pour l'inauguration des ateliers en 1908 à l'époque de la grève qui nous intéresse.

²³ En considérant que la production d'une tonne d'aluminium nécessite deux tonnes d'alumine et une demi-tonne d'électrodes, nous pouvons multiplier les chiffres d'aluminium brut par deux fois et demi pour obtenir la quantité globale de marchandise traitée par l'usine.

²⁴ Cf annexe IV: comparaison entre la production d'aluminium de Chippis et les exportations suisses d'aluminium en quantité.

Donc, nous avons à faire à une fabrication massive où la valeur ajoutée par unité de poids était relativement faible. Ainsi la masse salariale restait marginale dans la fixation des prix de vente qui étaient déterminés davantage par les prix d'achat des matières premières et surtout par les coûts de production de l'énergie électrique nécessaire²⁵.

Deuxièmement, les manutentions d'entretien des fours et l'activité de coulée ne réclamaient aucune qualification spécialisée. La formation de chaque travailleur s'effectuait donc "sur le tas" et ne nécessitait qu'une période d'adaptation allant de quelques heures à quelques jours.

Cette réalité tranchait avec les hautes qualifications généralement exigées par les branches de l'industrie suisse. Même les industries textiles ont fait appel, à leur début, à d'anciens artisans tisserands. Dans le cas de l'A.I.A.G., l'accès à l'emploi fut ouvert à tous les hommes de la région indépendamment de leur occupation coutumière. Ainsi de nombreux paysans purent exercer une activité industrielle sans avoir à acquérir une formation spéciale qui les aurait certainement éloignés de la terre.

Troisièmement, l'impossibilité de refroidir les cuves à électrolyse²⁶ sous peine de leur faire subir des dégâts importants, astreignait le personnel à une exploitation continue des fours. Plusieurs équipes assuraient un roulement 24 heures sur 24 tout au long de l'année, dimanches et jours de fêtes compris. Or, chacun sait que l'organisation du travail en continu représente certains inconvénients supplémentaires pour les travailleurs. La vie familiale et sociale en est perturbée, l'équilibre physique et psychique est modifié,... Ces considérations trouvèrent des partisans prêts à s'opposer à tout moment au développement de l'usine.



Photo 3: un travail simple, mais des conditions pénibles.

²⁵ Pour l'année 1918, par exemple, la production totale d'électricité fut de plus de deux milliards de kWh.

²⁶ Les cuves maintiennent l'alumine à 900-950 degrés en permanence. Cette température est indispensable pour assurer la décomposition de l'alumine en aluminium et en oxygène gazeux.

Finalement, il faut préciser que le travail aux fours était particulièrement pénible et exposé. Il n'est pas exagéré de le comparer aux conditions que connaissaient les ouvriers de la sidérurgie. La chaleur, les fumées, les poussières, les gaz, les horaires,... éprouvaient la santé des travailleurs au plus haut point, plaçant ainsi les métiers de la production de l'aluminium parmi les professions de force à haut risque.

Toutes ces remarques montrent que la succursale de Chippis était, dès sa construction, un important complexe d'activité moderne appartenant au secteur de l'industrie lourde. Elle possédait, en outre, toutes les conditions qui ont fait s'épanouir, en d'autres lieux, un prolétariat conscient et combatif.

Mais les hommes sont modelés par leur histoire et par leur environnement. De ce point de vue, le contexte géographique et social dans lequel s'implanta l'A.I.A.G. ne fut pas sans influence sur la main-d'oeuvre que l'usine employait, ni sur la tournure que prirent les événements qui nous intéressent. Il n'est pas inutile de nous y attarder un instant.

C) UN CANTON AGRICOLE ET UNE USINE: **UN MARIAGE DE RAISON**

1) une usine salvatrice

Dans ce contexte économique bloqué par un morcellement exagéré des terres et l'absence d'artisanat traditionnel, l'usine était bienvenue à plus d'un titre. Non seulement elle réglait le problème du sous-emploi pour une large région, mais elle représentait également une source de revenu non-négligeable pour les communes et le canton. Ces apports financiers et ces avantages se présentaient sous différentes formes.

En tête de liste, nous trouvons les entrées fiscales payées par l'entreprise à la commune de Chippis et au canton. Ce gain était complété par l'imposition directe des salariés qui essaieraient dans les villages alentours une prospérité plus modeste, mais réelle. Ce dernier aspect était d'autant plus lié à la présence de l'usine qu'une grande partie de ces redevances émanaient des cadres supérieurs installés dans des agglomérations traditionnellement dépourvues de hauts revenus.

Une source de profit supplémentaire était constitué par le paiement des concessions d'utilisation des eaux. Plusieurs communes purent ainsi développer leur programme d'investissement et améliorer les prestations publiques qu'elles offraient à leurs habitants.

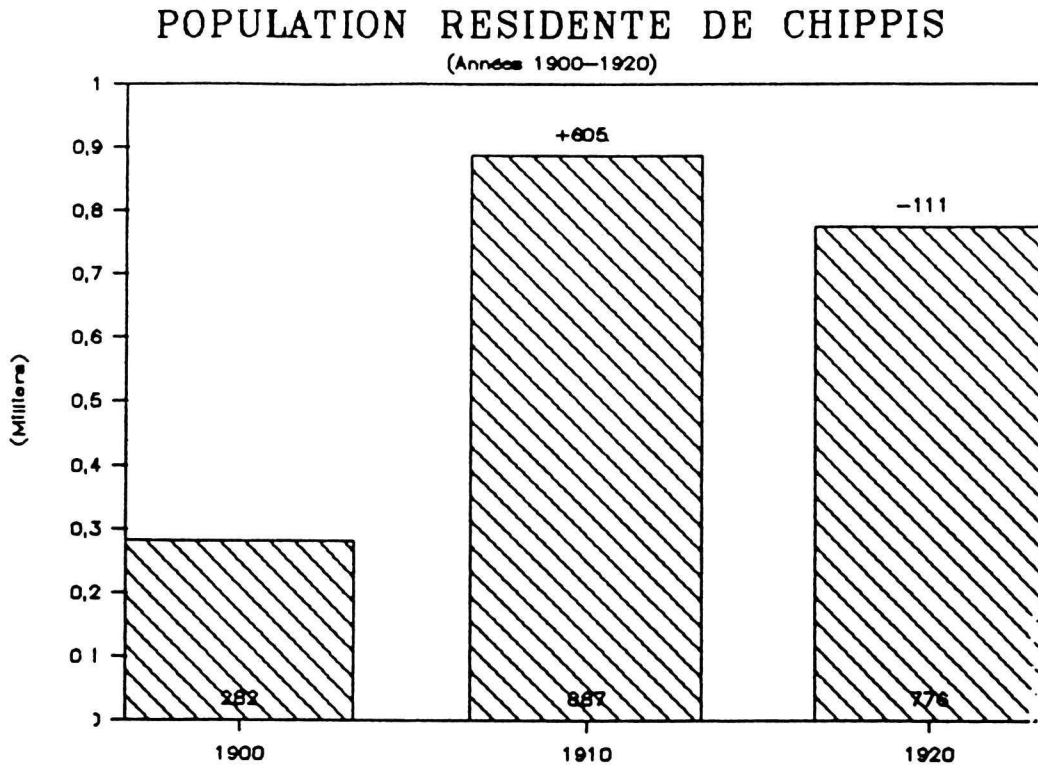
Une autre conséquence indirecte de la venue de l'industrie fut la hausse du prix de la terre. Au grand dam des agriculteurs²⁷, la "ruée sur l'aluminium"²⁸

²⁷ Seuls les agriculteurs cherchant à agrandir leur surface cultivée seront les victimes de ce processus d'augmentation du prix de la terre.

²⁸ Terme employé par Michel-André Zufferey dans Chippis: de la communauté paysanne au bourg industriel, Sierre, 1982 p. 154.

introduisit la spéculation sur les terrains des communes avoisinantes faisant le bonheur des vendeurs et la richesse des propriétaires.

Ce véritable boum régional suscita des perspectives de développement aussi diverses qu'originales. La population de Chippis se multiplia par 3,2 en dix ans.



Histogramme 16²⁹

Elle passa de 282 âmes en 1900 à 887 en 1910. Pas moins de neuf concessions de cafés furent inscrites dans les comptes municipaux en 1906. Les hôtels et les pensions affichaient "complet" en permanence. Bref, mille perspectives enthousiasmantes s'ouvraient pour une population lasse de sa misère chronique et désireuse de profiter des avantages du modernisme.

2) des intérêts partagés

De son côté, l' A.I.A.G. avait de solides raisons de s'installer dans ce décor jusque là épargné par le progrès. Certes, les contraintes technologiques donnaient le ton³⁰, mais la direction ne sous-estima pas certaines caractéristiques dont elle pouvait tirer profit.

²⁹ Cf annexe IV: population résidente selon l'origine.

³⁰ L'électrolyse s'effectue avec du courant continu qui posait, à l'époque, de nombreux problèmes de transport. Il fallait produire l'électricité à proximité des cuves. Or, l'agrandissement de l'usine de Neuhausen était limité par la capacité limitée d'utilisation des chutes du Rhin. De ce point de vue le site de Chippis était idéal, car il offrait de nombreuses possibilités d'harmoniser la production électrique avec l'extension de l'usine.

Le paysan valaisan était habitué dès sa plus tendre enfance aux travaux des champs que les conditions de la montagne rendaient plus durs qu'en plaine. Dans ces conditions, l'entreprise avait tout loisir d'embaucher une main-d'oeuvre solide et travailleuse.

De plus, l'absence de concurrence industrielle directe lui assurait la totalité de la demande d'emploi. L'usine cumulait ainsi les avantages. La main-d'oeuvre était abondante et la situation de monopole dont elle jouissait en matière d'offre d'emploi lui permettait de dicter ses conditions. Privilège qu'elle ne se gêna pas d'employer pour maintenir les salaires au-dessous de la moyenne suisse. Il est vrai que les 35 à 48 centimes de l'heure payés en 1916, représentait un revenu journalier de l'ordre de 4,20 francs à 5,80, c'est-à-dire environ trois à quatre fois le salaire journalier d'un ouvrier agricole qui s'établissait entre 1,20 et 1,30 francs.

Cette puissance de l'usine se manifesta dans bien d'autres domaines : tentatives de contrôle sur le budget communal de Chippis³¹, non-respect de la voie hiérarchique de consultation des instances valaisannes³², refus de payer les dommages causés par les fumées fluorées³³, contestation des expertises et des conclusions du Conseil d'Etat concernant les émanations de gaz de l'usine³⁴, etc...

Cependant, nous constatons que la région et l'usine possédaient chacune de solides raisons de voir leur interdépendance d'un bon oeil. L'une se félicitait des perspectives de développement, l'autre se réjouissait de ses bénéfices à venir. Cependant, les deux parties n'entendaient pas remettre en cause leur autonomie. Pour les premiers, le progrès devait s'intégrer dans la société traditionnelle, tandis que pour les seconds, les structures en place ne devaient pas entraver leur plan d'expansion.

Afin que notre tour d'horizon sur le contexte général soit complet, il nous reste à examiner une dernière composante importante : la main-d'oeuvre.

³¹ Il s'agit notamment du procès ouvert en 1918 où l'usine attaqua la gestion des comptes communaux. Il existe un dossier complet sur cette question aux archives cantonales de Sion.

³² Les plaintes de la direction de l'entreprise, suite à l'attentat du 1er mai 1917, furent adressées directement au département militaire fédéral à Berne court-circuitant le Conseil d'Etat valaisan. Certains députés cantonaux s'en plaignirent lors de la séance du Grand Conseil de mai 1917.

³³ Michel-André Zufferey, *Chippis*..., p.167.

³⁴ Propos tenus par Troillet dans le Mémorial du Grand Conseil de l'année 1921, cité par Michel André Zufferey dans *Chippis*..., p.167.

D) UNE MAIN-D'OEUVRE PARTICULIERE

Nous pouvons distinguer trois catégories de salariés³⁵; la masse ouvrière accomplissant les tâches productives; la frange d'ouvriers qualifiés chargés de l'entretien des installations; le personnel d'encadrement et la direction³⁶.

Cependant, un examen plus approfondi se révèle difficile. Par exemple, il est fait mention à plusieurs reprises du chiffre de 1780 ouvriers³⁷ au moment des pourparlers de 1916³⁸. Mais, cette estimation ne précise ni le détail des occupations, ni le sens exact de la qualité d'ouvrier.

1) les ouvriers

Pourtant, certains indices nous permettent de supposer que les ouvriers sans qualification représentaient l'immense majorité du personnel. "Ils (les délégués ouvriers) estiment que le nombre d'ouvriers travaillant aux fours est de 1 000 environ et de 400 pour la fabrication des électrodes et de la halle aux machines."³⁹ Or, il ne fait pas de doute que les tâches accomplies dans ces secteurs n'exigeaient aucune qualification. Donc, en limitant cette investigation à trois des activités principales, nous atteignons presque le seuil de 80%⁴⁰ de manoeuvres. Il est fort probable que si nous pouvions prendre en compte les 17 catégories⁴¹ mentionnées par les délégués, nous verrions cette proportion augmenter de quelques points.

Dans l'ensemble, il ne fait pas de doute que la proportion de ces travailleurs non-qualifiés est écrasante, même si la dénomination d'ouvriers ne couvre que le personnel d'atelier en excluant les employés et les chefs⁴². Ces

³⁵ Aucune étude approfondie n'a été menée sur ce terrain. Seuls sont disponibles les livres du personnel. Leur dépouillement nécessiterait plusieurs mois de travail. Les indications qui suivent sont donc de grossières estimations basées sur les quelques renseignements glanés au hasard des lectures et sur les témoignages de vétérans de l'usine.

³⁶ Nous excluons volontairement les employés, car ils étaient peu nombreux à l'époque (le siège social de l'usine était encore à Zürich) et n'ont pas pris une part active aux événements qui nous intéressent. Toutefois, nous pouvons signaler qu'ils provenaient pour l'essentiel des cantons voisins et que leur participation à l'arrêt de travail relevait davantage d'impératifs techniques que d'une réelle sympathie pour les grévistes (indications provenant de témoignages oraux).

³⁷ Chiffre annoté au crayon en marge de plusieurs documents contenus dans le "dossier concernant les conflits entre les ouvriers et la direction des usines d'aluminium de Chippis."

³⁸ La Gazette du Valais mentionne le 29 mars 1917: "la fabrique a occupé en moyenne (pour l'année 1916, N.d.R.), nous dit-on, 1647 ouvriers,..."

³⁹ Procès verbal de la séance de conciliation du 29 août 1916 entre les ouvriers et la direction des usines d'aluminium de Chippis.

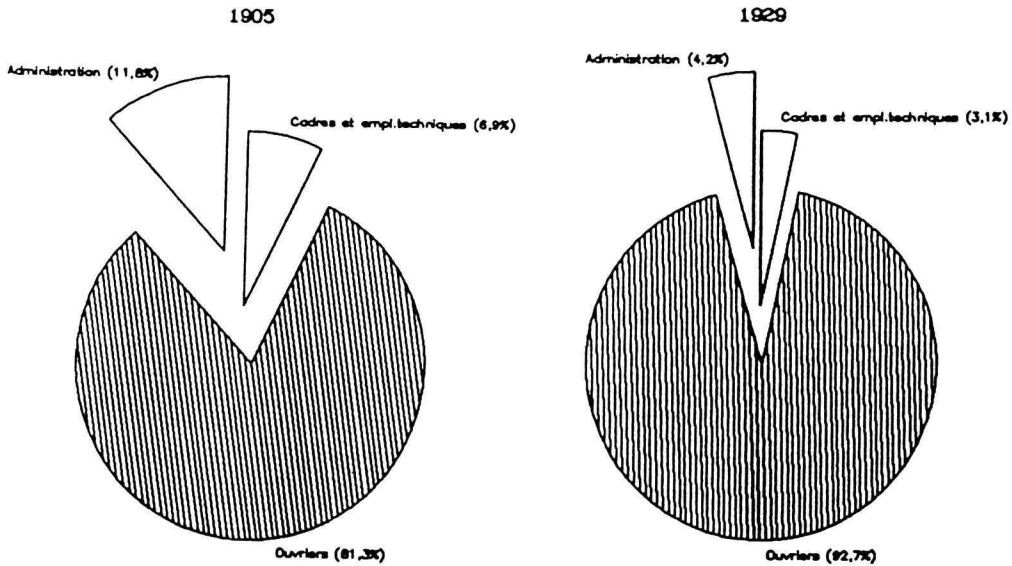
⁴⁰ Nous obtenons précisément 78,65%

⁴¹ Il s'agit des catégories suivantes : 1) Charbon (paquetage); 2) Charbon (petits travaux); 3) Ceux qui travaillent aux ouvrages particulièrement salissants (suie); 4) Magasins; 5) Fonderie; 6) Machines; 7) Fours; 8) Place; 9) Ateliers (gens de métiers); 10) Ateliers (manoeuvres); 11) Construction (maçons); 12) Construction (manoeuvres), 13) Construction (petits manoeuvres); 14) Electriciens; 15) Monteurs de ligne; 16) Peintres; 17) Salpêtre.

⁴² A ce sujet, l'article premier du règlement de fabrique de 1908 nous renseigne sur l'utilisation du terme: "Est considéré comme ouvrier, toute personne occupée à l'exploitation et qui n'est pas chargée,

suppositions sont confirmées par le recensement des entreprises de 1905 et les résultats du recensement de 1929, qui nous livrent le détail de la répartition sociale des personnes ayant une activité économique dans la fabrication de l'aluminium ou d'articles en aluminium.

REPARTITION SOCIALE PAR PROFESSION DANS LA FABRICATION DE L'ALUMINIUM



Histogrammes 17 et 18⁴³

Cette statistique comporte deux biais. Premièrement, elle ne distingue pas entre la fabrication de l'aluminium et la fabrication d'articles en aluminium, ce qui regroupe des entreprises aux structures internes sensiblement différentes, la deuxième catégorie se rapprochant certainement davantage des normes suisses. Deuxièmement, elle englobe, d'une part ouvriers et manoeuvres, d'autre part elle confond techniciens supérieurs et techniciens subalternes en une même catégorie (idem pour employés supérieurs et employés subalternes). De ce double point de vue, les chiffres du recensement de la population de 1930 sont plus explicites⁴⁴, bien qu'ils ne possèdent pas d'équivalent pour les années 1900-1910. Il ressort de ces derniers résultats que la part des ouvriers s'élève à 86,9% dont 39,6% de manoeuvres.

Ce chiffre, d'environ 85%, coïncide étrangement avec la part des ouvriers autochtones. Le procès-verbal d'une séance de conciliation sous les auspices du Haut Conseil d'Etat mentionne "...que le 80% des ouvriers se trouvent être

d'une manière durable, et avec traitement fixe, de la direction, de la surveillance de l'exploitation en général ou d'une branche de celle-ci, ou qui n'exerce pas une fonction technique supérieure."

⁴³ Cf annexe IV: classement social des personnes ayant une activité économique dans la fabrication de l'aluminium ou d'articles en aluminium en 1905 et 1929.

⁴⁴ Cf annexe IV: Classement social des personnes ayant une activité économique dans la fabrication (uniquement) de l'aluminium durant l'année 1930, dont les résultats sont agrégés par deux histogrammes (cf annexe V) plus fidèles à la réalité sociale qui devait prévaloir à Chippis.

valaisans."⁴⁵ Cette approximation est confirmée par un article de La Gazette du Valais qui semble être renseignée par des sources plus autorisées: " La nationalité des ouvriers se répartit comme suit:

Valaisans	85%
Autres cantons	4%
Etrangers	11%

Les ouvriers valaisans se recrutent principalement dans la région comprise entre Sion et Gampel"⁴⁶

De là à conclure que les ouvriers et manoeuvres sont principalement valaisans, il n'y a qu'un pas que la pure logique mathématique nous permettrait de faire allègrement, si nous ne possédions d'autres preuves plus élégantes.

Maurice Zermatten soulève le problème en ces termes: "Mais leur mains sont malhabiles à tous les travaux délicats. Main-d'oeuvre de manoeuvres, hélas! On souffre ici de cette longue carence de l'industrie valaisanne, de cette impréparation totale d'un peuple à des métiers qui réclament un tour de main, l'attention précise, l'exactitude."⁴⁷ Et plus loin: " On a parfois reproché aux dirigeants de l'usine de Chippis de confier toutes les tâches importantes à des employés étrangers au canton. La vérité oblige à dire qu'ils eussent été bien en peine , dans les débuts, de trouver sur place les techniciens nécessaires à la conduite d'une entreprise industrielle."⁴⁸

Cette absence de qualification des travailleurs valaisans les regroupait dans les occupations les plus pénibles , les plus sales, les plus dévalorisantes, les moins payées. Ils occupaient en fait le bas de l'échelle au sein de l'entreprise. Mais ces places défavorisées ne rendaient pas pour autant leur situation comparable à celle des autres manoeuvres suisses ou étrangers travaillant hors du canton. L'ouvrier valaisan se distinguait en restant propriétaire d'un coin de terre qu'il continuait à cultiver.

Cette particularité peut paraître insignifiante, cependant nous ne pouvons l'escamoter si nous désirons cerner les mentalités qui ont prévalu dans les ateliers lors de la grève. Elle est le point central autour duquel gravitent bon nombre d'explications relatives aux comportements et à l'état d'esprit de ces hommes ouvriers-paysans.

⁴⁵ Procès-verbal de la séance de conciliation du 29 août 1916 entre les ouvriers et la direction des usines d'aluminium de Chippis.

⁴⁶ La Gazette du Valais, Sion, le 24 mars 1917.

⁴⁷ Maurice Zermatten dans Les usines d'aluminium de Chippis, p.51.

⁴⁸ Id. p 51.

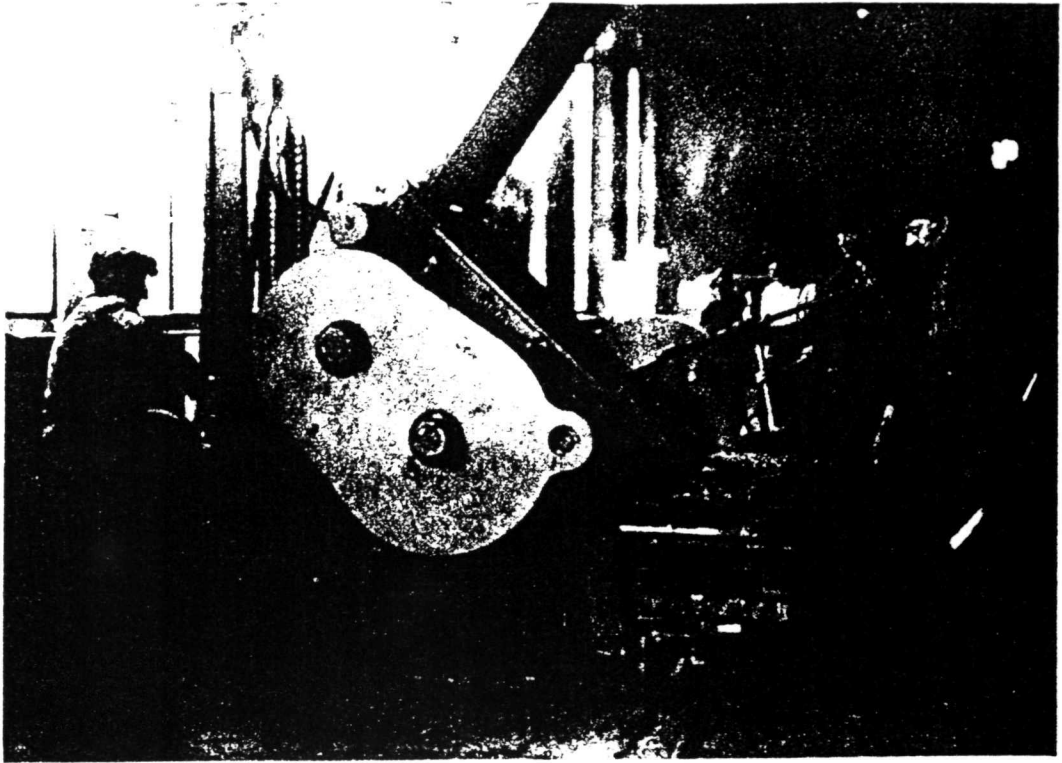


Photo 4: une scène digne d'Emile Zola.

"Il fallait donc les emprunter à la terre, non les arracher une fois pour toute de leurs parcelles de vignes, de champs et de prés. Leurs véritables préoccupations demeuraient paysannes".⁴⁹ "...leur village devait continuer à leur fournir l'essentiel de leur nourriture: le pain, le fromage, la viande, le vin; en cas de crise sur le marché de l'aluminium, il fallait qu'ils pussent sans trop de dommage se replier sur leur lopin de terre".⁵⁰

Il semble que cet état de fait fut davantage le fruit d'une volonté qu'un simple héritage du passé. Volonté du paysan de ne pas abandonner sa terre, mais également volonté politique appliquée par la direction de l'usine à titre préventif. "C'est parce qu'elle ne disposait que d'une main-d'oeuvre non spécialisée que la direction de l'usine de Chippis a toujours évité de son mieux le déracinement de ses ouvriers. C'eût été une faute politique que d'en faire des ouvriers d'usine purs quand, en réalité, ils demeuraient des paysans... Il n'en fallait pas faire des prolétaires dépendant entièrement de l'usine, livrés tout entiers à d'éventuels chômages".⁵¹

Il est peu probable que ces préoccupations fussent uniquement dictées par un désir d'éviter les malheurs de la prolétarisation aux populations avoisinantes, ni les troubles sociaux qu'un tel processus eut pu entraîner. Non, il y a d'autres raisons, moins nobles, mais tout aussi impératives.

A cette époque, la production de l'électricité s'effectuait au fil de l'eau, le principe du réservoir artificiel n'était pas encore appliqué. Les centrales fonctionnaient à plein rendement durant les mois d'été. Les basses eaux de l'hiver

⁴⁹ Maurice Zermatten dans Les usines ..., p.51.

⁵⁰ Id. p 51.

⁵¹ Id. p 51.

limitaient la quantité d'électricité et par ce biais, la capacité de production de l'usine en était diminué proportionnellement.

Ces impératifs naturels incontournables imposaient à l'usine un cycle saisonnier qui se répercutait sur le niveau de l'emploi durant la saison morte. L'automne voyait son contingent de chômeurs s'en retourner chez eux. Le printemps s'accompagnait des longues files d'ouvriers venant s'embaucher pour l'été.

Ces fluctuations étaient importantes. Elles concernaient plusieurs centaines de personnes qui n'auraient pas pu subvenir à l'ensemble de leurs besoins, si elles avaient bénéficié que des revenus distribués par l'usine. Le système était viable pour autant que chaque partenaire garde un peu de son autonomie. Le mariage était indispensable, mais ne pouvait être total.

2) les ouvriers qualifiés

Les ouvriers qualifiés provenaient d'autres cantons. Ils s'installèrent dans la région, mais à aucun moment ils ne constituèrent de véritable banlieue ouvrière. Leur nombre ne le permettait pas, l'habitat resta disséminé dans les villages, ne modifiant pas l'allure ni le cours de la vie champêtre. Cette catégorie de travailleurs était par ailleurs légèrement mieux lotie que leurs collègues autochtones. Il lui était possible de vivre en travaillant uniquement à l'usine. La paye était supérieure et, pour une bonne partie, le travail à l'année était assuré. Il est très difficile de savoir si ces ouvriers, peut-être plus familiarisés avec les méthodes de luttes économiques, ont pris une part active dans le déclenchement de la grève. Toutefois, il semble qu'ils aient suivi la majorité gréviste.

3) l'encadrement

Quant aux contremaîtres et à la direction, ils étaient bien évidemment étrangers au canton, provenant pour une bonne part, de l'usine de Neuhausen ou de la région zürichoise. Leur salaire les mettait à l'abri de la nécessité et constituait une forme relativement nouvelle de richesse axée sur la consommation.

Traditionnellement, l'aisance des grandes familles se concrétisait sous la forme de fortune immobilière, mais leur train de vie se différenciait peu du reste de la population. L'apparition de nouvelles habitudes choqua les habitants de cette contrée où l'on restait longtemps des " nouveaux venus".

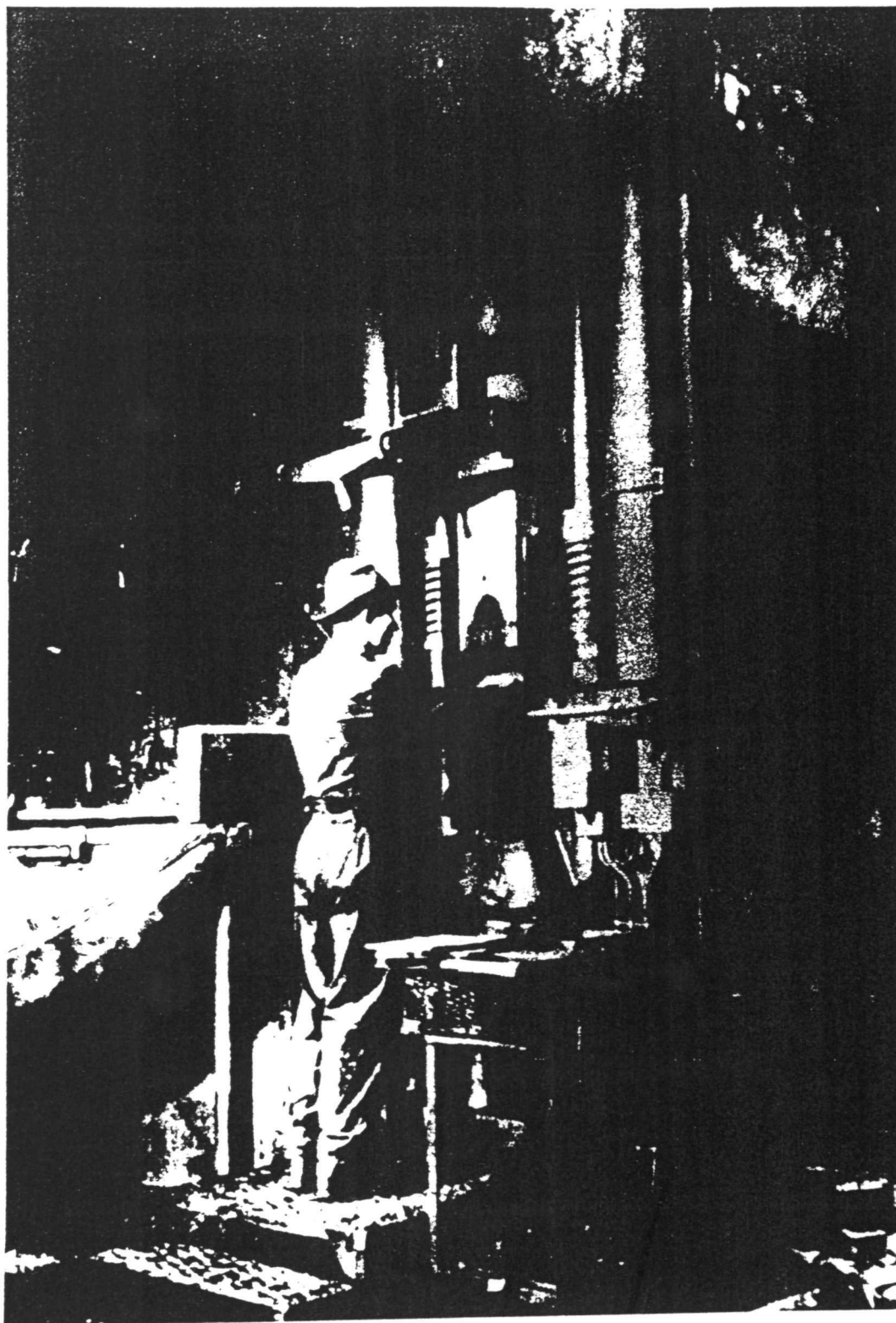


Photo 5: un machiniste.

D) DANS LA MEMOIRE POPULAIRE

avant ...

"Le Valais de 1900-1908 était complètement différent du Valais d'aujourd'hui. Ceux qui se souviennent encore savent de quelle manière vivait la population. La population valaisanne ne connaissait que quelques métiers. On connaissait les métiers de tailleur, de charpentier pour faire ces chalets, le métier de maçon était laissé pour les Italiens parce que le paysan était fier et ne voulait pas travailler dans cette profession, par contre on connaissait également le forgeron. Mais, on ne connaissait absolument pas les métiers de l'industrie, telles que mécaniciens, électriciens, etc... ces professions n'étaient pas connues chez nous. Le paysan valaisan vivait en totale autarcie, chacun avait lui-même ses blés pour faire son pain, avait ses vaches, son bétail, pour faire sa viande, faire son beurre, son fromage. Il n'avait pratiquement pas d'argent, il vivait sur ses biens. De temps en temps, il vendait quelques brantes de vendange qui lui faisait quelque argent pour s'acheter du pain blanc. Le dimanche et les jours de fête, un pain blanc c'était pour les familles quelque chose d'extraordinaire. Un peu de riz, c'était quelque chose de tout à fait nouveau qu'on se permettait uniquement pendant les fêtes."

"C'était la grande misère, il n'y avait que le vin, la vigne d'en haut, qui vendait et puis quelques bétails, mais le restant rien, on n'avait pas de fruits dans les côteaux. Il n'y avait rien."

"On vivait encore le remuage, donc la transumance si l'on veut. Le val d'Anniviers sortant à Sierre, (...). Donc c'était une population tout à fait fermée sur elle, (...). On vivait encore en autarcie, on vivait encore dans la paysannerie et pour les jeunes qui n'avaient pas suffisamment de terre, il y avait l'émigration et puis on travaillait également dans l'hôtellerie à ce moment-là. Je m'en souviens toujours, j'avais un camarade qui est parti faire le chasseur dans un hôtel (...), il avait reçu pour la saison d'été une pièce de cent francs en or (...) c'était tout."

"Peu à peu les terres manquaient, parce qu'un papa, qui avait cinq vaches et cinq fils, partageait une vache par fil. Et avec une vache on ne pouvait pas vivre dans une famille, si bien qu'il fallait trouver un gagne-pain à côté. Et pour une bonne partie ce gagne-pain arrivait à Chippis a été le bienvenu. Mais, nos braves gens ont été là avec une mentalité paysanne. Les professionnels venaient de suisse-allemande, tous ces professionnels: mécanos, etc... étaient suisses-allemands et là, ça a créé de suite des tensions entre les ouvriers eux-mêmes. Ça a créé des tensions avec les autorités et la population. C'est clair qu'il faut se remettre à ce temps-là pour comprendre comment les gens ont réagi. Mais disons qu'après quelques années ça s'est calmé très bien parce que les gens ont commencé à voir le bien-être qu'apportait l'argent. Donc les gens ont eu de l'argent pour mieux s'habiller, pour refaire leur maison, pour compléter leur salaire qu'ils avaient avec leur campagne et peu à peu ces conflits (...) ont disparu et les gens ont compris que, ma foi, on vivait dans une nouvelle période et qu'il fallait y aller."

les débuts ...

"L'Alusuisse est venue en Valais parce que l'Alusuisse s'est créée à Zürich et ils ont monté leur usine à Neuhausen à la chute du Rhin. Pourquoi la chute du Rhin? Parce que l'électrolyse se fait avec le courant continu et le courant continu n'est pas transportable, alors il fallait l'utiliser sur place. Mais l'aluminium a pris de suite de l'extension et on s'est aperçu qu'à Neuhausen, on ne pouvait pas augmenter la production. Alors, on a cherché un emplacement où l'on trouverait de l'électricité facile à exploiter sur place. C'est ainsi que l'Alusuisse est venue à Chippis, tel que la Lonza est venue à Viège, tel que la Ciba est venue à Monthey. Ce sont les mêmes raisons qui ont fait que nous avons ces trois grandes industries dans notre canton et elles sont venues au début de ce siècle."

"A ce moment-là, les paysans se sont mis à travailler à l'usine, mais comme ils n'avaient pas de profession, ils ont été embauchés comme manoeuvres, alors que les professionnels venaient, eux, de suisse-allemande, et dans la population, ce fait de l'arrivée de suisses-allemands a perturbé un peu les habitudes locales. D'autant plus que le problème confessionnel jouait un très grand rôle à ce moment-là, et les gens n'admettaient pas que l'on travaille le dimanche. Or, à l'Alusuisse, il fallait travailler le dimanche puisqu'il y avait le service continu. Et puis d'autre part, (...) les directeurs venant du canton de Vaud, venant de Zürich, étaient la plupart protestants, ce qui a choqué les gens ici."

"(Mais) l'Alusuisse était à ce moment-là un apport formidable pour la région,(...). Les villages bénéficiaient de cela par les impôts que l'usine retenait directement à la source. Et ces impôts ont fait que tous les villages aux alentours en ont profité. Non seulement Chippis, mais l'Alusuisse avec le temps prenait des ouvriers de Saint-Martin, de Nendaz, de Savièse, d'Ayent, et j'ai connu un bon papa qui venait depuis Ayent, il faisait trois heures à pied pour aller et trois heures pour s'en retourner."

"Ça a été la première usine, tous les gens étaient contents d'aller travailler là-dedans. Je peux dire qu'ils avaient une raison d'être content, parce que moi avant que je rentre là-dedans, je travaillais dans les vignes ici, seulement l'été, j'allais faire les travaux nécessaires pour la vigne. On gagnait 1,20 F par jour et puis une soupe à midi (...) pour dix heures, douze heures de travail et je rentre là-dedans et j'obtiens 42 cts à l'heure plus six cts de renchérissement (pour l'année 1917 NdR). Ça voulait dire 4,80 F par jour parce que les ouvriers qui travaillaient là, ils travaillaient 12 heures, il n'y avait que deux équipes (...), mais comme chaque type partait se reposer une heure et demi à midi, eux (l'usine) déduisaient deux heures, un quart d'heure à neuf heures le matin et un quart d'heure à quatre heures(...) L'usine a été quelque chose d'impensable pour le développement du canton.(...) Sinon, il n'y avait pas de travail."

le travail...

"Ils ont commencé à couler en 1908 (...). A ce moment-là les paysans se sont mis à travailler à l'usine, mais comme ils n'avaient pas de profession, ils ont été embauchés comme manoeuvres (...). Moi, j'habitais Chermignon où il y avait un M. Frachbeau (?) qui se cachait pour aller travailler à Chippis."

"Le travail qu'on avait, c'était cinq à six jours à soigner, à s'occuper parce que ça travaillait chaque deux heures. Il fallait brasser l'alumine (la farine) avec le sang - la cryolite - c'est ça qui décompose, qui fait la liaison. Quand on devait arrêter (les fours), il fallait enlever tout le cheni et puiser dehors le sang, sinon après il se coagulait. Les fours marchaient continuellement, alors il fallait faire attention de ne pas toucher les contacts avec le corps du récipient, car on voyait des étincelles."

"Donc les fours utilisaient beaucoup de courant. Et le courant qui était fourni à l'usine était un courant au fil de l'eau, ce qui veut dire qu'en automne, les eaux baissaient, on produisait moins (...), si bien que l'on renvoyait tout simplement les ouvriers chez eux. Au début, il n'y avait ni indemnité de chômage, ni rien du tout et alors c'était pénible. On était renvoyé en automne, et au printemps, il fallait de nouveau supplier pour recommencer le boulot. Et là, il y eut des drames qui n'étaient pas très beaux. Qu'est-ce que vous voulez, les pauvres diables qui devaient venir supplier pour être repris au printemps, on leur disait: <<tu as fait ceci l'an dernier, donc on ne peut pas te reprendre>>. Ça faisait des drames."

"Il n'y avait pas beaucoup d'employés de bureau à l'époque. Mais parmi eux il y avait beaucoup d'instituteurs parce qu'ils n'avaient que leurs six mois d'école, alors ils s'embauchaient à l'usine pour travailler toute l'année (...). Il y avait aussi le Président d'Ayent qui travaillait à l'usine. Et puis l'autre, c'était le juge d'Ayent qui travaillait dans les bureaux qu'on appelait les grands bureaux parce qu'il y avait tellement de petits bureaux où étaient les marqueurs, les contremaîtres, les caporaux. Ils allaient là, ils n'allaient pas aux vestiaires. Il y avait le fil des Chaperon à St.-Gingolph. Le père était lieutenant au service du Tsar. Il avait deux fils là, mais sa famille était là-bas. Il dirigeait un pays comme tout le Valais. Il portait les redevances (...) au Tsar (...). Le fils me disait qu'ils (les révolutionnaires russes) avaient maltraité la famille. Le père avait été engagé à l'usine (...).

"Non, ils n'ont jamais manqué d'ouvriers. Il y avait toujours des ouvriers pour l'embauche. Ils se présentaient à la porte. Tous les gens étaient content d'aller travailler là-dedans."

"Mais après, il y a quand même eu des tensions entre les autorités, la direction et les ouvriers. Pourquoi? Parce qu'il n'y avait pas de liaison entre eux, il n'y avait pas encore de convention, on ne connaissait pas encore les conventions, et puis disons que les directeurs, venant de l'extérieur, sont venus ici avec leurs gros souliers."

"Et puis on voyait d'un mauvais oeil dans la haute société: fabriquer des ouvriers!!!"

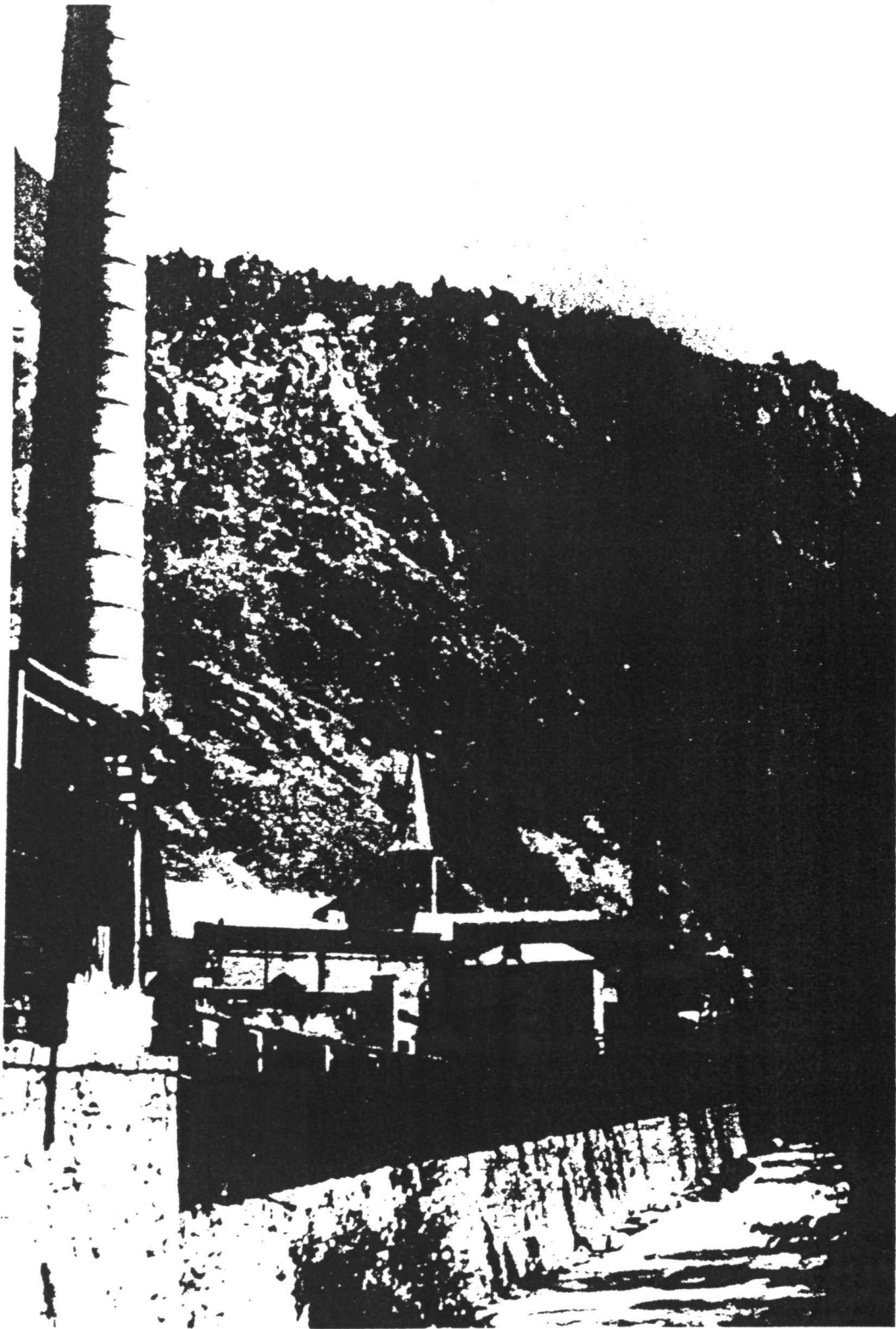


Photo 6: contraste en pays agricole

* * *

En résumé, nous avons à faire à une région qui s'ouvrit tardivement au progrès, en cherchant à l'intégrer à des structures économiques préexistantes.

Parallèlement, nous avons un complexe industriel immense, récemment installé, dont l'apparition n'est pas sans rappeler davantage, les transformations qu'ont connues les campagnes russes à la fin du XIXème siècle, que la révolution industrielle suisse; création de grandes usines modernes orientées vers l'industrie lourde; injection massive de capitaux étrangers; production tournée vers l'exportation, bénéfices quittant la région (donc peu d'effet induit); élite et techniciens étrangers,...

Cette comparaison doit être nuancée, car le Valais ne connut ni la création de banlieue ouvrière, ni le choc du déracinement de l'ouvrier. De plus, ces bouleversements ne furent pas comparables à l'ampleur de l'industrialisation russe. La succursale de l'A.I.A.G. fut un cas isolé dans le temps et l'espace qui dut s'intégrer dans une région bénéficiant d'une large autonomie politique et administrative.

Pourtant, nous sommes convaincus que ces quelques rapprochements audacieux ne sont pas sans fondement. L'usine créa une rupture d'équilibre qui ne fut pas sans exercer une influence sur la nature de la grève de 1917.

* * *

PARTIE II:

LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE

A) LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'USINE

I) PERIODE 1905-1911

a) L'"Eldorado" valaisan

Cette "ruée sur l'aluminium" employée par Michel-André Zufferrey est une expression bien choisie pour décrire les années de construction des premiers ateliers. Nous avons déjà mentionné quelques aspects des mutations qui touchèrent la région. Nous pouvons essayer de nous représenter le gigantisme des réalisations par quelques témoignages photographiques de l'époque.

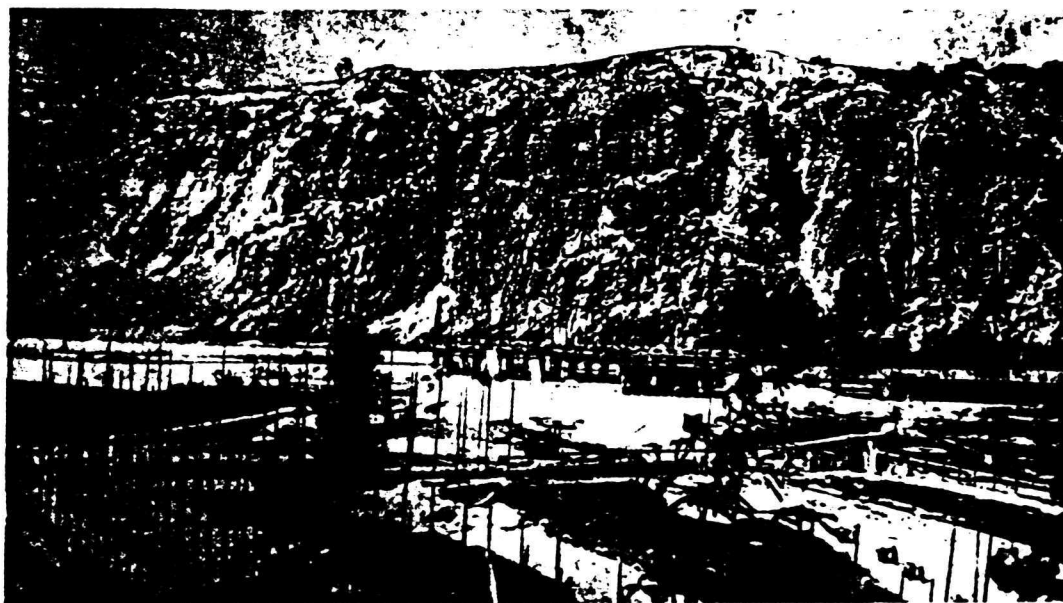


Photo 7: les travaux débutent.



Photo 8: 1907, les conduites forcées à l'entrée de l'usine.

Ce n'est pas moins de 8086 toises de $3,80 \text{ m}^2$ soit 30.727 m^2 qui furent achetées à la commune le 8 octobre 1905 par l'ingénieur Adrien Palaz pour le compte de l'A.I.A.G. Ce terrain situé à "l'Ilettaz" fut vendu au prix de 6 F la toise, c'est-à-dire pour un montant global de 48.516 F. Dès lors, la construction de l'usine fut très rapide.



Photo 9: Ces mêmes conduites à l'échelle de l'homme.

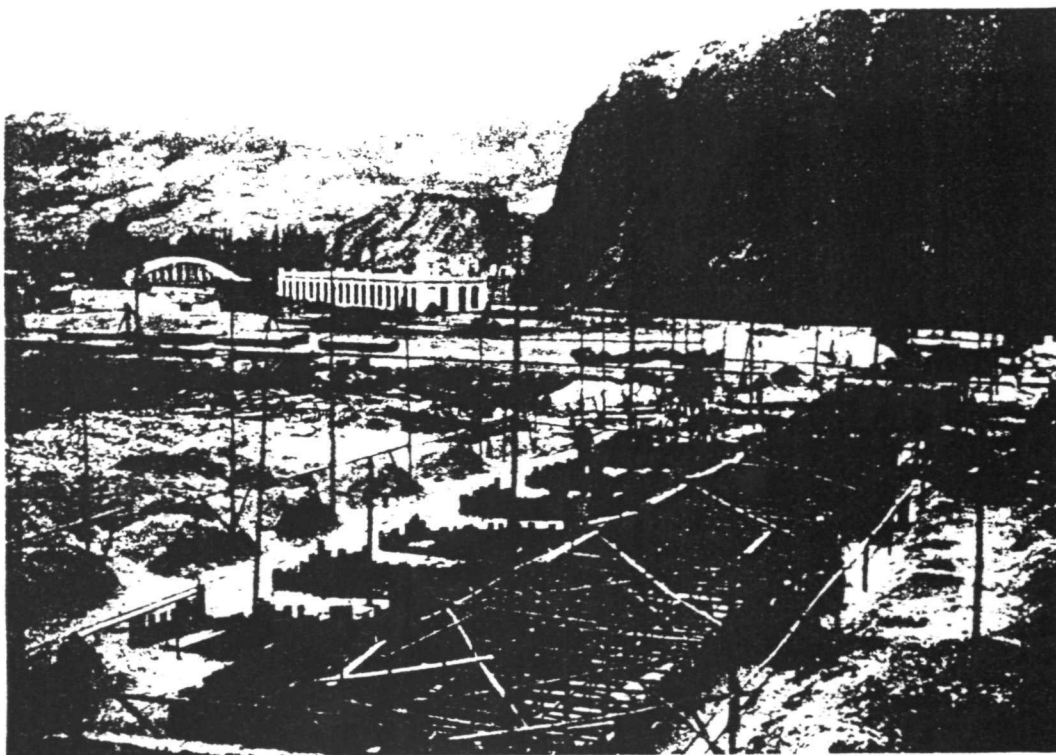


Photo 10: fondations de la halle aux machines.



Photo 11: le tout est rattaché au réseau du chemin de fer.



Photo 12: l'usine presque prête à fonctionner, désormais à l'arrière plan: le village et les champs.

b) les premières difficultés

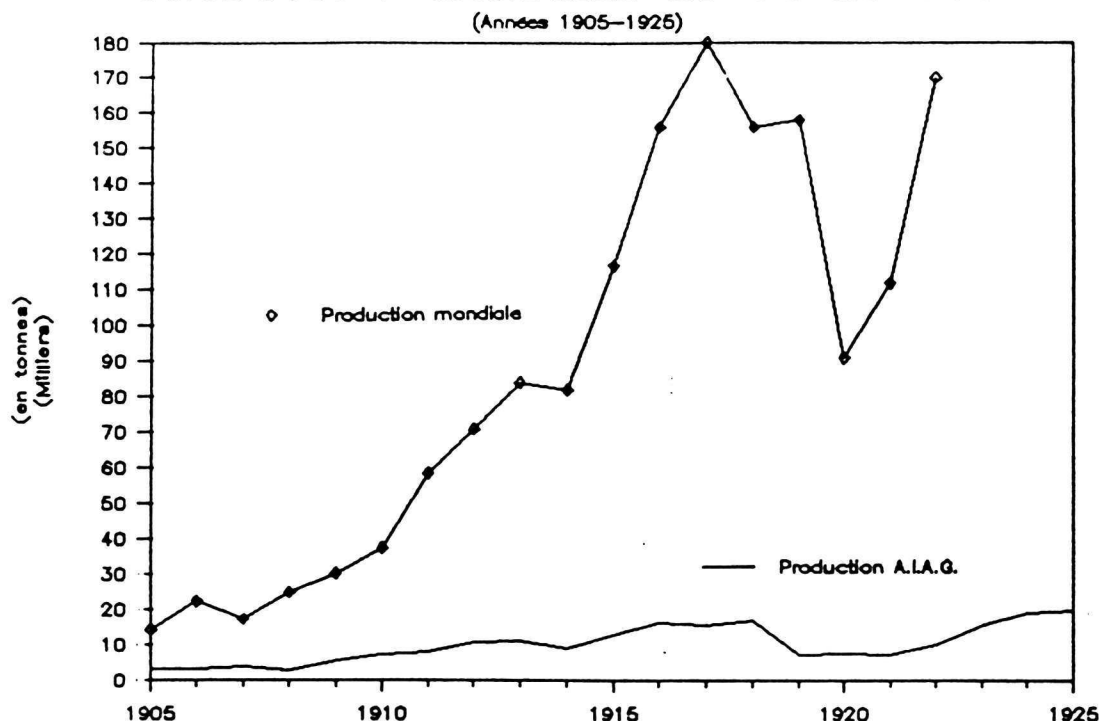
Nous avons déjà mentionné (note 20, p.23) que l'investissement des installations de Chippis s'élevait en 1908 à plus de 14 millions de francs, alors que la maison-mère de Neuhausen, bien que de taille respectable pour l'industrie suisse de l'époque, ne totalisait qu'une valeur non-amortie de 4,8 millions. Elle accouchait ainsi d'une succursale trois fois supérieure à sa taille. Même à l'échelle du groupe, le nouveau-né représentait dès sa naissance plus du 45% de la valeur globale des installations appartenant en propre à l'A.I.A.G. Cette augmentation de 83% de son capital fixe n'intervint ni par hasard ni sans poser quelques problèmes. Certes, elle fut l'expression du grand dynamisme qui animait l'équipe de direction. Doubler la valeur de ses installations en l'espace de trois ans reflète un esprit d'entreprise énergique et une orientation résolument tournée vers l'avenir. Mais les seules perspectives élaborées sur la perspective d'un marché stable ne pouvaient justifier entièrement les risques financiers encourus par la réalisation du projet "Chippis". Un autre fait d'importance allait redistribuer les cartes sur le marché mondial de l'aluminium et inciter l'A.I.A.G. à suivre la voie stimulante mais périlleuse de l'investissement massif.

L'année 1905 ne fut pas uniquement le point de départ des travaux à Chippis, elle fut également l'échéance à laquelle expira la clause d'exclusivité du brevet protégeant l'utilisation du procédé Héroult. De sorte qu'en passant dans le domaine public, l'électrolyse permettait aux pays voisins de combler leur retard

au niveau de la fabrication de l'aluminium et de s'ériger en concurrents directs de l'A.I.A.G. Perdant sa situation privilégiée, le groupe germano-suisse devait investir afin de résister à ce durcissement du marché. Désormais, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Norvège allaient constituer une concurrence autrement plus présente que ne l'avaient été les Etats-Unis qui, jusqu'à cette date, n'avaient pu menacer sérieusement l'hégémonie de l'A.I.A.G. sur le vieux continent du fait des coûts élevés de transport et de la non-saturation des marchés américains encore en pleine expansion.

Dès lors, la production mondiale connut un boum sans précédent. Evaluée à quelques 14.400 tonnes en 1905 par Albert Gautschi, elle est multipliée par 4 en l'espace de six années (58.400 t en 1911)¹.

PRODUCTION MONDIALE ET DE L'A.I.A.G.



Graphique 2²

Cette augmentation fut si rapide que les taux de croissance annuelle approchèrent les 25% durant les huit années précédant la guerre³. Cette pression et la perte du quasi-monopole européen, contraignirent le groupe à lutter avec les mêmes armes que ses adversaires, c'est-à-dire chercher à augmenter la production afin d'abaisser au maximum les coûts de fabrication et rester compétitif au niveau international. L'inauguration des ateliers de Chippis contribua à préserver la place de l'A.I.A.G. sur le marché régional, mais au niveau mondial, ces mesures hardies ne purent enrayer le recul du groupe. Sa part, prépondérante au XIX^{ème} siècle, s'amenuisa progressivement jusqu'en 1905, pour s'effondrer brutalement passant de quelques 20,9% à 13,4% en 1913. Désormais l'A.I.A.G. n'était plus qu'une entreprise parmi les autres, ne pouvant plus profiter des

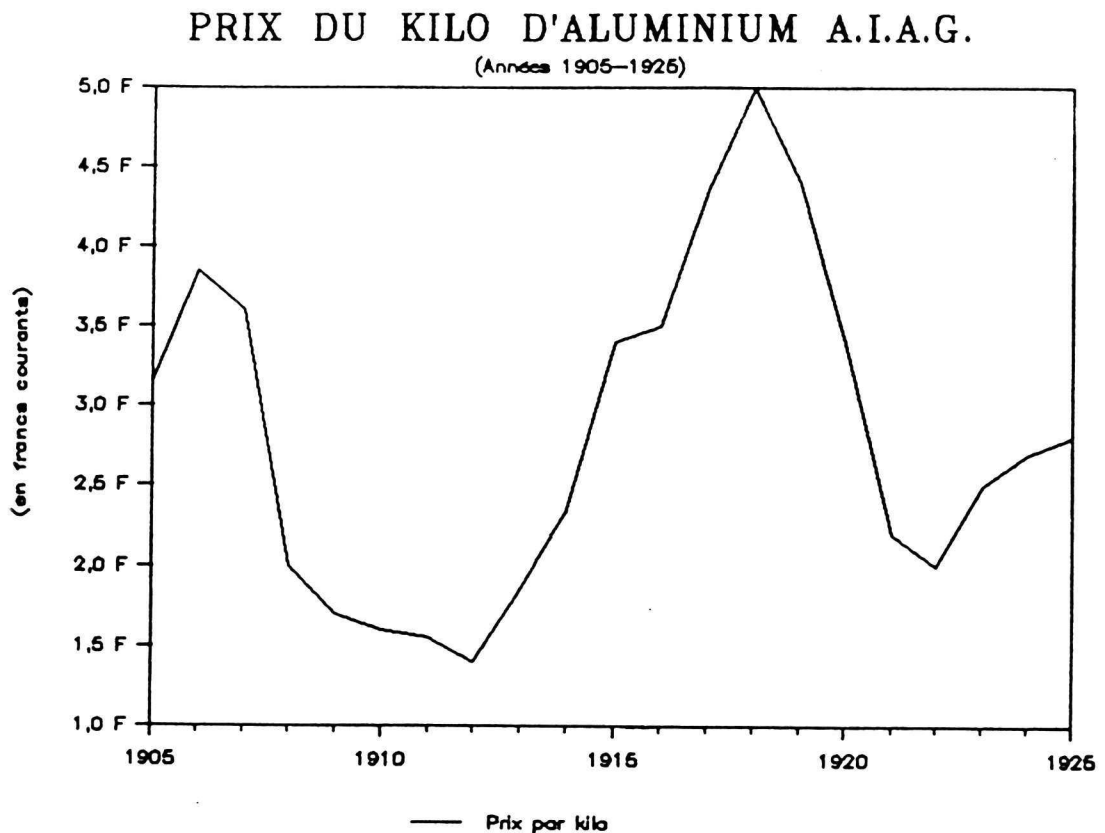
¹ Cf. annexe IV tableau: part de l'A.I.A.G. et de Chippis sur le marché mondial de l'aluminium.

² Cf. annexe IV tableau: part de l'A.I.A.G. et de Chippis sur le marché mondial de l'aluminium.

³ Il s'agit du taux exact de 24,7% par an.

avantages technologiques acquis par ses ingénieurs d'avant-garde. Les règles n'étaient plus les mêmes, l'adversité s'était renforcée, il fallait déployer une nouvelle stratégie.

Parallèlement, cette nécessité d'accroître la production eut plusieurs effets pervers sur la marche des affaires. L'absence de concertation entre les différents concurrents entraîna une chute des prix de l'aluminium créant une source de difficulté considérable pour les industries de la branche. Bien que suivant un trend négatif à long terme, le niveau des prix du métal blanc s'était revalorisé entre 1900 et 1906, passant de 2,60 F le kilo à 3,85 F. Mais l'apparition des nouvelles usines étrangères fit chuter les prix de vente en dessous de la barre des deux francs dès 1908 pour atteindre le plancher de 1,40 F en 1912.



graphique 3⁴

Cette situation accentua le besoin de diversifier la production afin de stabiliser les bénéfices. Tant et si bien que dès l'été inaugural de 1908, l'usine subissait sa première restructuration. Après avoir pris contact avec la "société de l'Acide nitrique de Fribourg", la direction de Neuhausen en collaboration avec M. de Preux qui dirigeait l'entreprise de Chippis introduisit une invention de deux professeurs polonais⁵ permettant la fabrication de l'acide nitrique par oxydation de l'azote de l'air dans des fours à arc voltaïque. Cette nouvelle orientation ne modifia pas en profondeur les plans généraux d'aménagement. Elle se prêta

⁴ Cf. annexe IV tableau: comparaison de quelques prix du kilo d'aluminium.

⁵ Il s'agit des professeurs Mosciki et Kowalski de l'Université de Fribourg.

néanmoins à l'acquisition d'une plus grande souplesse d'utilisation du courant électrique, alors trop dépendant des fluctuations de la demande d'aluminium. Elle diversifia également la clientèle et surtout elle permit d'accéder au marché de l'armement, car l'acide nitrique entrait dans la fabrication des poudres et explosifs. On se doute que trop de l'intérêt que rencontra ce produit en ces temps de préparation à la guerre où les Etats remplissaient leurs arsenaux avec frénésie. Les fournitures de millions de kilos d'acide par an aux services fédéraux d'armement permettent de comprendre l'intérêt que la Confédération voyait au bon fonctionnement de l'usine pour les besoins de la défense nationale.

Mais ces mesures furent innopérantes dans l'immédiat, car ces nouvelles installations ne furent opérationnelles qu'à partir de 1911, n'empêchant pas la baisse du chiffre d'affaire d'entraîner avec elle le bénéfice net. Le poids de l'aluminium restait prépondérant dans les comptes de l'A.I.A.G. La mévente des lingots brillants ne put être compensée totalement par la restructuration.

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRE A.I.A.G.

(Années 1905-1911)

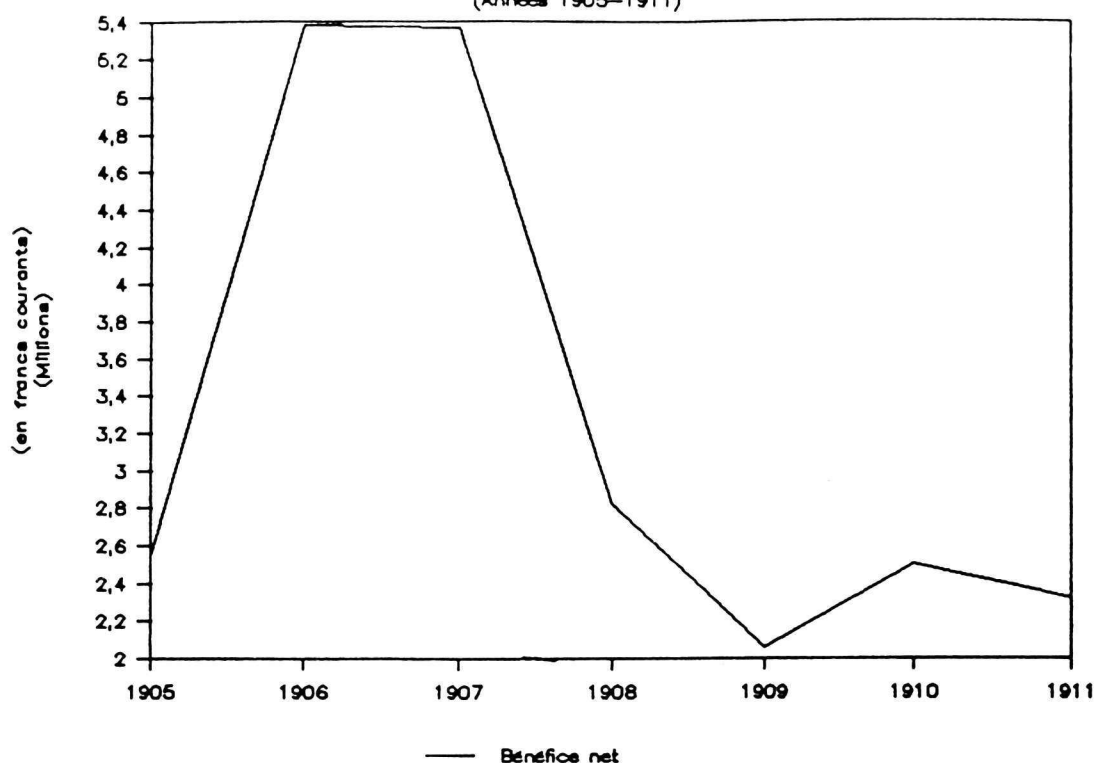


graphique 4⁶

⁶ Cf. annexe IV tableau: indice du chiffre d'affaire du groupe A.I.A.G.

EVOLUTION DU BENEFICE NET

(Années 1905-1911)

graphique 5⁷

Nous constatons que la conjoncture économique des années 1906-1912 était loin d'être favorable, ni sur le plan interne, ni sur le marché international. D'une part, l'entreprise devait accuser les coûts élevés de ses investissements, et d'autre part, elle devait faire face à une diminution de ses entrées suite à la baisse des prix.

Période difficile marquant l'entrée en fonction des ateliers de Chippis. Les difficultés de vente et le repli économique du groupe assurèrent un démarrage de la production valaisanne relativement doux et progressif. Les fours neufs et le bon approvisionnement en électricité permettaient d'afficher le meilleur des optimismes quant aux résultats futurs. Le fonctionnement, même partiel, des installations suffisait à répondre aux possibilités d'écoulement offertes par le marché. Dans ces conditions, l'attitude de la direction resta réservée. De plus, les cadres, venant de l'extérieur du canton, étaient pour la plupart dans une phase d'installation et d'adaptation. Bref, pour l'essentiel, le premier contact entre l'industrie et le monde paysan se présentait sous d'heureux auspices. Bien que les changements furent rapides, ils auguraient des meilleures perspectives pour les deux parties. Les uns voyaient l'argent affluer dans la région tandis que les autres se forgeaient des atouts porteurs de belles espérances.

Les seules anicroches de ces débuts enchanteurs furent d'ordre culturel. "Des témoins de cette époque déjà lointaine disent que certains ouvriers villageois se rendaient au chantier en cachette afin de s'éviter les reproches des voisins, de

⁷ Cf. annexe IV tableau: bénéfices du groupe A.I.A.G. (1905-1925).

ceux qui restaient inébranlablement attachés aux anciennes formes de la vie et craignaient les malédictions divines."⁸ A ces sentiments de honte, s'ajoutèrent quelques fiertés paysannes à rester entièrement indépendant et le tout fut accompagné de quelques protestations du clergé s'opposant au travail dominical imposé à leurs paroissiens⁹, mais pour l'essentiel gardons à l'esprit que ces contestations restèrent isolées et sans ampleur. Comme le fait remarquer Maurice Zermatten: "l'argent ne pouvait que l'emporter sur la pauvreté qui était souvent misère."¹⁰

II) PERIODE 1912-1917

a) la conjoncture de guerre

Sept années après le début de la construction, alors que l'usine commençait à faire partie du paysage, la conjoncture économique s'inversa. D'une part, l'année 1912 vit la création du syndicat des producteurs d'aluminium qui par différents accords, parvint à freiner la chute des prix et à revaloriser leur produit par rapport aux autres marchandises. Les effets de cette politique concertée furent immédiats:

<u>années</u>	<u>prix du Kg.(A.I.A.G.)¹¹</u>
1912	1,40 F
1913	1,85 F
1914	2,35 F
1915	3,40 F
1916	3,50 F
1917	4,35 F
1918	5,00 F

D'autre part, la mise en exploitation de l'acide nitrique porta ses premiers fruits durant l'année 1911. Ce solde positif s'ajoutant aux entrées de l'aluminium contribua au redressement spectaculaire du chiffre d'affaire. Le graphique 6 est sur ce point très explicite.

⁸ Maurice Zermatten dans Les usines..., p.39

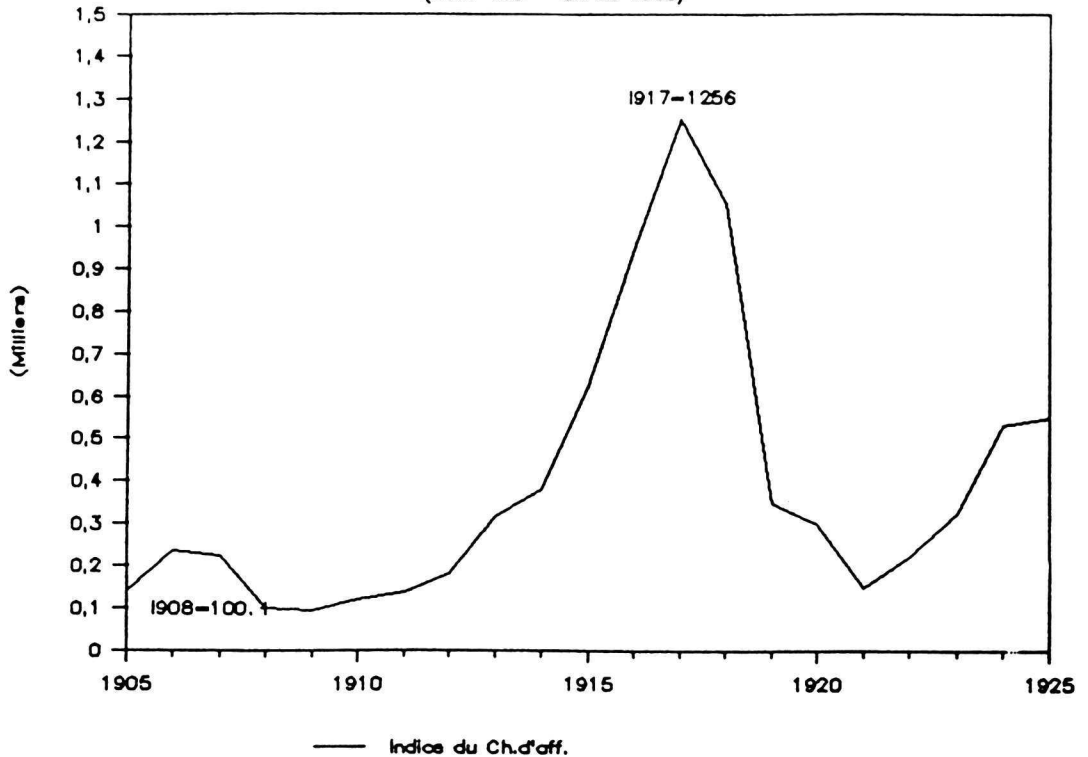
⁹ Nous aurons l'occasion de revenir sur ces premiers mécontentements dans la partie analytique.

¹⁰ Maurice Zermatten dans Les usines..., p.39

¹¹ Cf. annexe IV tableau: comparaison de quelques prix du kilo d'aluminium.

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRE A.I.A.G.

(Base 100 - année 1908)

graphique 6¹²

Incontestablement, cette réorganisation interne de la production et la création d'un consortium capable d'harmoniser les prix eurent des effets positifs. Pourtant, il serait abusif de leur prêter la paternité exclusive d'une croissance aussi rapide. Un examen plus attentif de la situation générale de l'économie montre que la production industrielle mondiale s'essouffle à partir de 1904-1905 et recule même vers les années 1908-1909, pour finalement sortir de cette crise dès 1911-1912. Ces fluctuations permettent, à la fois, d'expliquer partiellement les difficultés de vente des débuts, mais aussi le fabuleux démarrage qui précéda la première guerre. En fait, la préparation active du conflit par la totalité des puissances européennes impulsa plus que toute autre cause la production des ateliers de Chippis. Ceci, non pas uniquement, par l'utilisation purement militaire des produits chimiques qui, comme nous l'avons vu, entraient dans la fabrication des poudres explosives et, de ce fait, bénéficiait directement des retombées économiques de la course aux armements, mais également par les débouchés nouveaux que trouvait l'aluminium comme matériaux de substitution de l'acier dont les carences d'approvisionnement étaient liées à la fabrication de l'artillerie lourde et de ses munitions. L'affectation de l'aluminium dans les applications civiles compensait ainsi l'usage prioritairement militaire du fer et par ce biais, l'usine profitait des changements structurels imposés par les impératifs guerriers de l'époque.

Cette croissance foudroyante surprendrait autant l'économiste du XIX^{ème} siècle qu'elle ferait rêver l'industriel de la fin du XX^{ème}. Les taux de croissance

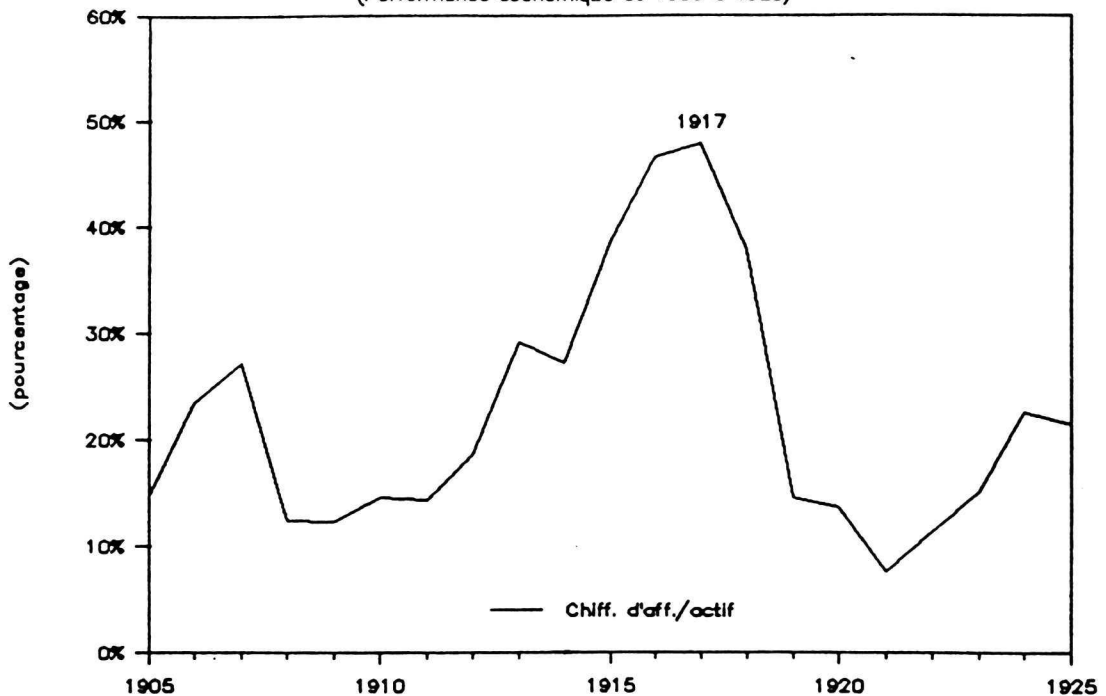
¹² Cf. annexe IV tableau: indice du chiffre d'affaire du groupe A.I.A.G.

furent pharamineux: 26,4% par an entre 1912 et 1917 pour le capital-action; 38,3% par an de 1909 à 1917 d'augmentation du chiffre d'affaire; 42,7% par an en ce qui concerne les bénéfices nets entre 1911 et 1917; etc...la liste pourrait s'allonger indéfiniment en comptabilisant des résultats plus alléchants les uns que les autres, mais plutôt que de nous éparpiller, concentrons nous sur trois indices composés très significatifs et hautement instructifs: la performance économique, la rentabilité économique, et la marge économique.

Le premier se calcule simplement en divisant le chiffre d'affaire par l'actif. Il exprime en quelque sorte la part du capital mobile sur la masse des avoirs, c'est-à-dire qu'il nous renseigne sur la rotation de l'actif¹³. Or, nous constatons en observant le graphique qui suit que l'A.I.A.G. multiplie par 4 la part commercialisée par rapport à ses actifs entre 1909 et 1917. Ainsi une part 4 fois supérieure est directement productive de bénéfice, autrement dit chaque franc produit par l'usine coûte quatre fois moins cher¹⁴.

ROTATION DE L'ACTIF

(Performance économique de 1905 à 1925)



graphique 7¹⁵

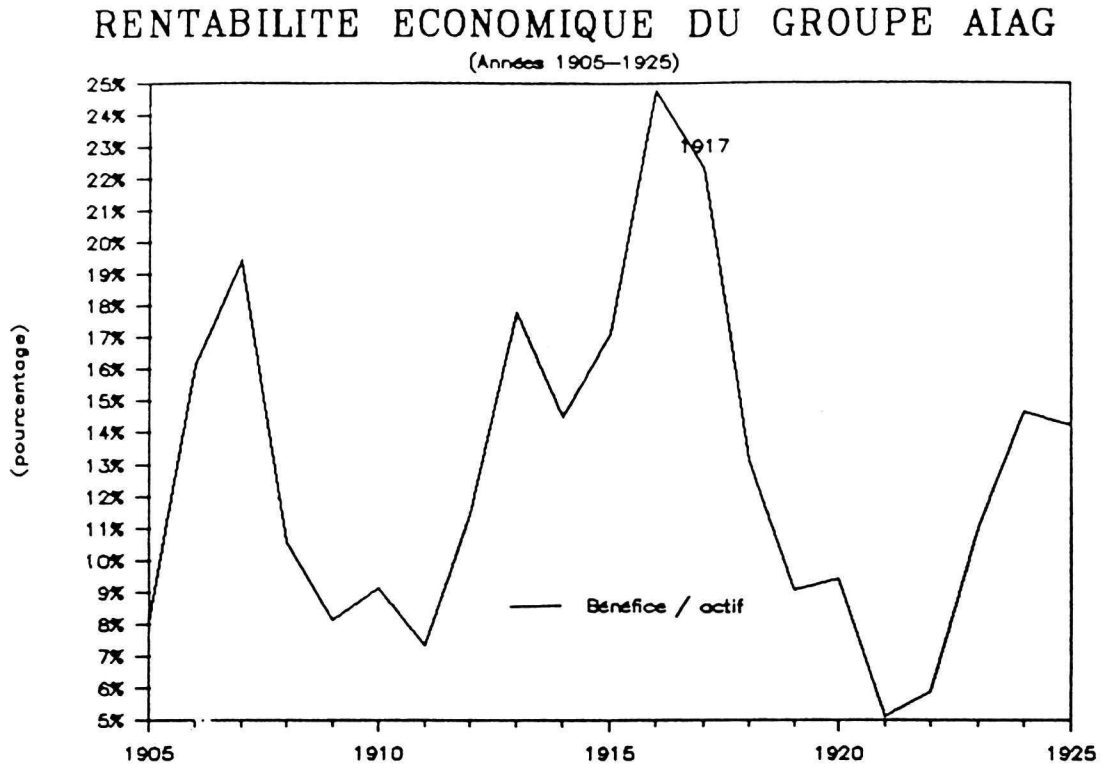
Il est à noter que les taux de départs de 12 à 15% représentent une performance économique tout à fait honorable, tandis qu'un roulement annuel de capital supérieur à 40% est exceptionnel dans le secteur métallurgique. Cette présentation peut être complétée par l'approche qu'offre la rentabilité économique. Ce deuxième indice global nous renseigne sur la part que

¹³ Par exemple, un commerce cherchant à maximiser la rotation de son capital, va augmenter la vitesse de circulation de ses stocks, ainsi il augmente son profit en multipliant le nombre des transactions (ceci indépendamment de sa marge bénéficiaire sur laquelle nous aurons à revenir).

¹⁴ Cette démonstration reste volontairement très schématique pour ne pas alourdir le texte. Les esthètes de l'analyse économique des entreprises voudront bien nous pardonner ce raccourci.

¹⁵ Cf. annexe IV tableau: performance économique du groupe A.I.A.G.

représentent les bénéfices nets par rapport à l'actif total. Il met en évidence la relation existant entre les bénéfices finaux et les fonds globaux engagés, compte tenu des amortissements antérieurs¹⁶.



graphique 8¹⁷

Ces résultats traduisent assez précisément la santé globale de l'entreprise. Il est aisé d'imaginer l'enthousiasme des gestionnaires assistant en l'espace de cinq ans à une multiplication par trois de leur rentabilité économique¹⁸. Nous sommes loin des prouesses divines en matière de pains et de poissons, mais en matière d'aluminium, des antécédents de cet ordre devaient être rares. Cependant, une entreprise subissant la concurrence ne peut échapper à certaines contraintes. L'accroissement de ses bénéfices est soumis à des impératifs et dépend de choix parfois involontaires, mais ayant toujours des retombées sur l'organisation de la production. Cette politique économique adoptée par la firme peut avoir diverses conséquences, car deux alternatives lui sont offertes pour maximiser son profit, soit elle augmente la ventes de ses produits, mais pour cela elle est obligée de diminuer sa marge bénéficiaire, afin d'abaisser son prix de vente et d'accroître ainsi le nombre de ses transactions, (en reprenant l'exemple de notre commerce, ce serait l'option adoptée par les magasins de grande surface), soit elle augmente sa marge bénéficiaire au détriment du volume des ventes (c'est la voie suivie par les magasins spécialisés). Dans le premier cas, le profit est composé d'une

¹⁶ C'est-à-dire après avoir payé l'usure et le remplacement des installations y compris les amortissements de l'année prise en compte. En d'autre termes, après avoir déduits l'ensemble des frais fixe de production.

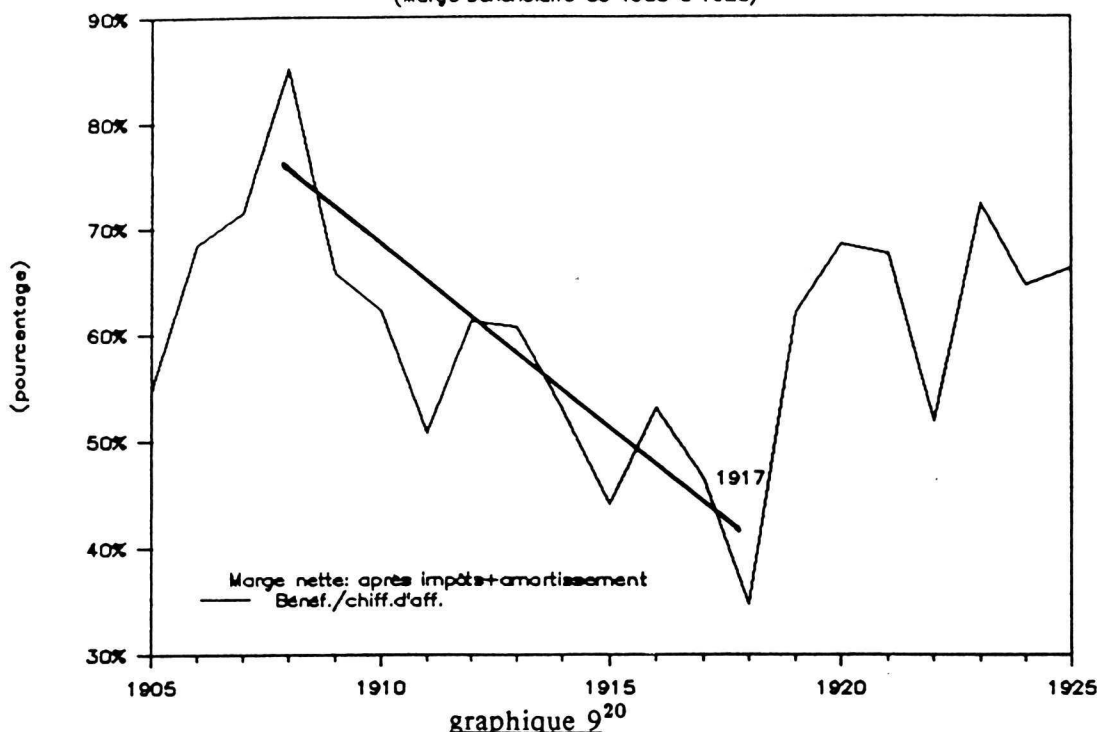
¹⁷ Cf. annexe IV tableau: rentabilité économique du groupe A.I.A.G.(1905-1925).

¹⁸ 1911: 7,34% et 1916: 24,76%

multitude de petits gains, tandis que dans le second exemple, les surplus seront l'addition de quelques transactions massivement bénéficiaires. Ce choix peut être mis en évidence par la marge économique nette (après impôts et amortissements) qui résulte de la division du bénéfice net par le chiffre d'affaire. Le graphique ci-dessous, révèle que cette marge bénéficiaire¹⁹, bien que se situant à des taux extrêmement élevés vers 1908 (85,14%) ne cesse de baisser jusqu'en 1917.

MARGE ECONOMIQUE DU GROUPE

(Marge bénéficiaire de 1905 à 1925)



Nous pouvons interpréter cette baisse comme un durcissement des conditions de création du profit. Karl Marx aurait parlé d'une baisse tendancielle du taux de profit²¹, c'est-à-dire que le maintien d'un bénéfice constant nécessiterait une augmentation régulière de la part commercialisée, soit en améliorant la productivité des ouvriers au travers de nouveaux investissements (amélioration qualitative), soit en intensifiant les cadences de travail (amélioration quantitative)²². Nous verrons que ces deux alternatives furent pratiquées simultanément dans des proportions d'autant plus grandes que le bénéfice net --- surtout son rapport à l'actif total (la rentabilité économique) --- augmentait. Ce qui est le cas dès les années 1911-1912. Pour l'instant contentons nous de noter la santé remarquable du groupe et de ses succursales, ainsi que l'expansion formidable qui accompagna cette période. Une série de photos permet d'observer les effets pratiques des résultats chiffrés que nous avons étudiés.

¹⁹ La marge économique nette et la marge bénéficiaire nette sont des termes équivalents.

²⁰ Cf. annexe IV tableau: marge économique du groupe A.I.A.G.

²¹ Attention! Bien que la marge économique puisse recouvrir le même processus décrit par Marx, elle n'en constitue pas pour autant un équivalent strict. Les formules marxistes, qui s'appuient sur les notions de capital fixe et capital mobile sont distinctes des indicateurs utilisés ici.

²² L'augmentation des heures de travail effectuées ne se pose pas dans ce cas précis du fait que le matériel productif est utilisé 24 h. sur 24 et l'horaire des deux équipes de douze heures ne peut être modifié sans poser de sérieux problèmes d'organisation interne.

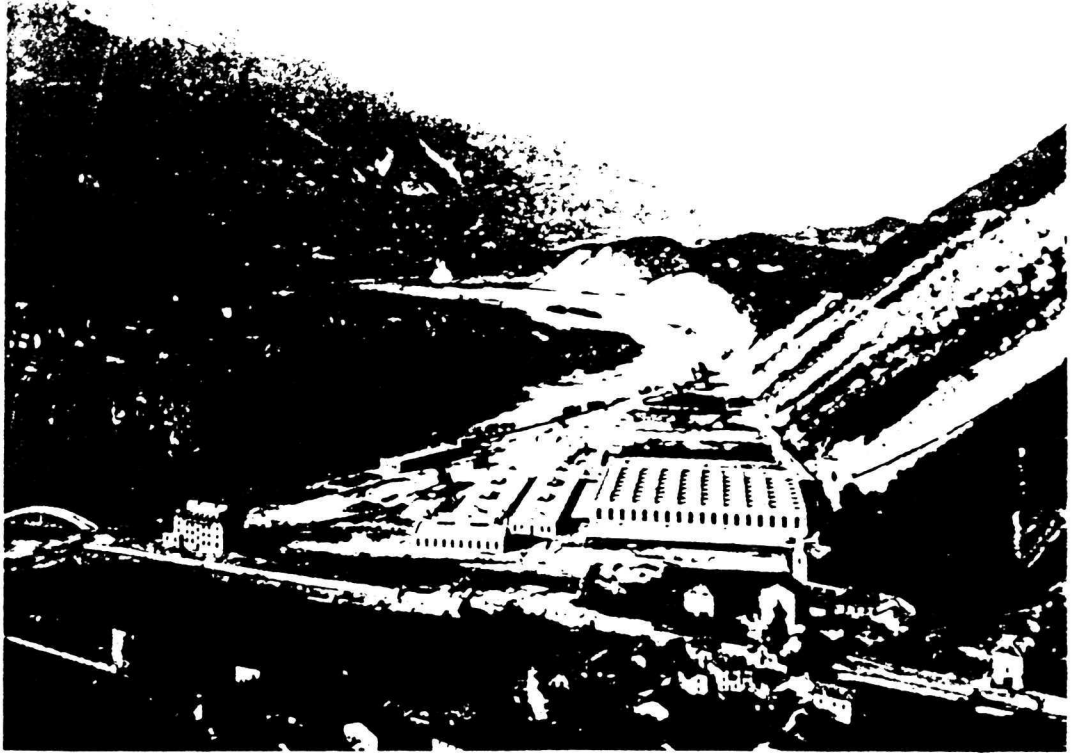


Photo 13: l'usine à ses débuts.

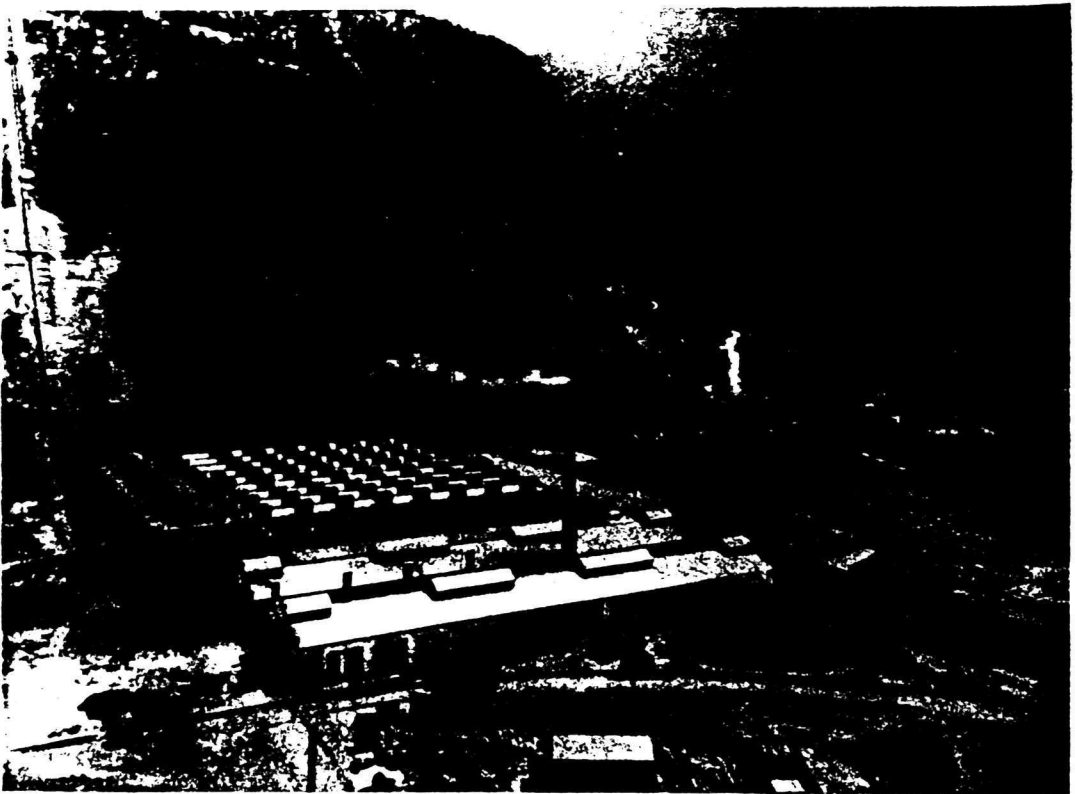


Photo 14: l'usine vers 1910.

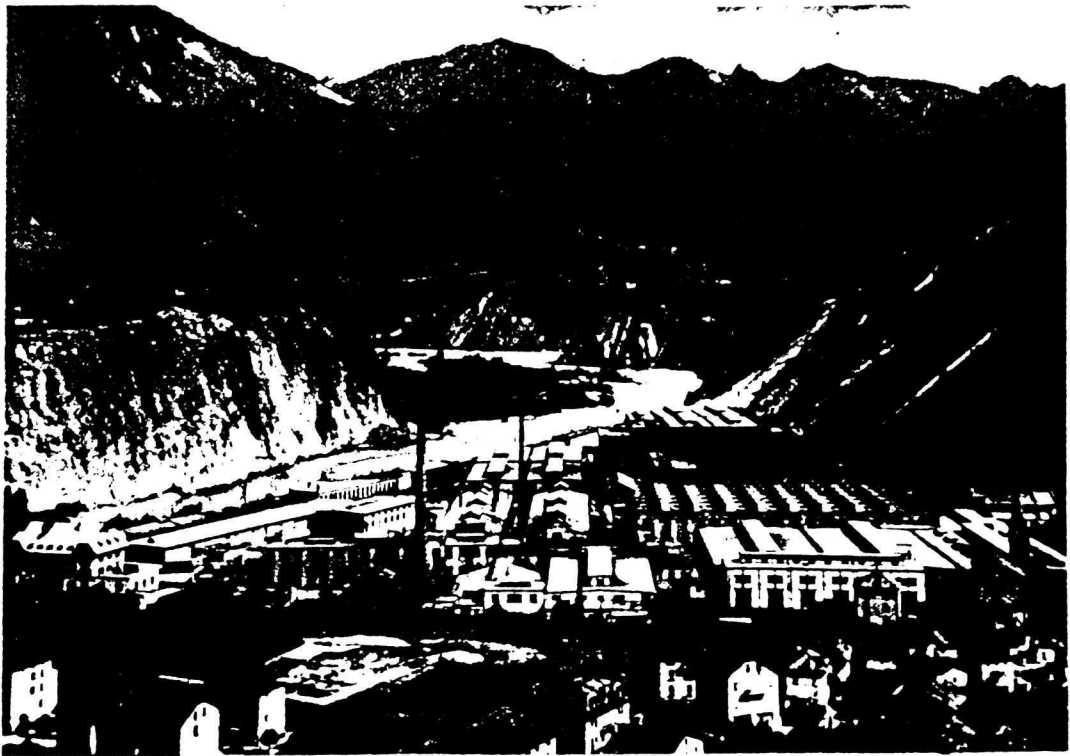


Photo 15: en 1920.



Photo 16: en 1930.

En examinant ce panorama diachronique, deux évidences s'imposent aux yeux de chacun. La première atteste que la croissance de l'usine fut colossale et fulgurante. Ces nouvelles dimensions lui conférèrent une superficie supérieure à celle du village, inversant ainsi les proportions existant entre la surface industrielle et la zone d'habitation. La deuxième confirme que l'expansion de l'usine se concentra entre les années 1910 et 1920, à savoir les années de guerre, ce qui nous oblige à nous arrêter à nouveau sur cette délicate question, car les influences qu'elle exerça ne se limitèrent pas au domaine économique.

b) l'impact du conflit

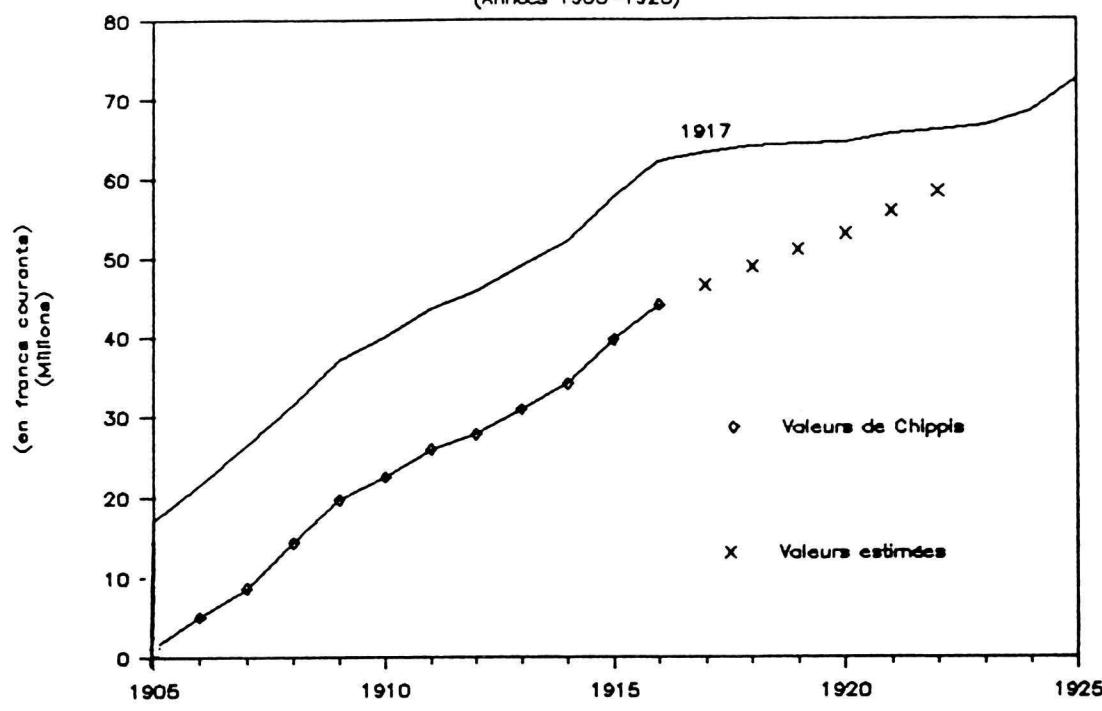
La guerre pose avant tout un problème de frontière, c'est-à-dire un problème politique. Qu'il s'agisse des belligérants ou des neutres, dès les premiers combats, tous se retranchèrent derrière des barbelés, qu'ils fussent fronts ou lignes de démarcation. Ces barrières perturbèrent les flux commerciaux durant l'année 1914, mais les anciens courants d'échange se rétablirent par la suite en prenant une connotation politique plus accentuée ou des chemins détournés plus discrets. Mais avant d'étudier cet aspect de la question, il est préférable d'apporter quelques précisions quant à la place occupée par les ateliers de Chippis dans le groupe, ainsi que la part du marché suisse de l'aluminium qu'ils détenaient. Ceci n'est pas une mince affaire, car l'A.I.A.G. répartissait ses activités sur plusieurs pays: l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Suisse, en tenant un bilan annuel très avare en informations détaillées. De plus, des difficultés supplémentaires surgissent suite à la diversification de la production, à Chippis dès 1911, mais aussi dans l'ensemble du groupe qui amorçait son virage vers une organisation verticale de la production en investissant en amont dans les mines de bauxite et les industries de transformation de l'alumine, et en aval dans les secteurs des produits semi-fabriqués. L'isolement de la succursale de Chippis au travers des résultats annuels de la société s'avère très épineux.

A l'inverse, en remontant la filière à partir des données statistiques de la Suisse, les complications sont toutes aussi présentes. L'A.I.A.G. semblait jouir, au niveau national, du quasi-monopole de la fabrication de l'aluminium, par contre plusieurs entreprises se partageaient le marché des produits ouvrés. Comme les décomptes fédéraux ne font ni le détail des productions d'aluminium brut et des articles fabriqués ou semi-finis, ni la distinction entre les entreprises oeuvrant à la fabrication ou à la transformation de l'aluminium, cette approche est toute aussi périlleuse et imprécise. Nous nous trouvons ainsi entre deux feux, d'un côté nous avons une entreprise transnationale ne publiant pas le détail des comptes de ses succursales, et de l'autre côté nous avons un office fédéral de statistiques se référant bien au pays comme champ d'investigation, mais ne prenant pas le soin d'isoler la branche qui nous intéresse. C'est pourquoi, nous devons recourir à des subterfuges. Le premier consiste à utiliser la valeur des installations pour estimer la part de Chippis dans le groupe. Cette démarche se complique à partir de 1916, année où le rapport aux actionnaires ne mentionne plus cette rubrique. Mais en extrapolant sur la base du taux de croissance annuelle des écritures précédentes, il est possible de calculer l'évolution des années suivantes. La combinaison de ces résultats nous garantit un ordre de grandeur acceptable. Les graphiques suivants expriment la valeur réelle des installations de Chippis et de l'A.I.A.G., ainsi que

l'évolution de la part de la succursale en pourcentage de la valeur globale du groupe.

VALEUR DES INSTALLATIONS AIAG & CHIPPIS

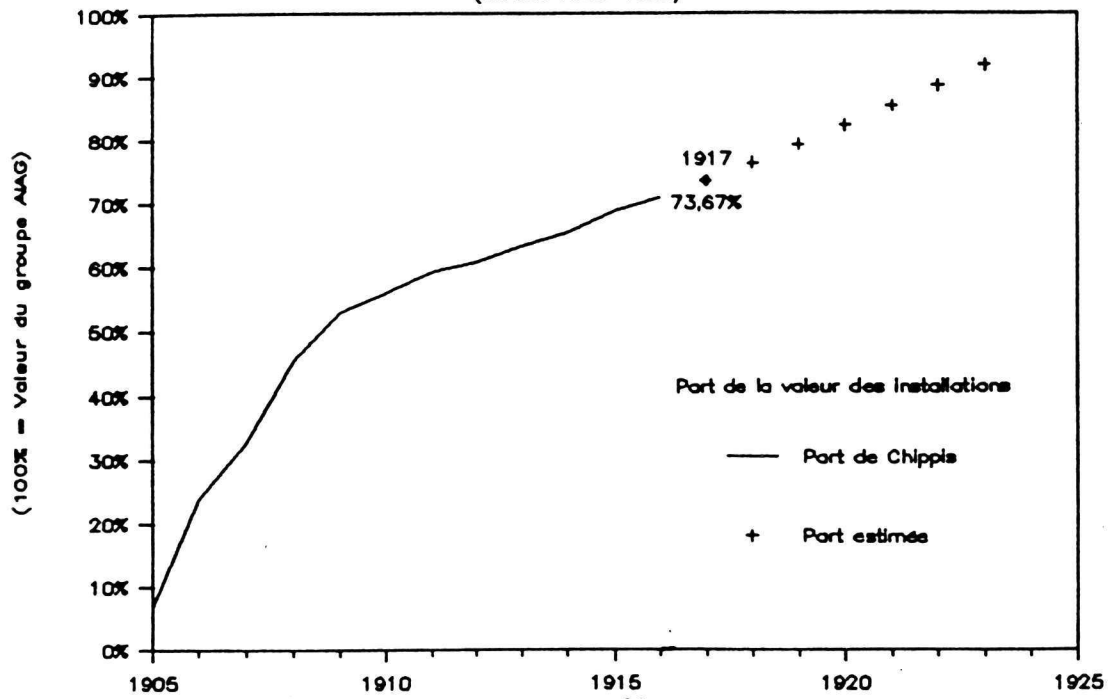
(Années 1905-1925)



graphique 10²³

EVOLUTION DE LA SUCCURSALE DE CHIPPIS

(Années 1905-1925)



graphique 11²⁴

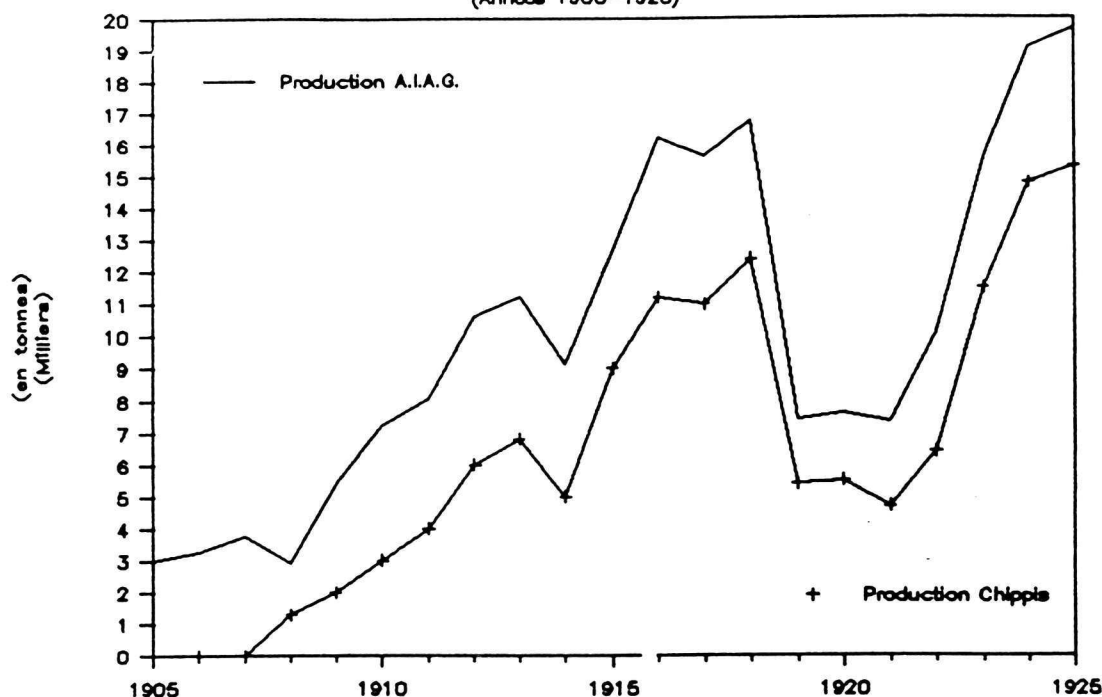
²³ Cf. annexe IV tableau: valeur des installations A.I.A.G. et de sa succursale de Chippis.

²⁴ Cf. annexe IV tableau: estimation de la valeur de Chippis pour les années 1917-1922.

Au terme de la première guerre, la valeur des établissements chippiards représentait les trois quarts des équipements appartenant en propre à la société anonyme. Nous sommes autorisés à penser que cette proportion restait équivalente vis-à-vis d'autres postes du bilan tels que le chiffre d'affaire et le bénéfice. Ceci est confirmé par la correspondance existant entre la production globale d'aluminium et les quantités de métal issues des fours valaisans.

PRODUCTION DE L'A.I.A.G. ET DE CHIPPIIS

(Années 1905-1925)



graphique 12²⁵

Le poids prédominant de la succursale dans le groupe apparaît clairement au travers de ces dernières courbes. Ce constat nous amène à supposer qu'étant donné cette prépondérance, l'essentiel de l'analyse économique faite précédemment s'applique in extenso à la situation des ateliers de Chippis. Ainsi, nous pouvons admettre que leur rentabilité, leur performance économique et leur marge bénéficiaire ont suivi une évolution parallèle aux résultats globaux déjà mentionnés.

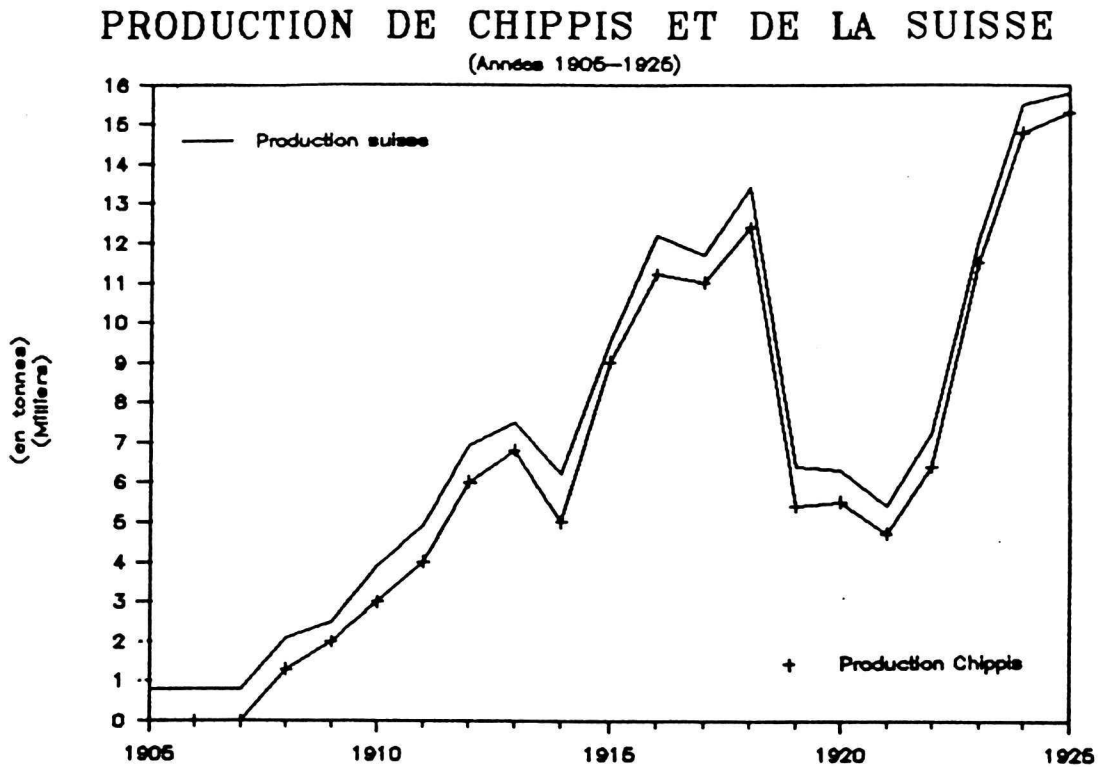
Ceci étant dit, nous pouvons examiner plus attentivement les relations commerciales existant entre notre firme valaisanne et l'étranger. Pour cela, nous devons préciser la place qu'elle détenait sur le marché national. Ce qui est possible en partant des chiffres rassemblés par A. Gautschi²⁶. Nous calculons une fourchette oscillant entre 80% en 1909 et 94% en 1917²⁷, ce qui une fois encore

²⁵ Cf. annexe IV tableau: part de l'A.I.A.G. et de Chippis sur le marché mondial de l'aluminium.

²⁶ Ces chiffres tirés de son opuscule cité sont reproduits dans le tableau "part de la production de Chippis sur le marché suisse de l'aluminium" de l'annexe IV.

²⁷ Cf. annexe V graphique: production de Chippis et de la Suisse.

nous amène à considérer l'importance de l'usine sur le plan suisse. La corrélation entre la production nationale et celle de Chippis est par ailleurs plus qu'évidente sur le graphique suivant où la différence entre les deux courbes doit être constituée par la production des usines de Neuhausen.



graphique 13²⁸

Puisqu'une telle suprématie, nous autorise de nouveau d'utiliser les données générales comme support de nos réflexions sur Chippis, nous pouvons immédiatement apprécier la répartition des exportations d'aluminium par pays de destination.

²⁸ Cf. annexe IV tableau: part de la production de Chippis sur le marché suisse de l'aluminium.

EXPORTATIONS SUISSES D'ALUMINIUMSELON LES CAMPS BELLIGERANTS

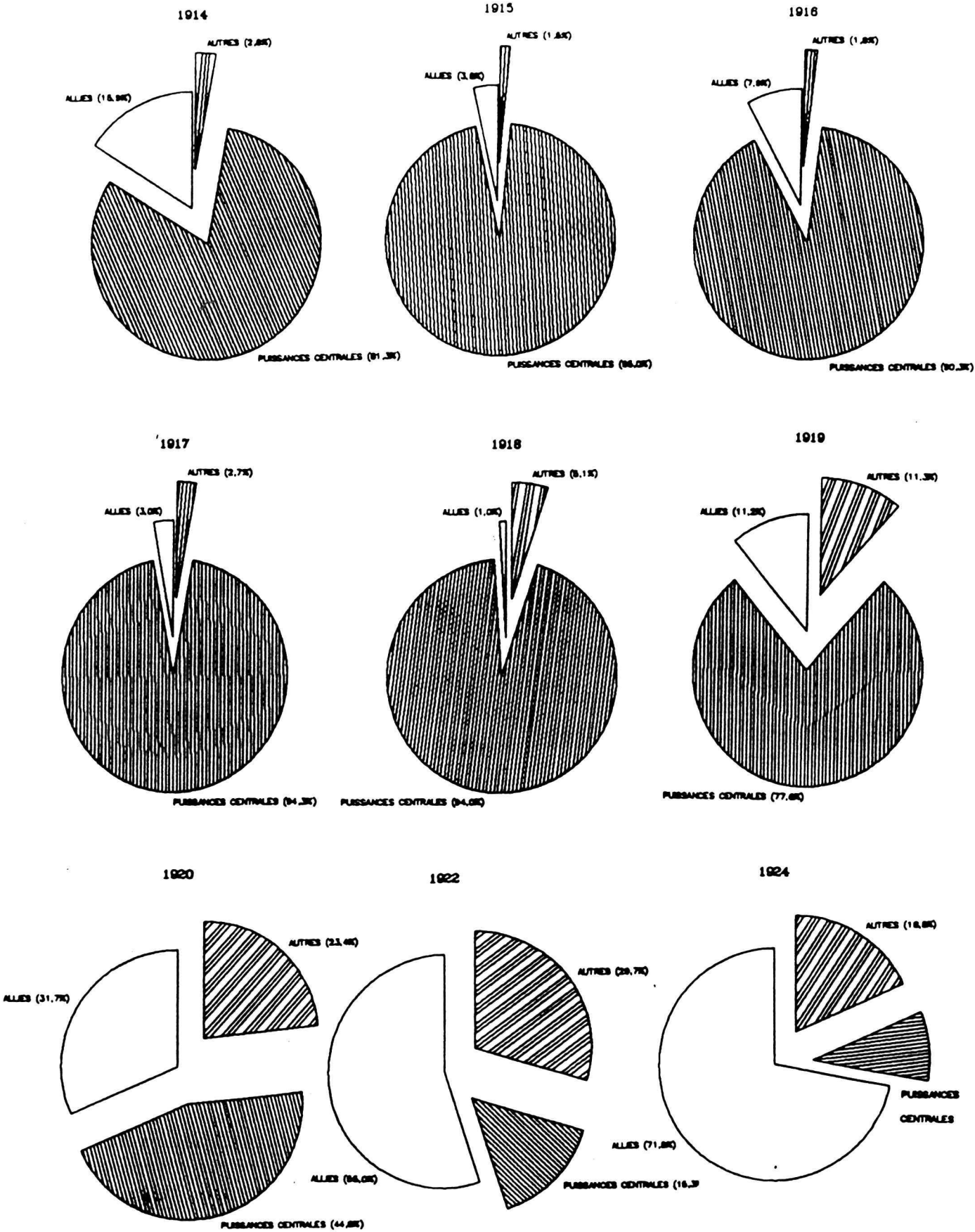
EXPORTATIONS SELON LES ALLIANCES			
ANNEES	PUIS.CENTR	ALLIES	AUTRES
1914	12.096	2.365	417
1915	35.548	1.299	554
1916	44.663	3.884	914
1917	53.079	1.674	1.531
1918	59.532	616	3.217
1919	25.977	3.735	3.778
1920	13.678	9.681	7.155
1921	4.828	16.279	6.286
1922	3.606	12.929	6.982
1923	3.080	14.385	8.356
1924	4.618	34.032	8.759
1925	5.533	35.799	10.434

Source: Office fédéral de la statistique
(Annuaire statistique de la Suisse 1915-26)

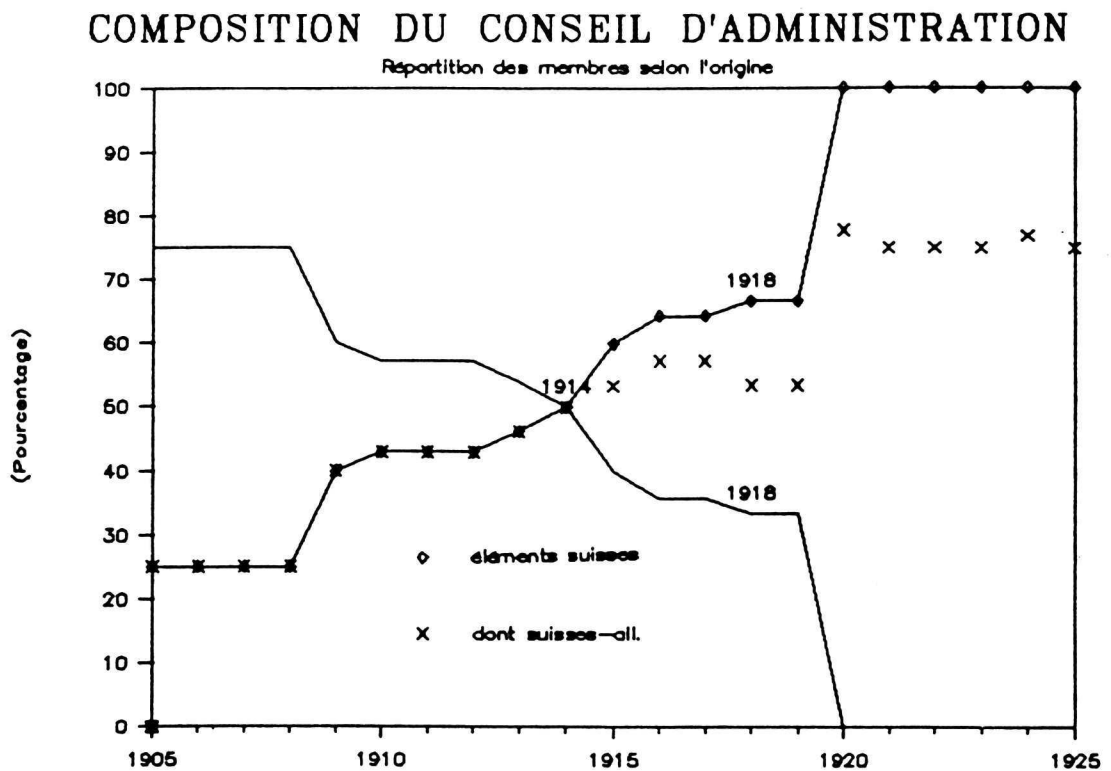
Ce tableau souligne l'importance des flux en direction de l'Allemagne. Cette orientation caractérisant les exportations d'aluminium de la Suisse est encore plus flagrante si l'on agrège ces données selon les alliances politiques prévalant à l'aube des hostilités.

La dynamique de ces choix commerciaux est encore plus apparente lorsque l'on représente ces échanges sous forme d'histogrammes sectoriels. Leur juxtaposition est plus révélatrice qu'une longue explication. Cette série nous en apporte la preuve.

DESTINATION DES EXPORTATIONS SUISSES D'ALUMINIUM



Le choix des partenaires commerciaux de la Suisse semble davantage répondre à des considérants politiques qu'à des règles purement économiques. Cette "sympathie" initiale pour les puissances centrales s'explique aisément par une analyse de la puissance et de la composition du conseil d'administration de l'A.I.A.G. qui par sa main-mise sur l'ensemble de la production nationale d'aluminium ne pouvait prétendre à une absence de responsabilité dans les orientations que nous venons d'observer. D'une part, sa situation de producteur unique dans un secteur aussi important lui garantissait une écoute privilégiée dans les instances économiques fédérales, d'autre part ses fournitures militaires lui assuraient le soutien actif des services de la munition du département militaire fédéral. De plus, la répartition selon le lieu de résidence des membres²⁹ du conseil d'administration révèle une relation forte entre l'évolution militaire du conflit européen et la présence d'éléments germano-autrichiens au sein des organes dirigeant de la firme.



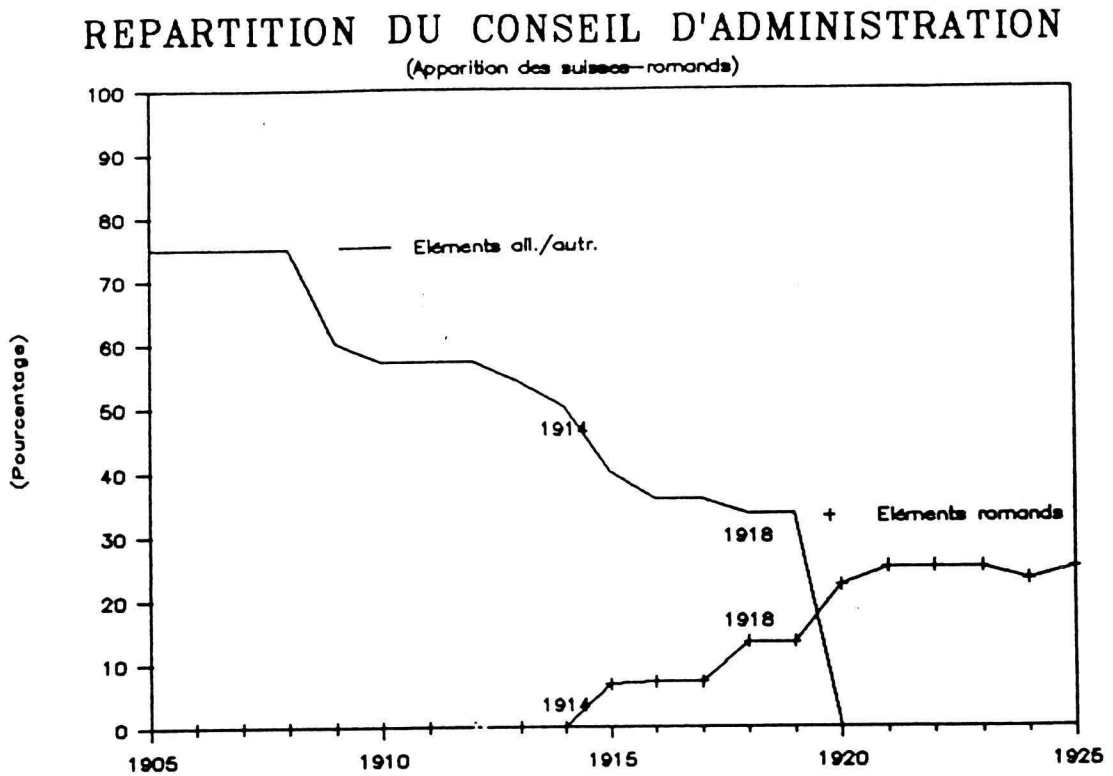
graphique 14³⁰

Cette tendance répondait certainement au besoin ressenti par les milieux économiques suisses de "nationaliser" les entreprises ayant leur siège social sur le territoire helvétique. Il est difficile d'affirmer si ces changements correspondaient à une volonté réelle d'indépendance économique vis-à-vis des puissances belligérantes ou s'ils ne dissimulaient qu'une simple opération de camouflage de

²⁹ Ce critère recoupe en partie l'origine, sans pour autant constituer une garantie absolue de la nationalité exacte des administrateurs. Cependant, cette indication complétée par la consonnance des patronymes semble accréditer l'existence d'un lien avec l'aire d'influence culturelle germanique (hormis quelques exceptions).

³⁰ Cf. annexe IV tableau: répartition des membres du conseil d'administration selon l'origine.

l'influence extranéité et une sorte de "blanchiment" des capitaux étrangers. Dans les limites de cette étude, une réponse précise à cette question n'est pas indispensable, mais il est intéressant de relever l'apparition au sein du conseil d'administration des premiers représentants suisses-romands, dès 1914, et leur renforcement progressif, ainsi que la disparition complète des Allemands et des Autrichiens en 1919.



graphique 15³¹

Il est probable que la présence de francophones modéra les orientations germanophiles des premiers moments. Toutefois leur arrivée modeste et tardive n'influença pas sérieusement la tournure des événements, ni dans le domaine commercial, ni dans les négociations sociales qui nous intéresseront par la suite, ni surtout dans l'imagerie populaire valaisanne qui continua à assimiler la direction générale de l'A.I.A.G. à des suppôts du militarisme allemand.

Cette présentation trop superficielle des imbrications politiques et économiques ayant existé entre les intérêts de l'entreprise et les Empires Centraux peut engendrer des simplifications partisans que nous aimerions prévenir. En effet, ce survol partiel d'une situation extrêmement complexe pourrait alimenter des visions simplificatrices réduisant les décisions des administrateurs à un vaste complot sordide. Afin de couper court à de telles interprétations nous pouvons préciser que les échanges commerciaux du groupe héritaient d'un passé lourd de conséquence, car l'ouverture de la production suisse d'aluminium vers les marchés d'outre-Rhin était antérieure au déchirement de l'Europe. Il est aisé de comprendre qu'une organisation commerciale de cette ampleur ne pouvait se

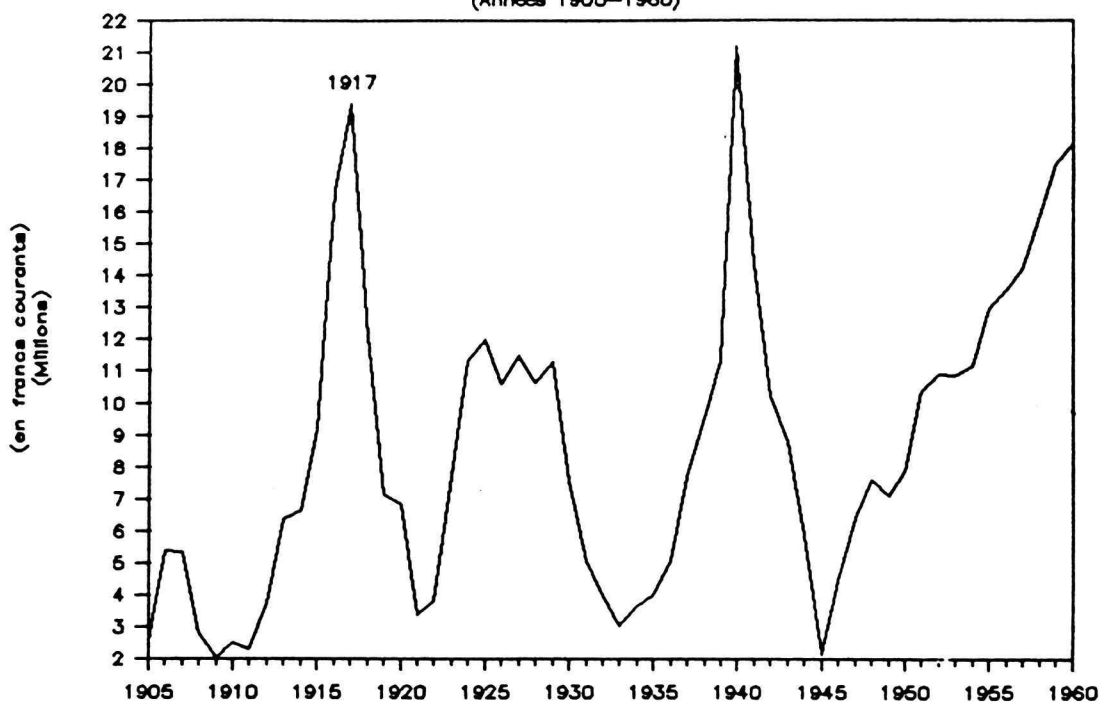
³¹ Cf. annexe IV tableau: répartition des membres du conseil d'administration selon l'origine.

retourner en quelques mois. Ceci d'autant plus que la liberté de commerce était réduite par une situation internationale extrêmement tendue. La guerre sous-marine entravait directement les possibilités d'échanges. Cette restriction touchait en premier lieu les pays les plus éloignés, c'est-à-dire les principaux pays alliés: le Royaume-Uni, la Russie et plus tard les Etats-Unis. D'autre part, la Confédération imposait également des restrictions au sujet des exportations. Son plan d'approvisionnement s'appuyait sur des paiements compensatoires englobant la production d'aluminium. Ainsi, la marge de manoeuvre des gestionnaires était limitée par une situation objectivement peu favorable à la liberté de commerce.

Ces réserves mises à part, nous ne pouvons nier que l'essor de la succursale de Chippis fut directement lié au développement des conflits armés de 1914 à 1918, il en fut de même lors de la deuxième guerre mondiale. L'évolution du bénéfice net à long terme est là pour nous en convaincre.

BENEFICE NET A LONG TERME

(Années 1905-1960)



graphique 16³²

Finalement, la liquidation du marché allemand à la fin du conflit semblait procéder davantage d'un mouvement plus large de démantèlement et de pillage d'une économie épuisée et vaincue par la guerre que d'une politique concertée d'abandon. Ces quelques réserves montrent que les responsabilités et les compromissions que certains individus ou certaines entreprises ont à répondre sont à rechercher davantage dans le domaine public et le contexte général d'une époque qui portaient en eux les reproches que l'on rejette parfois trop facilement sur le dos de quelques boucs émissaires. En appréciant les phénomènes du point de vue de la responsabilité collective, nous pouvons mieux évaluer les retombées qu'ils exercèrent au niveau social.

³² Cf. annexe IV tableau: bénéfices du groupe A.I.A.G. (1905-1925).

B) EVOLUTION DES RAPPORTS SOCIAUX

Nous avons vu que la construction des ateliers s'est accompagnée d'une conjoncture économique difficile, puis nous avons constaté dans quelle mesure la préparation à la guerre et le conflit lui-même, ont été bénéfiques pour la bonne marche des ateliers valaisans; il reste à mettre en évidence les conséquences qu'ils ont eues sur les rapports existants entre notre usine et le monde agricole qui l'entoure.

a) l'harmonie des années maigres

Tel un sou neuf, l'usine rutilante émergea de terre en apportant travail et argent dans les ménages, l'espoir d'un avenir meilleur, et la promesse d'un bien-être encore inconnu. "Chalais, Grône, Sierre, Venthône, Veyras, Salquenen, La Souste, mais aussi les vallées, mais aussi les villages haut perchés sur les pentes des montagnes braquent leurs yeux sur cette mine d'or. Là est l'avenir, à coup sûr. Assez longtemps, nous avons lutté âprement contre la faim: nous allons être riches, nous allons nous remplir les poches. Une immense espérance soulève le Valais central. La contagion gagne Lens, Montana, Chermignon; elle atteint Saint-Léonard, Albinen, Toutemagne, Feschel et Guttet, et Vissoie, et Saint-Luc, et Chandolin, et Eischoll. Elle passe la Lienne, atteint les villages d'Ayent, de Grimisuat, d'Arbaz, de Bramois; elle passe la Sionne, atteint le haut plateau de Savièze. (...)."

"Oui le centre du Valais tout entier regarde vers Chippis. Le village hier inconnu exerce maintenant une véritable fascination. Des centaines, des milliers d'ouvriers attendent d'être embauchés. Ils seront près de trois mille, à la fin de la guerre. Trois mille ménages qui n'ont plus à craindre la faim."³³ Dans cette ambiance grisante et dorée, seul le clergé s'inquiétait des effets pernicieux que pouvait exercer l'industrie sur les âmes de ses paroissiens. Le travail en atelier et les revenus qu'il apportait représentaient une menace pour le maintien de la foi qu'un mode de vie simple et champêtre contribuait à entretenir. L'horaire continu était appréhendé comme un élément destabilisateur de la famille, et du rythme journalier créé par Dieu. Il fallait préserver ces paysans de la perdition et de l'aliénation que les nouvelles habitudes industrielles engendraient. Cependant, une lutte contre l'existence même de l'usine n'était pas envisageable. Il fallait aménager un encadrement parallèle à l'usine, qui puisse maintenir une influence susceptible de contrecarrer les effets pernicieux exercés sur les ouvriers. Compte tenu des changements intervenus, l'église traditionnelle n'y suffisait plus, il fallait innover.

C'est ainsi que l'abbé Follonier fonda en 1905 l'Union ouvrière des travailleurs catholiques du Valais qui se transforma en 1909 en Fédération ouvrière valaisanne (FOV). Cette organisation centra ses activités sur des oeuvres d'entraide à caractère économique et social. Elle créa des mutualités scolaires, tint une caisse de crédit, une caisse de pension, une caisse de décès et ouvrit une coopérative à Sion. Des crèches enfantines et des colonies de vacances furent envisagées, mais ces projets ne virent pas le jour car l'échec financier de la

³³ Maurice Zermatten dans Les usines..., p.48.

coopérative stoppa toutes ces activités. Un découvert de 42.000 F obligea le jeune prêtre à s'exiler au Canada non sans promettre d'éponger personnellement le déficit. Parole tenue, puisqu'une quinzaine d'années plus tard, un article du Bulletin officiel du canton du Valais annonçait le 25 février 1925 que la dette avait été entièrement remboursée. Malheureusement, la foi déplaçant les montagnes ne suffisait pas à impulser un syndicalisme viable en Valais. Le maintien à bout de bras de quelques organisations d'entraide par des militants trop peu nombreux ne pouvait déboucher que sur des expériences éphémères, ne reposant pas sur un soutien populaire susceptible de les faire voler de leurs propres ailes. Les fruits de cet activisme disparurent avec les personnes qui les avaient créés et mûris. Vers 1913, il n'en restait presque rien si ce n'est une section à Martigny qui adhéra la même année à l'U.R.T.C.³⁴

Il faut préciser qu'en cette première décennie du XXème siècle, l'implantation de l'industrie était trop récente pour engendrer un mouvement d'opinion significatif. Les paysans, bien que méfiants, n'étaient pas insensibles au charme de l'argent et toléraient cette intrusion dans la mesure où elle leur faisait miroiter certains avantages futurs. C'est donc en l'absence de pression économique que ces premières tentatives syndicales furent risquées. Cet état de fait explique la faiblesse du soutien populaire, mais également la nature des activités syndicales. En effet, la fédération ne reposait pas sur un mouvement revendicatif. Elle regroupait des sections éducatives dont le développement n'était pas lié aux impératifs économiques. De fait, cette organisation s'apparentait davantage à certaines sociétés philanthropiques qu'aux véritables syndicats ouvriers de l'époque. Mais il ne s'agit pas de nier le rôle de pionnier qu'il est tout à fait légitime de lui attribuer. Elle traça la voie au syndicalisme ouvrier en Valais, même s'il nous semble plus réaliste de considérer ces actions relevant davantage d'attitudes "pré-syndicales"³⁵ populistes que d'un véritable esprit trade-unioniste d'essence ouvrière.

Bref, à conjoncture difficile pour l'écoulement de la marchandise correspondait une période prospère pour les paysans travaillant à la mise en place de l'usine et au démarrage de la production. La demande en produits était modeste, les quantités suivaient tranquillement, les salaires réguliers étaient d'un niveau jamais espéré dans la région, etc... Dans ces conditions, l'industrie pouvait s'installer sans constituer une menace pour la société traditionnelle. Presque tout le monde y trouvait son compte.

b) inversion de tendance et changements d'attitude

Après les premiers moments de surprise et de découverte réciproque, les choses se précisèrent pour chaque partie. La direction et les cadres de l'entreprise, cette fois installés, s'intéressèrent aux affaires communales. L'usine ayant joué un certain rôle dans l'aménagement du village³⁶, il est compréhensible que ses dirigeants cherchèrent à s'investir dans les charges publiques. L'élection en 1913

³⁴ U.R.T.C.: Union Romande des Travailleurs Catholiques.

³⁵ Roland Ruffieux, op. cité p.426.

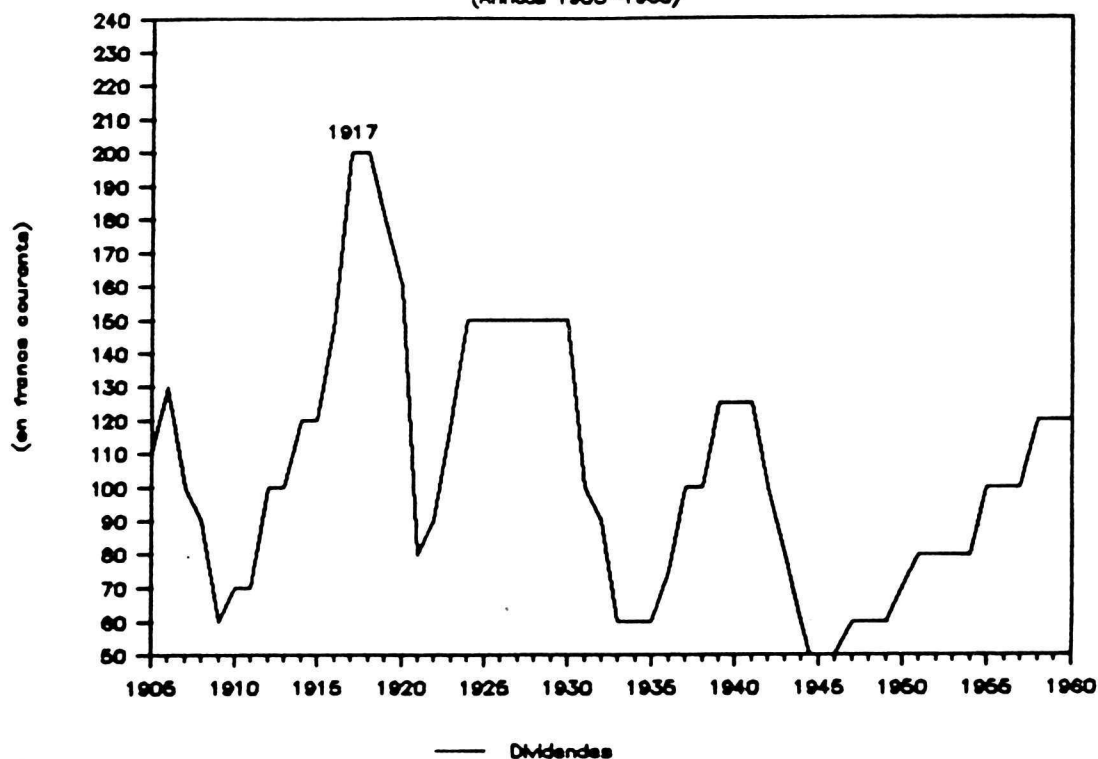
³⁶ "Déjà, les impôts nouveaux permettent aux magistrats d'envisager la réfection de l'Eglise, la construction d'une école digne d'une enfance promise à des beaux destins. Les chemins s'élargissent, les routes s'ouvrent." Maurice Zermatten dans Les usines..., p.47.

de M. Détraz (directeur), au Conseil communal de Chippis marqua le début d'une ère nouvelle: l'usine quittait l'enceinte de ses murs, ce qui ne fut pas source de satisfaction pour chacun.

Parallèlement, les travailleurs valaisans découvrirent les différences de traitements qu'il existait entre leurs salaires et les rémunérations ayant cours dans l'industrie suisse. Le passage d'ouvriers confédérés dans l'usine et surtout les départs précipités trahissaient les inégalités existants entre les régions. Cet éclairage nouveau instaura le doute. Les conditions pourtant mirobolantes du début n'étaient-elles pas inférieures à ce qu'ils étaient en droit d'attendre? De leur côté, les communes se rendaient compte que les concessions pour l'utilisation des eaux constituaient une part bien maigre des profits qu'en retiraient les actionnaires de l'A.I.A.G. De plus, les écoles, les routes construites et toutes les réalisations ne répondaient-elles pas en premier lieu aux besoins de l'usine? Pour le moins, elles avaient été rendues indispensables par l'accroissement de la population, mais qui était responsable de la présence de ces étrangers? Les impôts perçus, eux-mêmes, paraissaient dérisoires par rapport aux immenses bénéfices distribués.

EVOLUTION DES DIVIDENDES A LONG TERME

(Années 1905-1960)



graphique 17³⁷

Cette courbe à long terme montre à nouveau l'impact des guerres au travers de la rentabilité des actions de 1.000 F, mais en plus, elle insiste sur le caractère exceptionnel des années 1914-1918. En effet, la distribution de tels dividendes annuels ne fut jamais égalés par la suite. La publication de ces performances suscita certainement de nombreuses réflexions parmi la population,

³⁷ Cf. annexe IV tableau: capital-action et dividende.

ceci d'autant plus que la parution des résultats exercice par exercice ne laissait nullement prévoir le retournement de tendance observé après 1918. L'expansion des ateliers était en marche et personne sur le moment ne pouvait augurer des limites de cette croissance qui prenait progressivement les traits d'une invasion.

Déjà, l'usine avait modifié le paysage par ses immenses travaux, maintenant d'autres transformations apparaissaient, plus surnoises et plus inquiétantes. Dès 1911, les vaches s'effondraient dans les prés, les os rongés par un mal inconnu. Les vétérinaires locaux ne purent spécifier les causes exactes de cette nouvelle maladie du bétail, mais la répartition des cas en cercles concentriques autour de l'usine ne laissait planer aucun doute quant à l'implication des activités industrielles dans cette enzootie. Les paysans assistaient aux premiers effets des fumées délétères qu'aucun dispositif n'empêchait de se répandre dans la campagne. Cette "maladie de raideur du bétail" prit le nom de "maladie de Chippis" du fait qu'aucun antécédent n'avait été observé ailleurs. Elle suscita une très grande littérature scientifique. Ces lésions osseuses aboutissant souvent à des fractures furent désignées sous le nom de fluorose du bétail avant que le corps médical lui donna le vocable définitif d'ostéomalacie en 1917. L'inquiétude s'accrut lorsqu'une enquête révéla que la maladie pouvait s'attaquer également aux enfants et à la santé des hommes.

Dès 1913, les joutes scientifiques opposèrent les experts de tous bords. Les rapports des commissions communales ou cantonales furent disséqués et réfutés par les spécialistes engagés par l'usine. Une thèse de médecine fut même écrite sur le sujet aboutissant à une conclusion niant les risques encourus par la population et écartant les dangers que pouvaient représenter les émanations pour l'environnement³⁸. Ces théories apaisantes n'empêchaient pas les arbres fruitiers de sécher, les forêts de dépérir. La situation devint si préoccupante que le Conseil d'Etat renonça à maintenir l'institut des sourd-muets de Gérondé situé en surplomb des ateliers, car la congrégation d'Ingenbohl lui déclarait ne plus pouvoir continuer son activité et l'avertissait qu'elle en retirait les soeurs. Ces mesures provoquèrent la colère du député Zufferey qui éclata lors de la session de mai 1920 du Grand Conseil en ces termes: "comment, nous avons créé un asile dans un site enchanteur, au milieu d'un panorama merveilleux, à l'écart de tout bruit; nous l'avons doté d'eau, de lumière; nous avons transformé la colline de Gérondé et maintenant, à cause des émanations produites par les usines de Chippis, nous voilà obligés de déguerpir, ni plus ni moins. Mais je me demande, pourquoi nous serions nous, obligés de partir? A-t-on envisagé éventuellement le déplacement des usines?... Qu'a-t-on fait jusqu'ici pour venir en aide aux populations qui entourent les usines? Rien, rien."

Ces menaces pour les cultures, l'élevage et les hommes modifièrent le regard que la population portait sur l'usine. Les coûts économiques et sociaux qu'engendrait la présence des fours commençaient à se faire sentir. Les inconvénients pesaient de plus en plus lourdement dans la balance. L'apparition de ces effets secondaires ébranla la foi des défenseurs inconditionnels de l'industrialisation et apporta de l'eau au moulin des opposants. Ostensiblement, l'opinion basculait en faveur des mécontents. La guerre se chargea d'annihiler les

³⁸ FAES Henri, Les dommages causés aux cultures par les usines d'électrochimie, Thèse, Lausanne, 1921.

derniers effets positifs en réduisant par l'inflation les salaires réels de moitié. Avec cette perte de pouvoir d'achat se consumaient les ultimes sympathies populaires envers l'usine.

Désormais, l'industrie avait dévoilé son vrai visage. Sa présence engendrait plus de problèmes qu'elle n'en résolvait. Pour beaucoup, les prophètes des débuts se révélaient être de piètres illusionnistes que la réalité démentait quotidiennement. Le rêve de richesse s'était transformé en duperie. Il fallait éviter qu'il tourna au cauchemar. Le syndicat allait renaître de ses cendres supporté par des sentiments différents de ceux ayant prévalu lors de ses premiers balbutiements.

C) DANS LA MEMOIRE POPULAIRE

la guerre...

"Pendant la guerre de 14-18, l'Alusuisse a pris beaucoup plus d'importance parce qu'ils ont fait des productions correspondant avec les besoins de la guerre. Ils n'ont pas seulement fabriqué de l'aluminium, ils ont fabriqué des acides, du salpêtre. Ils ont transformé - je ne sais pas exactement quels produits - mais il y avait des produits chimiques qui allaient pour les explosifs. C'était des machins pour la guerre, pour la munition qu'ils livraient à la Confédération."

"On était une cinquantaine à l'atelier de mécanique, pour finir on était deux cents."

"C'est à ce moment-là que l'inflation s'est installée. Une inflation qu'on ne connaissait pas auparavant (...), autrement dit une augmentation du prix des marchandises de première nécessité. Le kilo de pain, qui était de 10 cts, est monté à 25 cts, de ça, je me rappelle encore et d'autres produits ont augmenté (...). Alors, les ouvriers réclamaient des augmentations pour compenser ce renchérissement. Aujourd'hui c'est une notion qui est connue de tout le monde, mais à ce moment-là, ce n'était pas connu."

"Il y avait des gros antagonismes. Quand je touchait 48 cts à l'heure, mon père, comme contremaître-chef, touchait 280 F. par mois en 1917 (...). En 1919, il gagnait 585 francs."

l'argent des "boches"

"J'ai dû quitter (l'usine) en automne 17 pour aller finir mes écoles primaires. Alors, pour rejoindre mes contemporains, je suis monté à Chermignon. Durant l'hiver, je suis resté chez mon oncle où il y avait un certain Diabinaz - contemporain - qui est devenu maçon après. Il

m'appelait "argent carré" parce que j'avais travaillé à l'usine. Je lui avait dit qu'on travaillait pour les "boches" pour les Allemands "carrés", les Allemands à "tête carrée". Depuis, il me traitait comme ça (...)."

"Toute notre production partait en Allemagne. Je le sais parce que j'étais - à ce moment-là - le chef des expéditions (...). Les Français étaient jaloux de ça."

les mobilisations

"Pendant la première guerre mondiale, il n'y avait pas de caisse de compensation, il n'y avait rien. J'ai connu des ouvriers qui travaillaient là et qui étaient mobilisés. Si la commune ne pouvait rien donner, si elle n'avait pas les moyens, ils ne pouvaient rien faire. Alors, ils ont déserté, ils sont rentrés à la maison et ils ont dit: <<quand vous donnerez à manger à la famille, je retournerai à la frontière>>."

PARTIE III:

LA CREATION D'UN SYNDICAT

A) CREATION DU SYNDICAT

S'il est vrai qu'il a existé de l'effervescence aux usines de Chippis et dans la région qui les environne bien avant qu'il y eut un syndicat¹, il ne faut pas en conclure qu'elle fut de nature subversive pouvant déboucher sur des désordres sociaux. L'effervescence provoque rarement des réactions durables et organisées. Ceci d'autant plus que nous avons vu que les mouvements de la première phase de prospérité répondaient davantage au besoin de recréer des liens communautaires entre ouvriers "déracinés" et coupés de leur mode de vie traditionnel que de poursuivre des activités de lutte de classe. Par contre, il semble que le mouvement gréviste soit indissociablement lié à l'existence du syndicat ouvrier de Sierre-Chippis² qui, bien qu'héritier direct de l'esprit d'entraide humanitaire des premières organisations, n'en fut pas moins animé d'inspirations nouvelles. Il importe d'examiner les circonstances de sa formation³ ainsi que l'évolution qu'il a suivie, afin de mieux cerner le rôle qu'il a joué dans et hors de l'usine.

1) création originale d'une organisation ouvrière

Le premier document concernant ce syndicat nouvelle version remonte au 15 avril 1916. Il est adressé au Président du Conseil d'Etat de la part d'un certain caporal Favre chargé de faire une enquête "au sujet du mouvement qui se produit en ce moment aux usines de Chippis en prévision d'une grève"⁴. Ce rapport révèle la formation d'un syndicat dont les membres "...demandent trois équipes d'ouvriers par jour avec 8 heures chacune, revendiquant malgré cette réduction des heures de travail la paie de 10 h. 1/2."⁵ Il mentionne surtout que "trois conférences ont déjà eu lieu soit à Chippis, Chalais et Sierre. Mr. le Président de Chippis a présidé celle de Chippis."⁶

Ainsi, le maire de la commune Alexandre Zufferey⁷ (avocat et conservateur) serait impliqué dans l'agitation ouvrière. Ce fait est confirmé par Le Falot⁸ qui, sous une forme allégorique, précise le parti pris de la plus grande autorité communale: "nous apprenons qu'une forte organisation s'est fondée à Chippis. M. Zufferey, Président de la commune, s'est à cette occasion démontré le vrai représentant des intérêts du peuple en mettant son intelligence et son

¹ "L'attentat de Chippis" article paru dans La Gazette du Valais, Sion, 19 mai 1917.

² Il est difficile d'être plus précis quant à son nom exact. En l'absence de ses statuts, nous ne pouvons que citer quelques dénominations telles qu'elles apparaissent au bas de ses correspondances et dans quelques articles: "Syndicat Sierre-Chippis", "Syndicat Valaisan Sierre-Chippis", "Syndicat Chrétien-social Valaisan", "Fédération Valaisanne des Ouvriers Sierre-Chippis", "Syndicat des ouvriers de l'aluminium Sierre-Chippis",...

³ Une analyse plus détaillée est peu réalisable dans le cadre de cette étude car les documents concernant la grève nous renseignent qu'indirectement sur le syndicat. De plus, les quelques informations que nous possédons sont très confuses et souvent contradictoires. Elles nécessiteraient un développement, certes intéressant, mais qui ne se justifie pas du point de vue de notre problématique centrale.

⁴ Lettre du 15 avril 1916 dans "dossier concernant les conflits..."

⁵ Id.

⁶ Id.

⁷ Cf. annexe II "Quelques références biographiques".

⁸ Critique populaire valaisan paraissant bi-mensuellement. Vouvry, 1914-1919 et 1925-1927.

énergie au service de la grande cause ouvrière."⁹ Le rapport, d'ajouter: "Ce dernier est tombé en disgrâce avec M.M. les Directeurs des dites usines, Curchod et Destraz."

Il est difficile de savoir précisément d'où partit l'initiative pour créer ce syndicat; était-ce de la municipalité ou des rangs ouvriers directement? Il est probable que les deux parties s'en partagèrent la paternité. L'engagement des autorités communales pour la cause des ouvriers n'était pas récente, elle existait depuis les débuts de la construction de l'usine.

Dès 1906, une Union ouvrière des travailleurs catholiques affiliées en 1907 à l'organisation chrétienne-sociale suisse, tint quelques assemblées dans l'école de Chippis avec le consentement de l'administration communale. Ce qui ne manqua pas de déclencher les protestations énergiques du directeur de l'usine¹⁰ qui déplorait que l'école fut utilisée "pour des assemblées dans lesquelles on excitait les ouvriers contre la société."¹¹ Nous constatons que, dès la construction de l'usine, les travailleurs furent fortement épaulés par leurs autorités. L'investissement fut si conséquent qu'en mai 1916, A. Zufferey sollicita l'intervention de M. l'abbé Pilloud¹², secrétaire romand de l'Union des travailleurs catholiques, afin de terminer l'organisation du syndicat¹³.

Un tel dévouement peut paraître suspect. Nous pourrions nous étonner de voir une municipalité, pourtant conservatrice, défendre de manière si militante ses concitoyens les plus déshérités. D'autant plus qu'il est peu probable que les échéances électorales aient été à l'origine d'une attitude si tranchée. La réponse à une telle interrogation peut être multiple, nous ne mentionnerons dans cette partie qu'un élément de réponse en gardant les autres aspects pour les chapitres suivants.

Cette prise en main des intérêts ouvriers n'était certainement pas si innocente qu'elle n'y paraissait au premier abord. Il y a de forte chance pour que le soutien des autorités au syndicat se rapprocha davantage des conceptions dominantes dans l'ensemble du Valais que de celles répandues dans le reste de la Suisse. Or, ces conceptions syndicales valaisannes s'imprégnaient du sceau d'un conservatisme ouvertement anti-socialiste. La Gazette du Valais¹⁴ s'en faisait largement l'écho: "l'organisation ouvrière que nous désirons voir s'implanter chez nous, sera le sûr rempart contre le socialisme, et à ce point de vue, les patrons eux-mêmes, s'ils ont des vues larges, doivent la désirer de toutes leurs forces."¹⁵

Ces vues ont été largement partagées par les dirigeants syndicaux. Dans

⁹ "A Chippis" rubrique parue dans Le Falot, Vouvry, 1er juin 1916.

¹⁰ Il s'agissait de M. Jakob Büchi.

¹¹ Lettre du 15 mai 1909 adressée aux autorités communales de Chippis, document cité par Michel André Zufferey dans Chippis... p.155.

¹² Cf. annexe II "Quelques références biographiques".

¹³ Michel-André Zufferey, Chippis... p.157.

Cependant, l'auteur mentionne le mois de juillet, or, il semble plus vraisemblable que la demande eut lieu avant comme le précise l'abbé Pilloud dans un article de L'Action Sociale paru le 14 juillet 1917: "Lorsqu'en mai 1916, l'on vint nous chercher à Fribourg pour terminer l'organisation du syndicat ouvrier de Chippis,..."

¹⁴ Organe officiel du parti conservateur, Sion, 1855-1922.

¹⁵ "L'organisation ouvrière" dans La Gazette du Valais, Sion, le 29 août 1916.

une correspondance adressée à Maurice Troillet¹⁶, Conseiller d'Etat, Henri Zufferey, secrétaire du syndicat, sollicita l'acceptation des statuts de son organisation en ces termes: "ces deux premières conséquences pourraient entraîner la formation d'un syndicat d'un autre genre, socialiste ou autre, ce qui serait regrettable pour notre bon et beau Valais."¹⁷

Ainsi, certains éléments conservateurs, parmi les mieux éclairés, préférèrent prendre le taureau par les cornes en fondant eux-mêmes un syndicat dans le but de couper l'herbe sous les pieds du socialisme. En fait, si ces considérations politiques ont pu justifier des actions jugées trop téméraires par les inconditionnels de l'immobilisme, il est fort à parier que ce dynamisme conservateur trouva davantage son origine dans la peur d'être doublé ou d'être lâché par un mouvement qui menaçait de prendre son envol de manière spontanée et indépendante. Cette hypothèse est d'autant plus plausible qu'elle intègre le ferment de base nécessaire à l'existence d'une telle organisation. Or ce ferment est à chercher davantage dans le mécontentement populaire que dans le jeu politique des partis. En fait, il semble très vraisemblable que l'idée du syndicat soit issue de la rencontre de ces deux intérêts différents, mais complémentaires. En effet, il n'est pas incompatible d'allier des sentiments anti-socialistes et anti-capitalistes, ceci d'autant plus que le combat contre les uns pouvait simultanément occuper le bastion traditionnel des autres et frapper ainsi d'une pierre deux coups. Cette dimension est indispensable pour comprendre la nature de l'élan qui impulsa les actions du syndicat et également le succès que rencontra l'organisation syndicale auprès des ouvriers.

En effet, dès les premières conférences publiques, les travailleurs valaisans furent nombreux à s'intéresser au syndicat. L'influence de la main-d'oeuvre confédérée n'y fut pas entièrement étrangère comme le suggère cet exemple relaté par un journal local¹⁸: "la direction de l'usine avait, vers le milieu du mois de février, envoyé le contremaître Boni à Neuchâtel pour recruter de la main-d'oeuvre."

"Une équipe de 40 ouvriers s'amena à Chippis. Mais, chose étrange pour les multimillionnaires de l'aluminium, ces ouvriers demandèrent que soit établi un contrat de travail... C'était pour les capitalistes demander la lune... eux qui sont accoutumés à ne pas discuter avec la misérable chair à travail."

"Ils eurent beau assurer les ouvriers neuchâtelois de leur bonne intention, rien n'y fit, car ceux-ci répondaient que si, d'ordinaire l'usine avait à faire à des Valaisans, à de pauvres esclaves, eux venaient d'une région plus civilisée où le syndicalisme ouvrier était en force de dicter ses volontés."

"<<Le contremaître Boni nous a promis 60 cts. à l'heure et vous auriez le culot de nous faire travailler à 38 et 45?>>"

"Et comme l'équipe neuchâteloise menaçait de tout foutre en l'air à Chippis, le patronat mit les pouces, et préféra déboursier immédiatement 1.200 frs. qui servit à indemniser les travailleurs de leurs frais de voyage, de pension et

¹⁶ Cf. annexe II "Quelques références biographiques".

¹⁷ Lettre du 22 mai 1917 dans "dossier concernant les conflits..."

¹⁸ Le Falot, Vouvry, le 1er avril 1916.

de chômage. Et les Neuchâtelois s'en retournèrent chez eux."

"Voilà ce qu'une enquête sur place nous a révélé. Elle nous révéla aussi que pour dissiper les rumeurs qui ensuite de ces faits éclatèrent parmi les ouvriers de l'usine, la Direction leur concéda une augmentation de 5 à 6 cent. l'heure."

"L'acte de conscience et de solidarité des Neuchâtelois a porté ses fruits, et nous espérons que le prolétariat de Chippis se réveillera et comprendra que ce n'est que grâce à sa désorganisation, à son ignorance, que les grands capitalistes peuvent empiler les millions pendant qu'eux les travailleurs végètent, s'anéantissent, s'abrutissent et meurent misérables."

L'affaire elle-même eut certainement plus d'impact auprès de la population que la morale de cet article qui, plus que nous informer des faits, nous révèle, à la fois, l'apparition d'un nouveau courant d'idée en Valais, mais également le rôle exemplaire que purent exercer les ouvriers extérieurs au canton.

Attention! Il ne faut pas en conclure que le syndicat naquit dans des rangs non-valaisans. Non, bien au contraire, dès sa fondation il fut un produit local qui ne devait à l'extérieur que des exemples de comportement et des sentiments d'injustice face aux inégalités de traitement existantes entre l'usine de Chippis et celles d'autres régions. Pour ce qui est du reste, les conditions internes de l'usine justifiaient à elles-seules la création d'une telle organisation.

D'une part, "le travail de l'aluminium était (est) des plus pénibles. Il faut avoir vu, le matin et soir, à sept heures, sortir de la fabrique les équipes de jours et de nuits, chacune près de sept cent hommes, la plupart noirs comme des nègres, les yeux rouges, les joues creuses, pour se rendre compte de ce que doit être la vie dans nos enfers modernes."

"Ces pauvres gens sont encore condamnés au système barbare des deux équipes. Jours et nuits, jours d'oeuvres et dimanches, de toute l'année, jamais le travail ne cesse. Une équipe succède à l'autre, et chaque équipe travaille *douze heures* de temps. Une équipe rentre à sept heures le soir et ressort à sept heures du matin, l'autre lui succède et sort à sept heures du soir. Les ouvriers des fours travaillent continuellement à une chaleur de trente-six degrés qui s'élève parfois à soixante degrés en été, respirant sans cesse la poussière et les gaz d'aluminium. Pendant les douze heures consécutives qu'ils restent à la fabrique, les ouvriers ont un repos de une heure et demi pour leurs repas, repos plus ou moins illusoire pour les ouvriers des fours, car pendant qu'une partie de l'équipe prend ses repas, les collègues restés aux fours doivent surveiller à la fois deux fours, double travail et double responsabilité. Un système d'amende appliqué avec une extrême sévérité, met le comble à ce travail pénible et affreusement malsain."

"Et les salaires? Les ouvriers de chaque équipe qui donnent chaque jour douze heures de leur vie ne sont payés que pour dix heures et demi, sans aucune augmentation pour le travail de nuit et le travail du dimanche(...)"

"La direction <<importa>> une autre fois trois cent ouvriers croates. Ceux-ci admirèrent fort le merveilleux paysage valaisan, mais au bout de quelques jours, se déclarèrent incapables d'un tel travail et retournèrent au pays."

"Les ouvriers valaisans déclarent avec un douloureux sourire qu'eux seuls peuvent <<y tenir>>. Ils n'y tiendront guère. Depuis dix ans que la fabrique est en exploitation, déjà on remarque une dégénérescence inquiétante de la santé des enfants dans tous les villages des environs de Chippis."¹⁹

D'autre part, les relations entre la direction et le personnel de l'entreprise n'étaient pas des plus sereines. La presse locale relata moult conflits individuels ou collectifs qui contribuèrent certainement à accroître les rancœurs de part et d'autre.

"comment on trompe les travailleurs"

"Sur la foi d'une annonce parue dans le journal bâlois Basler-Vorwärts, où la Société de l'aluminium demandait des ouvriers pour ses établissements de Chippis, et où on leur promettait *pas en dessous* de 6 fr. 50 par jour une équipe d'ouvriers de la Suisse allemande était venue ici. Or, après avoir travaillé 10 jours, ils reçurent leur première paye. La voici en *tranches* tel que l'atteste le sachet de paye de l'un d'eux:

THAMBEYER Albert - N° 213

Période 19 mai- 29 mai 1916

AVOIR

Heures	73 1/2 à 58 cts	42,63
Gratifications 7	à 40 "	2,80
	Total	45,43

DOIT

Caisse maladie	0,90
Impôt cant.	0.23
Amendes	1,13
Visite sanitaire	2,50
Avance	20,40
Pension et logis	10,40

¹⁹ L'Action sociale, Fribourg, le 10 juin 1916.

Total	35,56
Reste	10,13

"Un autre sachet de paye, au titre d'un nommé Buser Oscar, durant la même période, nous démontre qu'à sa première paye il redut 3 fr. 70. Il y eut à ce propos de l'agitation dans les rues et une requête de gendarmes à Sion, pour venir au secours des capitalistes... et de M.Détraz."

Bien que l'article soit tendancieux et qu'il ne tienne pas compte de l'avance faite à l'ouvrier ni de sa pension et logis, il illustre bien le genre de désagréments, de mauvaises surprises et d'escarmouches qui devaient être le lot quotidien des travailleurs et de leur employeur. D'autres exemples de cet ordre pourraient être cités pour démontrer le caractère interne des raisons qui justifiaient la création d'un syndicat.

2) des prêtres "secrétaires ouvriers"

Paradoxalement, c'est vers l'extérieur qu'il faut se tourner pour retrouver les traces écrites concernant ce syndicat en voie de formation. A l'image des Valaisans désireux de créer un contrepoids face à la direction de l'usine, nous devons nous intéresser à la ville de Fribourg et plus précisément à l'Union Romande des Travailleurs catholiques qu'elle abrite. En effet, c'est cette organisation qui mentionne dans son rapport de la troisième assemblée générale des délégués: "la nécessité de dégager le Secrétaire romand pour lui permettre de se livrer à la propagande qui devient urgente, surtout dans le Valais, qui s'industrialise et qui a déjà plusieurs fois réclamé leur (notre) appui."²⁰ Car, contrairement à une fraction de l'Eglise valaisanne, le haut-clergé du plateau romand était déjà largement acquis aux idées nouvelles se référant à l'encyclique Rerum novarum²¹ comme le confirme une lettre de l'Evêque de Lausanne et Genève précisant "qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, les problèmes sociaux s'imposent à notre attention et il serait imprudent de laisser aux seuls ennemis de notre Foi le soin d'en chercher la solution."²²

Avec une telle concordance de vue, il est tout à fait compréhensible que nos syndicalistes valaisans se soient adressés à cette organisation offrant la double garantie des compétences pratiques en matière d'organisation et la légitimité cléricale indispensable à toute action voulant se développer avec le soutien des autorités et de l'opinion publique en Valais. C'est donc aux prêtres fribourgeois que s'adressa le Président de la commune et ce sont eux qui prirent la tête du mouvement revendicatif à Chippis. Mais une fois de plus nous devons prévenir d'éventuelles simplifications qui réduiraient le rôle du syndicat valaisan à une simple attitude suiviste par rapport à des dirigeants étrangers. Qui connaît l'esprit

²⁰ L'Action sociale, Fribourg, le 29 avril 1916.

²¹ Encyclique traitant de la condition des ouvriers dans la grande industrie européenne (publiée le 15 mai 1891 par Léon XIII).

²² Lettre du 18 juillet 1917 de Mgr Colliard adressée au doyen Bridg, curé de St-Maurice (document des archives de l'Evêché de Lausanne, Genève et Fribourg).

valaisan saura bien qu'un montagnard ne se fait pas dicter sa conduite par d'autres, ceci d'autant plus s'il s'agit d'éléments extérieurs à la vallée.

L'abbé Pilloud fut appelé à structurer les organisations existantes, il fut sollicité pour tenir des conférences ou pour participer aux négociations. Sa présence - comme celle de son remplaçant: l'abbé Bouvard - était garante d'une certaine légitimité chrétienne. Le bon droit accompagnait ces hommes d'église qui bénéficiaient du soutien de leurs supérieurs. Avec ces prêtres à la tête du syndicat, la direction de l'usine ou les autorités politiques s'adressaient non plus à de simples ouvriers, mais négociait avec l'Eglise et d'une certaine manière avec leur conscience de chrétien bien que ces considérations effleurèrent certainement moins les réflexions des directeurs que les pensées des administrateurs locaux.

En aucun cas, les secrétaires ouvriers agirent contre la volonté ouvrière. Le syndicat garda le contrôle de ses actes jusqu'aux dernières décisions que les secrétaires, bien que minorisés en certaines occasions, se chargèrent d'appliquer. La suite des événements prouvera que les responsables syndicaux furent des militants sincères, animés par des idéaux sociaux de la meilleure fibre et respectant au plus haut degré les personnes qu'ils représentaient.

3) une organisation difficile

Bien que les principales correspondances concernant la genèse de l'organisation ouvrière restent introuvables à l'heure actuelle, il n'est pas impossible de retracer le chemin qu'ont suivi nos pionniers dans la voie du syndicalisme valaisan. Les quelques articles de presses disponibles nous permettent d'évaluer les forces du syndicat, mais aussi les principaux problèmes auxquels étaient confrontés ces ouvriers disséminés dans des vallées parfois fort éloignées.

C'est le 1er avril 1916 que les rumeurs se confirmèrent et nous apprîrent "qu'une forte organisation s'était (est) fondée à Chippis."²³ En juillet, le syndicat de Sierre-Chippis comptait déjà 400 membres inscrits qui recevaient individuellement l'organe officiel de l'U.R.T.C.: L'Action sociale. Désormais, presque chaque numéro comportait une rubrique destinée à cette nouvelle section syndicale. Durant le mois d'août, le journal nous informait qu'"après deux mois et plus d'efforts le syndicat chrétien-social fut définitivement constitué dans le courant du mois de juillet dernier."²⁴ Plus de mille ouvriers étaient déjà membres à part entière.

Cette force, cet enthousiasme, le comité les mit immédiatement à profit pour présenter ses premières revendications à la direction générale de Neuhausen. Malheureusement, l'impasse dans laquelle aboutirent les négociations montra qu'un nombre élevé de syndiqués ne suffisait pas, encore fallait-il les mobiliser pour maintenir un rapport de force favorable. Or, c'est à ce niveau que se posèrent les premières difficultés organisationnelles. Comment rassembler des ouvriers répartis en deux équipes de travail, se trouvant disséminés dans plusieurs dizaines de villages et hameaux éparpillés sur une surface de plus de 40 kilomètres de diamètre? Le comité résolut cette complication par un

²³ Le Falot, Vouvry, le 1er avril 1916.

²⁴ L'Action sociale, Fribourg, le 20 août 1916.

fonctionnement extrêmement décentralisé reposant sur un système d'assemblées de village et de délégués chargés de centraliser les débats. Ainsi le syndicat ressemblait-il davantage à une fédération régionale de mini-sections qu'à une organisation monolithique dont le détail nous est expliqué par L'Action sociale en ces termes: "il sera constitué dans chaque localité envoyant des hommes à l'usine une section ouvrière avec son comité, vivant d'une vie autonome. Elle acceptera dans son sein les syndiqués d'abord et toutes les bonnes volontés des travailleurs de l'endroit. Ces sections ne seront point des groupements isolés, mais feront partie de l'Union Romande des Travailleurs catholiques dont le siège est à Fribourg."

"Par là l'éducation sociale de l'ouvrier, éducation qui lui manque totalement avec pour conséquence l'âpre difficulté à rendre le syndicat puissant, sera grandement facilitée par des réunions fréquentes, au moins mensuelles. Tous les intérêts y seront traités avec compétence et profit pour tous les membres. Les questions propres aux ouvriers de l'usine seront portées par des délégués au comité du syndicat, qui les discutera dans l'intérêt général."²⁵ Les présidents de tous les comités formeront le comité central. Un secrétariat à Sierre servira de trait d'union entre toutes les sections."²⁶

Ce système permettait à la fois de garantir une certaine autonomie des sections et respectait souvent la hiérarchie traditionnelle des villages. De plus, il rendait difficile d'éventuelles manipulations, excluant presque la main mise de quelques personnes sur l'ensemble du syndicat. Dans ces conditions, les idées circulaient davantage que les hommes, ce qui entravait la marge de manoeuvre personnelle des dirigeants. Quant aux conférences et réunions, elles se tenaient à double: une fois pour l'équipe de jour et la seconde fois pour l'autre équipe, ce qui loin de simplifier les choses obligeait les organisateurs à des prouesses d'ingéniosité pour réunir les conditions favorables à une action.

Ces structures originales favorisèrent la progression du syndicat dans les vallées, tant et si bien qu'à la fin du mois de décembre le jeune organisme valaisan représentait déjà le tiers des effectifs de l'U.R.T.C. et était avec ses 525 membres romands²⁷ la section la plus importante des 22 organisations locales que comptait le syndicat chrétien romand. Avec ce chiffre elle regroupait plus du double d'inscrits que la principale section fribourgeoise ne totalisant à la même époque que 228 membres²⁸.

En nous référant au chiffre déjà mentionné de 1647 ouvriers occupés en moyenne durant l'année 1916 à l'usine de Chippis et en supposant que l'effectif des sections allemandes du syndicat de Sierre-Chippis eut été nul, nous calculons la part des syndiqués à quelque 32% du total des ouvriers. En quittant cette option minimale peu réaliste et en supposant un effectif haut-valaisan inférieur de moitié au chiffre romand, nous estimons la part à presque 50% de la main-d'oeuvre employée. Or, un taux oscillant entre 32 et 50% assurait au syndicat une

²⁵ L'Action sociale, Fribourg, le 20 août 1916.

²⁶ L'Action sociale, Fribourg, le 11 novembre 1916.

²⁷ Les effectifs des sections suisses-allemandes étaient comptabilisés au siège suisse-allemand du syndicat.

²⁸ Ces chiffres sont tirés des statistiques des membres de l'U.R.T.C. contenus dans le rapport de la IV^{ème} assemblée des délégués publié par L'Action sociale du 28 avril 1917.

très bonne représentation à l'intérieur de l'usine.

Bien que cette fourchette soit certainement sous-évaluée, nous pouvons affirmer que nous avons à faire à une organisation fortement implantée dans le milieu ouvrier. Il ne s'agissait en aucune manière d'un petit groupe d'activistes détachés des préoccupations de la majorité du personnel de l'usine. L'étude des premières revendications et la naïveté avec laquelle a été menée leur négociation nous prouveront, sans doute possible, la nature profondément populaire et autonome du mouvement et de ses représentants.

B) DANS LA MEMOIRE POPULAIRE

les abbés...

"C'était le début, on ne savait pas ce qu'était un syndicat (...). Pas plus les uns que les autres ne savaient ce qu'était une "grève", alors ce sont les gens du dehors qui sont venus pour ce jour-là (...). Ils ont commencé à mettre sur pied un syndicat. C'est le syndicat qui a fait démarrer cette affaire, mais alors c'était le syndicat chrétien-social (...). C'étaient les premières années, la F.O.M.H. n'existait pas (...)."

"Pour défendre les ouvriers (...), l'Eglise s'est intéressée et a envoyé sur place un abbé Pilloud - Fribourgeois - et un abbé Savoy - Fribourgeois - qui eux s'occupaient des problèmes sociaux ayant été réveillés par la célèbre encyclique de Léon XIII Rerum Novarum. Il faut le dire , ça a réveillé les consciences des catholiques qui roupillaient et qui ne voyaient pas qu'il y avait une évolution à faire pour les ouvriers. Ils sont venus et ont organisé les ouvriers (...)."

"Lorsqu'ils ont eu des assemblées, ces prêtres qui sont venus, et qui étaient donc des secrétaires ouvriers, ils ont parlé des moyens de défense que les ouvriers avaient, et un de ces moyens de défense c'était de déposer les instruments, d'arrêter le travail (...). Et il y eut des revendications de salaire (...). Si bien que l'Alusuisse, refusant catégoriquement les augmentations, ça a donné des frottements."

"C'est comme ça qu'il y a eu la grève, mais cette grève n'a pas été suivie par tous les ouvriers et une bonne partie des ouvriers ont été remplacés par des soldats qui sont rentrés ou qui ont été mobilisés pour remplacer les ouvriers."

PARTIE IV:

LA GREVE

A) LES PREMIERS POURPARLERS

1) un accord prometteur

Pour les ouvriers, la création du syndicat correspondait à une attente, celle de pouvoir se faire entendre de la direction. Trop souvent des litiges personnels s'étaient conclus - selon eux - au désavantage de l'ouvrier. Trop souvent, ils estimaient avoir été lésés voire dupés par les contremaîtres. C'est pourquoi "dès qu'il eut la preuve qu'il avait derrière lui la grosse majorité des ouvriers, le comité rédigea une liste de revendications et l'envoya au secrétariat central du syndicat des métallurgistes à Zurich, pour que celui-ci entreprit les démarches auprès de la Direction centrale de l'Aluminium."

"Un peu novice dans l'action syndicale, les ouvriers de Chippis avaient entremêlé dans leur lettre, des revendications assez disparates et d'importances fort inégales. La direction de l'Aluminium devait tirer habilement parti de cette faute de tactique."

"Pour le début, Neuhausen répondit que puisque c'était un comité central de syndicat qui l'abordait, il ne pouvait pas discuter avec lui et renvoya les pétitionnaires au comité de son propre syndicat, le syndicat des patrons. Car c'est une chose piquante: ces industriels qui voient de si mauvais oeil leurs ouvriers se syndiquer, sont eux-mêmes puissamment syndiqués. Et ce syndicat des patrons répondit (ô ironie des mots!) qu'il ne discutait pas avec un syndicat, mais que chaque patron avait comme principe de s'entendre directement avec ses ouvriers. Conclusion, les ouvriers de Chippis n'avaient qu'à s'adresser directement à leurs directeurs."

"Afin que nul ne se méprit sur le sens de cette fin de non-recevoir, le samedi 12 août, à midi, fut affiché dans les usines de Chippis, un avis par lequel les directeurs invitaient tous leurs ouvriers à leur soumettre des propositions pour la formation d'une commission qui discuterait avec eux les différents voeux émis par le personnel."

"Du syndicat, qui *seul* avait pris l'initiative des revendications, il n'était pas plus question que s'il n'eut jamais existé. Le syndicat ne pouvait admettre cette manoeuvre, habile sans doute mais dont le but se voyait trop."

"Il répondit le jour même par une proclamation qui fut distribuée à tous les ouvriers et dans laquelle il affirmait ses droits: <<le *syndicat seul* a officiellement formulé des revendications fermes pour l'amélioration de votre sort; le *syndicat seul* les a adressées à Neuhausen directement. Il n'appartient donc qu'au *syndicat* à les discuter avec la Direction Générale de l'A.I.A.G. Ouvriers, rejetez donc toute délégation autre que celle que nommera le syndicat, laquelle délégation sera certainement la seule sûre, et forte, la seule qui aura réellement à coeur la vraie défense de vos intérêts et les meilleures chances de succès.>>"

"Pendant que les ouvriers cherchaient à parer le coup droit porté à l'idée syndicale par la manoeuvre patronale, la direction faisait officieusement savoir que sur un certain nombre de points secondaires peu importants, elle était toute disposée à donner satisfaction aux revendications ouvrières. Elle se donnait ainsi

l'apparence de faire beaucoup de concessions; mais après toutes ces concessions, les ouvriers se retrouvaient avec sensiblement la même paie et le même nombre d'heures de travail. Donc, amélioration insignifiante de leur sort."

"Le Comité du syndicat et avec raison ne voulut pas suivre la direction sur ce terrain. Celle-ci avait opposé aux revendications syndicales une fin de non-recevoir et les directeurs de Chippis feignaient de les ignorer. Ils voulaient une nouvelle délégation: il l'auraient. Ils voulaient qu'on leur soumette à nouveau <<les vœux émis par leur personnel>> on les leur soumettrait."¹

En effet, une "nouvelle" délégation composée des mêmes membres du comité du syndicat² à l'exception de trois personnes rédigea des revendications épurées et ainsi la réponse à la proposition patronale fut immédiate. Le 19 du même mois une lettre informa les directeurs qu'une délégation ouvrière avait été formée et chargée de présenter les revendications suivantes:

"I Nous demandons pour les ouvriers de l'exploitation ininterrompue l'introduction pour le 1er novembre au plus tard des trois équipes de huit heures.

II Nous demandons pour tous les autres ouvriers la journée de dix heures.

III Nous demandons une échelle fixe des salaires avec le prix minimum de l'heure:

1/ aux charbons (paquetage)	0,70 cent.
2/ aux charbons (petits travaux)	0,65 cent.
.....
.....
17/ Salpêtre	0,68 cent.

IV Nous demandons que lors de l'introduction des trois équipes, le prix de l'heure soit calculé de telle sorte que la somme totale du gain journalier reste égale à ce qu'elle sera au moment de cette introduction.

V Nous demandons la mise en vigueur des nouveaux tarifs pour le 1er septembre prochain au plus tard.

VI Nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir votre réponse par écrit à chacune de ces demandes et de les remettre à notre camarade Basile Antille d'ici à jeudi soir 24 août."³

¹ L'Action Sociale, Fribourg, le 20 août 1916.

² Sur les treize signatures représentant le comité du syndicat dans diverses correspondances avec le Conseil d'Etat, dix émanaient d'ouvriers travaillant à l'usine. L'appartenance au personnel de l'usine pour les trois personnes restantes n'a pu être clairement établie. Toutefois, leur patronyme sont soit régionaux, soit à consonnance italienne. Cette composition du comité prouve en partie la nature ouvrière et autochtone du mouvement.

³ Lettre du 19 août 1916 des délégués ouvriers adressée à la Direction de l'Aluminium dans "dossier concernant les conflits...".

La réaction de l'usine fut visiblement imprégnée d'une certaine irritation en constatant qu'elle avait été écartée du processus de création d'une commission ouvrière alors qu'elle voulait en être l'instigatrice, très certainement dans le but de couper l'herbe sous les pieds du syndicat et de contrôler les instances ouvrières à l'intérieur de l'usine.

Toutefois, après avoir déploré les menaces de grèves et le ton inadmissible des revendications, la direction s'annonça prête à introduire les trois équipes de huit heures pour le travail aux fours à partir du 1er janvier 1917. Elle admit le passage à dix heures de travail effectif sans diminution du gain journalier à partir du 1er octobre 1916, mais n'entrait pas en matière sur la fixation d'un tarif de paies minimales. Par contre, elle voulait bien "tenir compte de la situation économique actuelle en élevant à partir du 1er septembre prochain et pour la durée de la guerre l'indemnité de renchérissement actuellement en cours:

de 0,60cts. à Fr.1.-- par jour pour les mariés et soutien de famille.

de 0,40cts à 0,60cts par jour pour les célibataires."⁴

De plus "Lors de l'introduction des trois équipes, les paies aux fours seront calculées de telles manières que le gain journalier actuel soit maintenu, déduction faite de l'indemnité de renchérissement, de telle sorte que le gain à l'heure s'élève en moyenne à 0,80cts."⁵

Le vendredi et le samedi qui suivirent, les ouvriers, réunis en assemblée, refusèrent ces conditions et sollicitèrent l'intervention du Haut Conseil d'Etat. Celui-ci convoqua par télégramme la direction et les délégués ouvriers pour une séance de conciliation devant se tenir l'après-midi même au collège communal de Chippis.

Le procès-verbal de cette séance mentionne textuellement: "M. Couchepin⁶ expose la décision du Conseil d'Etat qui est d'accord d'intervenir en faveur des ouvriers⁷ auprès de la Direction de l'Usine de Chippis, comme les ouvriers l'ont demandé par lettre du même jour."⁸

L'attitude prise par Maurice Troillet durant la deuxième partie de la réunion face au directeur Détraz confirme cette prise de position de l'exécutif valaisan. Tout au long de ces pourparlers, la direction fut poussée à revoir ces propositions dans le sens des demandes ouvrières. Ce qui obligea à retarder la signature d'un éventuel accord pour que les nouvelles dispositions puissent être soumises au Directeur Général Schindler.

Les représentants ouvriers acceptèrent de patienter jusqu'au vendredi 1er

⁴ Lettre du 25 août 1916 de MM. Détraz et Curchod adressée à la délégation des ouvriers des Usines de Chippis dans "dossier concernant les conflits...".

⁵ Id.

⁶ Conseiller d'Etat, Chef du département de Justice et Police.

⁷ Texte souligné par nous.

⁸ Protocole de la séance de conciliation du 29 août 1916 réunissant en deux entrevues séparées les délégués ouvriers et le Conseil d'Etat suivi d'un entretien entre le Conseil d'Etat et les représentants de la direction dans "dossier concernant les conflits...".

septembre. L'accord final concédait aux ouvriers leurs principales doléances, à savoir:

"1) La direction de la Fabrique d'aluminium s'engage à introduire à partir du 1er janvier 1917 les équipes de huit heures par jour pour toutes les exploitations à travail continu;

2) A partir du premier octobre 1916, d'introduire la journée de dix heures pour tous les ouvriers;

3) Dès le 1er septembre, la Direction de l'Usine paiera aux ouvriers pour la durée de la guerre une indemnité de 1 fr. aux hommes mariés et 0,60 cts. aux célibataires, à titre d'indemnité de renchérissement.

4) Les ouvriers toucheront pour les journées de 8 heures un salaire égal à celui qu'ils touchent actuellement, de telle manière que le gain de l'heure s'élève en moyenne à fr.0,80 pour les équipes de 8 heures aux fours. Pour les équipes de 10 heures l'indemnité de renchérissement sera maintenue."⁹

2) un succès mitigé

Pourtant, ces acquis apparaissent, après examen, beaucoup plus modestes qu'ils ne le laissaient supposer, à première vue. Aucune concession n'a été faite sur la question de l'échelle fixe des salaires¹⁰, ni sur les délais de son introduction¹¹. Quant au maintien du revenu journalier¹² il n'a pas été garanti dans tous les cas; l'augmentation du salaire horaire n'arrivant pas à compenser la diminution du temps d'occupation et la suppression de la prime de renchérissement pour les équipes à travail continu, c'est-à-dire la majorité du personnel. Après avoir supprimé l'indemnité de renchérissement pour la plus grande partie des travailleurs, la direction avait beau jeu de l'augmenter pour le personnel restant. En chiffres absolus, l'entreprise réalisait des économies par rapport à la situation antérieure.

Seule reste la diminution du temps de travail¹³. Mais cette "victoire ouvrière" est à relativiser, car en marge d'un document d'étude du Conseil d'Etat, nous trouvons ces observations révélatrices: "la loi du 18 juin 1914 qui entrera probablement en vigueur en 1917 prévoit l'introduction des équipes de 8 heures (art.53) dans les exploitations à travail continu. La concession de l'Usine d'Aluminium n'est donc pas importante à ce sujet."¹⁴

Plus loin, nous apprenons que "l'art. 40 de la nouvelle loi sur les fabriques introduira l'obligation de la journée de 10 heures."¹⁵ Finalement, sous les

⁹ Protocole de la séance de conciliation tenue le 1er septembre 1916, à 4h. dans "dossier concernant les conflits..."

¹⁰ Point III des revendications contenues dans la lettre du 19 août 1916 (document déjà cité) dans "dossier concernant les conflits..."

¹¹ Point V des revendications du 19 août 1916.

¹² Point IV des revendications du 19 août 1916.

¹³ Points I et II des revendications du 19 août 1916.

¹⁴ Document de travail non signé et non daté dans "dossier concernant les conflits..."

¹⁵ Document de travail non signé et non daté dans "dossier concernant les conflits..."

observations générales, nous lisons que: "l'Usine de Chippis n'a accédé aux demandes des ouvriers que dans les points où ils seront obligés d'en venir en vertu de la nouvelle loi fédérale sur le travail dans les fabriques, et encore elle retarde la date de la mise en exécution de ces demandes en la transportant du 1er septembre 1916 au 1er janvier 1917. Dans tous les autres points, l'usine a répondu négativement."¹⁶

Après ce tour d'horizon, nous constatons que les acquis réels du mouvement revendicatif des ouvriers furent bien maigres. Les responsables syndicaux en étaient conscients: "nous n'avons certes pas remporté une victoire éclatante, mais nous avons tout de même obtenu d'appréciables avantages."¹⁷ Cependant, il fallut attendre les dates d'entrée en vigueur des différentes modifications pour que l'ensemble des contemporains s'aperçoive que l'accord du 1er septembre était en fait loin de régler la situation à Chippis.

3) des résultats décevants

Le malaise ouvrier s'accroît à chaque échéance. "La première paye d'octobre a été faite. Mais à l'égard de certains ouvriers, les engagements pris n'ont pas été tenus, ou l'ont été qu'imparfaitement. S'agit-il d'une erreur des comptables? La Direction a-t-elle oublié ses engagements? Nous penchons plutôt pour la première hypothèse."¹⁸ Ce journaliste aurait certainement révisé son jugement s'il avait eu quelques mois de recul, car dès janvier 1917, nous apprenons qu'"une délégation d'ouvriers s'est rendue auprès de M. Troillet, Conseiller d'Etat, pour lui soumettre ses lamentations au sujet de l'entrée en vigueur du concordat qui avait mis fin au conflit l'été dernier."¹⁹

Le 30 janvier 1917, le Comité Central du syndicat envoya une plainte auprès du Conseil d'Etat pour diverses raisons; d'une part, les équipes du dimanche étaient restées à 12 heures malgré une paye de huit; d'autre part on signalait l'augmentation du travail pour les fours, suite à la diminution du personnel²⁰; etc. Mais la protestation la plus révélatrice fut que: "les ouvriers du charbon, de la fonderie ainsi que d'autres détails avaient (ont) subi une forte diminution dans leur paye, après avoir enlevé le franc de renchérissement, le pourcentage était (est) tombé ainsi que le travail à la tâche, ce qui leur faisait (fait) une différence de 20 à 25 frs. par quinzaine."²¹ Cette perte est énorme si

¹⁶ Id.

¹⁷ La Gazette du Valais, Sion, le 16 septembre 1916.

¹⁸ La Gazette du Valais, Sion, le 16 octobre 1916.

¹⁹ Le Falot, Vouvry, le 1er février 1917.

²⁰ Selon un document d'enquête du Conseil d'Etat "Le travail pour les équipes de 8 heures a augmenté:

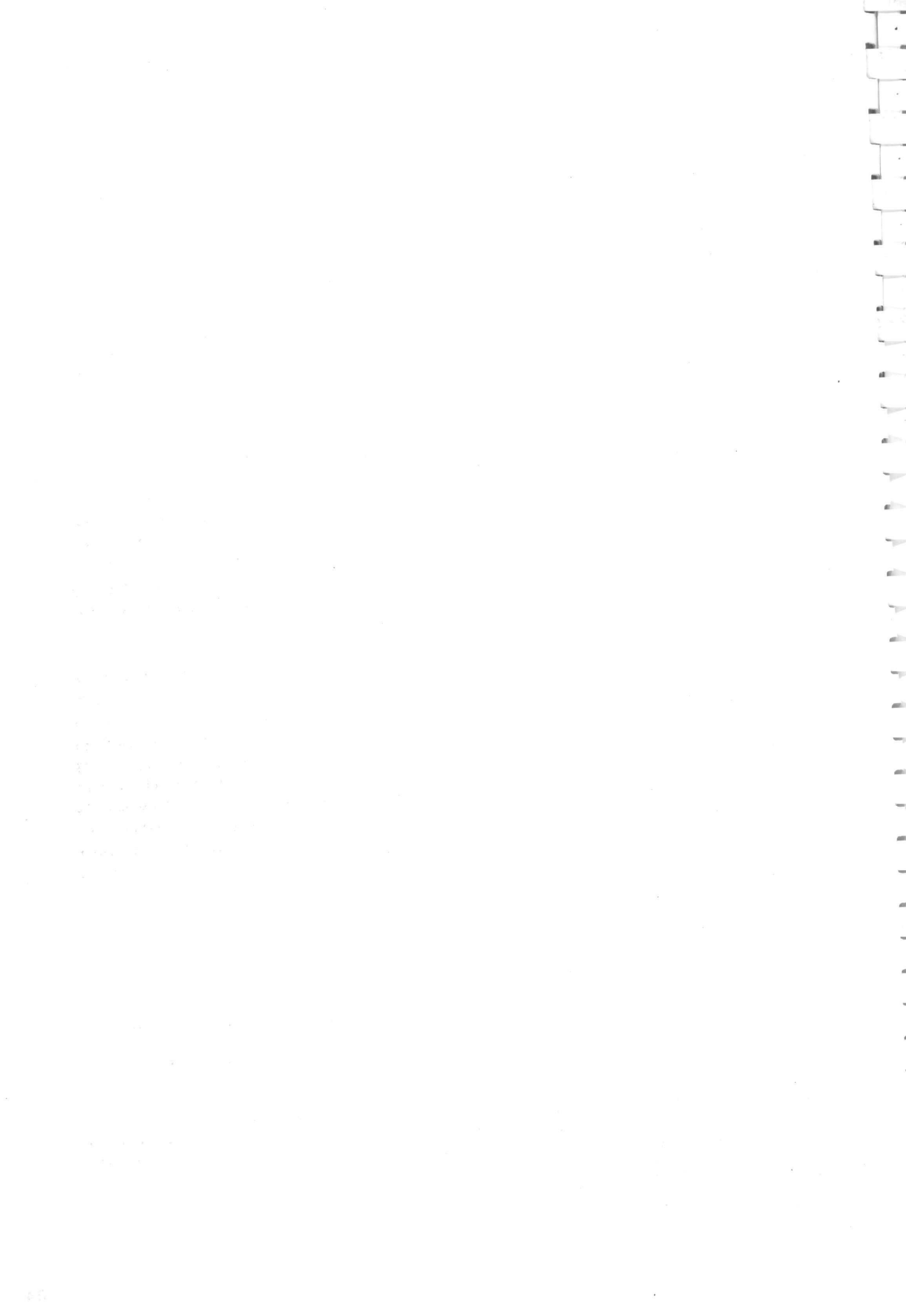
actuellement, il y a 7 hommes pour 35 fours,

autrefois, il y avait 8 hommes pour 32 fours"

Cette augmentation est de l'ordre de 25%, elle compense exactement l'augmentation du salaire horaire moyen qui est passé de 64 cts/h. à 80 cts/h. (25% de différence). Donc en terme de rendement, le rapport productivité/salaire est resté constant. De ce fait, l'usine n'a subi aucun coût salarial supplémentaire suite à l'introduction des trois équipes.

Dans "dossier concernant les conflits..."

²¹ Lettre du 30 janvier 1917 de Zufferey Robert, secrétaire du comité Central du syndicat Sierre-Chippis adressée à M. le Conseiller d'Etat du Valais (il s'agissait certainement de Troillet) dans



l'on songe que la paye moyenne d'une quinzaine était de l'ordre de 75 à 80 francs²².

Force est de constater que "dans cette manière d'agir la situation ouvrière ne s'est pas améliorée considérablement à la suite de cette convention du 1er septembre 1916."²³ Au contraire, elle s'est empirée pour ceux que "leur(s) salaire(s) par suite de combinaisons en apparence inoffensives, étaient devenus moindres qu'ils ne l'étaient en 1916 ou même qu'ils étaient retombés au tarif d'avant la guerre."²⁴

Il n'en fallut pas plus pour rendre la situation explosive. L'index du coût de la vie ne cessait de grimper, passant de 100 en 1914 à 139 en 1916 et 180 en 1917. L'absence de réajustement des salaires représentait une baisse du niveau de vie de près de la moitié.

Parallèlement, la Société réalisait en 1916, 16'644'000frs. pour un capital-action de 21 millions de francs, c'est-à-dire que le rendement du capital fut de 80%. Les actionnaires touchèrent des dividendes de 20% et augmentèrent le capital-action de 14 Mios (65%). Si nous prenons en compte l'amortissement des installations, les participations, etc. nous pouvons rajouter 24 mios de francs au total des bénéfices. En comparaison, la masse salariale se chiffrait à 2'795'968 frs. et les revendications ouvrières à une dépense supplémentaire d'environ 550'000 frs. (pour 20 % d'augmentation) à savoir 3,30% des bénéfices nets ou 1,35% des bénéfices totaux (compte tenu des amortissements).²⁵

La publication de telles données durant le mois d'avril 1917 provoqua de vives émotions et contribua certainement à radicaliser le mouvement. Les méthodes prônées par le syndicat connaissaient leurs premières critiques de gauche: "décidément les travailleurs de Chippis devront apprendre que la puissance capitaliste n'est pas une chose qui se combat avec des prières et des intercessions, mais par l'action spontanée et directe...., nous demandons aux promoteurs du mouvement de Chippis s'ils ne se repentent pas d'avoir saboté la capacité révolutionnaire du peuple ouvrier en lui prêchant toujours la résignation, le calme, la patience? On en voit les résultats maintenant! Ces messieurs du trust capitaliste de Chippis se fichent d'un prolétariat devenu moutonnier."²⁶ On ne peut être plus clair.

"dossier concernant les conflits...".

²² Car seul le secteur des fours a été augmenté à 0.80fr. ce qui représente un gain bi-mensuel d'environ 90frs.

²³ Propos de Robert Zufferey (secrétaire syndical) dans une lettre du 2 avril 1917 adressée au Président du Département de l'Intérieur, dans "dossier concernant les conflits...".

²⁴ Lettre du 15 juin 1917 de Zufferey Henri, secrétaire permanent (par interim) du "Syndicat des ouvriers de l'Aluminium Sierre-Chippis" adressée au Haut Conseil d'Etat du canton du Valais dans "dossier concernant les conflits...".

²⁵ Les chiffres de base de ces calculs sont tirés de deux articles parus dans La Gazette du Valais, Sion, les 24 mars et 14 avril 1917.

²⁶ Le Falot, Vouvry, le 1er février 1917.

B) L'ATTENTAT DU 1ER MAI

Le 1er mai 1917 à 5h. 25 du matin, une bombe explosa le long des canalisations forcées des eaux de la Navizance en surplomb des ateliers. "Si l'attentat avait réussi et que la canalisation eut sauté, toute la partie de l'usine située droit en dessous eut été emportée, et nombre d'ouvriers eussent péri."²⁷ Le dynamiteur sortait visiblement des sentiers battus et semblait exprimer la colère de certains face à l'intransigeance de la direction et à son refus de céder quoi que ce soit dans le domaine économique en dépit des immenses bénéfices réalisés. Cependant, les choses ne furent pas si simples.

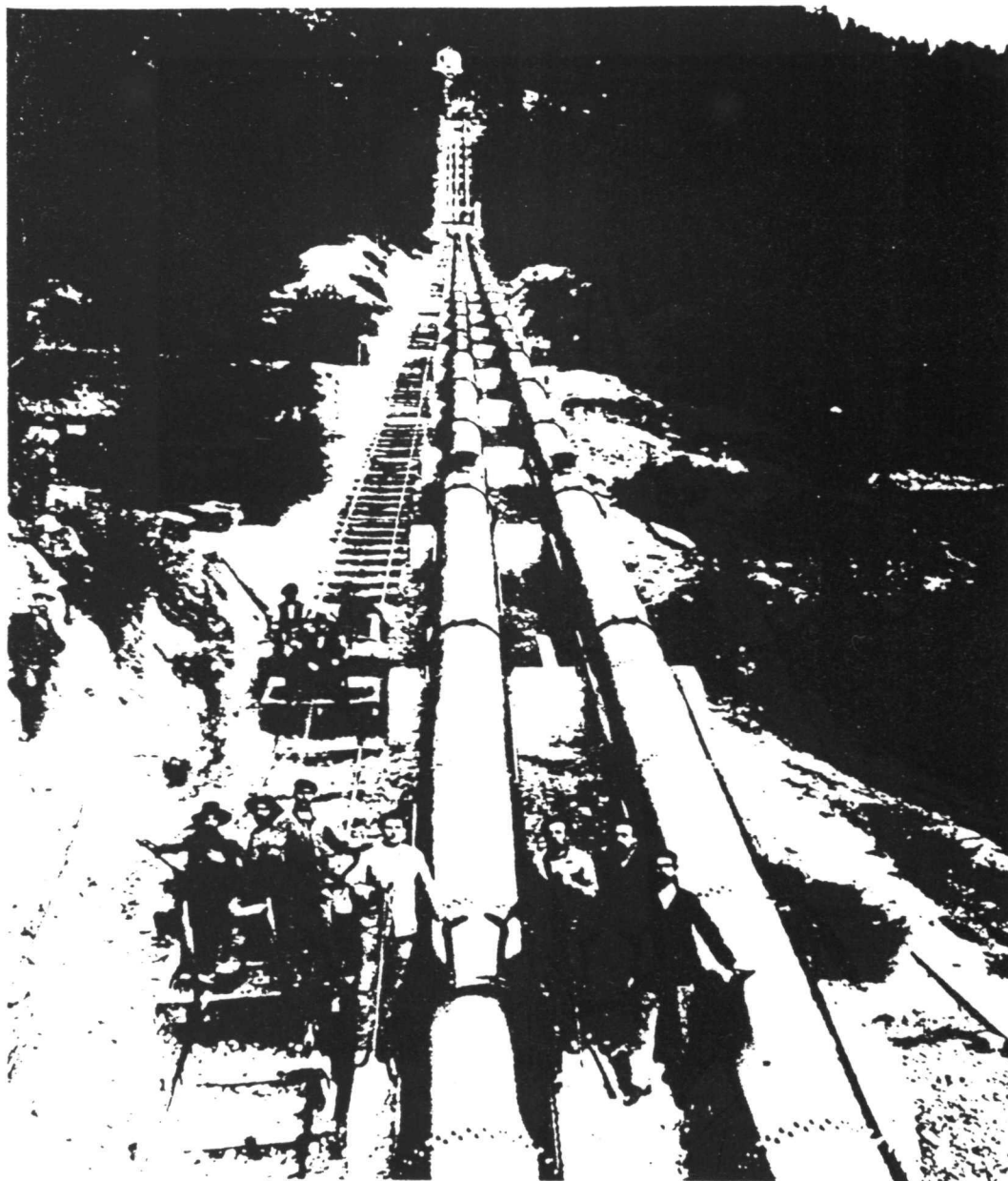
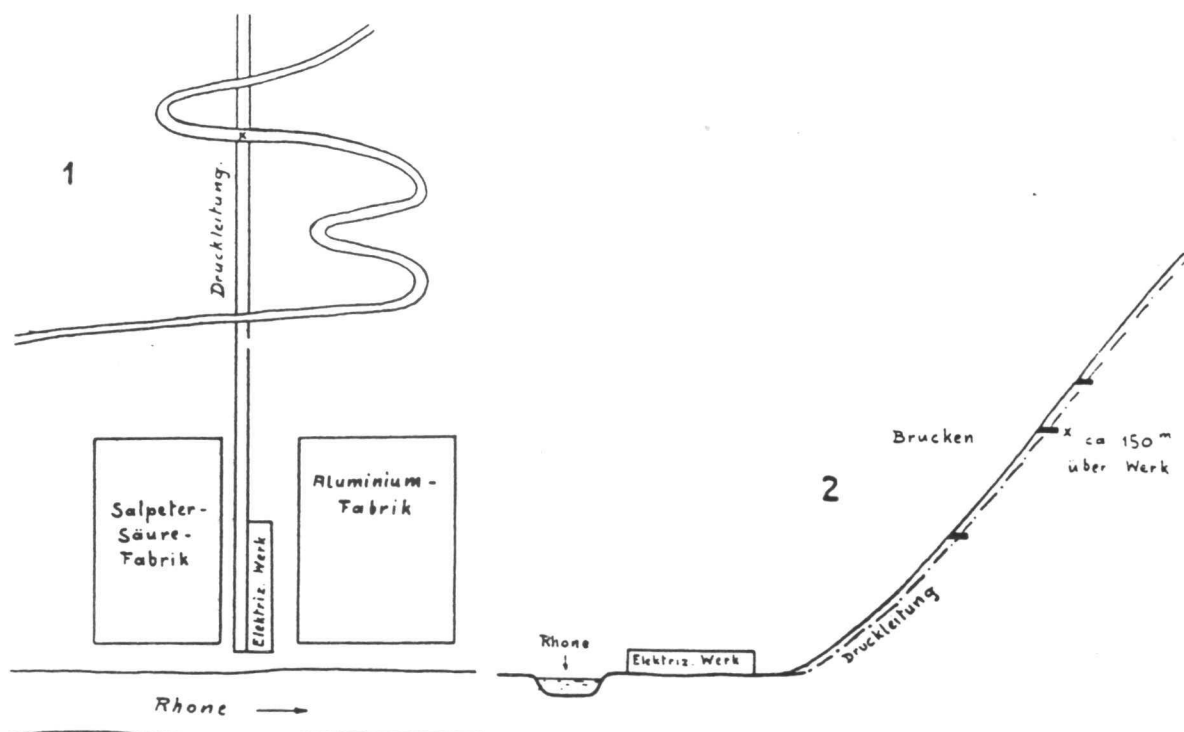


Photo 17: les canalisations visées: une cible idéale.

²⁷ La Gazette du Valais, Sion, le 3 mars 1917.

1) un sabotage ou une intimidation?

Il importe de déterminer la nature de cet attentat, pour établir les responsabilités éventuelles de nos différents acteurs et évaluer par ce biais les hypothèses qui s'offrent à nous. Premièrement l'endroit choisi pour l'attentat était stratégique. "Si la conduite visée avait éclatée, c'en était fait des usines qui étaient submergées. Les fours auraient sauté, les courts-circuits auraient provoqué l'incendie du reste et presque 1500 ouvriers étaient privés de travail."²⁸ Cette constatation infirme l'hypothèse de l'attentat ouvrier contre l'usine. Il semble peu plausible qu'un groupe d'ouvriers - même en marge du syndicat - ait mis en danger leur poste de travail et la vie de plusieurs centaines de leur camarades. Mais, il n'est pas improbable que certains travailleurs aient voulu adresser une mise en garde aux directeurs.



Plan 1²⁹: l'emplacement surplombant la fabrique de 150 m.

Cette thèse de l'avertissement ou de l'intimidation n'est pas entièrement satisfaisante car, "la bombe était très puissante,(...). L'explosion a été si forte, que les vitres des usines et de Chippis ont volé en éclats."³⁰ "Le plateau du pont a été soulevé par l'explosion."³¹ "Le sol tout à l'entour fut (était) profondément creusé et l'on craignit même que les rochers de Bellegarde, fortement ébranlés, ne fussent cause d'un nouvel accident."³² Apparemment, le saboteur cherchait l'efficacité maximum, une simple démonstration ne justifiait pas une charge aussi puissante. Or, un véritable sabotage pouvait se concevoir comme un acte de

²⁸ La Gazette du Valais, Sion, le 5 mai 1917.

²⁹ Archives fédérales E 21 / 14 412.

³⁰ La Gazette du Valais, Sion, le 3 mai 1917.

³¹ Compte rendu de la séance du 1er mai 1917 de la commission d'instruction du Tribunal de Sierre, archives fédérales E 21 / 14 412.

³² La Gazette du Valais, Sion, le 5 mars 1917.

vengeance d'un ouvrier congédié ou d'un paysan désespéré, victime de l'usine, mais il pouvait difficilement émaner des ouvriers en lutte.

Paradoxalement, cette impression de ferme volonté de nuire est démentie par le choix de l'emplacement de la bombe, qui, par maladresse ou par intention, fut choisi de telle sorte que l'explosion fasse plus de bruit que de dégât. En effet, le ou les coupables "durent se borner à enfoncer la bombe qui avait la grosseur d'une boîte à biscuits, dans la terre qui recouvre à cet endroit la canalisation. C'est ainsi que la force explosive se manifesta, grâce à Dieu, du côté de la moindre résistance et de l'air libre et se brisa assez haut contre le pont."³³ Ainsi les dégâts furent minimes. Ces faits étioient, mais n'écartent pas définitivement l'hypothèse de la vengeance qui, pour rester concevable, doit faire intervenir - à la lumière de ces faits - une grande dose d'incompétence et d'imbécilité.

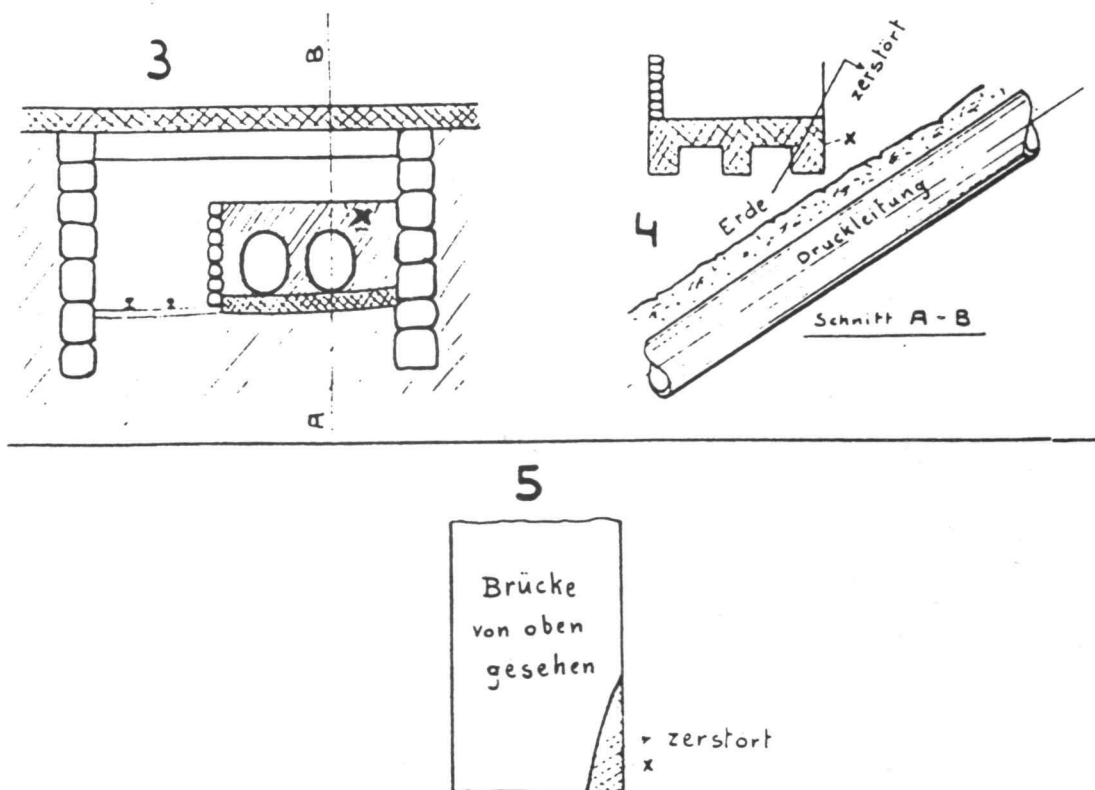


schéma 1³⁴: une grosse bombe mal placée.

Par ces actes et ces faits contradictoires, il est difficile de mettre en lumière les réelles intentions des auteurs. D'un côté, ils affichaient une grande détermination à détruire l'usine. Quiconque cherchant à donner un simple coup de semonce à la direction aurait choisi un objectif moins stratégique et surtout une charge explosive plus symbolique que les dix kilos de cheddite qui furent employés. Cependant, il n'est pas absurde de supposer que l'objectif fut retenu uniquement pour son éloignement de l'usine et du village ce qui écartait les risques d'être surpris lors de l'exécution de l'opération. Ces canalisations sont en effet les seules installations de l'usine directement accessibles en dehors de l'enceinte de la fabrique. Mais cette hypothèse n'explique pas l'importance de la

³³ *La Gazette du Valais*, Sion, le 5 mars 1917.

³⁴ Archives fédérales E 21 / 14 412.

charge utilisée.

D'un autre côté, de véritables saboteurs n'auraient certainement pas eu la naïveté de placer leur bombe en dessus de l'objectif à détruire, bien que "les auteurs de l'attentat ont d'abord tenté de loger leur engin dans un des murs de soutènement du pont de façon à détruire les parois et le lit de la canalisation, mais le mur construit en béton, était trop dur et ne put être que légèrement entamé, ou peut-être les coupables furent-ils dérangés."³⁵ Toujours est-il qu'il placèrent leur bombe là où il était à peu près certain que la déflagration serait inefficace.

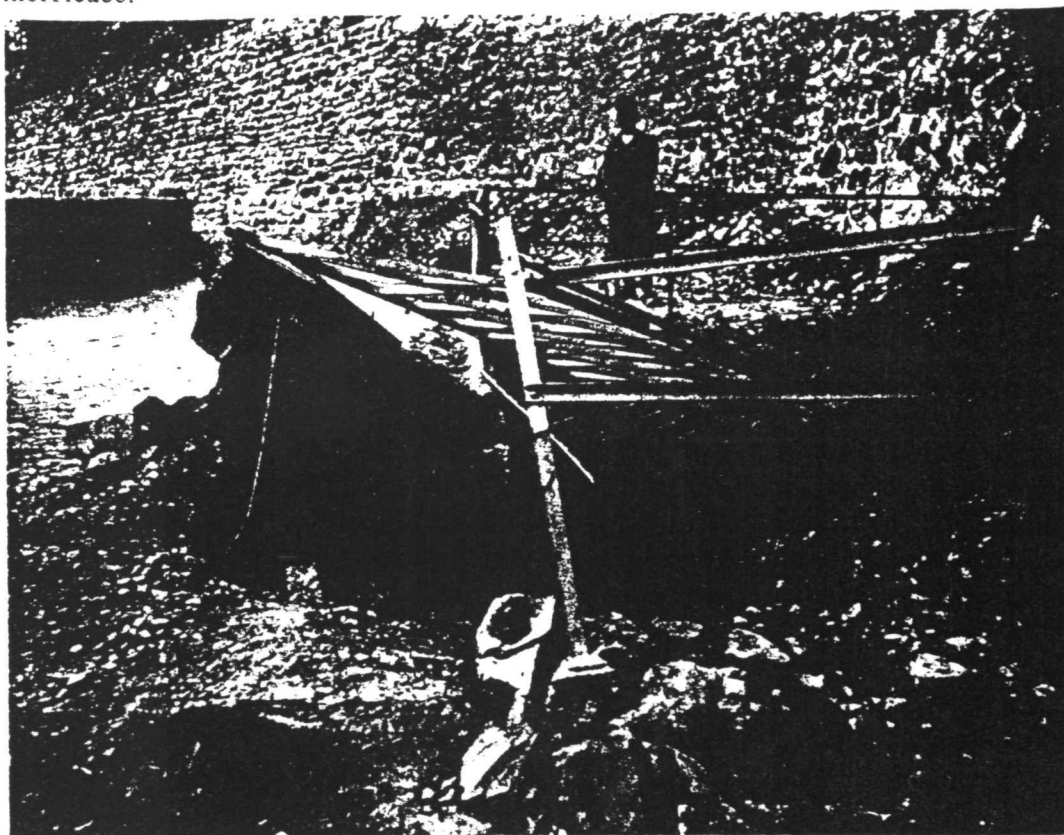


Photo 18: des dégâts limités.

Finalement, en considérant la faiblesse des informations qui sont en notre possession, nous restons dans l'impossibilité de trancher par voie de déduction entre ces deux hypothèses: s'agissait-il d'un avertissement - qui paraît disproportionné quant aux risques encourus et aux moyens utilisés - ou d'un acte de sabotage trop peu sérieux pour que l'intention soit crédible, mais qui d'une certaine manière dégagerait la responsabilité ouvrière? Peu importe, qu'il s'agisse d'un cas ou de l'autre, il est évident qu'un tel attentat ne pouvait émaner du secrétariat central, malgré les "soupçons que la Société de l'Aluminium faisait peser sur le syndicat des ouvriers."³⁶ Cette accusation peu sérieuse fut rapidement écartée par le juge d'instruction fédéral Albert Calame (Neuchâtel) chargé par le Procureur Général³⁷ de mener l'enquête. Immédiatement, il admit que ces méthodes n'étaient pas celles du syndicat qui par ailleurs fut le premier à

³⁵ La Gazette du Valais, Sion, le 5 mars 1917.

³⁶ La Gazette du Valais, Sion, 19 mai 1917.

³⁷ Il s'agissait de M. F. Stämpfli (Berne).

condamner cet acte.

L'investigation du magistrat déboucha rapidement sur un tout autre registre très éloigné de notre petit monde et de son conflit économique. Le dossier établi à cette occasion est intéressant à plus d'un titre. Il vaut la peine de s'y arrêter quelques instants, non pas que cet attentat soit au centre de notre sujet, mais parce que l'enquête contient des témoignages précieux pouvant donner une nouvelle dimension à notre affaire.

2) un allié international

Une fois la responsabilité ouvrière écartée, reste comme mobile possible l'acte de vengeance qui devient peu vraisemblable, compte tenu des réserves que nous avons formulées, mais qui ne fut pas immédiatement écarté par les enquêteurs. Dans cette optique, un des principaux suspects fut le président de Chippis qui fut interrogé à plusieurs reprises et dont la haine envers la direction de l'usine était connue jusqu'au Conseil d'Etat valaisan puisque l'on retrouve dans les dossiers cantonaux un démenti formel libellé en ces termes:

"DECLARATION"

"Le soussigné, Monsieur Alexandre Zufferey, Avocat et Notaire, Président de la commune de Chippis, confirme par ces lignes la déclaration verbale qu'il a fait le 28 avril 1916 au soir devant les ci-désignés : Messieurs Alexandre Favre, secrétaire municipal, Alphonse Favre, boulanger, Pralong, gendarme, tous domiciliés à Chippis et Mr Vaudan, gendarme, domicilié à Sierre, déclaration de laquelle il résulte que ce n'est pas par vengeance personnelle contre Mr Charles Curchod, Administrateur, à Chippis, qu'il s'occupe des questions ouvrières intéressant les ouvriers de la S.A. pour l'Industrie de l'Aluminium, à Chippis, ceci contrairement aux bruits faux et malveillants qui circulent depuis quelques temps dans le public au préjudice de Mr Curchod."

"Chippis, le 3 mai 1916."³⁸

Ce genre de démarche officielle aboutissant dans les bureaux des Conseillers d'Etat ne trompe personne. Il est révélateur du climat régnant entre l'usine et la commune mais aussi des proportions que prenaient certains conflits personnels. Nous comprenons aisément que l'enquête accorda une grande attention à ce personnage dont les dépositions furent parfois fracassantes: "je me souviens avoir dit dans d'autres occasions que si la direction de l'Aluminium à Chippis continuait la guerre qu'elle a entreprise contre moi, je n'hésiterais pas à aller fonder un syndicat à Neuhausen même."³⁹ L'usine, par la plume de M. Détraz, ne manqua pas d'abonder dans ce sens en envoyant plusieurs lettres au Président du Tribunal de Sierre signalant qu'"en redescendant, le lendemain, le 2 mai, de la Vallée, il (A.Zufferey) déclara à notre gardien du Château d'eau, Mudry Joseph,

³⁸ Déclaration accompagnant une lettre du 4 mai 1916 de M. Curchod, Administrateur de la S.A. pour l'Aluminium, adressée Au Chef du Département de l'Intérieur du Canton du Valais dans "dossier concernant les conflits..."

³⁹ Procès-verbal d'audition d'A.Zufferey du 12.5.1917. Archives fédérales E 21 / 14 412.

qu'il était regrettable que l'attentat ait échoué."⁴⁰ ou que "le soir du 3 mai (...) au café National à Sierre (...), le président Zufferrey doit avoir proféré des menaces contre l'Usine et déclaré que l'attentat du 1er mai n'était que le 1er acte qui serait suivi d'autres."⁴¹

Il est fort probable que l'attentat arrangea bien les affaires de M. Zufferrey, mais la clairvoyance et l'intelligence de cet homme le rendaient difficilement soupçonnable des erreurs grossières commises par les éventuels saboteurs ou provocateurs. Par ailleurs, il ne fut pas le seul à utiliser cet attentat pour son compte. Des lettres anonymes de menaces parvinrent à l'usine dont la plus significative fut écrite par un ancien ouvrier profitant de l'opportunité pour régler quelques vieux comptes en suspens. Une étude graphologique le mit en défaut et il fut condamné après avoir été blanchi des doutes qui reposaient sur lui en tant qu'auteur présumé de l'attentat.

D'autres plaisantins, pour répondre à une affiche de l'usine offrant une récompense de 20.000 F à toute personne permettant de découvrir les auteurs de l'attentat, affichèrent dans le village la promesse d'une récompense de même valeur à quiconque ferait exploser une deuxième bombe. Les malheurs des directeurs étaient loin d'être partagés par tous, mais ces amusements populaires ne correspondaient pas à des menaces sérieuses pour l'existence de l'usine.

Par contre, le magistrat fédéral découvrit que la joie de voir l'usine totalement détruite pourrait bien être partagée par certains milieux étrangers. En effet, le juge Calame constata que la plus grande partie de l'aluminium produit aux ateliers de Chippis était exportée vers l'Allemagne. De là à penser que les alliés avaient un intérêt direct à favoriser les entraves à la production, il n'y avait qu'un pas à faire. Qu'il s'agisse d'attentat, d'agitation ouvrière ou de grève, tout était bon pour ceux qui cherchaient à affaiblir les Empires Centraux. Et pourquoi n'auraient-ils pas contribué à les provoquer comme le firent les services d'espionnages allemands dans les fabriques américaines approvisionnant la France avant que les U.S.A. n'entrent en guerre? En ces temps troublés, toutes les combinaisons militaires étaient possibles.

Cette argumentation avait déjà été invoquée en septembre 1916 à l'encontre de l'abbé Bouvard accusé par l'A.I.A.G. d'agir pour le compte de la France, son pays d'origine. Une demande d'expulsion fut même déposée au Département Politique fédéral par le Dr Weber de l'A.I.A.G. Mais, le Département de Justice et Police fédéral, conseillé par M. Troillet, ne donna pas suite à la demande de l'usine pour ne pas menacer le calme régnant après la conférence de conciliation du 1er septembre. A cette occasion, l'intention politique de nuire à l'Allemagne en bloquant les livraisons d'aluminium fut évoqué sans grande conviction, car le but réel de la manoeuvre était d'éloigner de Chippis, le jeune prêtre que l'on savait animé d'un autre idéal⁴². Mais cet épisode prouve que l'éventualité d'une politisation du conflit était présente à l'esprit des

⁴⁰ Lettre du 7 mai 1917 de M. Détras au Président du Tribunal de Sierre. Archives fédérales E 21 / 14 412.

⁴¹ Lettre du 5 mai 1917 de M. Détras au Président du Tribunal de Sierre. Archives fédérales E 21 / 14 412.

⁴² Pour cette affaire, il existe quelques correspondances intéressantes sous cote E 21 / 5578 aux Archives fédérales.

contemporains depuis plusieurs mois. Il n'en fallut pas plus pour qu'en 1917, l'attentat raviva ces vieilles présomptions.

Or, le témoignage rocambolesque d'un électricien ayant travaillé à Chippis apporta de troublantes révélations quant à l'existence d'un complot international. Le jeune homme en question, Célestin Delèze, était établi depuis quelques années à Evian, où il occupait une chambre d'hôtel et un emploi au Service Electrique de la ville. Place qu'il avait trouvée après avoir quitté un poste à responsabilité technique aux ateliers de Chippis. En fréquentant les établissements publics, il se lia d'amitié avec une femme qui le mit en contact avec un de ses amis. Celui-ci s'intéressa vivement aux propos de notre électricien, qui était - semble-t-il - très compétent. Cet intérêt pour l'électricité se transforma au fil des discussions en un intérêt pour les installations électriques de Chippis que Delèze connaissait bien, ayant effectué des stages dans les divers relais électriques approvisionnant l'usine. Il exécuta même certains croquis et quelques plans des lieux pour illustrer ses explications.

Lorsqu'il apprit par la presse l'attentat contre les canalisations dont il avait longuement parlé, il fut troublé par un certain nombre de coïncidences entre ses propos et ces événements. Il prit contact avec la justice suisse et fit une déposition de ces faits. L'enquête révéla que son auditeur attentif n'était autre qu'un lieutenant des services secrets français, responsable du district Thonon-Evian et déjà connu sur le territoire suisse. De plus, sa présence dans la région sierroise avait été signalée par d'autres sources durant la période en question.

Cette version digne d'attention élucide quelques points restés nébuleux. En effet, notre saboteur étranger aurait certainement fait fi de la vie des ouvriers qu'il mettait en péril. Il aurait utilisé sans hésitation la plus grosse charge explosive à sa disposition et de surcroît, il aurait probablement arrêté la date du premier mai pour en faire retomber les soupçons sur le mouvement syndical, ignorant que cette échéance ouvrière n'avait aucune espèce d'importance en Valais, contrairement à l'exemple français.

Par contre cette version soulève de nouvelles interrogations. Elle n'explique pas pourquoi "la bombe (était) faite d'un récipient de fer blanc rempli d'au moins dix kilos d'explosif de carrière."⁴³ Cette fabrication artisanale ne s'inscrivait pas dans la tradition des services d'espionnages français qui recourait à du matériel très performant d'origine française comme l'attestent plusieurs opérations à la paternité bien établie. Or, dans notre cas, une mèche a été retrouvée sur les lieux mêmes de l'explosion et sa manufacture a pu être clairement attribuée à une firme uranaise spécialisée dans ce genre de matériel. Il est possible que le passage de la frontière, toujours délicat en temps de guerre, fut une raison suffisante pour que notre espion s'approvisionna sur place et exécuta son opération avec les moyens du bord. Seulement, cette considération n'explique pas l'incroyable incompétence du saboteur qui semble incompatible avec la formation d'artificier que recevaient la plupart des agents chargés de telles opérations.

Bref, l'affaire est loin d'être réglée par ces lignes, néanmoins le juge

⁴³ La Gazette du Valais, Sion, le 5 mai 1917.

Calame eut un avis plus tranché. Il conclut son rapport final en ces termes: "...j'ai eu l'impression très nette que l'attentat du 1er mai ne devait pas être envisagé comme un acte de vengeance d'un ouvrier ou comme un moyen destiné à provoquer un mouvement de salaire ou une amélioration économique de la situation du personnel, mais qu'il revêtait un caractère politique. Cette impression résulte, d'une part, du fait qu'il s'est avéré que les usines de Chippis fournissent à l'Allemagne la plus grande partie de l'aluminium qu'elles fabriquent et, d'autre part, de la dénonciation formelle de Célestin Delèze, de laquelle il ressort que le complot a dû être tramé par le service d'espionnage d'Evian."⁴⁴

Quant à nous, nous ne partageons pas les quasi certitudes de M. Calame, car si les dépositions de Célestin Delèze contiennent effectivement des coïncidences troublantes, elles sont également parsemées de contradictions et d'affirmations invraisemblables. De plus, l'attitude extrêmement malicieuse et le rôle central qu'il voulut se donner dans cette affaire ne renforcent pas son crédit. Nous ne serions pas surpris d'apprendre que cet ouvrier intelligent ait inventé son récit sur la base de quelques faits authentiques dans le but d'empocher la prime de 20.000 F promise par la direction. Mais gardons nous de fabuler. A ce niveau, il est fort probable que l'histoire gardera son secret encore longtemps. Bornons nous à admettre, à l'image du non-lieu qui fut prononcé, notre incapacité à cerner plus précisément les dessous de cette intrigue. Ceci ne nous empêche pas de constater que ces événements aggravèrent le conflit ouvrier/direction à Chippis. Cet épisode durcit l'affrontement et cette nouvelle escalade fit basculer une frange de notables valaisans dans le camp ouvrier.

En effet, l'exaspération d'une large couche de la population était à son comble. La coupe fut pleine lorsque la direction de Neuhausen, au mépris le plus total des procédures de consultation, et à l'insu du Conseil d'Etat, s'adressa directement au Département Militaire fédéral dans le but de requérir son aide. L'envoi de troupes stationnées au Simplon entraîna une protestation du Gouvernement valaisan auprès du Conseil fédéral, dont les termes furent plus qu'énergiques: "Aussi, l'envoi d'un détachement militaire pour la sauvegarde de la sécurité publique en Valais constitue-t-il, surtout dans les conditions où il s'est accompli, un acte que nous n'hésitons pas à qualifier d'inconstitutionnel et d'offensant pour notre gouvernement responsable de l'ordre sur le territoire du canton, et cet acte appelle une ferme protestation de notre part."⁴⁵

L'obligation de mobiliser 120 hommes de Landsturm, pris hors de la région de Sierre, provoqua une levée générale de bouclier dont M. le député Leuzinger⁴⁶ se fit le porte-parole.

"Maintenant que les maris et les fils sont appelés sous les drapeaux, que les chevaux et les mulets sont réquisitionnés, que les travaux des campagnes réclament impérativement l'effort de tous les bras, c'est maintenant que nous arrive la nouvelle, (...) l'autorité fédérale va encore lever des troupes dans notre canton. Les fils n'y suffisent plus, il faut les papas et les grands-papas."

⁴⁴ Rapport final du juge d'instruction fédéral adressé au Procureur Général le 26 janvier 1918. Archives fédérales E 21 / 14 411.

⁴⁵ Lettre du 4 mai 1917 reproduite dans la réponse que le Conseiller d'Etat Burgener fit au député Leuzinger. (Prot. Gd. Conseil mai 1917 p.24 et suivantes, 43.).

⁴⁶ Cf. annexe II "Quelques références biographiques".



1. The first part of the book is a history of the city of London, from its earliest times to the present day. It is written by a learned and experienced author, and is full of interesting facts and details.

2. The second part of the book is a description of the city of London, and of its various parts. It is written in a clear and concise style, and is full of interesting facts and details.

3. The third part of the book is a description of the city of London, and of its various parts. It is written in a clear and concise style, and is full of interesting facts and details.

4. The fourth part of the book is a description of the city of London, and of its various parts. It is written in a clear and concise style, and is full of interesting facts and details.

5. The fifth part of the book is a description of the city of London, and of its various parts. It is written in a clear and concise style, and is full of interesting facts and details.

"Et pourquoi ce déploiement de forces? L'honneur du pays est-il en jeu? La défense nationale a-t-elle besoin des bras de nos vaillants troupiers, qui ne marchanderaient, certes, pas leur sang, s'il fallait marcher? Non, il s'agit de constituer une garde militaire de police pour veiller à la sécurité des installations de la société A.I.A.G."⁴⁷

Visiblement l'usine d'aluminium ne s'attirait pas les sympathies de l'assemblée législative cantonale. Par contre le soutien du Département Militaire Fédéral lui était largement acquis. Déjà en 1916, il avait manifesté son intérêt pour le maintien de l'ordre dans l'entreprise: "Lors d'une inspection de la fabrique d'acide nitrique de Chippis"⁴⁸, le chef du service technique militaire avait (a) été informé du danger de grève dont cette fabrique était menacée de la part de ses ouvriers."

"Il est de toute importance pour la Confédération, dans l'intérêt de la défense nationale, que la fabrique d'acide nitrique de Chippis n'interrompe pas son exploitation."⁴⁹

Le D.M.F. n'hésita pas une seconde, dès qu'il eut vent de l'attentat, il choisit un commandant renommé pour sa poigne et l'envoya sur l'heure prendre position à Chippis avec un premier contingent de 40 hommes⁵⁰. Avec l'arrivée des troupes et l'organisation d'une surveillance continue des installations, puis la venue de renforts⁵¹, l'usine ressembla à une place forte et le village à un territoire occupé, ce qui ne manqua pas d'irriter les populations avoisinantes.

Fort de ce soutien et de la protection de la troupe dans et hors des ateliers, la direction durcit ses positions vis-à-vis du syndicat. "A la suite d'une pétition en vue de l'augmentation des salaires, adressée à la Direction le 7 juin dernier, la Direction par lettre du 12 juin, conteste au Syndicat le droit de formuler des revendications de quelque nature qu'elles soient et refuse absolument d'entrer en pourparlers avec le Syndicat."⁵²

Ces plaintes aboutirent une nouvelle fois, à la convocation immédiate d'une séance de conciliation qui se tint le 16 juin⁵³ 1917 au salon du

⁴⁷ Interpellation Henri Leusinger (conservateur) au sujet de l'envoi de troupes à Chippis à l'occasion d'un attentat contre la canalisation de l'usine d'aluminium. (Prot. Gd. Conseil mai 1917 p.24, 43.).

⁴⁸ Durant la période de production de l'acide nitrique, de 1911 à 1923, l'A.I.A.G. faisait partie des usines de guerre.

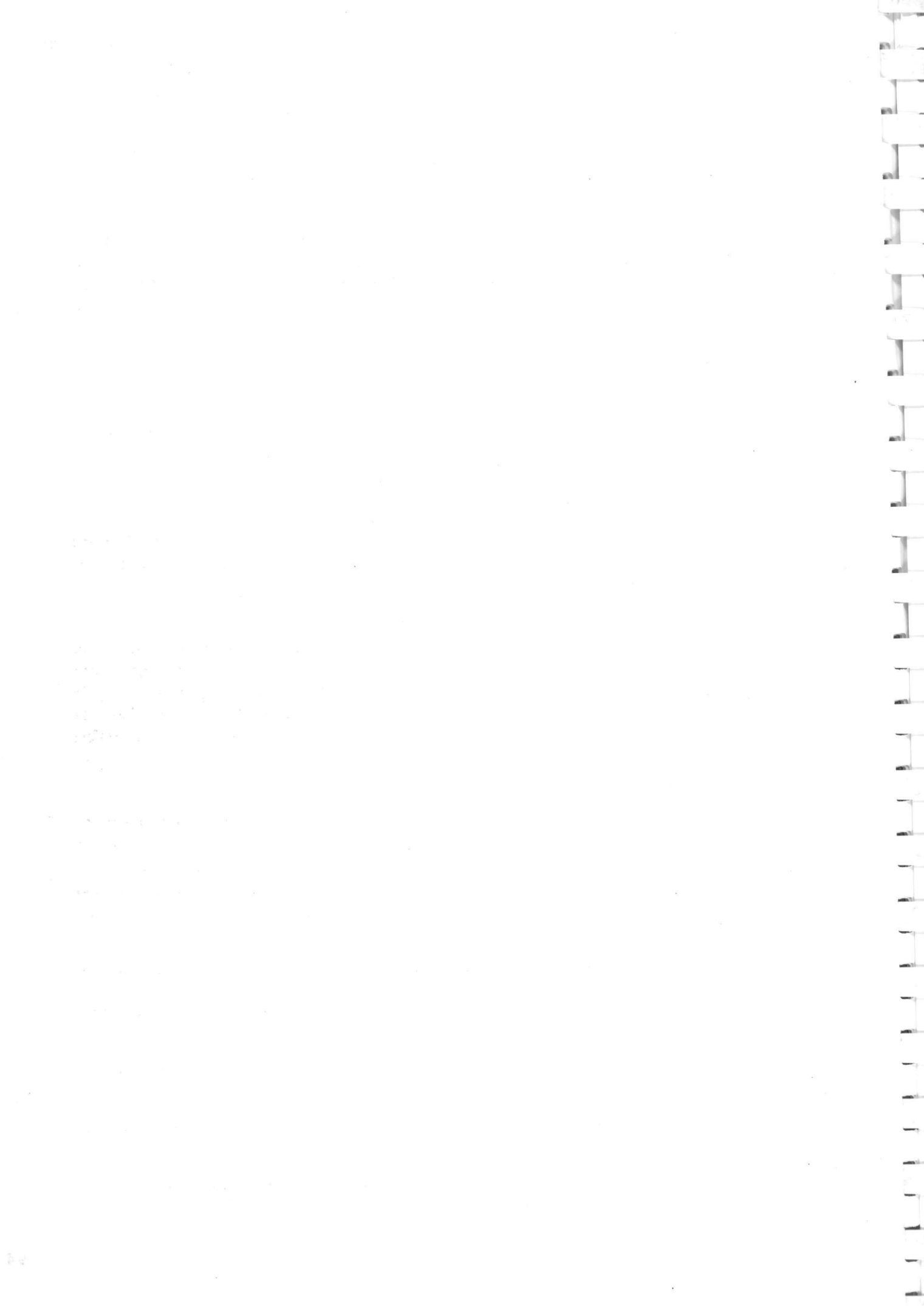
⁴⁹ Lettre du 10 mai 1916 du Département Militaire suisse adressée au Conseil d'Etat du canton du Valais dans "dossier concernant les conflits..."

⁵⁰ Télégramme du Chef d'Etat Major de l'Armée au Cmdt de la Garnison de St.-Maurice: "Envoyer 40 hommes par le train de 10 h.48" le 1er mai 1917. Archives fédérales E 27 / 18 684 Bd 3.

⁵¹ Lettre du 12 mai 1917 du Lt-Col. Simon au Cmdt de la garnison de St.-Maurice: "la garde de l'usine d'Aluminium de Chippis est insuffisante. Le Cmdt de la Garnison de St.-Maurice reçoit l'ordre de la renforcer à un effectif d'au moins 80 h. pouvant monter la garde. + 2 of. (détachement du 88)." Archives fédérales E 27 / 18 684 Bd 3.

⁵² Lettre du 15 juin 1917 de Zufferey Henri, secrétaire permanent (par interim) du "Syndicat des ouvriers de l'Aluminium Sierre-Chippis" adressée au Haut Conseil d'Etat du Valais dans "dossier concernant les conflits..."

⁵³ Le document est daté du 16 avril 1917, mais les recoupements faits avec d'autres textes nous certifient qu'il s'agit d'une erreur.



gouvernement. La Direction maintint son point de vue et estima qu'il n'y avait "plus lieu de revenir sur une affaire signée en septembre."⁵⁴ Troillet fit remarquer qu'"il ressortissait des déclarations ouvrières que la convention de septembre n'était (est) pas observée, en ce sens que quelques avantages antérieurs auraient été supprimés."⁵⁵ et formula les deux propositions suivantes:

"1. Puisque l'on prétend que la convention passée en septembre dernier n'a pas été observée, il y a lieu de nommer une commission pour examiner ce point. Cette commission serait composée d'un membre nommé par la Direction de l'usine, d'un autre nommé par les ouvriers et enfin un troisième membre nommé par l'Etat."

"2. La Direction de l'aluminium ayant déclaré qu'elle avait toujours été au-devant des desideratas des ouvriers, le Syndicat pourrait suspendre momentanément ses revendications pour que la Direction de l'aluminium aie le temps d'examiner étant donné les conditions actuelles de renchérissement de vie, la question des augmentations de salaire, question qu'elle déclarait vouloir mettre à l'étude de sa propre initiative. La Direction de l'aluminium pourrait se prononcer avant le 20 juin date de la prochaine paie."⁵⁶

Les défenseurs des intérêts de l'usine (Détraz et Dallèves) se déclarèrent en accord avec la première proposition, mais refusèrent formellement la deuxième.

Face à ce refus d'entrer en matière, Troillet mit fin à la séance en déclarant: "que le Conseil d'Etat a fait son devoir en tentant une conciliation. Si le conflit n'est pas aplani, la responsabilité retombe sur ceux qui ne veulent pas s'entendre." Mais cette intransigeance patronale n'était pas une surprise pour le Conseiller d'Etat. Une lettre des Directeurs l'avait informé des intentions de l'usine. Ostensiblement, elle se préparait à l'affrontement. Elle fit de la question des pourparlers "une question de principe"⁵⁷ et envisagea dès lors "la grève prochaine avec toutes ses conséquences."⁵⁸

"La fabrique devra être fermée, et une interruption exigera la cessation des travaux pendant un temps assez long (plusieurs mois peut-être). Il faudra donc envisager la possibilité de perturbations ou de désordres et, en confirmation des démarches portées auprès de Mr. le Chef du Département Militaire, par Mr. l'avocat Dallèves le 4 juin⁵⁹ct., nous venons prier le Conseil d'Etat d'aviser aux mesures à prendre et de les préparer déjà à l'avance."

"En outre, la Confédération se verra probablement dans la nécessité d'envisager la militarisation de la fabrique de l'acide nitrique, pour assurer la continuation de la fourniture de ce produit indispensable à l'organisation de la

⁵⁴ Protocole de la séance du 16 (avril) juillet 1917 dans "dossier concernant les conflits..."

⁵⁵ Id.

⁵⁶ Id.

⁵⁷ Lettre du 8 juin 1917 de la direction de l'usine au Haut Conseil d'Etat du canton du Valais dans "dossier concernant les conflits..."

⁵⁸ Id.

⁵⁹ Date à laquelle la pétition des ouvriers n'était pas encore rédigée. (Cf. La Gazette du Valais du 28 juin 1917 "le 4 juin au soir ce projet (de pétition) fut discuté").

défense nationale."

"Nous avons cru devoir vous tenir au courant de tous ces événements et comptons sur votre appui, pour que la crise qui s'annonce inévitable⁶⁰ puisse se passer avec le moins de dommages de toute nature."⁶¹

Ainsi Troillet ne prenait pas trop de risque en prononçant cette phrase suite à l'échec de la conciliation "Messieurs, nous sommes obligés de constater de quel côté provient l'opposition et qui sera responsable de ce qui suivra."⁶²

C) LE DEROULEMENT DE LA GREVE

1) le signal

"De retour à Sierre, les délégués se réunirent avec quelques membres. L'idée de la grève, comme seul moyen possible, hanta de plus en plus les cerveaux. M. l'abbé Pilloud en montra tous les risques. Il rappela les paroles de M. Détraz menaçant de fermer l'usine et fit toucher du doigt toutes les conséquences d'une grève. Les ouvriers répondirent que le travail à la campagne était suffisant pour occuper les bras."

"Les délégués restèrent maîtres de leurs actes. Le secrétaire romand déclara solennellement n'être pas partisan de la grève et en déclina d'avance toutes les responsabilités."

"La grève fut décidée pour le lendemain, dimanche 17 juin. Ce jour fut choisi pour ne pas laisser à l'Usine le temps de s'organiser en vue d'une grève et parce que les dispositions du travail semblaient plus favorables. Des assemblées avaient eu lieu les jours auparavant, afin de tenir les membres au courant des événements."

"Le samedi soir, à 10 h. 1/4, eut lieu la troisième assemblée du jour pour l'équipe sortant de l'usine à 10 h. Calmement, sans la moindre emphase, le secrétaire romand rendit compte des événements de la journée. Sans faire allusion à la date de la grève, après avoir longuement rappelé aux ouvriers les dangers qu'ils couraient et la menace de M. Détraz; après avoir, une dernière fois, exprimé son opinion personnelle opposée à la grève, il demanda comme il l'avait fait dans les autres assemblées, quels ouvriers seraient favorables à la grève. Toutes les mains se levèrent."

"Le lendemain matin, à 8 h., sur un signal donné du haut d'une colline qui domine l'usine, après avoir, par l'entremise de leur délégué, présenté une dernière fois leurs revendications, qui furent refusées par le directeur, les ouvriers sortirent de l'usine. On eut dit qu'ils sortaient d'une église."

⁶⁰ Texte souligné par nous.

⁶¹ Id. note 57.

⁶² La Gazette du Valais, Sion, le 28 juin 1917.

"A part quelques contremaitres, il ne resta dans l'usine qu'une douzaine d'ouvriers à peine, sans contrainte et sans violence. Tous étaient sortis : l'usine se vidait."

"Au directeur, surpris par la soudaineté du fait et par la cessation complète du travail, les paroles prononcées la veille durent paraître singulièrement téméraires: <<Le 90 % des ouvriers est pour nous>>."

"Non, cela n'était pas. Le dimanche soir, à 6 h. de la deuxième équipe il ne rentra sur plus de 600 ouvriers, que 3 hommes dont l'un était ivre. Le lundi matin à 6 h., de la troisième équipe, aucun ouvrier ne rentra."⁶³

Le syndicat informa immédiatement les ouvriers de la situation, il profita de sa première proclamation pour distribuer les directives propres à occuper les travailleurs en grève.

"PROCLAMATION DU 17 JUIN"

"Aux ouvriers du <<syndicat des ouvriers de l'Aluminium Sierre-Chippis>>"

"Hier après midi, samedi, les délégués de la Direction de l'Usine et les délégués du syndicat ont eu une entrevue devant le Conseil d'Etat pour régler le conflit occasionné par notre demande d'augmentation de salaire."

"La Direction a complètement refusé encore une fois d'entrer en discussion avec le Syndicat. Après avoir employé tous les moyens d'entente, les délégués du Syndicat se sont vus dans la nécessité de décréter la cessation du travail pour ce matin, dimanche 17 juin. (...) "

"Les syndiqués et tous les ouvriers en général sont priés de ne pas reprendre le travail ce soir, dimanche au changement d'équipe, ni ces jours prochains, jusqu'à nouvel avis."

"Syndiqués, ouvriers de Chippis, abstenez-vous de toute violence, ne provoquez pas de querelles qui peuvent dégénérer en coups. Dès demain retournez au travail des champs en attendant la fin du conflit. Un bureau de placement pour travail à la campagne sera ouvert dès demain au secrétariat du syndicat à Sierre. Que tous ceux qui manquent de travail viennent s'y inscrire."

"Ouvriers, le Syndicat compte sur votre calme, votre bon sens et votre sobriété. Ne gâchez pas votre bonne cause par la violence."

"Le Syndicat"⁶⁴

⁶³ La Gazette du Valais, Sion, le 29 juin 1917.

⁶⁴ Proclamation du 17 juin reproduite dans L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

Il ne manqua pas d'avertir également la population de Sierre et des environs par une proclamation spéciale, reprenant en partie les informations destinées aux ouvriers, mais en insérant des recommandations surprenantes pour qui connaît l'amour porté par chaque valaisan pour le vin, car "afin d'éviter tout désordre, l'assemblée des ouvriers a fait demander immédiatement au Département de Justice et Police d'ordonner la fermeture, pour le dimanche 17 juin, des débits de boissons de Chippis et environs. Le syndicat prie la population d'accepter cette privation dans le calme et la tranquillité publique."⁶⁵ Au pays du vignoble, le Syndicat frappait haut et fort.

La population fut également sollicitée pour engager les travailleurs étrangers n'ayant pas de terre. Cette solidarité naissante entre les ouvriers et la population ne fut pas la seule à se nouer lors de ces événements. Dans l'autre camp, une collaboration armée/direction se mettait également en place. Elle fut immédiatement intense et très efficace.

Le jour même, deux compagnies du bataillon 88 arrivaient en renfort des troupes déjà présentes. Rapidement, le soutien du D.M.F. ne se borna pas au simple maintien de l'ordre public. Il contribua à remettre en route la production d'acide nitrique, comme en témoigne la presse locale: "Un certain nombre d'ouvriers ont été mobilisés pour travailler, pour la Confédération, à la production du salpêtre nécessaire à la fabrication des munitions pour l'armée suisse"⁶⁶. C'est par lettre du 20 juin que le D.M.F. précisait au Conseil fédéral que "l'acide nitrique nécessite 50 hommes. Or, parmi les ouvriers en grève des Usines d'Aluminium de Chippis, il s'en trouve 25 à 30 qui sont au bénéfice d'une dispense"⁶⁷ de la 1ère Division précisément pour exécuter ce travail. Ces hommes ont été rappelés au service par la 1ère Division et seront renvoyés à Chippis en uniforme pour reprendre leur travail. Il se trouve d'autre part parmi les ouvriers de Chippis une vingtaine d'hommes astreints au service, mais dont les unités ne sont pas présentement sur pied."

"Ces hommes étant indispensables pour assurer la fabrication de l'acide nitrique, nous avons l'honneur de proposer au Conseil fédéral de bien vouloir, en vertu des pleins pouvoirs qui lui ont été conférés, ordonner la mise sur pied immédiate des hommes en question, (...) aux fins de les contraindre à reprendre leur travail aux usines de Chippis."⁶⁸ Le document est accompagné d'une liste de 21 noms d'ouvriers et de 3 conducteurs de locomotives. Plus intéressant sont les décomptes annotés en marge et dénombrant un total de 61 hommes dont:

⁶⁵ Proclamation du 17 juin "A la population de Sierre et environs" reproduite dans L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

⁶⁶ La Gazette du Valais, Sion, le 21 juin 1917.

⁶⁷ Etant considéré comme une usine de guerre, les ouvriers de l'entreprise pouvaient bénéficier d'une démobilisation provisoire. Ils devenaient en quelque sorte des soldats affectés à l'usine. Ces privilèges exaspéraient les paysans d'alentours qui se voyaient systématiquement refuser de telles permissions.

⁶⁸ Lettre du 20 juin 1917 du D.M.F. au Conseil fédéral. Archives fédérales E 27 / 18 684 Bd 3.

1 contremaître,
 28 acide nitrique,
 12 salle des machines,
 2 électriciens,
 6 serv. du chemin de fer
 12 serv. fabr. aluminium.

Cette dernière indication est intéressante, car elle laisse supposer que certains ouvriers furent mobilisés (en tous les cas occupés) pour la fabrication de l'aluminium qui était une production ne relevant pas directement du domaine militaire. Si cette annotation s'avérait avoir reflété la réalité, le D.M.F. aurait dans ce cas outrepasser ses droits au détriment de la cause ouvrière. Cette attitude partisane pourrait en outre être confirmée et même enflée par un article de l'époque mentionnant qu'"entre-temps, sans aucun doute sur l'instigation de l'Usine, les membres les plus influents du syndicat ont été appelés sous les armes."⁶⁹ En ce cas l'armée aurait cherché à décapiter le mouvement revendicatif en intervenant contre ses responsables. Une telle conjecture nous paraît un peu audacieuse, bien que nous ne possédions pas la liste complète des ouvriers mobilisés. D'une part, la dénonciation de tels agissements n'a pas été reprise par la presse du mouvement, d'autre part la grève ne s'est pas essoufflée faute de chef. Cependant, ces réserves n'enlèvent rien au rôle de briseur de grève que nous avons mentionné et qui fut largement dénoncé à l'époque jusque sous la coupole fédérale comme en témoigne une interpellation du député Eisenring qui, durant les dernières heures de la session d'été des chambres fédérales, le 28 Juillet 1917, intervenait au Conseil national en termes vigoureux:

"Le Conseil fédéral sait-il que des ouvriers en grève de la fabrique d'Aluminium de Chippis (Valais) ont été mobilisés par l'autorité militaire et astreints à reprendre leur travail? Quelles mesures le Conseil fédéral compte-t-il prendre pour empêcher de tels abus du pouvoir militaire?"⁷⁰

Lors de la session d'automne, le "jeudi 4 octobre, l'interpellation fut développée au Conseil national. Elle était signée de MM. Eisenring, Eggspühler, Hartmann, von Hettlingen, Musy, Schmid (Coire), Schubiger, Steinhauser, von Streng, Walther, Wyrsh et Zurbrug. M Eisenring rappela l'origine de la grève, le refus d'augmentation des salaires malgré les immenses bénéfices, l'intervention de l'armée sans que l'ordre ait été troublé. <<Il s'est produit, de plus, ce fait inouï continua-t-il, que des ouvriers grévistes furent mobilisés et forcés comme soldats, d'aller travailler à la fabrique. Qu'ils aient été mobilisés pour des raisons d'ordre militaire, afin de travailler à la fabrication de l'acide nitrique (salpêtre), nous le concédons. Mais, rien ne saurait justifier la mobilisation des ouvriers pour la fabrication de l'aluminium et l'exploitation du chemin de fer privé de la société.

⁶⁹ La Gazette du Valais, Sion, le 28 juin 1917.

⁷⁰ Interpellation de M. Eisenring au Conseil national le 28 juin 1917. Archives fédérales

Nous condamnons énergiquement cette intrusion de l'armée.>>"⁷¹

M. Décoppet, Conseiller fédéral, répondit que "le Conseil fédéral se voit forcé de déclarer que si des circonstances analogues se présentaient à nouveau, et qu'il doive mobiliser des ouvriers, il le ferait encore une fois. Il s'agit en effet de la sauvegarde d'intérêts importants. Non seulement la fabrication du salpêtre, mais aussi celle de l'aluminium devait être assurée. Si les ouvriers n'avaient pas été mobilisés, de grandes quantités d'aluminium auraient été perdues; et cela intéressait sûrement le point de vue militaire."

M. Eisenring se déclara satisfait de la réponse du Conseil fédéral, mais d'autres répondirent que "dès que les intérêts militaires sont en jeu - et combien ces Messieurs sont pressés de forger ces intérêts - alors on se moque comme un coucou des intérêts les plus justifiés de l'ouvrier, alors on force tout simplement les ouvriers au travail. Engager la Société à tenir compte en tout ou en partie des justes revendications de l'ouvrier, ces Messieurs n'y ont pas songé. Là, c'est la botte militaire qui commande. Ce n'est plus une intervention impartiale, c'est tout simplement la protection, par le sabre, des intérêts du capital."⁷²

De telles prises à parti du pouvoir militaire ne pouvaient être recevable du fait que les décisions avaient été prises par le Conseil fédéral lui-même en vertu de ses pleins pouvoirs.

Toujours est-il que grâce à ces mesures - qu'elles fussent abus de pouvoir ou non - l'activité minimale de l'usine se poursuivait malgré les piquets de grève. La troupe, les contremaîtres et les marchandises pouvaient pénétrer dans l'enceinte de l'usine par le chemin de fer, car "seul le personnel du train, avec moins d'une cinquantaine de travailleurs sur les 1800, a failli au noble devoir en ne quittant pas le travail au moment indiqué."⁷³ Les ouvriers essayèrent de s'y opposer. "Quelques grévistes ont tenté d'entraver la marche du train de l'usine de Sierre à Chippis en roulant des canaux sur la voie. Ceux-ci ont été retirés par la troupe."⁷⁴ Rien n'y fit, les civils n'étaient pas en mesure de s'affronter à l'armée. "Une collision s'est produite avec la troupe qui garde l'usine. Un ouvrier a été blessé au bras d'un coup de baïonnette. Des renforts ont été demandés. Une compagnie d'infanterie a été envoyée."⁷⁵

La première semaine servit donc à faire redémarrer la production avec l'aide de l'armée. Les négociations furent gelées. Le syndicat de son côté devait retremper le courage des grévistes. "Nous atteignons la fin de notre première semaine de grève. Est-ce à dire que notre grève soit terminée? Mille fois non. L'ouvrier n'est pas que l'on sache bien, à bout de souffle après sept jours d'efforts; le Valaisan n'abandonne pas si vite la cognée et garde fièrement son poste de combat."

"La grève continue, la grève dure et se maintient, comme le courage, l'endurance, l'esprit de sacrifice et la solidarité de vous tous qui n'êtes atteint

⁷¹ L'Action Sociale, Fribourg, le 20 octobre 1917.

⁷² Article du Gewerkschafter reproduit dans L'Action Sociale, Fribourg, le 20 octobre 1917.

⁷³ Article du 25 juin 1917 paru dans Le Falot, Vouvry, le 1er juillet 1917

⁷⁴ La Gazette du Valais, Sion, le 21 juin 1917.

⁷⁵ Id.

d'aucun microbe, soit de faiblesse, soit de lâcheté, à votre grand honneur."

"Ouvriers, ayez confiance en vos chefs, en votre fidèle et dévoué conférencier; ayez foi en votre étoile. Répudiez toute proposition de reprise du travail pour une paie dérisoire, en flétrissant la conduite de la cinquantaine d'hommes qui ont trahi votre cause, et qui sont d'ailleurs, à cette heure, physiquement et moralement épuisés par le surmenage."

"Ouvriers, nous avons quitté le travail ensemble; nous le reprendrons qu'ensemble, sans jamais nous départir du calme, de la dignité et de la solidarité qui vous honorent, jusqu'au moment où les pourparlers engagés avec la Société auront abouti, jusqu'au jour où les conditions de travail qu'elle nous présente seront pour vous acceptables."

"Ouvriers, courage et persévérance! D'autre que la Société ont appris à connaître la force d'un peuple, d'un peuple discipliné et uni! Qu'on le sache l'argent n'est pas tout: le droit est encore quelque chose(...)"

"Le comité"⁷⁶

La convocation d'une conférence générale, le dimanche 24 juin contribua à redresser le moral des travailleurs et à relancer la grève, mais les observateurs devaient pressentir que désormais la position de l'usine s'améliorait de jour en jour alors que la situation ouvrière s'aggravait au même rythme.

En outre, l'entreprise était prête aux plus grands sacrifices. "Plus de 700 fours sont déjà éteints, ce qui représente pour la société une perte de plus d'un million de francs. Car le carbure qui a refroidi dans le four s'y durcit et forme un bloc qui nécessite la démolition du four."⁷⁷ Un fois les fours détruits, le syndicat perdait un moyen de pression important. Désormais l'entreprise avait perdu l'essentiel, elle pouvait camper sur ses positions. Il devenait urgent pour les responsables ouvriers de relancer les négociations et de conclure un accord rapidement, avant que le mouvement ne s'effrite de lui-même. Une nouvelle proclamation, le 28 juin, relança l'optimisme car "votre comité après de nombreuses démarches qui ont duré tous ces jours-ci, vous annonce qu'une entente est proche."

"A bref délai, lorsque les assemblées d'ouvriers auront été consultées, vous pourrez reprendre le travail. Mais ne rentrez pas à l'usine sous aucun prétexte, sous aucune invitation avant d'avoir reçu l'invitation directe de votre comité."

"Nous reprendrons le travail pour le présent à des conditions honorables. Nous savons que le gouvernement et l'Usine sont d'accord avec nous pour un arbitrage dont nous attendons pour l'avenir les meilleurs résultats."

"Dans les assemblées d'ouvriers qui auront lieu ce soir et demain, les conditions de reprise du travail vous seront communiquées. D'ici là, pendant cette journée encore, restez chez vous et gardez la solidarité et la dignité qui sont à

⁷⁶ Proclamation du 17 juin reproduite dans L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

⁷⁷ Id.

l'honneur des ouvriers de Chippis."⁷⁸

Cet optimisme n'était déjà plus partagé de tous. "Par le fait de la monopolisation de l'aluminium par la Confédération et la mobilisation des soldats pour remplacer les ouvriers, les ouvriers grévistes ont senti l'inutilité d'une plus longue lutte."⁷⁹ Visiblement, avec cette perspective d'arbitrage, le comité tirait ces dernières cartouches.

Fait curieux: l'armée prenait part aux négociations en agissant comme intermédiaire entre les ouvriers et la direction. Le major Weber s'était improvisé "médiateur" en convainquant les ouvriers de baisser leurs exigences, ce qu'ils firent dans leurs propositions du 27 juin. Ils s'engagèrent à reprendre le travail aux anciennes conditions pour autant que l'ensemble des ouvriers soient réintégrés sans distinction et que les questions ultérieures soient remises à un arbitrage. La direction resta inflexible, sa réponse, que transmit le major Weber au secrétaire romand, n'accordait aucune concession et mentionnait l'exclusion de 21 meneurs⁸⁰. Les conditions de reprise du travail étaient draconiennes:

"1. Reprise du travail à deux équipes de 10 heures jusqu'à la démobilisation de la seconde moitié de la brigade de montagne. Le gain de la journée de 10 heures sera le même que la journée de 8 heures. Pour la réparation des fours la paie est de 56 cts à l'heure."

"2. Les indemnités de renchérissement de septembre 1916 et d'avril 1917 sont maintenues."

"3. La Société exclut 21 meneurs (a exclu 21 de nos camarades)."

"4. La Société admet la formation d'une commission ouvrière chargée de discuter à intervalles réguliers avec la Direction, afin d'éviter de nouveaux conflits. La Société refuse par suite d'accepter un arbitrage."⁸¹

Parallèlement à cette intransigeance consolidée par la présence de l'armée et la mobilisation d'un certain nombre d'ouvriers, voire des principaux dirigeants, les grévistes connaissaient des difficultés supplémentaires: "...jeudi, on constatait que la caisse du syndicat, avec 2'000 frs. retirés de la banque la veille, avait été enlevée du secrétariat. Cette nouvelle difficulté, sans abattre les courages pour autant, rendait la continuation de la grève encore plus difficile. Depuis bientôt dix jours, la caisse syndicale avait soutenu les familles d'ouvriers étrangers au pays. Elle dut suspendre, dès ce moment le paiement des subsides."⁸² De plus, le travail des champs ne suffisait pas à occuper tous les bras, malgré la mise sur pied d'un bureau de placement à Sierre.

La situation devenait critique. "En face de la Confédération qui se faisait elle-même briseuse de grève, la continuation de la grève collective devenait

⁷⁸ L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

⁷⁹ L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

⁸⁰ Cf. Annexe III: liste des ouvriers grévistes licenciés.

⁸¹ Proclamation du 30 juin reproduite dans L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

⁸² L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

impossible."⁸³

Le comité pourtant refusa les conditions de la direction, mais il ne put garantir la poursuite de la grève. "Le comité la déclara(it) terminée. Il laissait par contre à tout ouvrier qui trouvait ailleurs de quoi vivre le soin de continuer la protestation éloquent de la cessation du travail." En fait, les travailleurs étaient surtout libres d'accepter les conditions ci-dessus et de rentrer individuellement à l'usine ce qu'ils firent en grand nombre, bien que les rédacteurs fribourgeois continuaient à claironner que "les nouvelles qui nous sont parvenues depuis lors prouvent qu'un grand nombre d'ouvriers ont continué la grève individuelle."⁸⁴ Il semble même que l'abbé Pilloud dut quitter précipitamment la région.

Bref, c'est dans une débâcle complète que s'acheva cet arrêt de travail qui dura 15 jours et qui n'apporta en fin de compte aucune modification, si ce n'est l'exclusion des 21 ouvriers; le passage à deux équipes de 10 heures le temps de la réfection des fours; et la mise sur pied d'une commission ouvrière sous contrôle patronal ce qui avait été prévu de longue date⁸⁵.

conclure
fin

D) DANS LA MEMOIRE POPULAIRE

l'attentat...

"Il y eut une revendication de salaire, l'Etat du Valais a été appelé comme arbitre et l'entreprise a refusé complètement, catégoriquement l'arbitrage. C'est à ce moment-là qu'une bombe a éclaté sur les conduites forcées, mais elle était placée de telle manière qu'elle devait faire beaucoup de bruit et très peu de mal. Parce qu'il se dit

⁸³ L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

⁸⁴ Id.

⁸⁵ Une autre conséquence de cette débâcle, que nous ne pouvons qu'effleurer ici, fut l'effondrement du syndicat chrétien.

En effet, huit semaines après la reprise du travail, l'abbé Pilloud appelait ses amis du Valais à reconstituer leurs sections syndicales dans leurs villages. Plus tard, le 1er avril 1918, la cinquième assemblée des délégués de l'Union Romande ne comptait plus de représentant des sections de Sierre-Chippis. Les commentaires des statistiques de membres, publiée à l'occasion du compte rendu de l'assemblée, précisent que les chiffres mentionnés ne comportent que les "membres absolument sûrs." Bref, le syndicat chrétien avait disparu de la scène valaisanne, l'échec de la grève lui avait été fatal.

Ce vide fut rapidement comblé par la création de la première section F.O.M.H. en mars 1918. Pourtant, l'origine de ses membres (suisse-allemands), leur formation professionnelle (généralement qualifiée) et leur nombre (58 à la fondation) montre que la naissance de ce syndicat à tendance socialiste a constitué une rupture avec le mouvement qui avait porté la grève. Cette nouvelle orientation fut confirmée par Le Falot du 1er avril 1918 qui nous informe que s'est créé "avec le concours du secrétaire ouvrier Ilg, de Berne, un syndicat des ouvriers de l'aluminium, rattaché à la Fédération suisse des ouvriers sur métaux. Nous lui souhaitons bon succès car c'est en dehors des avocats, des docteurs et des politiciens conservateurs que l'action ouvrière doit trouver sa voie salutaire."

Bien que tout semble séparer ces deux mouvements, il serait intéressant de savoir dans quelle mesure l'échec du syndicat chrétien contribua à préparer la venue de la F.O.M.H. Un beau sujet de recherche qui sort malheureusement des limites de ce travail.

couramment que l'inspirateur en était le Président de Chippis, M. Alexandre Zufferey - Avocat - qui avait de grandes difficultés avec la direction qui s'imposait parce que c'était le patronat de droit divin, qui vient avec son argent, qui impose ses volontés à un petit pays de paysans. C'étaient les relations qu'il y avait à ce moment-là, qu'aujourd'hui nous ne comprenons plus (...)."

"Pour moi, je ne vois pas Alexandre Zufferey faire ça. Quel intérêt avait-il? Pour moi, c'est la direction qui a posé une bombe pour avoir l'armée. On ne saura jamais exactement, mais si on analyse, s'ils avaient vraiment voulu faire sauter la conduite forcée: d'abord on ne met pas simplement un petit pétard; puis on ne le met pas dans le sable à côté."

"Ça a donné l'occasion à l'usine de dire: <<voilà un crime, il faut mobiliser l'armée>>. Parce que l'armée avait déjà été mobilisée à Brig, là-haut au tunnel du Simplon."

"On soupçonnait (aussi) des Français parce qu'on vendait l'aluminium aux Allemands. Les Français étaient jaloux de ça et ils auraient voulu foutre en l'air la fabrique (...). Moi, je le sais parce que j'étais, à ce moment-là, le chef des expéditions. On expédiait tout en Allemagne (...). Ça ne peut pas être le Président, car si ça avait sauté, pas seulement l'usine aurait sauté, mais la commune, le village aurait sauté aussi. Non, non, ce n'étaient pas ceux de Chippis, c'était trop risqué. Avec les fours en pleine ébullition, ça aurait explosé (...). Il faut mettre ça sur le compte de la France, mais sans preuve puisqu'on n'a rien découvert."

l'armée occupe...

"C'est alors qu'ils ont mis une compagnie militaire parce qu'une bombe avait sauté sur la conduite qui descend (...) et elle était considérée comme une usine de guerre, alors, je pense que ça a été la cause des mobilisations (...). (Mais), il y avait (aussi) la révolution en Russie. (...) Il ne faut pas oublier la révolution russe. Ils ont donné des allocations pour les ouvriers de l'usine parce qu'ils ont eu peur des Russes. Là, (l'envoi de la troupe) c'est encore les Russes qui ont fait peur, ils ont rapidement (tout) bouclé, ça a été vite cette affaire (...). AaaaH! Maurice Zermatten quand il a écrit pour le cinquanteaire, où il parle du risque du marxisme. C'est dans leur cerveau qu'il y avait le marxisme."

"Alors, la troupe est venue (...). L'armée était présente dans l'usine et le long de la conduite, car si l'eau descendait toute l'usine était foutue."

la grève commence...

"Alors, la grève a éclaté après que cette bombe ait sauté (...). Il y avait

8 jours que j'étais à l'usine (...) quand ça a éclaté par un son de clairon du haut de la colline de Gêronde. Un dimanche matin: tout arrêté! (...) Il y eut des remous (...). Alors, les uns continuaient à travailler. Ils ne comprenaient pas ce que c'était parce qu'ils n'étaient pas évolués."

"J'avais 14 ans quand il y eut la grève, j'étais resté là-dedans pendant quatre ou cinq jours parce que mon père n'est pas sorti. Il était en <<permutation⁸⁶ militaire pour l'usine de guerre>>. Il ne pouvait pas sortir parce qu'il était en service. Ils étaient mobilisés⁸⁷ conditionnellement pour travailler à l'usine. Les contremaîtres ne sont pas sortis."

"Alors, j'ai alimenté (les fours), il y avait une fumée là-dedans, parce que ces fours n'avaient rien pour absorber - soi-disant - le fluor (...) Ils n'avaient encore rien fait contre le fluor."

"Bien sûr, les fours ont refroidi, il fallait couper, arrêter. Ils ont quand même gardé la Une (halle N° 1). Ils sont restés, mais partout ailleurs il a fallu arrêter, parce qu'il n'y avait pas beaucoup d'ouvriers qui sont restés dedans. Il y avait un muet de notre région, il ne parlait pas celui-là. Il ne savait pas ce que c'était. Il n'est pas sorti."

"Après beaucoup de ceux qui avaient arrêté ont bloqué le ravitaillement. (...) On ne pouvait pas sortir par la porte parce qu'ils ne laissaient pas passer, ils étaient là de piquet. Ils ne laissaient pas venir le boulanger porter le pain."

"Il y avait le train qui pouvait voyager jusqu'à l'entrée de la gare de Sierre. Le train, on ne pouvait pas l'arrêter. Il faisait le transport des ouvriers depuis Sierre jusqu'à l'usine. Alors nous, on est sorti par-là. Il y avait cinq contremaîtres et moi, le petit jeune. Et bien quand on est sorti, on est arrivé sur la place principale. Là il y a un chemin à l'ouest, le train au ralenti, presque arrêté, ils nous ont tiré dessus, mais oui, les grévistes, nom de bleu, sûrement pas au mousqueton mais au revolver. On a bien entendu les coups."

l'armée intervient...

"Alors pendant la grève, l'usine s'est adressée directement à Berne, au Département Militaire fédéral qui a tout simplement mobilisé 120 landsturms de la région (...), parce que la direction disait qu'ici tout allait être cassé, qu'il fallait l'armée pour protéger l'entreprise. En réalité, on a mobilisé 120 personnes et dans les 120 landsturms, il y avait passablement d'ouvriers qui travaillaient à l'Alusuisse et qui ont été tout simplement en habit militaire travailler et faire les briseurs de grève (...)."

⁸⁶ Il s'agit certainement d'une "permission militaire".

⁸⁷ Il est probable qu'il s'agisse en fait des affectations militaires sur la place de travail des ouvriers devant servir normalement aux frontières.

"Là, le Gouvernement valaisan a protesté auprès de Berne, également le Président de Chippis, M. Zufferey qui était député à ce moment-là. On a trouvé que ce n'était pas le rôle de l'armée de venir jouer ce rôle de briseur de grève (...)."

"C'était une compagnie de Valaisans. Une compagnie du Bataillon 88 qui avait été prélevée ici au centre (du Valais). Le chef était un capitaine du village de Grange, un Roth, Eugène Roth, et puis les sous-officiers étaient tous des Valaisans. Alors après ces gens ont tous trouvé une place un peu protégée à l'usine. Le capitaine est devenu chef de la construction des bâtiments (...)."

le grève échoue...

"Malheureusement, cette grève mal menée, mal préparée chez des paysans qui ne savaient pas ce que voulait dire une grève, a tourné court. Ils ne savaient pas ce que c'était d'être ouvrier, c'était la première usine (...). L'abbé Pilloud et l'abbé Savoy ont du partir. Il n'avaient pas les moyens d'indemniser les grévistes, et, à ce moment-là, on avait passablement la mentalité que si je paie cent sous, je dois recevoir 15 francs. La caisse étant vide, ils ont été sauvé par M. le Préfet Deverraz qui les a cachés, qui les a aidés à partir. Et alors, les ouvriers ont repris le travail (...)."

"Vous savez le valaisan est un peu anarchique, c'est son tempérament, il est bouillant et il saute facilement (...). Ce sont des réactions brutales, mais après tout retombe (...). La grève s'est terminée, les soldats se sont retirés, mais encore une fois, dans les soldats mobilisés il y avait des ouvriers qui travaillaient à l'Alusuisse (...). Et c'est l'armée qui a fait échouer la grève. L'armée n'a pas joué un beau rôle dans ces problèmes (...)."

le travail reprend...

"Après, il fallait de nouveau tout défoncer les fours, mettre en ordre (...). Mais attention! Après, ils (les directeurs) n'ont pas basté. Ils (les ouvriers) étaient en réparation, il y avait de nouveau en bas des prix⁸⁸ Ils n'avaient plus les prix qu'ils avaient avant. Là, ils (les directeurs) étaient durs au commencement. Attention! Pourtant le directeur c'était Détraz - un Romand - et puis (...) il y avait un petit Allemand: Stelling je n'ai pas oublié le nom de celui-là - un pur Allemand - mais alors une sale bête, il courait comme un rat toute la journée celui-là. Quand on le voyait passer là: mesquin, mesquin, vraiment mesquin. Ha! (...) Il courait dans l'usine, partout, la nuit, partout. Ha! Mon Dieu! Celui-là alors, il était, un vrai..."

"Il y a des ouvriers qui n'ont plus été engagés, qui ont trop fait les fous (...). Mais, il y a quand même eu une conséquence de cette grève."

⁸⁸ Les salaires avaient baissé.

Le 15 mai 1968, le conseil
a tenu sa 151^e séance.
Le 16 mai 1968, le conseil
a tenu sa 152^e séance.
Le 17 mai 1968, le conseil
a tenu sa 153^e séance.

Le 18 mai 1968, le conseil
a tenu sa 154^e séance.
Le 19 mai 1968, le conseil
a tenu sa 155^e séance.
Le 20 mai 1968, le conseil
a tenu sa 156^e séance.

Le 21 mai 1968, le conseil
a tenu sa 157^e séance.
Le 22 mai 1968, le conseil
a tenu sa 158^e séance.
Le 23 mai 1968, le conseil
a tenu sa 159^e séance.

Le 24 mai 1968, le conseil
a tenu sa 160^e séance.
Le 25 mai 1968, le conseil
a tenu sa 161^e séance.
Le 26 mai 1968, le conseil
a tenu sa 162^e séance.
Le 27 mai 1968, le conseil
a tenu sa 163^e séance.

Le 28 mai 1968, le conseil
a tenu sa 164^e séance.

C'est la création d'une commission d'entreprise, d'une commission ouvrière comme on l'appelait à ce moment-là. Autrement dit les ouvriers ont eu un organe représentatif face à la direction. Ça, c'était l'acquis de la grève de 17."

les retombées syndicales...

Bien sûr, ça a été une explosion et dès le début, il y a eu ce mouvement chrétien social qui a périclité en 1917, mais il y avait tous ces suisses-allemands, les professionnels qui étaient déjà syndiqués à la F.T.M.H. - la F.O.M.H. qu'on disait à ce moment-là - donc, c'était le syndicat de la métallurgie. Le syndicat chrétien ayant disparu, c'est la F.O.M.H. qui s'est installée en 1918. Au mois de mars 1918, le secrétariat a été créé. Et quel a été le premier travail du secrétariat, ça a été d'informer les ouvriers de Chippis qu'ils étaient des ouvriers, qu'ils avaient des obligations, mais qu'ils avaient aussi des droits.

"Puis après, il y eut la grève de 18: la grève générale. Mais il y en a très peu qui ont suivi (...).



Photo 19: la première locomotive de type E 2/2 vers 1908.

PARTIE V :

LA NATURE DE LA GREVE

Bien que la séparation entre les sphères économique, politique, sociale, militaire et culturelle ne se justifie pas dans la réalité, nous avons choisi de les isoler dans cette analyse afin de les traiter séparément. Ce découpage artificiel nous permettra d'être exhaustif dans la présentation des différentes facettes du conflit. Une refonte globale en un tout homogène effacera, dans la conclusion, ces frontières factices introduites entre les différents domaines pour la commodité du compte rendu.

A) UN CONFLIT APPAREMMENT ECONOMIQUE

Le déroulement de la grève nous a donné quelques clés pour comprendre le pourquoi de ce mouvement si largement suivi par l'ensemble des ouvriers.

1) Les intérêts ouvriers

Nous avons vu que l'inflation de ces années de guerre constituait la raison première du conflit. Les principales revendications étaient d'ordre matériel. "...On demandait une augmentation de 20% pour les ouvriers employés depuis moins d'un an et de 25% pour les autres."

"Le prix de l'heure pour le travail aux fours était fixé à 1 fr., tarif compréhensible pour un travail pénible, dans la chaleur étouffante, qui occasionne l'arrêt des montres ou leur très forte accélération."¹

Cependant la raison immédiate fut d'un autre ordre. Il s'agissait du refus de la direction d'entrer en matière sur la pétition (donc sur la teneur des revendications) et par ce biais de nier la légitimité du syndicat. Cette atteinte à la dignité de l'ouvrier focalisa toutes les oppositions.

Déjà par le passé, le non-respect de la convention de septembre fut ressenti comme l'expression d'un profond mépris de la direction vis-à-vis de son personnel et, dans une moindre mesure, du Conseil d'Etat, superviseur de ces accords et de ce fait impliqué (tout au moins moralement) dans le respect du sérieux de la convention, si ce n'est dans le respect de son application.

Cet affront moral éclipsa les enjeux proprement économiques, ne laissant au conflit aucune chance de se régler par voie de négociation du fait que ce genre d'exigence ne souffre aucun marchandage, ni ne peut être monnayé comme peuvent l'être les revendications matérielles. Sur ce plan, les ouvriers s'étaient montrés très ouverts "répétant que ces revendications n'avaient rien d'immuables, et que le syndicat était absolument disposé à les discuter avec l'usine."² Mais, il n'était pas question de transiger sur des points d'honneur et de droits

¹ La Liberté reproduit dans La Gazette du Valais, Sion, le 28 juin 1917.

² Id.

fondamentaux : "comme citoyens valaisans ils prétendent jouir au même titre que les actionnaires de l'Aluminium du droit d'association garanti par la constitution suisse."³

Ainsi, le conflit quittait la sphère purement économique pour épouser la forme d'une croisade pour la reconnaissance de la dignité du travailleur. Cette lutte ne se justifiait non plus par de simples motivations financières, mais par des sentiments de mécontentement dépassant largement le cadre de l'usine. En refusant de reconnaître le syndicat des ouvriers, la direction, non seulement, contraignait les ouvriers à employer des moyens qu'ils réprouvaient, mais impliquait dans ce bras de fer toute la société environnante, imprimant au mouvement un profil qui le distingue des affrontements de classe de l'époque et dont l'extrême complexité nécessite une analyse approfondie dépassant les schémas stéréotypés que suggèrent les premières apparences.

2) Les raisons patronales

Si nous avons constaté, dans un premier temps, que la lutte économique occupait le devant de la scène pour les travailleurs, nous devons affirmer, dans un deuxième temps, que d'une part elle n'en constituait pas pour autant le fond, et que, d'autre part, sa teneur ne se limitait pas aux intérêts des ouvriers.

En ce qui concerne le deuxième aspect, nous pouvons relever que les arguments économiques de la direction restèrent, la plupart du temps, secondaires. En effet, la mise en avant d'une éventuelle impossibilité de payer les augmentations salariales était impensable. Les résultats de l'exercice 1916 étaient encore présents dans tous les esprits et argumenter de cette façon aurait révélé une mauvaise volonté trop évidente. Le refus du dialogue avec le syndicat eût été une manière plus élégante de contourner l'obstacle si cette impossibilité avait réellement constitué le noeud du problème. Mais, il n'en était rien, car, d'une part, la résistance de l'usine lui a coûté davantage qu'un hypothétique accord négocié (ce dont elle avait entièrement conscience avant le déclenchement des hostilités) et, d'autre part, à peine la grève terminée, la direction octroya de manière volontaire, alors que les ouvriers étaient défaits, la presque totalité des revendications.

En effet, au début du mois d'août, "...une agréable surprise attendait les ouvriers."

"Des feuilles affichées aux différents bâtiments de l'Usine, annonçaient que la Direction renonçait désormais au système des allocations pour renchérissement, que ces allocations seraient à l'avenir incorporées à la paie fixe et que celle-ci serait augmentée."

"Dans cette revision des salaires, la paie est fixée d'une manière progressive, comme suit:

³ Lettre du 15 juin 1917 de Zufferey Henri, secrétaire permanent (par interim) du "Syndicat des ouvriers de l'Aluminium Sierre-Chippis" adressée au Haut Conseil d'Etat du Valais dans "dossier concernant les conflits..."

1) Ouvriers des fours - équipes de 8 h.:

- a) de la 1ère à la 5ème paie, fr. 7.50
- b) de la 6ème paie à la fin de la 1ère année 7.75
- c) depuis la 1ère paie de la 2ème année 8.--
- d) les chefs de groupes recevront en outre une prime de production.

2) Ouvriers des autres services:

- a) les allocations faites pour renchérissement seront incorporées au prix de l'heure.
- b) le prix de l'heure est augmenté de 7 centimes.
- c) pour les travaux à la tâche, l'augmentation pourra atteindre les 30%.

3) Ces dispositions entrent en vigueur avec l'horaire des trois équipes prévu pour le 6 août.

4) A cette même date, la Direction payera les décomptes retenus lors de la grève."⁴

Par "ce beau geste"⁵, la direction apportait la preuve que l'enjeu réel n'était - de son point de vue - pas d'ordre économique. Non seulement le groupe A.I.A.G. avait les reins assez solides pour envisager une grève trois à quatre fois plus longue, mais, de surcroît, il était capable d'intégrer l'ensemble des revendications salariales dans le fonctionnement normal de sa succursale sans que sa viabilité ne soit remise en cause. Les motivations propres de l'usine sont donc à chercher dans d'autres registres.

Pourtant, cette constatation n'annihile pas totalement l'importance des facteurs matériels. Les intérêts économiques eurent des implications dans un tout autre domaine. Ils assurèrent aux ouvriers, l'appui de groupes extérieurs à l'usine. Or, celui qui souffrait le plus du voisinage de l'industrie était la paysannerie qui s'opposait à l'usine depuis que les effets des émanations nocives s'étaient manifestés. Elle souffrait également de la pression à la hausse que la présence de l'usine avait exercée sur les salaires agricoles.

3) Le soutien paysan

Nous avons déjà mentionné qu'après la courte euphorie des débuts, les rapports entre les agriculteurs et l'usine se dégradèrent lorsque les exploitants agricoles s'aperçurent que les fumées de l'usine affectaient les animaux, la végétation, les cultures,... et ceci très rapidement. "Le premier cas étudié remonte à 1911 et les premières plaintes, quant à elles, datent de 1912 et 1913."⁶ A peine

⁴ La Gazette du Valais, Sion, le 31 juillet 1917.

⁵ Id.

⁶ Michel-André Zufferey dans Chippis... p.163.



quatre ans après la mise en service des fours, les activités traditionnelles du sol étaient donc menacées par la présence de l'industrie et sa suite de nuisances. Avec le temps, les inconvénients prirent des dimensions inquiétantes: il fallait abattre le bétail; les cultures étaient touchées périodiquement; les forêts à l'entour étaient ravagées⁷, le Rhône déperissait inexorablement, sa faune originelle était morte⁸ depuis longtemps,...

De plus, l'"intransigeance coutumière"⁹ de la direction se manifesta à l'encontre des paysans lésés. Procès, bagarres d'experts, contre-expertises, toutes les entraves possibles et imaginables servirent à empêcher la reconnaissance des responsabilités et à retarder les échéances des dédommagements. Ainsi les agriculteurs, dont un grand nombre travaillait à l'usine, virent-ils d'un bon oeil le développement de la grève qui contribuait à affaiblir la position dominante de la direction dans la région.

C'est ainsi que contrairement au scénario qui se déroula en Suisse, lors de la Grève générale de 1918, les ouvriers valaisans bénéficièrent du soutien de la paysannerie privant le patronat d'un de ses alliés le plus sûr. Mais les milieux agricoles ne furent pas les seuls à soutenir les rangs ouvriers. D'autres forces, piliers habituels de l'ordre public, se rangèrent aux côtés des grévistes.

B) UN ENJEU POLITIQUE

1) Le contrôle populaire

L'opposition entre les autorités politiques et les instances dirigeantes de l'usine avait de nombreux antécédents. Qu'il s'agisse de l'échelon communal ou cantonal les rapports entre les pouvoirs publics et l'entreprise étaient loin d'être au beau fixe.

Si la complaisance limitée du Haut Conseil d'Etat se transformait à l'occasion en injonctions irritées, il n'en était pas de même des sentiments qui émanaient de la Mairie de Chippis à l'encontre des directeurs de la succursale de l'A.I.A.G. L'hostilité du Président de la commune transparaissait à chaque occasion. Il est vrai que la cohabitation avec une usine de la grandeur que nous lui connaissons n'était pas sans engendrer quelques inconvénients. Les points d'achoppement ne manquaient pas.

Au niveau financier, le montant des impôts payés par l'usine opposait les municipaux et la direction depuis 1907. "La Société a payé en impôts et en

⁷ "Si quelqu'un veut voir une forêt dévastée, rien de plus facile. Allez de Finges à Niouc et vous aurez le spectacle vraiment désolant d'une forêt desséchée par les gas et les fumées de l'Usine. Les fumées ont diminué. Mais les gas invisibles continuent leur oeuvre dévastatrice. A quand une intervention?" (La Gazette du Valais, Sion, le 29 mai 1917).

⁸ L'A.I.A.G. avait l'obligation de jeter dans le Rhône 500'000 alevins par an, afin de le repeupler périodiquement.

⁹ La Gazette du Valais, Sion, le 19 juin 1917.

redevances à l'Etat et aux communes une somme de 266.231,30. C'est sans doute un beau denier. Mais est-il correspondant au sommaire imposable et au chiffre d'affaires de la Société? Nous croyons bien que non, et ce chiffre pourrait être augmenté et de beaucoup si l'on cessait de pratiquer le marchandage avec la Société, et si cette dernière était obligée de payer son impôt en plein, tout comme un simple particulier. La commune de Chippis, liée jusqu'ici par un contrat, a, de ce fait, fait à la puissante Société un joli cadeau de plus d'un million..."¹⁰ En précisant que le total des impôts versés par l'usine à la commune durant les dix premières années d'exploitation s'était élevé à 100'000 frs., nous imaginons sans peine le sentiment de frustration ressenti par les autorités chippiardes.

Au niveau écologique, la caisse communale couvrait les frais d'enquête quant à l'influence des fumées de l'usine; elle prenait en charge les frais de traitement du bétail malade en attente du verdict final; elle finançait les procès que certains propriétaires portèrent devant le Tribunal fédéral; etc. Bref, cet état de fait correspondait bien à la décision du 8 octobre 1916 "d'exercer toute action, même en justice contre l'A.I.A.G. au sujet des dégâts commis par les fumées délétères émanant de leurs usines."¹¹

Au niveau social, les interventions en faveur des ouvriers ne sont plus à rappeler pour démontrer l'engagement des autorités en faveur de leurs concitoyens.

Tous ces conflits distribuaient sans exception, la direction dans un camp et la grande majorité de la population alliée à ses représentants politiques dans l'autre.

Ce choix délibéré des pouvoirs publics pourrait s'expliquer par de simples considérations électorales, car la commune de Chippis, possédant une population très restreinte¹², fonctionnait avec une assemblée bourgeoise et des structures politiques très démocratiques. De ce fait, les autorités se recrutaient parmi les représentants des aspirations du peuple qui gardaient un certain contrôle sur l'exécutif communal en cours de législature. Cette démocratie quasi-directe limitait passablement la marge de manoeuvre des élus. Il était peu probable que dans ces conditions les autorités puissent s'écarter des volontés du souverain sans qu'elles subissent immédiatement les retombées de la désapprobation populaire.

Certes, cette explication est intéressante, mais pas entièrement satisfaisante. Un fonctionnement démocratique peut expliquer l'attachement du pouvoir politique à ses électeurs, mais ne justifie pas une pareille croisade en faveur des ouvriers. Il est temps d'apporter une précision supplémentaire pour rendre le comportement des municipaux plus compréhensible.

¹⁰ La Gazette du Valais, Sion, le 29 mars 1917.

¹¹ Protocole des assemblées bourgeoises et municipales de Chippis cité par Michel-André Zufferey dans Chippis...

¹² Elle comptait 887 habitants en 1910 et 776 en 1920.

2) Une croisade conservatrice

L'implantation de l'usine s'était accompagnée d'un courant politique nouveau. La direction et les cadres, provenant pour l'essentiel de la région zürichoise et d'un milieu industriel, avaient apporté avec eux leurs conceptions radicales. Les nouveaux venus n'avaient pas tardé à s'intéresser à la vie publique du village et constituaient donc une menace pour les conservateurs en place. Cette présence était plus qu'inadmissible pour des politiciens qui n'avaient jamais partagé le pouvoir avec d'autres forces politiques.

Ainsi, la virulence des attaques du Président s'expliquait à la fois par la ferme volonté de défendre les intérêts de ses électeurs, mais aussi par le désir d'écarter toute opposition au sein de la sphère politique.

Dans cet affrontement, les sentiments de l'usine n'en étaient pas moins tranchés: "en présence de l'attitude hostile à notre société et parfaitement inconvenante que votre président vient de prendre de nouveau au Grand Conseil et en présence du parti pris obstiné de ce personnage de chercher à nous discréditer aux yeux de toutes les autorités du canton, nous ne voyons aucun motif de nous montrer agréables et conciliants vis-à-vis de votre autorité communale tant qu'elle tolérera que ce scandale, que nous vous avons maintes fois signalé, continue."¹³

Cette campagne anti-usine dont il est fait mention, porta ses fruits puisqu'à partir du 2 juin 1916, le directeur M. Détraz, conseiller communal depuis 1913, n'assistait plus aux séances et se retira définitivement en démissionnant durant le mois de décembre. La partie fut momentanément gagnée pour les conservateurs. Ils maintenaient provisoirement leur suprématie, mais la présence de l'usine n'en demeurait pas moins une menace sérieuse pour eux. Ainsi ne manquèrent-ils pas une occasion "...pour arriver à mettre une bonne fois à la raison la trop puissante Direction de l'usine..."¹⁴

Dès lors, il n'est pas surprenant de voir certaines autorités conservatrices soutenir les mouvements d'opposition ouvriers tels que la grève et adopter une attitude différente de celle qui prévalut dans le reste de la Suisse.

Cette sympathie pour les ouvriers explique partiellement l'absence totale de revendication politique du syndicat et la confiance absolue qu'il plaçait dans les autorités en place. Ainsi: "...l'attachement du peuple travailleur pour ses magistrats en qui il a vu ses défenseurs nés, n'a fait que grandir."¹⁵

¹³ Réponse à la lettre du 10 mai 1920 reproduite par Michel-André Zufferey dans *Chippis...* p.165-166.

¹⁴ *La Gazette du Valais*, Sion, le 6 mars 1917.

¹⁵ Lettre du 15 juin 1917 de Zufferey Henri, secrétaire permanent (par interim) du "Syndicat des ouvriers de l'Aluminium de Sierre-Chippis" adressée au Haut Conseil d'Etat du canton du Valais dans "dossier concernant les conflits..."

C) UNE LUTTE SOCIALE

1) Une question de dignité humaine

Moins terre-à-terre que les politiciens, mais tout autant partie prenante dans la lutte des travailleurs de Chippis, les représentants de l'Eglise défendaient la cause ouvrière sur des bases particulières. Se référant à l'encyclique Rerum novarum, leur point de vue insistait sur les aspects sociaux et moraux que devaient revêtir les améliorations recherchées.

Déjà en 1908, "Le clergé n'apprit pas sans malaise que le travail dans les fabriques ne peut s'interrompre le dimanche."¹⁶ Les autorités du district de Sierre se firent l'écho de ces plaintes et émirent "...l'avis de restreindre le plus possible toute transgression scandaleuse de la loi sur le repos du dimanche et des jours fériés"¹⁷. La suppression des trains les jours litigieux en fut le résultat. Ainsi, "tous les dimanches, les ouvriers de l'industrie firent (font) à pied les deux kilomètres qui séparent Sierre de la fabrique de Chippis. Par là ils se rappellent que ce jour est celui réservé à Dieu;..."¹⁸ Lorsque l'autorité ecclésiastique s'aperçut que c'était l'ouvrier qui en pâtissait le plus, elle donna son préavis favorable au maintien du travail dominical. Les conseillers abandonnèrent la partie, et les trains circulèrent à nouveau.

Par la suite, la défense des obligations chrétiennes prit des chemins plus subtiles. Les vérités religieuses et les espérances éternelles du catholicisme furent accompagnées des "droits de l'ouvrier à une vie normale et respectée, son droit à un salaire qui le fasse vivre et à des conditions de travail qui ne le ravalent pas au niveau des bêtes de somme."¹⁹

De la sorte, les prêtres jetèrent un pont entre les aspirations chrétiennes et les revendications ouvrières en demandant "...des conditions de travail plus normales et moins désorganisatrices de la vie familiale et religieuse."²⁰ Un programme qui devait rallier bon nombre de fidèles conservateurs ou progressistes, mais néanmoins catholiques.

Cet intérêt pour la conservation de l'ordre social et le maintien de la dignité humaine se heurtait avant tout aux restrictions, bien matérielles, que la direction de l'usine imposait à ses ouvriers. Il n'est donc pas surprenant de voir les prêtres insister sur les revendications économiques et rester à la tête d'un mouvement qui semblait s'éloigner de plus en plus de ces objectifs fondamentaux de paix et d'ordre social.

Cette fidélité s'observa jusqu'à l'acceptation du principe de la grève alors même qu'il froissait le dogme non-violent de l'Eglise. L'abbé Pilloud, bien que personnellement opposé à l'arrêt du travail, se plia aux décisions majoritaires et

¹⁶ Maurice Zermatten dans Les usines..., p. 60.

¹⁷ Rapport du préfet du district de Sierre pour l'année 1910 cité par Michel-André Zufferey dans Chippis...

¹⁸ Lettre du 3 mars 1911 du Conseil de Chippis citée par Michel-André Zufferey dans Chippis...

¹⁹ L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

²⁰ Id.

poursuivit sa mission d'organisateur.

Le conflit ouvriers/patrons se doubla ainsi d'une opposition Eglise/direction. Il s'agissait bien de l'Eglise avec un grand "E", car il serait faux de penser que le soutien du clergé se limitait aux quelques prêtres impliqués dans le travail quotidien d'organisation de la résistance ouvrière. Il s'étendait également aux hautes sphères de la hiérarchie ecclésiastique. Au plus fort de la grève, Mgr Colliard²¹ répondait personnellement aux attaques et calomnies proférées à l'encontre de l'abbé Pilloud. Une lettre manuscrite adressée au secrétaire ouvrier se terminait par cette phrase significative: "Veuillez croire à la fidélité de tous mes meilleurs sentiments à votre égard."²², formule qui dépassait largement la politesse coutumière. Même après la grève, le 17 juillet 1917, les prêtres du Décanat de Sierre, réunis en conférence à Géronde, adressaient à l'abbé "leurs plus chaudes félicitations pour le dur, l'ingrat, mais bienfaisant ministère qu'il a exercé sur la masse ouvrière de l'Usine de Chippis."²³

Ainsi, l'ensemble de l'institution poursuivait, par des chemins parfois détournés, sa lutte contre la désorganisation de la vie traditionnelle. Au cours de l'année 1917, elle fit un bout de route en compagnie des grévistes de Chippis.

D) UNE AFFAIRE MILITAIRE

1) De la défense nationale aux portes de l'usine

La fourniture d'aluminium aux Empires Centraux n'était un secret pour personne²⁴. Cette allégeance de la direction pour le camp allemand n'était pas pour plaire à une bonne partie de la population francophone valaisanne dont les sympathies allaient du côté de la France et de ses alliés.

Cette irritation devait être partagée - comme nous l'avons vu à l'occasion de l'attentat - par les services secrets français que certains ont même soupçonné de promouvoir le mouvement revendicatif ouvrier. En effet, tout arrêt de la production était à leur avantage.

Cependant, il semble peu raisonnable de les impliquer dans ce mouvement de masse qui mit plusieurs années à éclore. Ce jugement semble être confirmé par la remise en liberté provisoire d'un français arrêté lors de la grève. "La police et les autorités judiciaires qui procèdent à l'enquête sur l'affaire du citoyen français Mougeot, accusé d'espionnage et de complicité dans l'organisation de la grève de Chippis, n'ont pu relever jusqu'ici aucun fait certain à la charge du prévenu."²⁵

²¹ Evêque de Lausanne et Genève.

²² Lettre reproduite dans La Gazette du Valais, Sion, le 29 juin 1917.

²³ Document du 19 juillet 1917 reproduit dans La Gazette du Valais, Sion, le 28 juillet 1917.

²⁴ "Le bruit court ici que prochainement des soldats de Landsturm seraient mobilisés pour garder... les propriétés d'une société qui travaille pour... l'Allemagne et un peu pour la Suisse." (La Gazette du Valais, Sion, le 29 mai 1917).

²⁵ La Gazette du Valais, Sion, le 10 juillet 1917.

Ces réticences étaient même partagées par M. Détras qui informa le juge d'instruction Calame en ces termes: "au début de la grève, on a été porté à y voir la main de l'étranger et il était facile d'y voir une corrélation entre l'attentat et la grève. Aujourd'hui on peut presque dire avec certitude que la grève n'est pas soutenue par l'Entente, en tout cas le fait est certain qu'aucun argent étranger n'a été versé; c'est précisément en raison du manque d'argent que les grévistes ont si rapidement capitulé: ils n'avaient en tout que 6.000 frs. environ dont aproximativement 4.000 frs. ont été distribués et le solde de 2.000 frs. a été volé la semaine dernière, ce qui a été le signal de la fin."²⁶

A la lumière de ces déclarations, les intérêts militaires européens ne semblent pas avoir influencé directement les événements qui nous intéressent, bien qu'il ne soit toujours pas prouvé que les services secrets français n'aient pas tiré quelques ficelles dans l'affaire de l'attentat du 1er mai 1917. Mais laissons là cette hypothèse qui nous éloignerait trop de nos préoccupations.

Par contre, la militarisation de l'usine par la Confédération nous intéresse au premier chef. Cette intervention du Département militaire fédéral est la principale cause de la défaite ouvrière. En effet, fort de son soutien populaire, la grève avait des chances d'aboutir pour autant que la production resta totalement paralysée.

Déjà la direction, avec son mépris habituel et coutumier, s'était coupée des sympathies et amitiés de la première heure, comme le relève ce chroniqueur: "il est au reste assez curieux de constater que seule l'Usine de Chippis a eu des difficultés avec les populations et les autorités. L'Usine de Lonza, par exemple, entreprise importante aussi, a toujours su régler les différents sans qu'il soit nécessaire de faire des procès et d'aller devant les tribunaux."²⁷

De ce fait, l'usine trouva dans l'armée son seul soutien effectif²⁸. Cet allié n'a d'ailleurs pas renforcé la cote de popularité de la direction. Combien de personnalités estimaient inutile de mobiliser de nouveaux soldats et d'arracher aux travaux des champs tant de bras nécessaires à l'agriculture? Combien de soldats avaient déjà déserté suite à la misère dans laquelle était plongée leur famille? Bref, le seul compagnon dont put se doter l'usine était cet organe fédéral peu apprécié et parfois même haï par certains Valaisans. Pourtant, il fit pencher la balance et dans cette épreuve de force, où les sentiments sont exclus, il sut se montrer à la hauteur. Occupant l'usine, cassant les piquets de grève, mobilisant et faisant travailler les ouvriers sous les drapeaux, il réussit à rendre la grève caduque. Mais pourquoi tant d'investissement et d'application à voir cette usine fonctionner? Quelles furent les raisons profondes d'une intervention si musclée?

²⁶ Lettre du 3 juillet 1917 de M. Détras à M. Calame. Archives fédérales E 21 / 412.

²⁷ La Gazette du Valais, Sion, le 19 juin 1917.

²⁸ A l'exception de la sympathie obligée des courants radicaux qui exprimèrent en Suisse romande davantage leur anticléricalisme que leur réel soutien à la cause patronale comme le confirme cet article: "Nous ne sommes pas (...) de ceux à qui il suffit de voir un froc à la tête des ouvriers pour induire de là que les ouvriers ont raison(...). Hier, à Chippis, c'était un prêtre qui s'ingérait parmi les ouvriers, prenait la tête du mouvement et, en un mot s'instituait le porte-parole des mécontents. (...) La seule objection que nous ayons à faire est celle-ci: jusqu'où ira-t-il l'abbé? (...) Un prêtre n'est pas libre et, à toute heure, une invite solennelle d'en haut le peut contraindre à rentrer dans sa coque." Le confédéré, le 7 juillet 1917.



Selon la Confédération, en brisant la grève, le Département militaire fédéral travaillait à la défense nationale en garantissant la fourniture des matières premières nécessaire à l'entretien des stocks de munition. A cette occasion, il est intéressant de noter que la présence militaire à Chippis s'était maintenue en permanence depuis le fameux attentat, suite aux vœux de la direction de l'usine, comme le confirme une correspondance du 11 mai 1917 du Chef de l'Etat Major de l'Armée suisse, adressée au Chef du Département militaire fédéral, mentionnant que "la Direction de l'Usine nous priait instamment de ne pas retirer nos hommes."²⁹ Pourtant, à cette date, le Chef de l'Etat Major était prêt à rappeler la troupe au profit de la Police cantonale suite à la protestation du Conseil d'Etat valaisan. Le lendemain, l'ordre de l'Etat Major de doubler les effectifs stationnés à Chippis, indiquait que le Conseiller fédéral désapprouvait son Général et abondait dans le sens désiré par la direction de l'usine. Cette demande expresse fut renouvelée le 18 mai par le Service des Munitions en termes insistants et fermes: "nous sommes obligés de prier le D.M. de bien vouloir prendre des mesures nécessaires pour que le service de surveillance puisse être effectué d'une façon efficace, étant donné que l'usine de Chippis est la seule ressource pour acide nitrique concentré, que nous possédions."³⁰

Le rôle important que joua le Service des Munitions au sein du D.M.F. est démontré, mais fut-il le seul à pencher en faveur du maintien de la production chippiarde? Il semble que non, car la première correspondance, annonçant la volonté de retirer la troupe, fut adressée au Conseiller fédéral le 11 mai et l'ordre de doubler les effectifs stationnés à Chippis est daté du 12 mai, il semble donc que le Conseiller fédéral Décoppet ait pris les devants et que les considérations purement militaires, avancées une semaine plus tard par le Service des Munitions, n'aient pas été les seules à obliger le chef de l'Etat Major à redoubler de prudence quant à la sécurité de l'usine. Une fois de plus nous devons mentionner le souci de la Confédération d'éviter les grosses pertes que pouvait entraîner l'arrêt des fours et les inconvénients pour la Suisse à cause de l'arrêt des livraisons vers l'Allemagne, faites à titre de compensation que nous avons déjà mentionnés auparavant.³¹

En fait, il ne serait pas étonnant que l'application de la Confédération à faire fonctionner cette usine ait relevé tout autant de raisons politiques, économiques et sociales que de considérations strictement militaires. Cette supposition expliquerait en partie les quelques excès de zèle qu'auraient pu commettre les responsables de l'armée en cherchant à maintenir la production de l'aluminium, alors que ce produit n'était pas considéré comme une fabrication de guerre, ou encore, en mobilisant des responsables syndicaux non-concernés par l'élaboration de l'acide nitrique. Bref, ces intérêts pourraient expliquer cette volonté diffuse d'outrepasser le simple rôle de maintien de l'ordre et de garant de l'approvisionnement des arsenaux fédéraux. Attention! A ce jour, rien n'est attesté. Toujours est-il qu'à cette occasion, le D.M.F. fut le plus sûr et le plus

²⁹ Lettre du 11 mai 1917 de l'Armée suisse au Conseiller fédéral Chef du D.M.F. Archives fédérales E 27 / 18 684 Bd 3.

³⁰ Lettre du 18 mai 1917 des Services des Munitions adressée au D.M.F. Archives fédérales E 27 / 18 684 Bd 3.

³¹ Lettre de septembre 1916 du Dpt Politique fédéral au Dpt fédéral de Justice et Police. Archives fédérales E 21 / 5578. Document déjà cité.



zélé allié et collaborateur de la direction.

Cependant, malgré l'efficacité de son intervention, l'immixtion du D.M.F. dans les affaires régionales éveilla et renforça des sentiments nouveaux parmi la population et les autorités locales.

2) Un courant anti-militaire

La présence de l'armée rapprocha certaines personnes d'aspirations pourtant fort disparates. Les uns, dont certains députés conservateurs, montèrent aux barricades pour défendre le fédéralisme et les compétences exclusives des cantons en matière de Police et de maintien de l'ordre sur leur territoire. D'autres, s'invectivèrent contre les nouvelles mobilisations nécessaires au maintien d'une garde permanente autour de l'usine. D'autres, encore, dénoncèrent les faveurs accordées à l'industrie tandis que la paysannerie devait affronter cette dure période sans grand soutien de la part de la Confédération. D'autres, finalement, dénonçaient ces pratiques en partant en croisade pour la défense des libertés démocratiques. Bref, les avis étaient partagés sur les raisons de la condamnation, mais ils se retrouvaient unanimes pour désapprouver cette présence militaire.

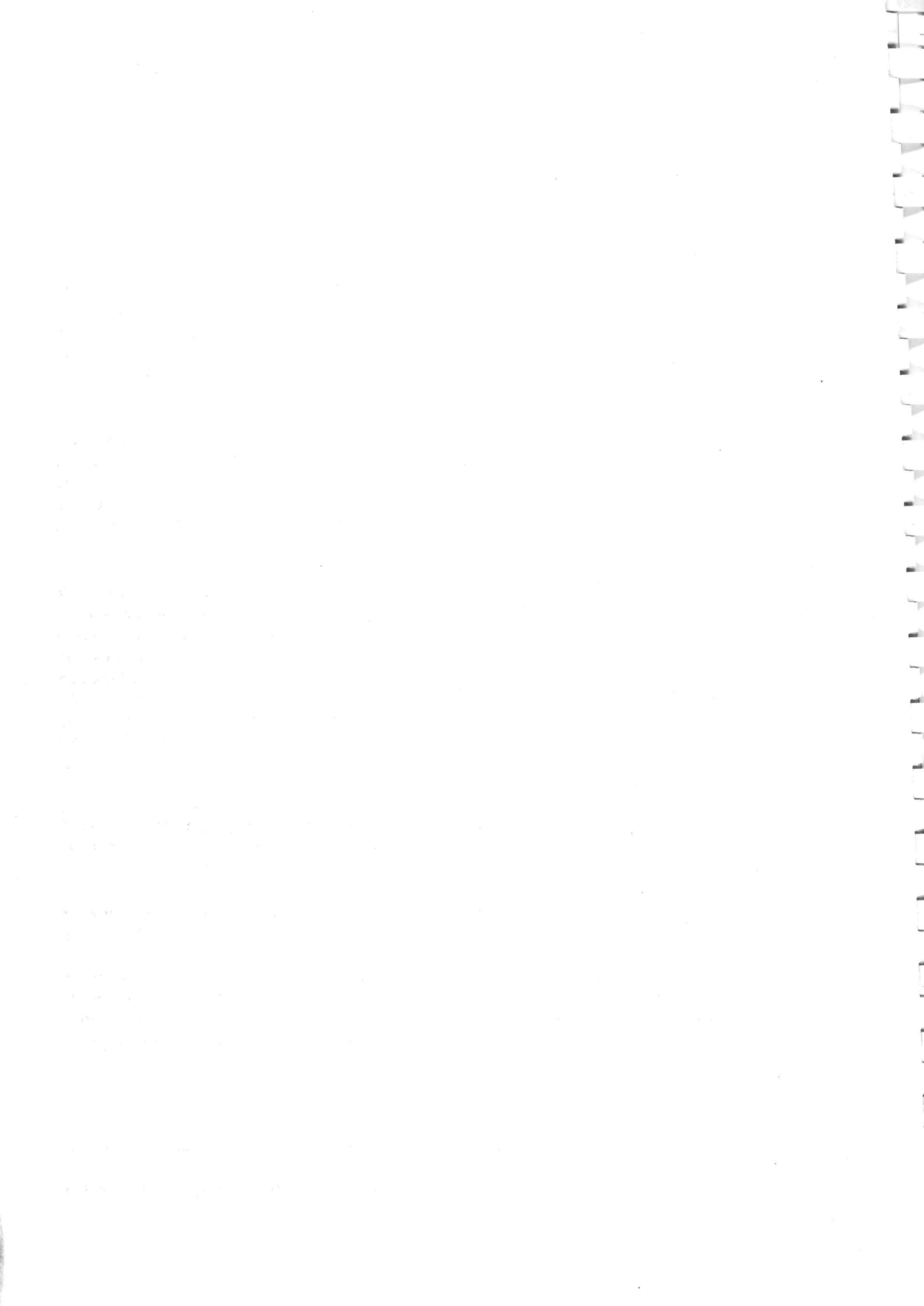
En fin de compte, si l'intervention de l'armée avait permis de maintenir une production minimale et avait par là donné un avantage certain à l'usine sur le plan pratique, elle avait également focalisé tous les courants anti-militaristes, renforçant du même coup l'isolement de la direction. La cause ouvrière en sortait grandie. Mais gardons les pieds sur terre, l'impact réel de telles observations restait marginal par rapport à l'ensemble. Le moteur principal de ces événements restait ailleurs.

E) UN MOUVEMENT INTER-CLASSISTE

Après avoir cerné et analysé quelques unes des différentes causes de la grève ainsi que les multiples raisons de son large soutien, il nous reste à tirer les conclusions intermédiaires qui s'imposent.

Les diverses motivations des protagonistes montrent à l'évidence qu'il ne s'agissait pas d'un conflit de classe tel que l'ont suggéré certains auteurs. Restreindre cette grève à un affrontement ouvriers/patrons et y voir le début du mouvement ouvrier valaisan est passer à côté de l'essentiel de l'affaire. Pour s'en convaincre il faut revenir sur la nature même des forces en présence. Or, qu'en est-il?

D'un côté, nous avons les ouvriers ou plus précisément les ouvriers-paysans, car comme nous l'avons relevé auparavant, chaque travailleur valaisan gardait un coin de terre à cultiver du fait que les salaires saisonniers et les débauchages réguliers ne permettaient pas aux familles de vivre entièrement des



revenus de l'industrie. Cette pratique était par ailleurs encouragée par l'entreprise afin de maintenir une main-d'oeuvre bon-marché à disposition pour aménager les fluctuations de la production. Cet équilibre entre le travail de la terre et le travail en usine était garant du système. Chacun avait intérêt à préserver ce mode de faire. Tant pour les ouvriers que pour les directeurs, cette volonté évitait les affres du déracinement, de la prolétarianisation, de la naissance de banlieux ouvrières et les inévitables conflits s'y rapportant.

Cependant, cette pratique eut une conséquence inattendue et rarement observée dans un processus d'industrialisation régional. En effet, l'attrait pour le travail ouvrier fut d'autant plus fort que les revenus du sol étaient insuffisants. Tant et si bien que l'usine draina la frange des paysans les plus pauvres, permettant ainsi à des exploitations agricoles non-viables de se maintenir à flot par l'apport des revenus de l'industrie.

Plus encore, les salaires ouvriers renforcèrent l'accès à la terre des petits paysans. Les revenus furent réinvestis dans le secteur agricole, contribuant à l'assainissement de nouvelles terres et, aboutissant finalement à l'augmentation de la capacité de production de l'agriculture. Paradoxalement, l'industrie permit le maintien d'un secteur agricole non-rentable et contribua à accroître les surfaces cultivées.

Ainsi, les travailleurs de l'aluminium purent renforcer leur attachement à la terre et poursuivre leurs activités agricoles menacées jusqu'alors par un système de partage des terres qui les condamnaient à la disparition. En fait, l'usine contribua davantage à renforcer les liens de ses ouvriers avec le sol qu'à les arracher de leurs occupations traditionnelles. De ce fait, il serait plus judicieux de considérer ces travailleurs comme étant des paysans-ouvriers plutôt que des ouvriers-paysans. Cette nuance n'est pas sans importance car elle montre la double nature des travailleurs de Chippis: à la fois agriculteurs et ouvriers avec dans la plupart des cas une prépondérance de l'aspect paysan.

Dès lors peut-on parler de mouvement ouvrier, alors que les principaux protagonistes sont déchirés par cette double appartenance: les uns ayant intérêt à fermer l'usine et les autres à la faire fonctionner au mieux de ses capacités? Dans ces conditions, quelles furent les motivations profonde des grévistes?

La non-homogénéité des intérêts ouvriers et des travailleurs eux-mêmes peut être encore démontrée par d'autres biais. En effet, que penser d'un Pierre Pont, délégué ouvrier fortement engagé³², qui possédait sans doute une fortune, en valeur immobilière³³, plus colossale que celles des directeurs eux-mêmes. Luttait-il réellement pour les 20 cts d'augmentation à l'heure? Une étude cadastrale et sociologique plus approfondie des membres influents du syndicat nous réserverait certainement quelques autres surprises quant à l'appartenance sociale des dirigeants ouvriers.

Dans un tel imbriglio d'intérêt, il est difficile d'établir la part des choses.

³² Il fut signataire des principaux documents et licencié pour son activisme au terme de la grève. Cf. annexe III.

³³ Il possédait à l'époque la plus grande partie de la colline de Gérode et était en procès avec l'A.I.A.G. au sujet des dommages causés à ses vignes par les fumées de l'usine.

Toutefois, nous pouvons relever quelques constatations minimales. Premièrement, nous pouvons affirmer que le port de la salopette ne suffit pas à faire l'ouvrier au même titre que l'habit ne fait pas le moine. Dans notre cas, il est probable que les mentalités paysannes dominaient encore ces hommes récemment convertis au travail d'atelier et toujours plus attachés à la terre et à sa propriété. Deuxièmement, nous observons que l'essence ouvrière d'un mouvement n'est pas uniquement déterminée par la nature des participants mais également par les intérêts que ces derniers défendent. Or, à Chippis, ce ne furent pas les intérêts strictement internes à l'usine qui rassemblèrent les travailleurs sous la bannière syndicale. L'unité profonde et réelle se fit autour d'autres enjeux.

F) LE FIL CONDUCTEUR: UNE LUTTE DU PAYS

"Des nombreuses enquêtes qu'a provoquées la grève, il ressort que si cette dernière a été de la part des ouvriers, si unanime, la cause en est moins à l'insuffisance des salaires, pour un certain nombre d'ouvriers tout au moins, qu'à un état général de mécontentement."

"Cet état, qui remonte à plusieurs années déjà, est dû à mille <<impondérables>>: vexations des ouvriers valaisans³⁴ par les contremaitres; manque de clarté dans les modes de rétribution des ouvriers; mesures d'économie parfois mesquines, qui paraissaient retirer aux ouvriers ce qui leur avait été concédé d'autre part. Tous ces éléments finirent par créer un mécontentement général, qui fut une des principales causes de la grève."³⁵

Cette analyse, faite en son temps, par M. l'abbé Pilloud, révèle que le moteur de la grève fut davantage des sentiments de dignité et d'équité que tout autre facteur, comme le rappelle cette proclamation du 23 juin 1917: "Ouvriers, courage et persévérance! D'autres que la Société, cette année, ont appris à connaître la force d'un peuple, d'un peuple discipliné et uni! Qu'on le sache, l'argent n'est pas tout : le droit est encore quelque chose."³⁶ Cette référence au peuple confirme qu'il s'agissait d'un conflit dépassant largement le cadre de l'entreprise. Mais quel fut ce fil conducteur qui unit tout un peuple aux aspirations pourtant si diverses contre une entreprise qui était garante d'un avenir prospère?

Premièrement, il semble que les promesses de prospérité des premières années ne furent pas tenues: les ouvriers commençaient à être malade; les paies de l'avant-guerre avaient été diminuées par l'inflation. De plus, les effets secondaires néfastes s'étaient manifestés à l'encontre de l'ensemble de la population, bref, la région souffrait. Elle souffrait de voir ces immenses richesses quitter l'endroit qui les avait fait naître et ne laisser à leurs géniteurs qu'une peau de chagrin. Elle souffrait de voir des étrangers ravir le fruit du travail de ses fils et de ne laisser

³⁴ Texte souligné par nous.

³⁵ L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

³⁶ Proclamation du 23 juin reproduite dans L'Action Sociale, Fribourg, le 14 juillet 1917.

sur place que les nuisances qui découle de leur production.

Parallèlement, la défense de l'ouvrier valaisan était présente dans toutes les bouches. L'abbé Pilloud l'avait relevé dans son analyse. Le secrétaire syndical de Sierre-Chippis, Henry Zufferey, n'omettait jamais de préciser la nature exacte de son "Syndicat Chrétien social Valaisan"³⁷. Les journalistes insistaient: "Quant aux ouvriers, ils auront pour eux l'opinion unanime du peuple valaisan, et cet opinion ne leur ménagera ni son appui ni ses sympathies,..."³⁸

Par contre, l'usine était désignée comme étant étrangère. "On lui accordera sans doute une ou deux compagnies de nos bataillons valaisans, pour veiller sur une industrie <<valaisanne>>!"³⁹ "qui travaille pour...l'Allemagne et un peu pour la Suisse."⁴⁰

Mais cette présence étrangère au canton eût pu être supportable pour autant qu'elle ne vînt pas perturber l'ordre établi. Or, il en fut tout autrement. La direction et les contremaîtres parlaient suisse-allemand. Ils étaient pour la plupart protestants, et se reconnaissaient davantage dans le radicalisme que dans les idéaux conservateurs. De plus, ils étaient les fers de lance d'un modernisme considéré comme dévastateur par les autochtones. Il n'en fallait pas davantage pour mobiliser les ouvriers, les paysans, les notables, les curés et les autorités de tout bord pour restreindre l'influence, si ce n'est le pouvoir que prenaient ces nouveaux-venus. Face à cette menace de l'"étranger", les rangs valaisans se reserrèrent derrière la bannière la plus avancée du champ de bataille: ce fut l'étendard du syndicat et sa cause qui bénéficièrent de ces énergies. L'identité culturelle était en jeu, la sauvegarde de la vie traditionnelle était en cause et la grève s'inscrivit, dans ce contexte, davantage comme une phase de la lutte pour le maintien de l'autonomie passée que pour la conquête de libertés nouvelles.

G) DANS LA MEMOIRE POPULAIRE

La religion...

"La confession a joué un grand rôle. On a introduit la messe le dimanche dans l'usine. Ça n'a pas duré longtemps, il n'y avait plus personne qui y allait. Ils y allaient au début, ils s'y sentaient obligés, puis peu à peu tout le monde s'est retiré et on l'a supprimée car les pauvres diables n'avaient que trois heures pour dormir. Ils faisaient les douzes heures."

³⁷ Par exemple: lettre du 22 mai 1917 de Zufferey Henri, secrétaire permanent (par interim) du "Syndicat des ouvriers de l'Aluminium de Sierre-Chippis" adressée au Haut Conseil d'Etat du canton du Valais dans "dossier concernant les conflits..."

³⁸ La Gazette du Valais, Sion, le 26 août 1917.

³⁹ La Gazette du Valais, Sion, le 29 mai 1917.

⁴⁰ Id.

"Je veux vous raconter une petite histoire qui vaut la peine. J'étais gamin, peut-être dix ans. J'étais à la messe à Lens. Pendant le sermon on a senti un remue-ménage dans l'église. Gamins, on a rien compris ce que cela voulait dire, mais on s'est quand même regardé entre nous. Puis en sortant de la messe, on a vu des jeunes se réunir sur la place publique. Je les vois encore maintenant, et nous, les gamins, on est venu écouter. Le curé avait simplement dit: <<comment ce fait-il que des jeunes gens de bonnes familles aillent dans une usine gagner l'argent du diable>>."

une dose de politique...

"Est-ce qu'il n'y a pas eu (dans cette affaire) une arrière pensée politique d'un Alexandre Zufferey, conservateur, se bagarrant contre des radicaux de la direction? Il y a certainement eu quelque chose dans ce sens là (car) l'arrivée de l'usine à Chippis a (tout) fait basculer(...). La présence de l'Alusuisse a renforcé le parti radical et après Zufferey ce sont les radicaux qui sont arrivés (au pouvoir)."

"Ceci a eu une influence sur Chalais, sur Grône, sur Granges où, de suite, se sont créés un peu artificiellement des partis radicaux qui n'étaient pratiquement que des partis de familles. Et l'on s'appelait radical parce que l'on pensait avoir un avantage pour aller travailler à l'Alusuisse (...)."

"(En fait,) je ne saurais dire quelles étaient les relations entre la direction et le Gouvernement valaisan. Par contre, je peux vous parler des relations existantes entre la commune de Chippis et la direction. Et là, malheureusement, il faut le dire, la direction de Chippis, les directeurs se conduisaient comme des éléphants dans un magasin de porcelaine. Ils avaient les gros pieds et ils avaient l'argent pour le faire. Il faut se remettre à la mentalité du temps. Maintenant, nous avons de la peine à comprendre cette mentalité, mais à ce moment-là -- non seulement en Valais, mais nous pouvons prendre la Suisse, l'Europe --- c'était le pouvoir de l'argent qui dominait, un point c'est tout. Le syndicalisme est devenu fort peu à peu, c'est seulement vers les années vingt, vingt-cinq et trente que le syndicalisme a vraiment pu dire son mot."

une certaine mentalité paysanne...

"Toute cette classe ouvrière s'est formée avec le temps, il a fallu sortir des vieilles habitudes paysannes (...). Au début, on ne savait pas ce qu'était un syndicat. Les syndiqués ne savaient pas ce qu'ils faisaient (...). C'était une mentalité --- encore maintenant --- semi-paysanne parce que chaque ouvrier avait un bout de vigne, de prés ou un bout de fraises."

et surtout...

"Qu'on le veuille ou non, la diffusion si rapide de l'industrie dans le Valais va poser les questions les plus brûlantes. Après une période de surprise, bon nombre de citoyens s'apercevront de plus en plus que si la grande industrie ne songe qu'à ses propres intérêts, sans s'inquiéter de ceux du pays, le conflit est inévitable. Nous allons assister probablement d'ici à 10 ans à une lutte tragique entre les anciens et les nouveaux propriétaires du pays."⁴¹



⁴¹ L'Action Sociale, Fribourg, le 3 novembre 1917.

CONCLUSION

La Grève de 1917 aux Usines d'Aluminium de Chippis exprimait le mécontentement ouvrier, mais elle était porteuse d'autres conflits. Elle fut conduite par des ouvriers certes, mais elle fut avant tout l'expression d'une résistance de la société traditionnelle valaisanne face à la société nouvelle et son modernisme.

Cette résistance se concrétisa au travers de la seule forme de pression possible et efficace: la grève de ses membres présents à l'intérieur de l'entreprise. Le large soutien inter-classiste dont la grève bénéficia fut l'expression de la participation de la population non représentée à l'intérieur de l'usine. Cependant, le ferment de l'unité populaire fut davantage constitué de sentiments de crainte ou de haine envers l'usine et sa direction que d'une réelle sympathie pour la cause ouvrière et ses intérêts. Les travailleurs eux-mêmes devaient être partagés entre des mobiles différents. Chaque ouvrier étant à la fois un paysan-propriétaire, un conservateur, un catholique, un membre d'un conseil communal, un valaisan.

Ainsi, nous ne pouvons considérer cette grève comme étant un mouvement de classe de type moderne, tourné vers l'avenir. Au contraire nous devons rapprocher davantage cette lutte des mouvements inter-classistes de type traditionnel que caractérisaient les révoltes communautaires de l'ancien régime adaptées au nouveau cadre de l'industrie.

Cependant, il ne faut pas y voir un rejet complet du modernisme. Il s'agissait plus précisément d'une renégociation de la place de la société valaisanne dans le processus de modernisation. En effet, après les premières années d'euphorie, les communautés prirent conscience que les avantages matériels apportés par l'usine étaient une bien maigre part du gâteau que se taillait l'entreprise. De plus, leurs divers revenus avaient été fortement réduits par l'inflation. A cela s'ajoutaient les coûts sociaux apparus postérieurement aux premiers accords (pollution des eaux et de l'air; atteintes au bétail et aux cultures;...). Le tout était couronné par une attitude inadaptée des représentants de l'A.I.A.G. Bref, les valaisans assistaient à une combinaison de faits et de circonstances qui remettaient en cause leur rôle de partenaires à part entière dans le processus qu'ils avaient engagé. Son contrôle leur échappait de plus en plus et menaçait même leur existence.

Face à ces dangers, il fallait trouver une réplique qui fut adaptée au nouveau cadre en place. En 1916, les communautés choisirent de lutter dans l'antre du loup avec une nouvelle arme: le syndicat. Cette organisation devait être proche de leurs conceptions. Elle fut valaisanne, catholique et conservatrice.

"...l'organisation ouvrière, c'est une force, une force du pays, du Valais, capable de lutter avec celles du dehors, si un jour un conflit doit surgir. Nous ne désirons pas le conflit. Nous serons cependant heureux de savoir les Valaisans armés et disciplinés à toute éventualité. L'organisation ouvrière bien conduite, c'est somme toute la conservation des traditions et des forces valaisannes dans un nouveau genre de vie, et vis-à-vis d'éléments étrangers."⁴²

Au delà des apparences et dans un décor nouveau se profilait une lutte résolument tournée vers le passé et les libertés perdues.

⁴² La Gazette du Valais, Sion, le 31 août 1916.

DANS LA MEMOIRE POPULAIRE

Nous étions tous paysans⁴²

*Dans le temps, tous travaillaient
La campagne: prés, champs,
Vignes, jardins. Nous faisons le bois
La litière et n'importe quoi.*

*Il fallait vivre uniquement du sien.
Il n'y avait presque rien de mieux
Ni d'autre. Chacun vivait
Trop souvent comme il pouvait.*

*Quand dans les châlets et les greniers
Ou encore dans les caves,
Les denrées dimuaient,
Tous comptaient s'ils arrivaient.*

*Ils ne se mariaient pas des fois
A cause du partage.
Les terres étaient rares
Et les uns avarés.*

*Des métiers on en connaissait
Mais seulement ceux qui étaient admis,
Dont on avait vraiment besoin,
Pas un de plus ni un de moins.*

*Forgeron, tailleur, menuisier,
C'était tout et cordonnier.
N'être qu'un maçon
Cela faisait mauvaise façon.*

*Pour les jeunes de trop,
Il ne se trouvait rien d'extra:
Quitter parents et maison,
Partir faire les saisons.*

*Ils s'en revenaient avec de l'argent
Ils en mettaient de côté, braves gens.
Ensuite une vilaine guerre
A rendu trop chère la terre.*

Iran tuéss paéjan

*Dèin lo téin, tuéss travailian
La campagné: pra è tsan,
Végnè, còrté. Fajan boué,
Ehèr è n'eimpuortè coué.*

*Fall véibrè quie dou chio.
Aï prèsquie rèin dè mio
Ni d'atro. Tsécoun vélvitt
Tra choèin comèin poïtt.*

*Can y châlè, y gréni
Ou òunco yéin y sèli,
Lè danré démèndan,
Còuntan tuéss ché aroan.*

*Chè maréan pa dè yazo
A coja dou partchiazò.
Lè tèrè iran rarè
E lè j'òné avarè*

*Dè méhièr èin cognèchan,
Ma quie hiou quie admètan,
Quie avan vrèman béjouéin,
Pa òun dè pliò, ni dè mouéin.*

*Fabrè, taliour, mènòziè,
Irè tott è cordonniè.
Ehrè rèin quie òun massòun,
Chèin faji crouyé fassòun.*

*Po lè zòèno dè tra,
Chè troavè rèin d'extra:
Quihla parèin è mijòun,
Partéc fèrè lè chijòun.*

*Ch'èin tornan avoué d'arzèin.
Mètan aran, bravè zèin.
Pouè òna bròta guèra
Ya rèindò tchèr la tèra.*

⁴² Poème extrait du recueil d'Alfrède de Candi (Alfred Rey), Déri lo Fornè (Derrière le Fourneau), Sion, 1976.

Nous avons dû changer

*Que faire? Dehors du pays
On ne pouvait pas. Rester au nid?
Crever? Avec courage
Il fallait chercher de l'ouvrage.*

*Ceux des villes travaillent
Dans des usines, qu'ils disent.
Pourquoi n'irions-nous pas nous?
Il semble que nous aurions du goût.*

*Comment agir et faire?
Ils devaient le savoir et les pères
Et les mères. Devenir ouvriers
Nous le devons à tout prix.*

*Et puis on pouvait quitter
Si cela ne plaisait pas, arrêter.
Ils commençaient en cachette,
Partant par la ruelle.*

*Ils se faisaient comme honte.
Ils allaient aussi le saint
Dimanche. Mais en attendant,
Ils se disaient de l'argent il entre.*

*Pour la famille c'était
Beau. On pouvait le voir.
Ils avaient pour mieux s'habiller,
Aussi pour mieux se nourrir.*

*Beaucoup ne le comprenaient pas.
Bien sûr cela faisait un gros pas.
Cela changeait dans les villages
La vie et dans les ménages.*

*C'est ceux que l'on disait pauvre
Qui voyaient moins le beurre,
Plus le pain, qui ont commencé.
Peu à peu, ils ont tous marché.*

*Aujourd'hui cela paraît normal
Du temps ce n'était pas égal.
Puis c'était dur sur les chantiers.
Nous devons trimer, nous dépêcher,*

*Porter de grandes charges.
Il fallait des épaules larges,
Des fois serrer les poings.
Que faire nous avons besoin.*

N'ein djiô tsanziè

*Couè fèrè? Four dou paéc
Poan pa. Chobra ou nèc?
Crèva? Avoué corazo
Fali tsèrca d'obrazo.*

*Hiou di vélè travaliòun
Pè d'euzinè, quie chè djiòun.
Porcouè nò varan pa nò?
Chéimblie quie n'òran dè gò.*

*Comèin azéc è fèrè?
Dèan chaï è pèrè
E méré. Enéin obri
Oun còuntavè a to pri.*

*E poué òun poï quiha
Ché pliéji pa, arèha.
Coméinsan èin catsèta,
Lèc pè la roalèta.*

*Chè fajan comè créinté.
Alan ari la chéinté
Déméinzé. Ma dèmèintré,
Chè déjan, d'arzèin rèintré.*

*Po la famélié irè
Bo. Oun poï lo virè.
Avan po mio chè vèhéc,
Topari po chè nòréc.*

*Bramèin lo comprèinjan pa.
Prou chuir faji òun grou pa
Tsanzièvè y vélazo
La via è y méinazo.*

*Yè hiou qu'òun déji pouro,
Quié veyan mouéin lo bôuro,
Mi lo pan, qu'yan coméinsia,
Ma tsapòc yan tuéss martchia.*

*Quéc chéin lé paré normal.
Dou téin irè pa égal.
Poué irè dour y chantchè.
Dèan rossa, dèfatchè,*

*Porta dè mounstrè tsarzè.
Fali d'èssèblie larzè,
Dè yazo chara lè pouéin.
Coué fèrè? N'avan béjouéin.*

*Il vous arrivait de ces brames
De la part d'imbéciles pas aimés
Que l'on appelait contremaîtres.
Ils vous criaient à deux mètres.*

.. *Bêtes, mais des géants,
Ils ne faisaient que vous chahuter.
Il y en avait des raisonnables,
Mais pas beaucoup, et capables.*

*Obéir et obéir,
Ils nous tenaient bien pour petits.
Nous n'osions pas parler aux chefs.
Ils nous répondaient quelques mots brefs.*

*Près de gros fours, il faisait chaud.
Le moral pas toujours haut
On pensait aux enfants
A la femme. Ils attendaient.*

*Alors on supportait,
Mais sur le coeur il restait
Une colère, un poids.
N'y a-t-il pas une raison?*

*Bien d'accord de travailler,
Même de se dépêcher.
Personne ne veut voler la paie
Mais pas n'être qu'une fiente.*

*Entre nous nous discussions.
Nous étions encore paysans,
Libres à la maison, ouvriers
Au travail. Nous l'avions appris.*

*Nous gagnions, mais dépendions
D'autres qui nous commandaient.
Tout juste? Et bien, je dis non.
On se sentait bafoué.*

*Que faire chacun seul?
Ruer comme un mulet?
Il ne se passait pas une heure
Qu'on était "foutu" dehors.*

*Ne faut-il pas qu'un plus âgé
M'a vu tout à fait découragé.
"Ne fais pas ainsi, qu'il m'a dit,
Se défendre on peut tous."*

*Egnan dè stè branmèyè
Dè borchè pa l'anmèyè
Quiè dèjan contrèmètrè.
V'o créan a dō mètrè.*

*Béhiè, ma dè galata,
Vo fajan quiè mōlata.
Aï dè rijonablio,
Ma pa grou, è capablio.*

*Obèéc è obèéc,
Vo tégnan prou po pétéc.
Doujan pa prèziè y chef.
Rèfonjan caquiè moss bref.*

*Pré dè grou for faji tsàtt.
Lo moral pa tozo hàtt
Oun péinchavè y j'èinfa,
A la fèna. Atèinjan.*

*Adon òun choportavé,
Ma hio cour vo chobravè
Ona razé, òun péihòun.
Ya té pa òna rijòun?*

*Béin dacor dè travalié
Mimamèin dè ch'èimbalié.
Gnòun ou roba la pâyé
Ma pa éhr'òna càyé.*

*Eintrè nò nò descòtan.
N'iran òunco paéjan,
Léibro y j'éhro, obri
Ou travail. L'avan apri.*

*Nò gagnan, ma dèpèindan
D'atro, quiè nò comandan.
To jieusto? E béin djio na.
Oun ché chèinti matona.*

*Coué fèrè tsécòun cholètt?
Quéinca comè òun mōlètt?
Alavè pa òun oura,
Qu'òun irè fotò foura*

*Fa té qu'òun mi azia
M'a yò fran dècorazia.
"Fé pa déinche" quiè m'a détt,
"Chè dèfèindrè òun pou tuétt".*

*Il m'a simplement indiqué:
"Va trouver le syndicat.
Je ne savais bien pas ce que c'était.
Je me suis dit "Je vais voir""*

*Nous y sommes entrés fort nombreux,
Disons, presque le plus gros.
Mais, mon Dieu, au village
En a-t-on fait du tapage*

(...)

*Nous avons fait cela sans tout casser,
Sans envoyer les uns "promener".
Tous ensemble quel effort
Pour retourner notre sort.*

(...)

Alfred Rey

*M'a chéimpliamèin èindéca:
"Va troa lo sèindéca".
Chao prou pa couè irè.
Mè ché détt: "Ejo virè".*

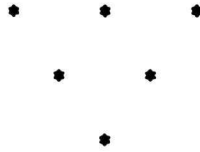
*Nò chéin èintra for ndumbrou,
Déjéin, prèsquè lo pliò grou.
Ma, mōun Djiò, ou vélazo
Qu'yan té fé dè tapazo.*

(...)

*N'éin fé chéin chéin to bréca,
Chéin èinvouéyè d'òun caca
Tuéss èinséimblío quiéin èfor
Po rêvériè nouhro chor.*

(...)

Alfrèdè dè Candi

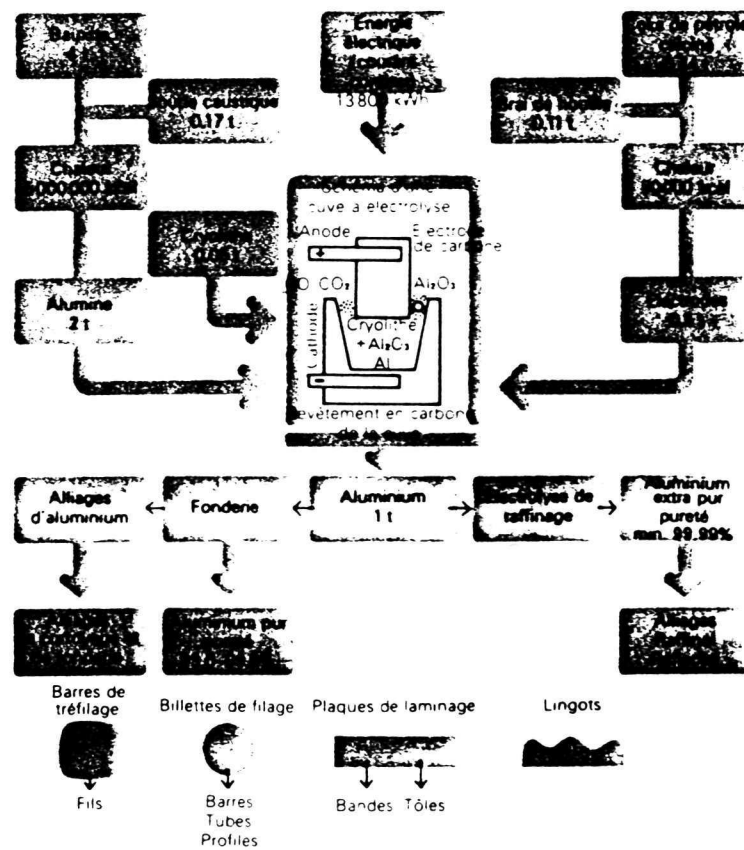


PARTIE VI:

ANNEXES

ANNEXE I

Schéma de la production d'aluminium



ANNEXE II

Quelques références biographiques

1) LEUZINGER Henri, (1879-1956), avocat et notaire à Sion, député au Grand Conseil 1909-1921, président de Sion 1918-1920, conservateur.

2) PILLOUD Auguste, (1883-1954), abbé, secrétaire romand de l'Union Romande des Travailleurs Catholiques et rédacteur de L'Action Sociale 1913-1922.

3) TROILLET Maurice, (1880-1961), avocat et notaire, député au Grand Conseil 1905-1913, conseiller d'Etat (intérieur) 1913-1953, conseiller national 1921-1925 et 1928-1943, président 1936-1937, conseiller aux Etats 1943-1955, conservateur.

4) ZUFFEREY Alexandre, (1884-1940), avocat et notaire, président de Chippis 1913-1920, député au Grand Conseil 1917-1921, conservateur.

* * *

ANNEXE III

LISTE DES OUVRIERS GREVISTES LICENCIÉS

Nom, prénom	Date de naissance	Lieu d'origine
BLATTER, Joseph	06.02.1878	Ulrichen
COUTURIER, Jules	25.10.1893	Chalais
DEVANTHERY, Joseph	19.03.1876	Chalais
DEVANTHERY, César	29.07.1886	Chalais
FOLLONIER, Louis Eugène	01.03.1883	Mage
GARIN, Joseph	29.12.1881	Sion
GAUDIN, Joseph	14.11.1895	Ayent
GILLIOZ, Adrien	16.04.1875	Grône
MABILLARD, Isaac	01.11.1884	Chalais
MARIN, Cléophas	02.08.1881	Chalais
MATHIEU, Raphaël	15.12.1878	Granges
MELLY, Joseph	08.03.1891	Nax
MOUNIR, Jean	27.12.1887	Molens
MOUNIR, Joseph	01.09.1890	Molens
MUDRY, Lucien	04.04.1888	Lens
PERRUCHOUD, Lucien	20.01.1883	Chalais
PONT, Jules	23.12.1880	Glarey
PONT, Pierre	17.09.1884	Sierre
SIGGEN, Meinrad	01.11.1869	Chalais
VILLETAZ, Franz	23.11.1888	Grimisuat
VOCAT, Henri	13.02.1882	St. Luc

ANNEXE IV

TABLEAUX.

DONNEES DE BASE

ET CALCULS

PARTIE I:

QUELOUES ASPECTS DEMOGRAPHIQUES

PARTIE II:

SITUATION ECONOMIQUE DU GROUPE A.I.A.G.

PARTIE III:

SITUATION DE CHIPPIS DANS LE GROUPE A.I.A.G.

SUR LE MARCHE SUISSE ET INTERNATIONAL

PARTIE IV:

EVOLUTION DES EXPORTATIONS SUISSES D'ALUMINIUM

PARTIE V:

POSITION DE L'A.I.A.G. VIS-A-VIS DE L'ALLEMAGNE

PARTIE VI:

QUELOUES ASPECTS SOCIAUX

* * *

PARTIE I:

QUELQUES ASPECTS

DEMOGRAPHIQUES

POPULATION RESIDENTE SELON L'ORIGINE

	POPULATION TOTALE	POPULATION SUISSE	%	POPULATION ETRANGERE	%
SUISSE					
1900	3.315.443	2.932.019	88,4%	383.424	11,6%
1910	3.753.293	3.201.282	85,3%	552.011	14,7%
1920	3.880.320	3.477.935	89,6%	402.385	10,4%
CANTON DU VALAIS					
1900	114.438	106.220	92,8%	8.218	7,2%
1910	128.381	114.061	88,8%	14.320	11,2%
1920	128.246	120.992	94,3%	7.254	5,7%
DISTRICT DE SIERRE					
1900	11.567	11.233	97,1%	334	2,9%
1910	14.441	?	?	?	?
1920	15.740	14.514	92,2%	1.226	7,8%
COMMUNE DE CHIPPIIS					
1900	282	?	?	?	?
1910	887	?	?	?	?
1920	776	?	?	?	?

Source: Office fédéral de la statistique
 (Recensements de la population 1900 à 1930
 et résultats du recensement de la population
 de 1941, 16ème volume: canton du Valais).

POPULATION SUISSE, VALAISANNE ET SIERROISE SELON LA CONFESSION

	POPULATION CATHOLIQUE	%	POPULATION PROTESTANTE	%	AUTRES CONFESSIONS	%
SUISSE						
1900	1.379.664	41,6%	1.916.157	57,8%	19.622	0,6%
1910	1.593.538	42,4%	2.107.814	56,2%	51.941	1,4%
1920	1.585.311	40,9%	2.230.597	57,5%	64.612	1,6%
CANTON DU VALAIS						
1900	112.584	98,4%	1.610	1,4%	244	0,2%
1910	124.530	97,0%	2.953	2,3%	898	0,7%
1920	122.976	95,9%	4.242	3,3%	1.028	0,8%
DISTRICT DE SIERRE						
1900	?	?	?	?	?	?
1910	?	?	?	?	?	?
1920	14.824	94,2%	832	5,3%	84	0,5%

Source: Office fédéral de la statistique
 (Recensements de la population 1900 à 1930
 et résultats du recensement de la population
 de 1941, 16ème volume: canton du Valais).

POPULATION SUISSE ET VALAISANNE SELON L'ORIGINE ET LA CONFESSION

a) selon l'origine suisse

SUISSES						
	POPULATION CATHOLIQUE	%	POPULATION PROTESTANTE	%	AUTRES CONFESSIONS	%
SUISSE						
1900	1.115.376	38,0%	1.806.957	61,6%	9.682	0,4%
1910	1.210.085	37,8%	1.965.587	61,4%	25.610	0,8%
1920	1.321.615	38,0%	2.114.585	60,8%	41.735	1,2%
CANTON DU VALAIS						
1900	104.606	98,5%	1.403	1,3%	211	0,2%
1910	110.753	97,1%	2.623	2,3%	685	0,6%
1920	116.273	96,1%	2.872	3,2%	847	0,7%

b) selon l'origine étrangère

ETRANGERS						
	POPULATION CATHOLIQUE	%	POPULATION PROTESTANTE	%	AUTRES CONFESSIONS	%
SUISSE						
1900	264.288	68,9%	109.202	28,5%	9.936	2,6%
1910	383.453	69,5%	142.227	25,8%	26.331	4,7%
1920	263.696	65,5%	116.012	28,8%	22.677	5,7%
CANTON DU VALAIS						
1900	7.978	97,1%	207	2,5%	33	0,4%
1910	13.777	96,2%	330	2,3%	213	1,5%
1920	6.703	92,4%	370	5,1%	181	2,5%

Source: Office fédéral de la statistique
(Recensements de la population 1900-1930
et résultats du recensement de la population
de 1941, 16ème volume: canton du Valais).

POPULATION SUISSE, VALAISANNE, SIERROISE ET AUTRES
SELON SA COMMUNE D'ORIGINE

REGIONS	POPULATION NATIVE TOTALE	POPULATION RESIDENT DANS SA COMMUNE D'ORIGINE	POPULATION RESIDENT HORS DE SA COMMUNE D'ORIGINE
	NOMBRE	NOMBRE %	NOMBRE %
SUISSE:	3.006.316	1.723.475 57,3%	1.282.841 42,7%
VALAIS	111.566	89.007 79,8%	22.559 20,2%
D.SIERRE	11.798	9.331 79,1%	2.467 20,9%
GENEVE	63.286	33.383 52,7%	29.903 47,3%
VAUD	246.102	131.960 53,6%	111.142 45,2%
FRIBOURG	129.715	71.219 54,9%	58.496 45,1%

Source: Office fédéral de la statistique
(Rencensements de la population 1900-1930
et résultats du recensement de la population
de 1941, 16ème volume: canton du Valais).

POPULATION SUISSE, VALAISANNE ET SIERROISE SELON L'ACTIVITE ECONOMIQUE

POPULATION ACTIVE			%		PRODUCTION DU SOL		%		INDUSTRIE ET METIERS		%		RESTE		%	
SUISSE																
1900	1.599.299	48,2%	487.093	30,5%	694.564	43,4%	417.642	26,1%								
1910	1.849.036	49,3%	483.127	26,1%	811.141	43,9%	554.762	30,0%								
1920	1.944.931	50,1%	488.636	23,5%	821.406	42,2%	634.889	34,3%								
CANTON DU VALAIS																
1900	52.265	45,7%	34.906	66,8%	10.042	19,2%	7.317	14,0%								
1910	59.538	46,4%	34.932	58,7%	13.906	23,4%	10.700	18,0%								
1920	56.983	44,4%	33.672	59,1%	11.147	19,6%	12.164	21,3%								
DISTRICT DE SIERRE																
1900	?	?	?	?	?	?	?	?								
1910	?	?	?	?	?	?	?	?								
1920	6.584	41,8%	3.858	58,5%	1.257	19,1%	1.474	22,4%								

Source: Office fédéral de la statistique
 (Recensements de la population 1900-1930
 et résultats du recensement de la population
 de 1941, 16ème volume: canton du Valais).

PARTIE II:

SITUATION ECONOMIQUE

DU GROUPE A.I.A.G.

BENEFICES DU GROUPE A.I.A.G.(1905-1925)

: ANNEES :	: BENEFICE NET :	: BENEFICE DISTRIBUE :
: 1905 :	: 2.539.118 F :	: 1.430.000 F :
: 1906 :	: 5.378.090 F :	: 1.690.000 F :
: 1907 :	: 5.362.744 F :	: 1.300.000 F :
: 1908 :	: 2.820.958 F :	: 1.170.000 F :
: 1909 :	: 2.061.275 F :	: 780.000 F :
: 1910 :	: 2.500.933 F :	: 910.000 F :
: 1911 :	: 2.322.530 F :	: 910.000 F :
: 1912 :	: 3.717.315 F :	: 1.300.000 F :
: 1913 :	: 6.383.364 F :	: 1.560.000 F :
: 1914 :	: 6.663.099 F :	: 2.520.000 F :
: 1915 :	: 9.142.465 F :	: 3.150.000 F :
: 1916 :	: 16.644.284 F :	: 5.250.000 F :
: 1917 :	: 19.368.345 F :	: 8.400.000 F :
: 1918 :	: 12.093.845 F :	: 8.400.000 F :
: 1919 :	: 7.133.609 F :	: 7.560.000 F :
: 1920 :	: 6.829.403 F :	: 6.720.000 F :
: 1921 :	: 3.386.954 F :	: 3.360.000 F :
: 1922 :	: 3.824.086 F :	: 3.780.000 F :
: 1923 :	: 7.705.848 F :	: 5.040.000 F :
: 1924 :	: 11.317.243 F :	: 7.500.000 F :
: 1925 :	: 11.968.936 F :	: 7.500.000 F :

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925

CAPITAL - ACTION ET DIVIDENDE

ANNEES	CAPITAL-ACTION	DIVIDENDE PAR ACTION DE 1000F
1905	13.000.000 F	110 F
1906	13.000.000 F	130 F
1907	13.000.000 F	100 F
1908	13.000.000 F	90 F
1909	13.000.000 F	60 F
1910	13.000.000 F	70 F
1911	13.000.000 F	70 F
1912	13.000.000 F	100 F
1913	15.600.000 F	100 F
1914	21.000.000 F	120 F
1915	26.250.000 F	120 F
1916	35.000.000 F	150 F
1917	42.000.000 F	200 F
1918	42.000.000 F	200 F
1919	42.000.000 F	180 F
1920	42.000.000 F	160 F
1921	42.000.000 F	80 F
1922	42.000.000 F	90 F
1923	42.000.000 F	120 F
1924	50.000.000 F	150 F
1925	50.000.000 F	150 F

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925

EVOLUTION ET REPARTITION DU CAPITAL A.I.A.G.

ANNEES	CAPITAL OBLIGATION	CAPITAL-ACTION
1905	5.730.000 F	13.000.000 F
1906	5.660.000 F	13.000.000 F
1907	5.509.000 F	13.000.000 F
1908	5.520.000 F	13.000.000 F
1909	5.340.000 F	13.000.000 F
1910	5.160.000 F	13.000.000 F
1911	10.980.000 F	13.000.000 F
1912	10.790.000 F	13.000.000 F
1913	10.590.000 F	15.600.000 F
1914	10.370.000 F	21.000.000 F
1915	10.150.000 F	26.250.000 F
1916	8.130.000 F	35.000.000 F
1917	8.000.000 F	42.000.000 F
1918	7.870.000 F	42.000.000 F
1919	7.730.000 F	42.000.000 F
1920	7.580.000 F	42.000.000 F
1921	7.430.000 F	42.000.000 F
1922	7.280.000 F	42.000.000 F
1923	7.110.000 F	42.000.000 F
1924	6.940.000 F	50.000.000 F
1925	6.770.000 F	50.000.000 F

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRE DU GROUPE A.I.A.G.

ANNEES	CHIFFRE D'AFFAIRE	INDICE (1908=100)
1905	4.639.995 F	140
1906	7.840.651 F	237
1907	7.487.538 F	226
1908	3.313.222 F	100
1909	3.127.276 F	94
1910	4.007.728 F	121
1911	4.567.535 F	138
1912	6.058.866 F	183
1913	10.517.720 F	317
1914	12.557.601 F	379
1915	20.681.822 F	624
1916	31.314.881 F	945
1917	41.600.700 F	1256
1918	34.869.380 F	1052
1919	11.494.033 F	347
1920	9.964.180 F	301
1921	5.002.909 F	151
1922	7.369.515 F	222
1923	10.641.092 F	321
1924	17.514.245 F	529
1925	18.082.681 F	546

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925

RENTABILITE ECONOMIQUE DU GROUPE A.I.A.G. (1905-1925)

ANNEES	BENEFICE NET	ACTIF TOTAL	RENTABILITE ECONOMIQUE
1905	2.539.118 F	31.547.148 F	8,05%
1906	5.378.090 F	33.337.247 F	16,13%
1907	5.362.744 F	27.605.085 F	19,43%
1908	2.820.958 F	26.583.163 F	10,61%
1909	2.061.275 F	25.265.844 F	8,16%
1910	2.500.933 F	27.357.024 F	9,14%
1911	2.322.530 F	31.638.504 F	7,34%
1912	3.717.315 F	32.469.965 F	11,45%
1913	6.383.364 F	35.886.857 F	17,79%
1914	6.663.099 F	46.063.587 F	14,47%
1915	9.142.465 F	53.516.158 F	17,08%
1916	16.644.284 F	67.225.513 F	24,76%
1917	19.368.345 F	86.853.146 F	22,30%
1918	12.093.845 F	92.000.255 F	13,15%
1919	7.133.609 F	78.728.908 F	9,06%
1920	6.829.403 F	72.445.995 F	9,43%
1921	3.386.954 F	66.114.408 F	5,12%
1922	3.824.086 F	64.791.422 F	5,90%
1923	7.705.848 F	70.027.998 F	11,00%
1924	11.317.243 F	77.301.463 F	14,64%
1925	11.968.936 F	84.180.920 F	14,22%

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925

PERFORMANCE ECONOMIQUE DU GROUPE A.I.A.G.

ANNEES	CHIFFRE D'AFFAIRE	ACTIF TOTAL	PERFORMANCE ECONOMIQUE
1905	4.639.995 F	31.547.148 F	14,71%
1906	7.840.651 F	33.337.247 F	23,52%
1907	7.487.538 F	27.605.085 F	27,12%
1908	3.313.222 F	26.583.163 F	12,46%
1909	3.127.276 F	25.265.844 F	12,38%
1910	4.007.728 F	27.357.024 F	14,65%
1911	4.567.535 F	31.638.504 F	14,44%
1912	6.058.866 F	32.469.965 F	18,66%
1913	10.517.720 F	35.886.857 F	29,31%
1914	12.557.601 F	46.063.587 F	27,26%
1915	20.681.822 F	53.516.158 F	38,65%
1916	31.314.881 F	67.225.513 F	46,58%
1917	41.600.700 F	86.853.146 F	47,90%
1918	34.869.380 F	92.000.255 F	37,90%
1919	11.494.033 F	78.728.908 F	14,60%
1920	9.964.180 F	72.445.995 F	13,75%
1921	5.002.909 F	66.114.408 F	7,57%
1922	7.369.515 F	64.791.422 F	11,37%
1923	10.641.092 F	70.027.998 F	15,20%
1924	17.514.245 F	77.301.463 F	22,66%
1925	18.082.681 F	84.180.920 F	21,48%

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925

MARGE ECONOMIQUE DU GROUPE A.I.A.G.

ANNEES	BENEFICE NET	CHIFFRE D'AFFAIRE	MARGE ECONOMIQUE
1905	2.539.118 F	4.639.995 F	54,72%
1906	5.378.090 F	7.840.651 F	68,59%
1907	5.362.744 F	7.487.538 F	71,62%
1908	2.820.958 F	3.313.222 F	85,14%
1909	2.061.275 F	3.127.276 F	65,91%
1910	2.500.933 F	4.007.728 F	62,40%
1911	2.322.530 F	4.567.535 F	50,85%
1912	3.717.315 F	6.058.866 F	61,35%
1913	6.383.364 F	10.517.720 F	60,69%
1914	6.663.099 F	12.557.601 F	53,06%
1915	9.142.465 F	20.681.822 F	44,21%
1916	16.644.284 F	31.314.881 F	53,15%
1917	19.368.345 F	41.600.700 F	46,56%
1918	12.093.845 F	34.869.380 F	34,68%
1919	7.133.609 F	11.494.033 F	62,06%
1920	6.829.403 F	9.964.180 F	68,54%
1921	3.386.954 F	5.002.909 F	67,70%
1922	3.824.086 F	7.369.515 F	51,89%
1923	7.705.848 F	10.641.092 F	72,42%
1924	11.317.243 F	17.514.245 F	64,62%
1925	11.968.936 F	18.082.681 F	66,19%

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925

**COURS EN BOURSE DES ACTIONS DE L'A.I.A.G. ET
LA RENTABILITE FINANCIERE**

ANNEES	COURS D'UNE ACTION DE 1.000 F			%
	MINIMUM	MAXIMUM	MOYEN	
1905	2.567 F	3.716 F	3.142 F	3,5%
1906	3.090 F	3.570 F	3.330 F	3,9%
1907	2.191 F	3.716 F	2.954 F	3,4%
1908	2.024 F	2.640 F	2.332 F	3,9%
1909	2.003 F	2.797 F	2.400 F	2,5%
1910	2.400 F	2.818 F	2.609 F	2,7%
1911	1.836 F	2.755 F	2.296 F	3,0%
1912	2.191 F	2.651 F	2.421 F	4,1%
1913	2.410 F	2.776 F	2.593 F	3,9%
1914	2.296 F	2.996 F	2.646 F	4,5%
1915				
1916	2.588 F	3.288 F	2.938 F	5,1%
1917	3.027 F	3.633 F	3.330 F	6,0%
1918	2.588 F	3.852 F	3.220 F	6,2%
1919	1.700 F	3.037 F	2.369 F	7,6%
1920	1.209 F	2.013 F	1.611 F	9,9%
1921	1.084 F	1.648 F	1.366 F	5,9%
1922	1.146 F	1.836 F	1.491 F	6,0%
1923	1.679 F	2.463 F	2.071 F	5,8%
1924				
1925				

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925
et Gautschi, A. dans Die Aluminiumindustrie

PARTIE III:

SITUATION DE CHIPPIS

DANS LE GROUPE A.I.A.G.,

SUR LE MARCHÉ SUISSE ET INTERNATIONAL

PART DE L'A.I.A.G. ET DE CHIPPIS SUR LE MARCHÉ MONDIAL DE L'ALUMINIUM

ANNEES	PRODUCTION MONDIALE	PRODUCTION A.I.A.G.	%	PRODUCTION DE CHIPPIS	% SUR A.I.A.G.	% SUR LE MONDE
1905	14.400	3.013	20,9%	0	0,0%	0,0%
1906	22.300	3.285	14,7%	0	0,0%	0,0%
1907	17.300	3.721	21,5%	0	0,0%	0,0%
1908	24.900	2.933	11,8%	1.300	44,3%	5,2%
1909	30.100	5.424	18,0%	2.000	36,9%	6,6%
1910	37.400	7.198	19,2%	3.000	41,7%	8,0%
1911	58.400	8.072	13,8%	4.000	49,6%	6,8%
1912	70.900	10.627	15,0%	6.000	56,5%	8,5%
1913	84.000	11.243	13,4%	6.800	60,5%	8,1%
1914	82.000	9.137	11,1%	5.000	54,7%	6,1%
1915	117.000	12.686	10,8%	9.000	70,9%	7,7%
1916	156.000	16.238	10,4%	11.200	69,0%	7,2%
1917	180.000	15.657	8,7%	11.000	70,3%	6,1%
1918	156.000	16.773	10,8%	12.400	73,9%	7,9%
1919	158.000	7.389	4,7%	5.400	73,1%	3,4%
1920	91.000	7.600	8,4%	5.500	72,4%	6,0%
1921	112.000	7.317	6,5%	4.700	64,2%	4,2%
1922	170.000	10.097	5,9%	6.400	63,4%	3,8%
1923		15.566		11.500	73,9%	
1924		19.068		14.800	77,6%	
1925		19.681		15.300	77,7%	

Source: revue Allo-Chippis, mai 1958, Geschichte der A.I.A.G. 1888-1938 et Gautschi, A. dans Die Aluminiumindustrie.

PART DE LA PRODUCTION DE CHIPPIS SUR LE MARCHE SUISSE DE L'ALUMINIUM.

ANNEES	PRODUCTION A.I.A.G.	PRODUCTION A.I.A.G. EN SUISSE	%	PRODUCTION DE CHIPPIS	% SUR LA SUISSE
1905	3.013	800	26,6%	0	0,0%
1906	3.285	800	24,4%	0	0,0%
1907	3.721	800	21,5%	0	0,0%
1908	2.933	2.100	71,6%	1.300	61,9%
1909	5.424	2.500	46,1%	2.000	80,0%
1910	7.198	3.900	54,2%	3.000	76,9%
1911	8.072	4.900	60,7%	4.000	81,6%
1912	10.627	6.900	64,9%	6.000	87,0%
1913	11.243	7.500	66,7%	6.800	90,7%
1914	9.137	6.200	67,9%	5.000	80,6%
1915	12.686	9.500	74,9%	9.000	94,7%
1916	16.238	12.200	75,1%	11.200	91,8%
1917	15.657	11.700	74,7%	11.000	94,0%
1918	16.773	13.400	79,9%	12.400	92,5%
1919	7.389	6.400	86,6%	5.400	84,4%
1920	7.600	6.300	82,9%	5.500	87,3%
1921	7.317	5.400	73,8%	4.700	87,0%
1922	10.097	7.200	71,3%	6.400	88,9%
1923	15.566	12.100	77,7%	11.500	95,0%
1924	19.068	15.500	81,3%	14.800	95,5%
1925	19.681	15.800	80,3%	15.300	96,8%

Source: revue Allo-Chippis, mai 1958,
et Geschichte der A.I.A.G. 1888-1938

VALEUR DES INSTALLATIONS A.I.A.G. ET DE LA SUCCURSALE DE CHIPPIS

(valeur non-amortie)

ANNEES	VALEUR DES INSTALLATIONS DU GROUPE A.I.A.G.	VALEUR DES INSTALLATIONS DE CHIPPIS	PART DE CHIPPIS (EN %)
1905	17.054.825 F	1.160.752 F	6,81%
1906	21.427.017 F	5.078.044 F	23,70%
1907	26.579.501 F	8.660.917 F	32,58%
1908	31.694.414 F	14.384.937 F	45,39%
1909	37.278.053 F	19.731.945 F	52,93%
1910	40.246.747 F	22.569.442 F	56,08%
1911	43.795.256 F	25.963.052 F	59,28%
1912	45.840.828 F	27.920.512 F	60,91%
1913	49.053.312 F	31.030.572 F	63,26%
1914	52.138.495 F	34.150.514 F	65,50%
1915	57.664.456 F	39.690.882 F	68,83%
1916	62.113.604 F	44.108.476 F	71,01%
1917	63.142.627 F		
1918	63.999.705 F		
1919	64.268.260 F		
1920	64.493.025 F		
1921	65.538.543 F		
1922	66.014.871 F		
1923	66.545.800 F		
1924	68.312.625 F		
1925	72.511.429 F		

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925

ESTIMATION DE LA VALEUR DE CHIPPIS POUR LES ANNEES 1917-1922

ANNEES	PART DE CHIPPIS (EN %)	% estimé	VALEUR ESTIMEE
1905	6,81%		
1906	23,70%		
1907	32,58%		
1908	45,39%		
1909	52,93%		
1910	56,08%		
1911	59,28%		
1912	60,91%		
1913	63,26%		
1914	65,50%		
1915	68,83%		
1916	71,01%		
1917		73,67%	46.516.198 F
1918		76,42%	48.910.915 F
1919		79,28%	50.953.098 F
1920		82,25%	53.043.607 F
1921		85,32%	55.919.506 F
1922		88,51%	58.432.513 F
1923			
1924			
1925			

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925

PARTIE IV:

EVOLUTION DES EXPORTATIONS

SUISSES D'ALUMINIUM

EXPORTATIONS SUISSES D'ALUMINIUM EN QUANTITE ET EN VALEUR

ANNEES	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	QUANTITES (tonnes)	VALEURS (en F courants)	QUANTITES (tonnes)	VALEURS (en F courants)
1905	670,0	2.234.000 F		
1906	836,0	3.386.000 F		
1907	857,0	2.532.000 F		
1908	1854,0	1.925.000 F		
1909	3888,0	3.032.000 F		
1910	3803,0	6.481.000 F		
1911	8571,0	6.752.000 F		
1912	7487,0	13.093.000 F		
1913	7471,0	13.457.000 F		
1914	7470,9	14.878.482 F	444,8	1.494.278 F
1915	9412,8	37.400.833 F	133,3	522.838 F
1916	11374,7	49.461.497 F	206,3	966.813 F
1917	11130,7	56.483.918 F	?	2.506.031 F
1918	11369,9	63.365.315 F	383,9	1.975.540 F
1919	6121,5	33.489.954 F	1129,7	4.936.329 F
1920	6121,4	30.503.944 F	1939,8	7.845.548 F
1921	8909,9	27.392.857 F	1194,2	3.673.838 F
1922	9165,8	23.516.565 F	305,9	798.301 F
1923	12150,8	31.826.000 F	?	1.090.000 F
1924	15695,9	47.209.000 F	356,1	1.253.000 F
1925	17393,1	51.766.000 F	?	2.188.000 F

Source: Office fédéral de la statistique
 (Annuaire statistique de la Suisse 1915-26)
 Gautschi, A. dans Die Aluminiumindustrie

PRIX DU KILO D'ALUMINIUM A L'EXPORTATION

ANNEES	EXPORTATIONS		PRIX DU KILO D'ALU. EXPORTE
	QUANTITES (tonnes)	VALEURS (en F courants)	
1905	670,0	2.234.000 F	3,33 F
1906	836,0	3.386.000 F	4,05 F
1907	857,0	2.532.000 F	2,95 F
1908	1854,0	1.925.000 F	1,04 F
1909	3888,0	3.025.000 F	0,78 F
1910	3803,0	6.481.000 F	1,70 F
1911	8571,0	6.752.000 F	0,79 F
1912	7487,0	13.093.000 F	1,86 F
1913	7471,0	13.457.000 F	1,80 F
1914	7470,9	14.878.482 F	1,99 F
1915	9412,8	37.400.833 F	3,97 F
1916	11374,7	49.461.497 F	4,35 F
1917	11130,7	56.483.918 F	5,07 F
1918	11369,9	63.365.315 F	5,57 F
1919	6121,5	33.489.954 F	5,47 F
1920	6121,4	30.503.944 F	4,98 F
1921	8909,9	27.392.857 F	3,07 F
1922	9165,8	23.516.565 F	2,57 F
1923	12150,8	31.826.000 F	2,62 F
1924	15695,9	47.209.000 F	3,01 F
1925	17393,1	51.766.000 F	2,98 F

Source: Office fédéral de la statistique
(Annuaire statistique de la Suisse 1915-26)
et Gautschi, A. dans Die Aluminiumindustrie

COMPARAISON DE QUELQUES PRIX DU KILO D'ALUMINIUM

ANNEES	PRIX DU KILO D'ALU EXPORTE	PRIX DU KILO D'ALU A.I.A.G.	DIFFERENCE EN %	PRIX DU KILO D'ALU EN EUROPE	PRIX DU KILO D'ALU EN SUISSE
1905	3,33 F	3,15 F	5,7%	4,35 F	
1906	4,05 F	3,85 F	5,2%	4,35 F	
1907	2,95 F	3,60 F	-18,1%	4,49 F	
1908	1,04 F	2,00 F	-48,0%	2,00 F	
1909	0,78 F	1,70 F	-54,1%	1,71 F	
1910	1,70 F	1,60 F	6,2%	1,79 F	
1911	0,79 F	1,55 F	-49,0%	1,44 F	
1912	1,86 F	1,40 F	32,9%	1,84 F	
1913	1,80 F	1,85 F	-2,7%		2,00 F
1914	1,99 F	2,35 F	-15,3%		2,20 F
1915	3,97 F	3,40 F	16,8%		4,08 F
1916	4,35 F	3,50 F	24,3%		4,08 F
1917	5,07 F	4,35 F	16,6%		4,85 F
1918	5,57 F	5,00 F	11,4%		4,85 F
1919	5,47 F	4,40 F	24,3%		3,77 F
1920	4,98 F	3,40 F	46,5%		3,32 F
1921	3,07 F	2,20 F	39,5%		2,00 F
1922	2,57 F	2,00 F	28,5%		2,11 F
1923	2,62 F	2,50 F	4,8%		2,92 F
1924	3,01 F	2,70 F	11,5%		
1925	2,98 F	2,80 F	6,4%		

Source: Office fédéral de la statistique (Annuaire statistique de la Suisse 1915-1926), Geschichte der A.I.A.G. 1888-1938 et Gautschi, A. dans Die Aluminiumindustrie

PRIX DU KILO D'ALUMINIUM SUR DIFFERENTS MARCHES

ANNEES	PRIX DU KILO D'ALU: EXPORTE	PRIX DU KILO D'ALU: EN EUROPE	PRIX DU KILO D'ALU: EN SUISSE	% SUISSE/ EXPORTE
1905	3,33 F	4,35 F		
1906	4,05 F	4,35 F		
1907	2,95 F	4,49 F		
1908	1,04 F	2,00 F		
1909	0,78 F	1,71 F		
1910	1,70 F	1,79 F		
1911	0,79 F	1,44 F		
1912	1,75 F	1,84 F		
1913	1,80 F		2,00 F	-9,9%
1914	1,99 F		2,20 F	-9,5%
1915	3,97 F		4,08 F	-2,6%
1916	4,35 F		4,08 F	6,6%
1917	5,07 F		4,85 F	4,6%
1918	5,57 F		4,85 F	14,9%
1919	5,47 F		3,77 F	45,1%
1920	4,98 F		3,32 F	50,1%
1921	3,07 F		2,00 F	53,7%
1922	2,57 F		2,11 F	21,6%
1923	2,62 F		2,92 F	-10,3%
1924	3,01 F			
1925	2,98 F			

Source: Office fédéral de la statistique
(Annuaire statistique de la Suisse 1915-26)
et Gautschi, A. dans Die Aluminiumindustrie

**COMPARAISON ENTRE LA PRODUCTION D'ALUMINIUM DE CHIPPIS ET
LES EXPORTATIONS SUISSES D'ALUMINIUM EN QUANTITES**

ANNEES	QUANTITES EXPORTEES (tonnes)	PROD. D'ALU. DE CHIPPIS (tonnes)	%
1905	670,0	0	0%
1906	836,0	0	0%
1907	857,0	0	0%
1908	1854,0	1.300	70,2%
1909	3888,0	2.000	51,4%
1910	3803,0	3.000	78,9%
1911	8571,0	4.000	46,7%
1912	7487,0	6.000	80,1%
1913	7471,0	6.800	91,0%
1914	7470,9	5.000	66,9%
1915	9412,8	9.000	95,6%
1916	11374,7	11.200	98,5%
1917	11130,7	11.000	98,8%
1918	11369,9	12.400	109,1%
1919	6121,5	5.400	88,1%
1920	6121,4	5.500	89,8%
1921	8909,9	4.700	52,8%
1922	9165,8	6.400	69,8%
1923	12150,8	11.500	94,6%
1924	15695,9	14.800	94,3%
1925	17393,1	15.300	88,0%

Source: revue Allo-Chippis, mai 1958,
annuaire statistique de la Suisse 1915-26,
Gautschi, A. dans Die Aluminiumindustrie

PARTIE V:

POSITION DU GROUPE A.I.A.G.

VIS-A-VIS DE L'ALLEMAGNE

EXPORTATIONS SUISSES D'ALUMINIUM SELON LES CAMPS BELLIGERANTS

EXPORTATIONS SELON LES ALLIANCES			
ANNEES	PUIS.CENTR.	ALLIES	AUTRES
1905			
1906			
1907			
1908			
1909			
1910			
1911			
1912			
1913			
1914	12.096	2.365	417
1915	35.548	1.299	554
1916	44.663	3.884	914
1917	53.079	1.674	1.531
1918	59.532	616	3.217
1919	25.977	3.735	3.778
1920	13.678	9.681	7.155
1921	4.828	16.279	6.286
1922	3.606	12.929	6.982
1923	3.080	14.385	8.356
1924	4.618	34.032	8.759
1925	5.533	35.799	10.434

Source: Office fédéral de la statistique
(Annuaire statistique de la Suisse 1915-26)

EXPORTATIONS SUISSES D'ALUMINIUM SELON LES PAYS DE DESTINATION

VALEURS DES EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (X 1.000 F.)								
ANNEES	ALLEM.	AUT.-H.	FRANCE	ITALIE	BELGI.	G.B.	U.S.A.	AUTRES
1905								
1906								
1907								
1908								
1909								
1910								
1911								
1912								
1913								
1914	11.908	188	262	428	124	80	1.471	417
1915	34.883	665	980	181	0	130	8	554
1916	44.038	625	2.291	1.419	0	150	24	914
1917	52.691	388	1.331	297	0	10	36	1.531
1918	59.439	93	386	229	0	0	1	3.217
1919	25.705	272	1.560	1.601	347	221	6	3.778
1920	12.672	1.006	4.782	936	656	1.694	1.613	7.155
1921	4.459	369	1.653	291	1.077	984	12.274	6.286
1922	3.268	338	1.490	416	1.222	2.911	6.890	6.982
1923	2.530	550	2.852	2.799	1.507	4.850	2.377	8.356
1924	3.816	802	9.449	3.330	2.505	11.307	7.441	8.759
1925	4.995	538	5.042	7.154	2.588	9.590	11.425	10.434

Source: Office fédéral de la statistique
(Annuaire statistique de la Suisse 1915-26)

PARTIE VI:

QUELQUES ASPECTS SOCIAUX

REPARTITION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SELON L'ORIGINE

ANNEES	PART DES ETRANGERS	PART DES SUISSES	PART DES SUISSES- ROMANDS	PART DES SUISSES- ALLEMANDS
1905	75,0%	25,0%	0,0%	25,0%
1906	75,0%	25,0%	0,0%	25,0%
1907	75,0%	25,0%	0,0%	25,0%
1908	75,0%	25,0%	0,0%	25,0%
1909	60,0%	40,0%	0,0%	40,0%
1910	57,1%	42,9%	0,0%	42,9%
1911	57,1%	42,9%	0,0%	42,9%
1912	57,1%	42,9%	0,0%	42,9%
1913	53,8%	46,2%	0,0%	46,2%
1914	50,0%	50,0%	0,0%	50,0%
1915	40,0%	60,0%	6,7%	53,3%
1916	35,7%	64,3%	7,1%	57,2%
1917	35,7%	64,3%	7,1%	57,2%
1918	33,3%	66,7%	13,3%	53,4%
1919	33,3%	66,7%	13,3%	53,4%
1920	0,0%	100,0%	22,2%	77,8%
1921	0,0%	100,0%	25,0%	75,0%
1922	0,0%	100,0%	25,0%	75,0%
1923	0,0%	100,0%	25,0%	75,0%
1924	0,0%	100,0%	23,1%	76,9%
1925	0,0%	100,0%	25,0%	75,0%

Source: rapports aux actionnaires 1905-1925

**CLASSEMENT SOCIAL DES PERSONNES AYANT UNE ACTIVITE ECONOMIQUE
DANS LA FABRICATION DE L'ALUMINIUM DURANT L'ANNEE 1930:**

CATEGORIES PROFESSIONNELLES	NOMBRE	%
Personnes actives:	2.494	100,0%
Directeurs:	7	0,3%
Employés techniques supérieurs:	31	1,2%
Autres employés supérieurs:	12	0,5%
Employés techniques subalternes:	121	4,8%
Autres employés subalternes:	152	6,1%
Ouvriers:	1.161	46,5%
Manoeuvres:	988	39,6%
Apprentis d'industrie:	18	0,7%
Apprentis de commerce:	5	0,2%

Source: Office fédéral de la statistique
(Recensement de la population 1930)

**CLASSEMENT SOCIAL DES PERSONNES AYANT UNE ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LA
FABRICATION DE L'ALUMINIUM OU D'ARTICLES EN ALUMINIUM EN 1905 ET 1929**

CATEGORIES PROFESSIONNELLES	ANNEE 1905		ANNEE 1929	
	NOMBRE	%	NOMBRE	%
Personnes actives:	288	100,0%	4753	100,0%
Propriétaires:	3	1,0%	15	0,3%
Directeurs:	5	1,7%	23	0,5%
Personnel technique:	12	4,2%	111	2,3%
Personnel d'administration:	33	11,5%	196	4,1%
Ouvriers:	228	79,2%	4370	91,9%
Apprentis d'industrie:	6	2,1%	34	0,7%
Apprentis de commerce:	1	0,3%	4	0,1%

Source: Office fédéral de la statistique
(Recensement de la population 1930
et Résultats du recensement des
entreprises 1929.)

REPARTITION DES EXPLOITATIONS SELON LEUR SUPERFICIE ET LEUR PARCELLEMENT(CANTON DU VALAIS)

NOMBRE DE PARCELLES	CLASSES DE SUPERFICIE					TOTAL
	0,5-3ha	3,1-10ha	19,1-15ha	15,1-30ha	+ de 30ha	
1	195	70	20	19	203	507
2	166	80	2	11	78	337
3 à 5	630	230	27	25	53	965
6 à 10	1.395	364	25	23	25	1.832
11 à 15	1.414	407	20	8	8	1.857
16 à 20	1.320	408	27	6	5	1.756
21 à 25	1.083	437	22	7	5	1.554
26 à 50	3.166	1.684	99	35	8	4.992
51 à 100	1.067	1.750	124	43	6	2.990
101 à 150	40	370	49	22	3	484
+ de 150	8	103	26	19	7	163
TOTAL	10.484	5.903	431	218	401	17.437

Source: résultats du recensement fédéral des entreprises agricoles, industrielles et commerciales de 1905 (2ème volume: Exploitation des produits bruts du sol)

REPARTITION DES EXPLOITATIONS EN % SELON LEUR SUPERFICIE**ET LEUR PARCELLEMENT (CANTON DU VALAIS)**

NOMBRE DE PARCELLES	CLASSES DE SUPERFICIE					TOTAL
	0,5-3ha	3,1-10ha	19,1-15ha	15,1-30ha	+ de 30ha	
1	1,12%	0,40%	0,11%	0,11%	1,16%	2,91%
2	0,95%	0,46%	0,01%	0,06%	0,45%	1,93%
3 à 5	3,61%	1,32%	0,15%	0,14%	0,30%	5,53%
6 à 10	8,00%	2,09%	0,14%	0,13%	0,14%	10,51%
11 à 15	8,11%	2,33%	0,11%	0,05%	0,05%	10,65%
16 à 20	7,57%	2,34%	0,15%	0,03%	0,03%	10,07%
21 à 25	6,21%	2,51%	0,13%	0,04%	0,03%	8,91%
26 à 50	18,16%	9,66%	0,57%	0,20%	0,05%	28,63%
51 à 100	6,12%	10,04%	0,71%	0,25%	0,03%	17,15%
101 à 150	0,23%	2,12%	0,28%	0,13%	0,02%	2,78%
+ de 150	0,05%	0,59%	0,15%	0,11%	0,04%	0,93%
TOTAL	60,13%	33,85%	2,47%	1,25%	2,30%	100,00%

Source: résultats du recensement fédéral des entreprises agricoles, industrielles et commerciales de 1905 (2ème volume: Exploitation des produits bruts du sol)

ANNEXE V

GRAPHIQUES ET HISTOGRAMMES

COMPLEMENTAIRES

PARTIE I:

QUELQUES ASPECTS DEMOGRAPHIQUES

PARTIE II:

SITUATION ECONOMIQUE DU GROUPE A.I.A.G.

PARTIE III:

SITUATION DE CHIPPIIS DANS LE GROUPE A.I.A.G. SUR LE MARCHE SUISSE ET INTERNATIONAL

PARTIE IV:

EVOLUTION DES EXPORTATIONS SUISSES D'ALUMINIUM

PARTIE V:

POSITION DE L'A.I.A.G. VIS-A-VIS DE L'ALLEMAGNE

PARTIE VI:

QUELQUES ASPECTS SOCIAUX

* * *

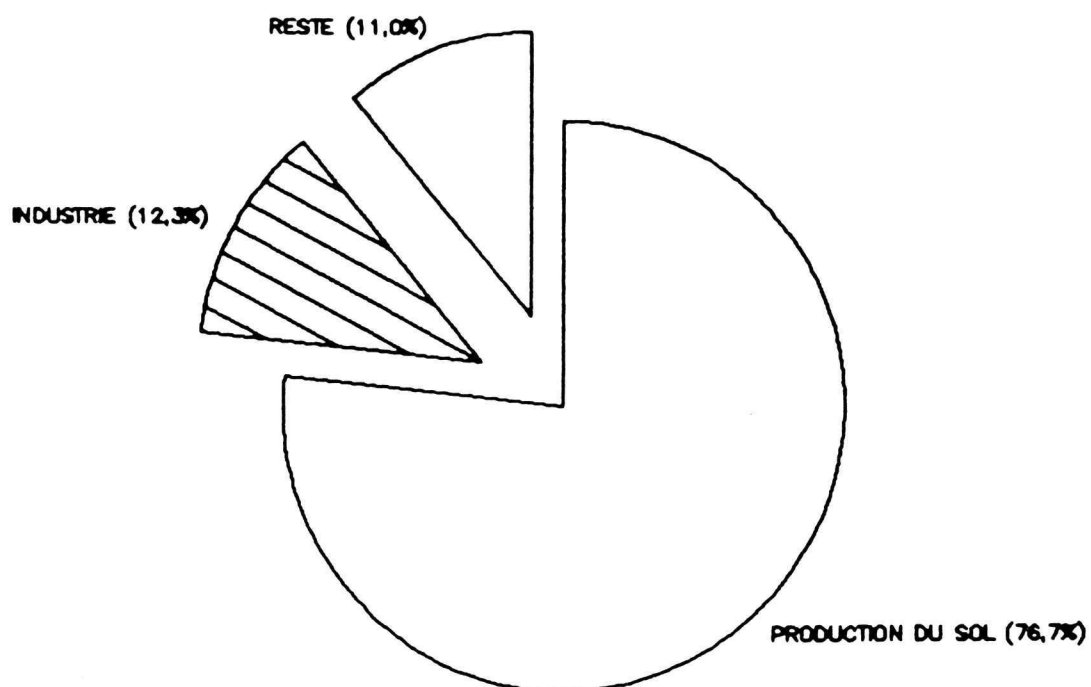
PARTIE I:

QUELQUES ASPECTS

DEMOGRAPHIQUES

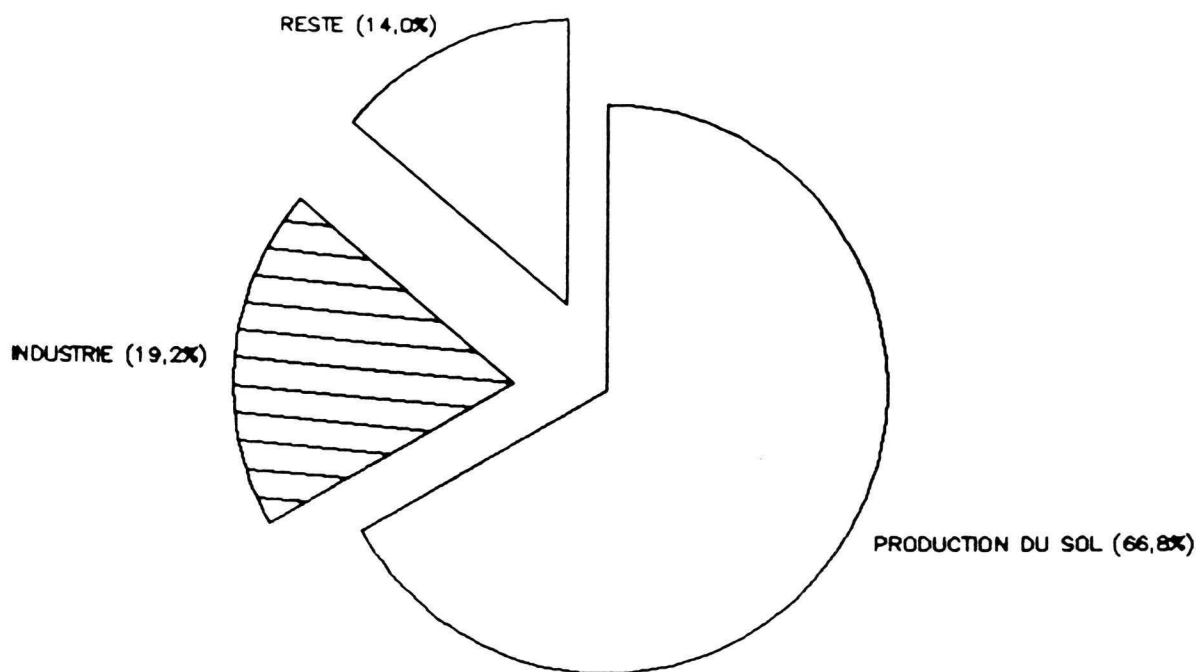
POPULATION ACTIVE EN 1888

Canton du Valais



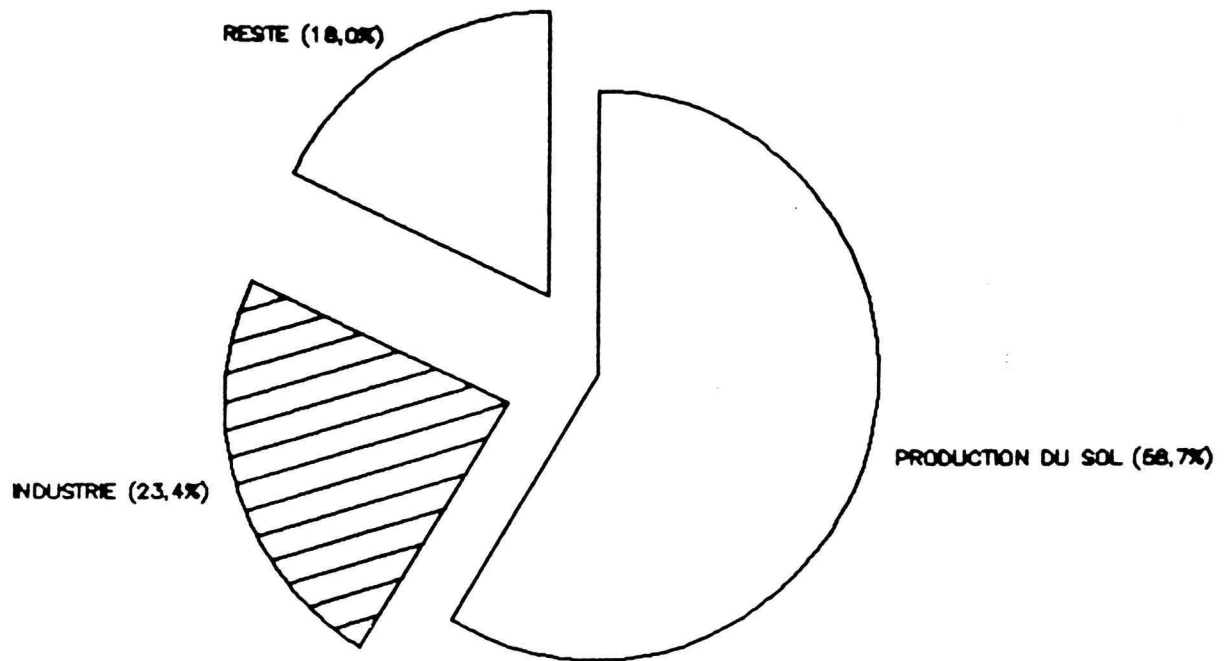
POPULATION ACTIVE EN 1900

Canton du Valais



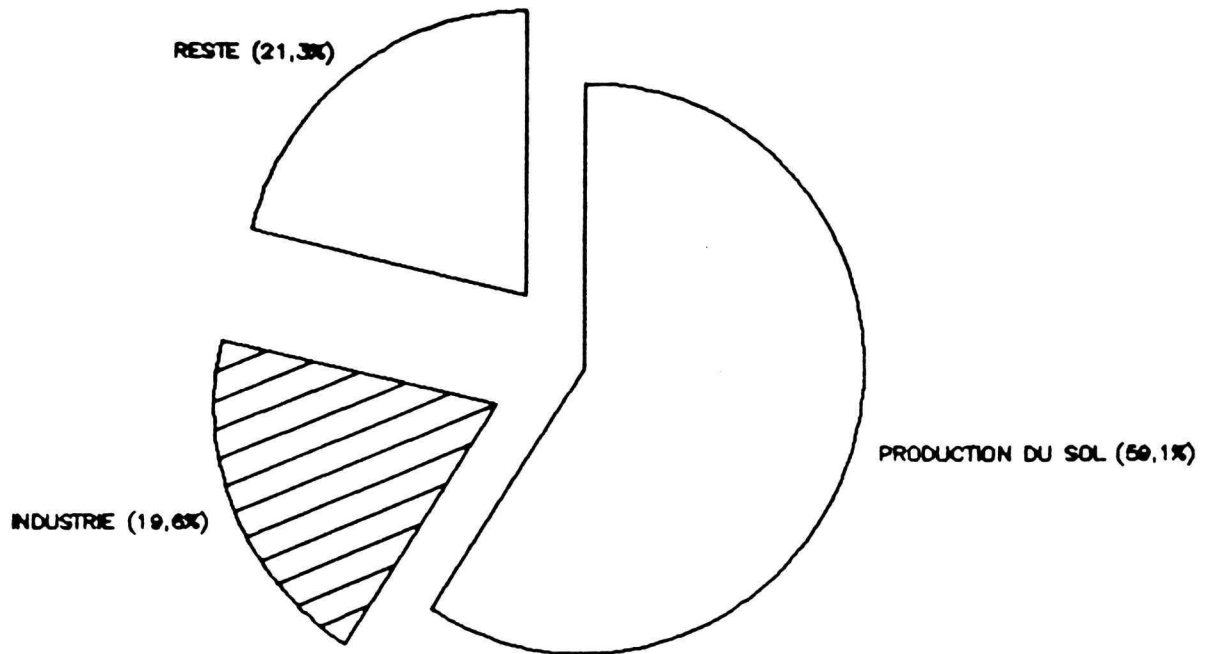
POPULATION ACTIVE EN 1910

Canton du Valais



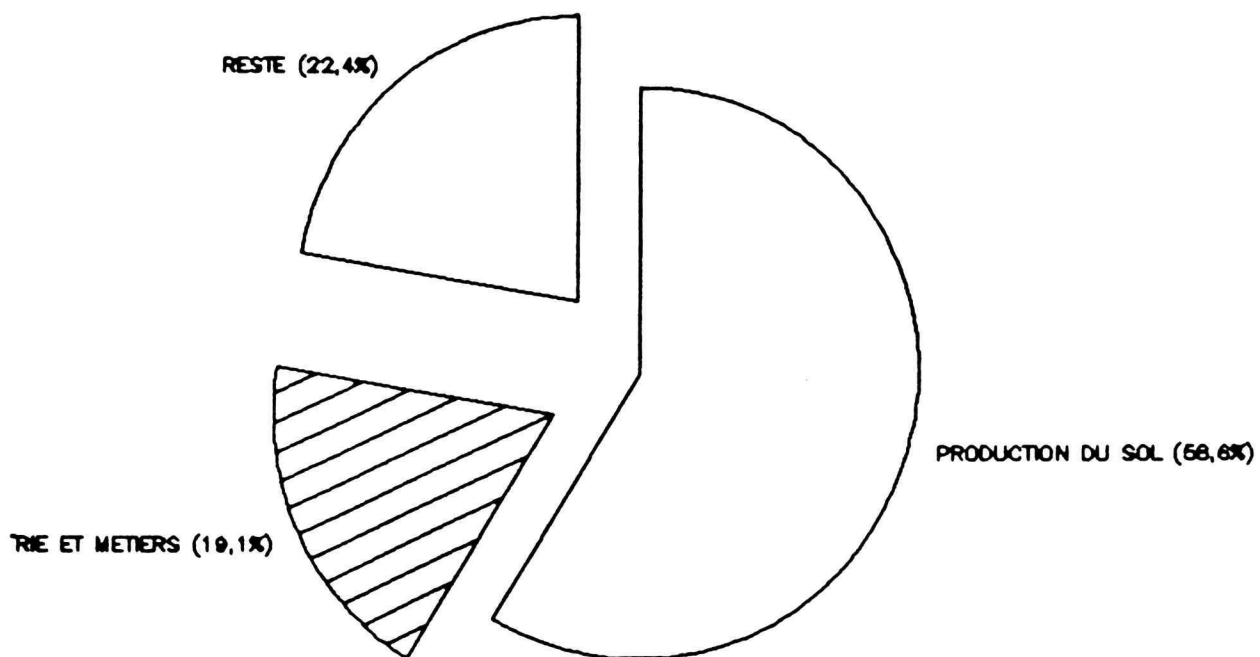
POPULATION ACTIVE EN 1920

Canton du Valais



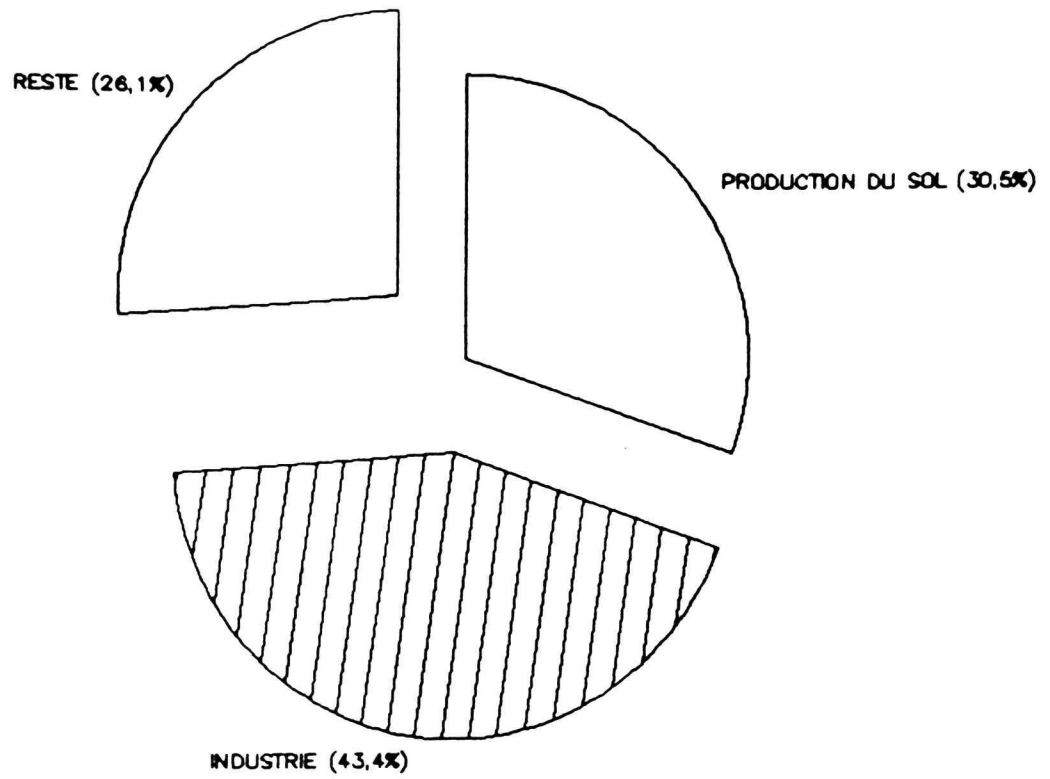
POPULATION ACTIVE EN 1920

District de Sierre



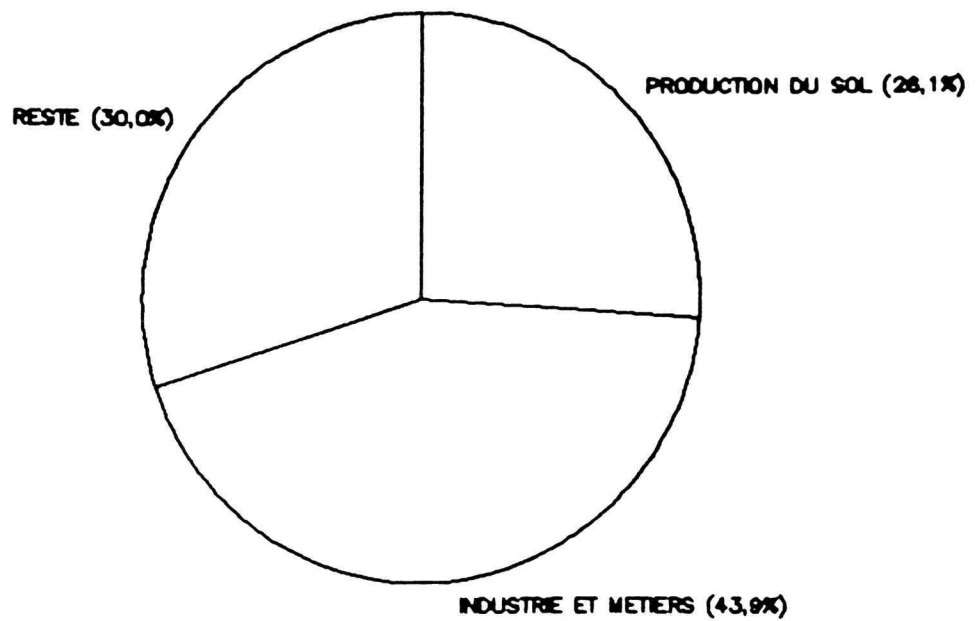
POPULATION ACTIVE EN 1900

Suisse



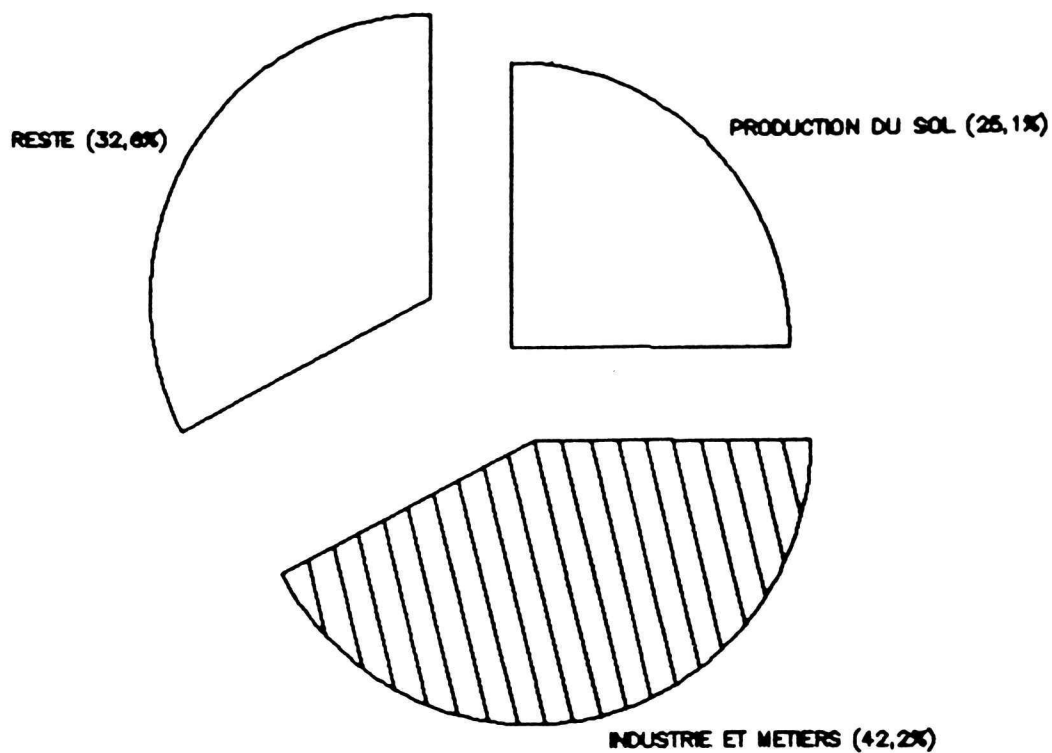
POPULATION ACTIVE EN 1910

Suisse



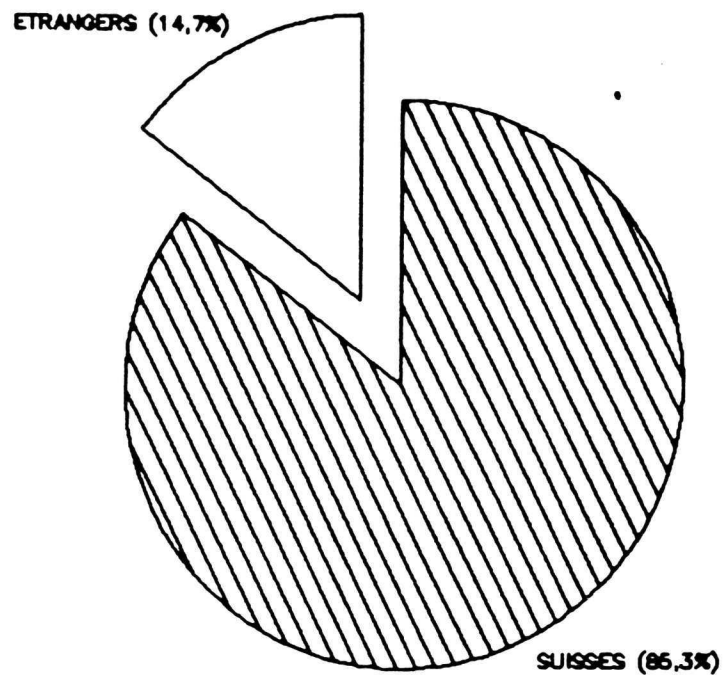
POPULATION ACTIVE EN 1920

Suisse



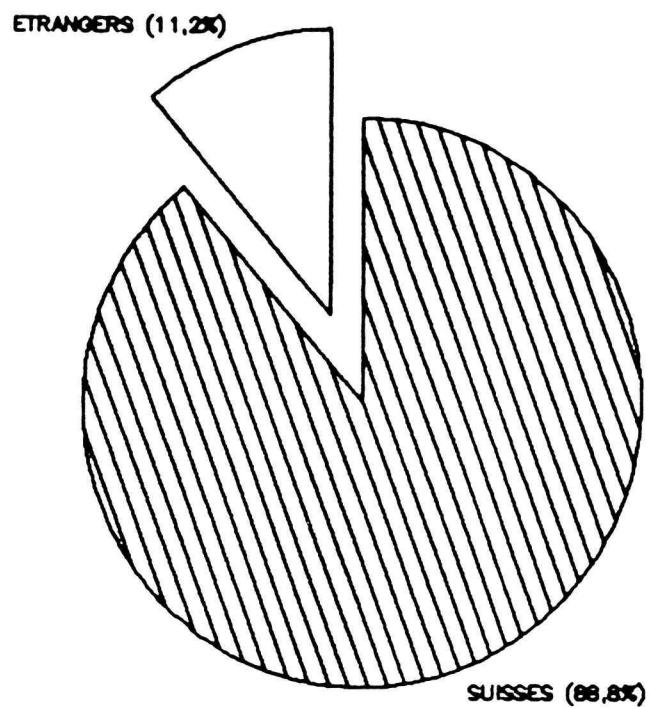
POPULATION SELON L'ORIGINE EN 1910

Suisse



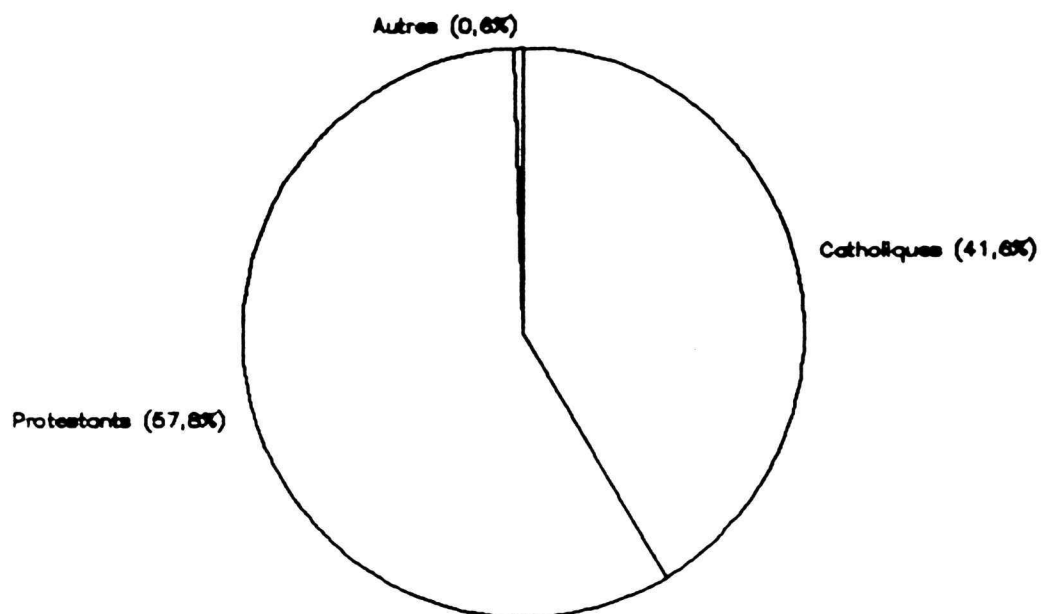
POPULATION SELON L'ORIGINE EN 1910

Canton du Valais



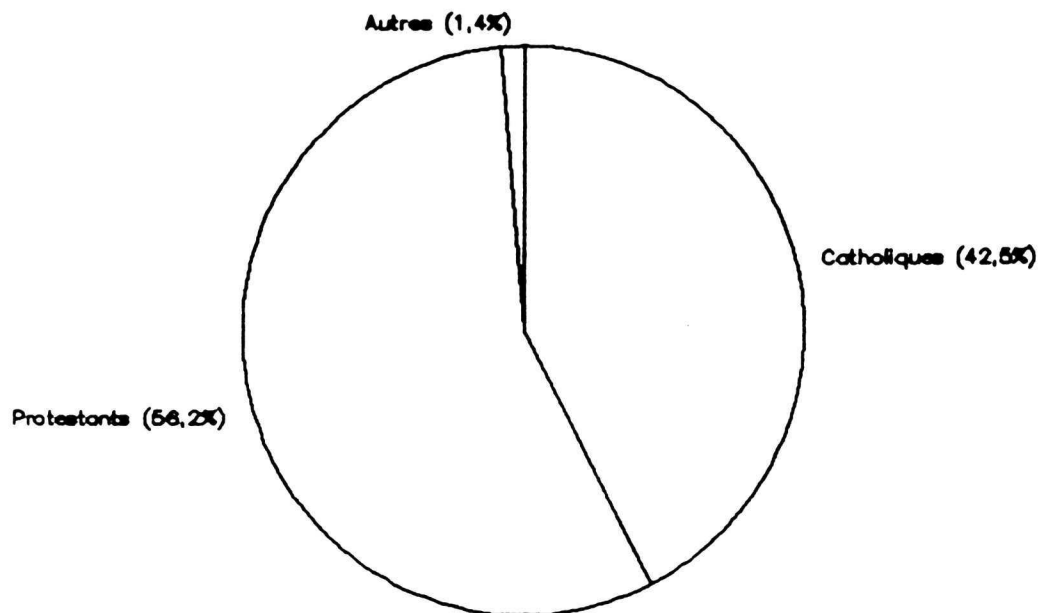
POPULATION SELON LA CONFESSION EN 1900

Suisse



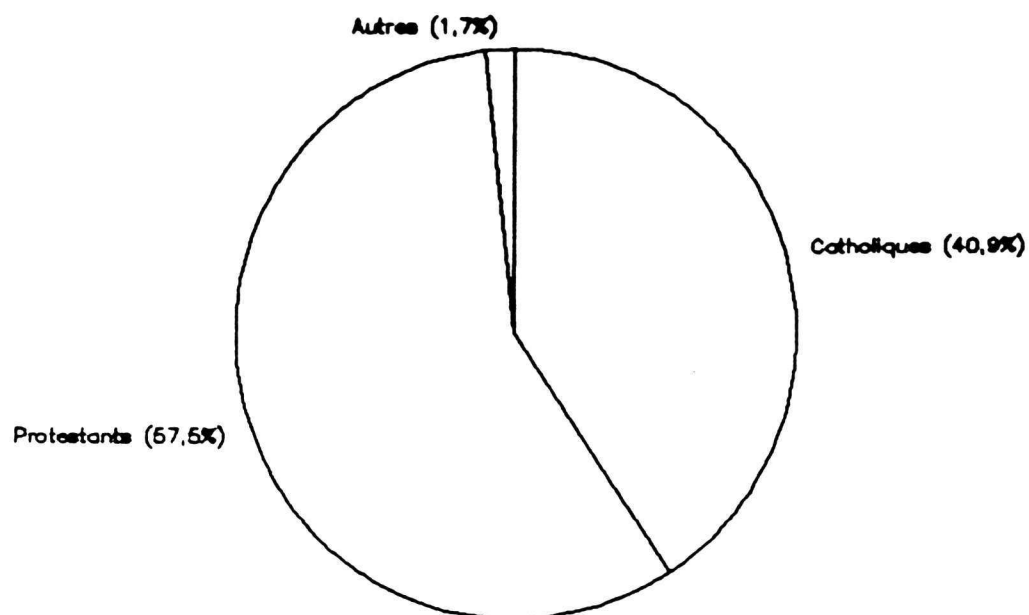
POPULATION SELON LA CONFESSION EN 1910

Suisse



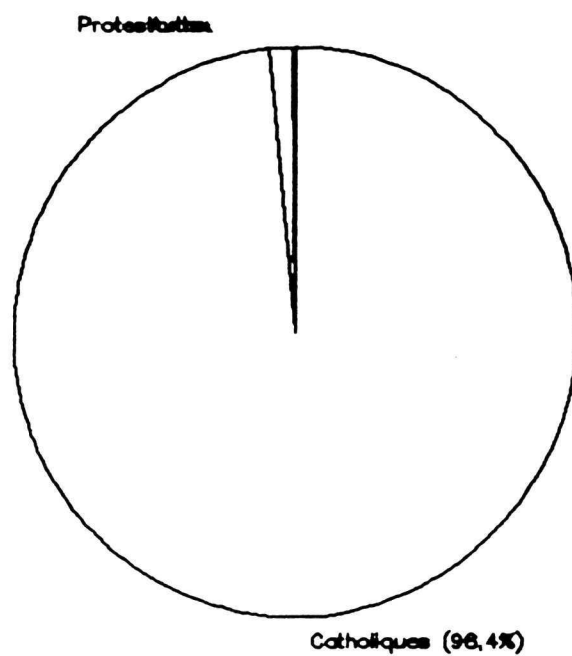
POPULATION SELON LA CONFESSION EN 1920

Suisse



POPULATION SELON LA CONFESSION EN 1900

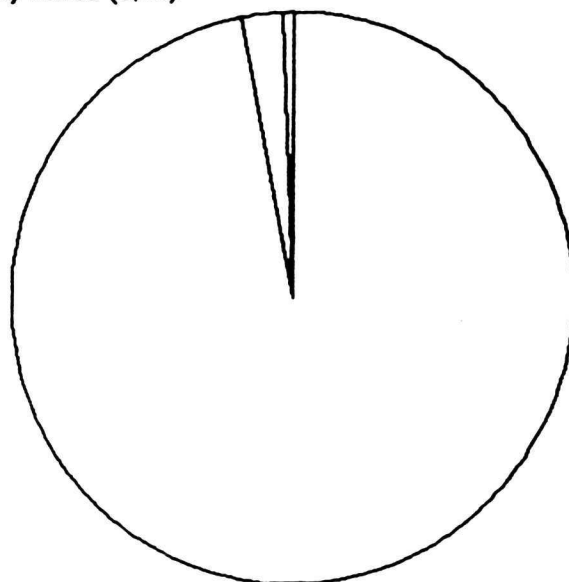
Canton du Valais



POPULATION SELON LA CONFESSION EN 1910

Canton du Valais

Protestant (2,3%) Autres (0,7%)

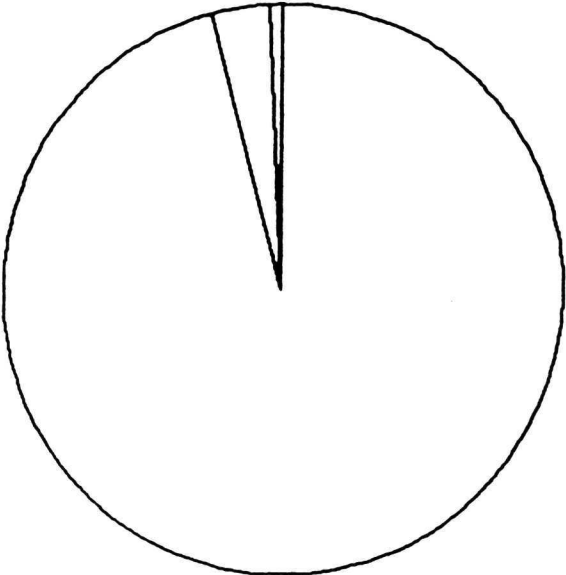


Catholiques (97,0%)

POPULATION SELON LA CONFESSION EN 1920

Canton du Valais

Protestants (3,3%) Autres (0,8%)

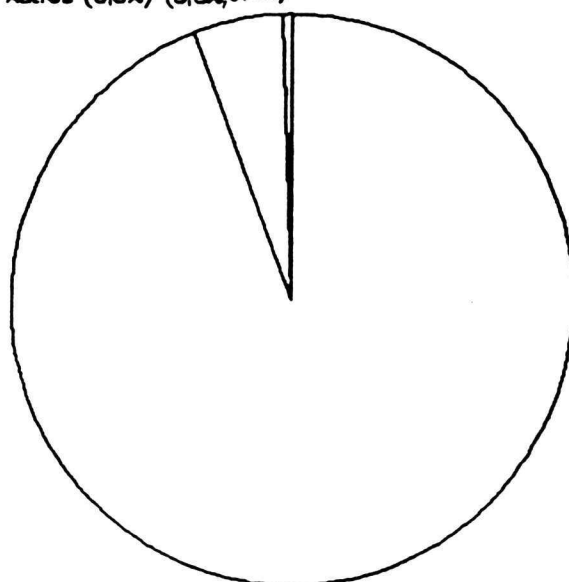


Catholiques (95,9%)

POPULATION SELON LA CONFESSION EN 1920

District de Sierre

Protestants (5,3%) Autres (0,5%) (5,3%+0,5%)



Catholiques (94,2%)

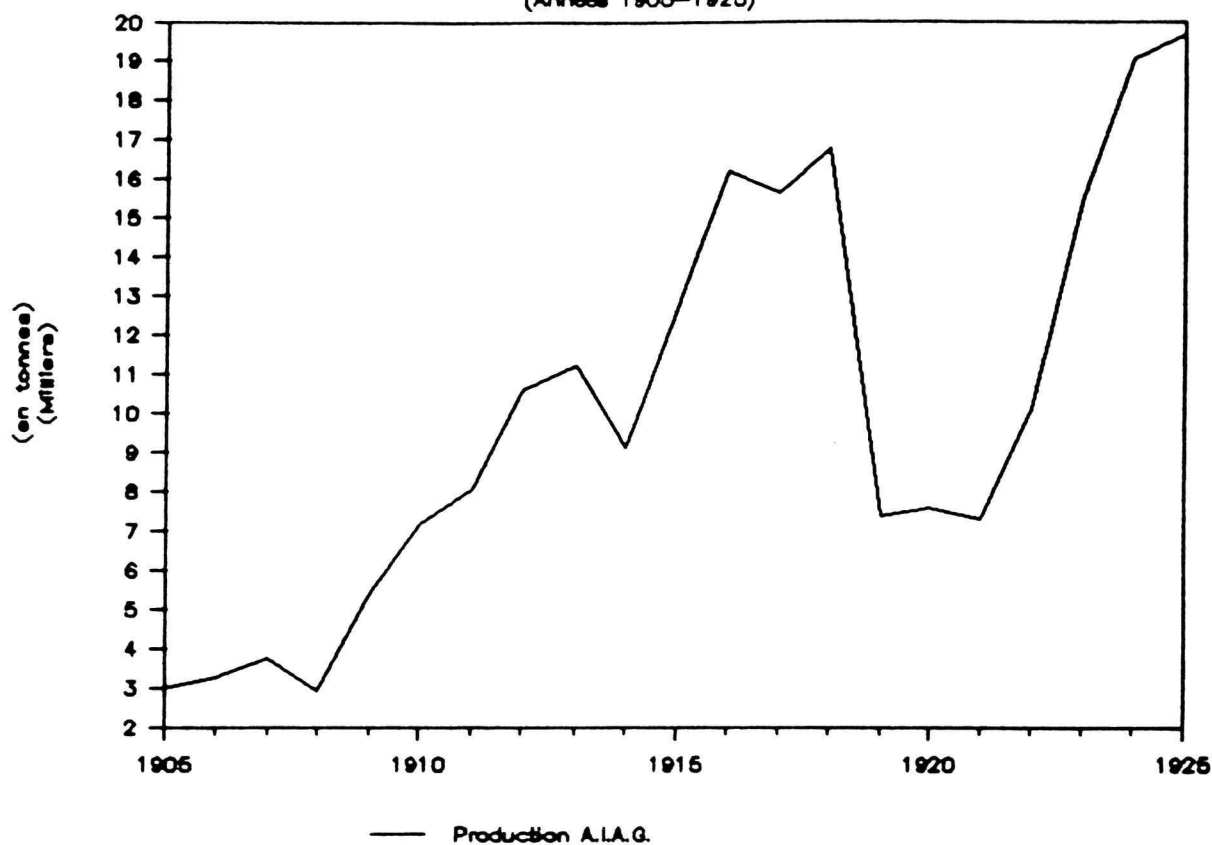
PARTIE II:

SITUATION ECONOMIQUE

DU GROUPE A.I.A.G.

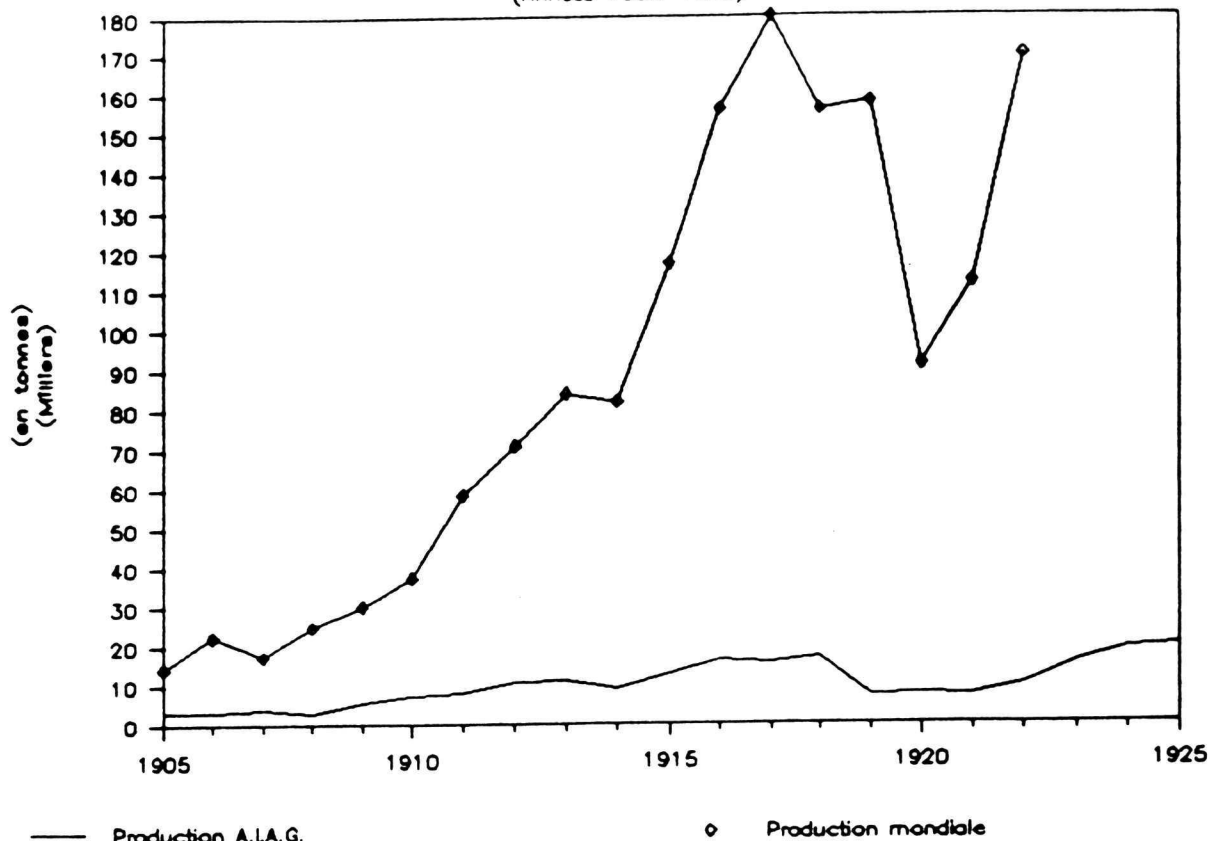
PRODUCTION D'ALUMINIUM PAR L'A.I.A.G.

(Années 1905-1925)



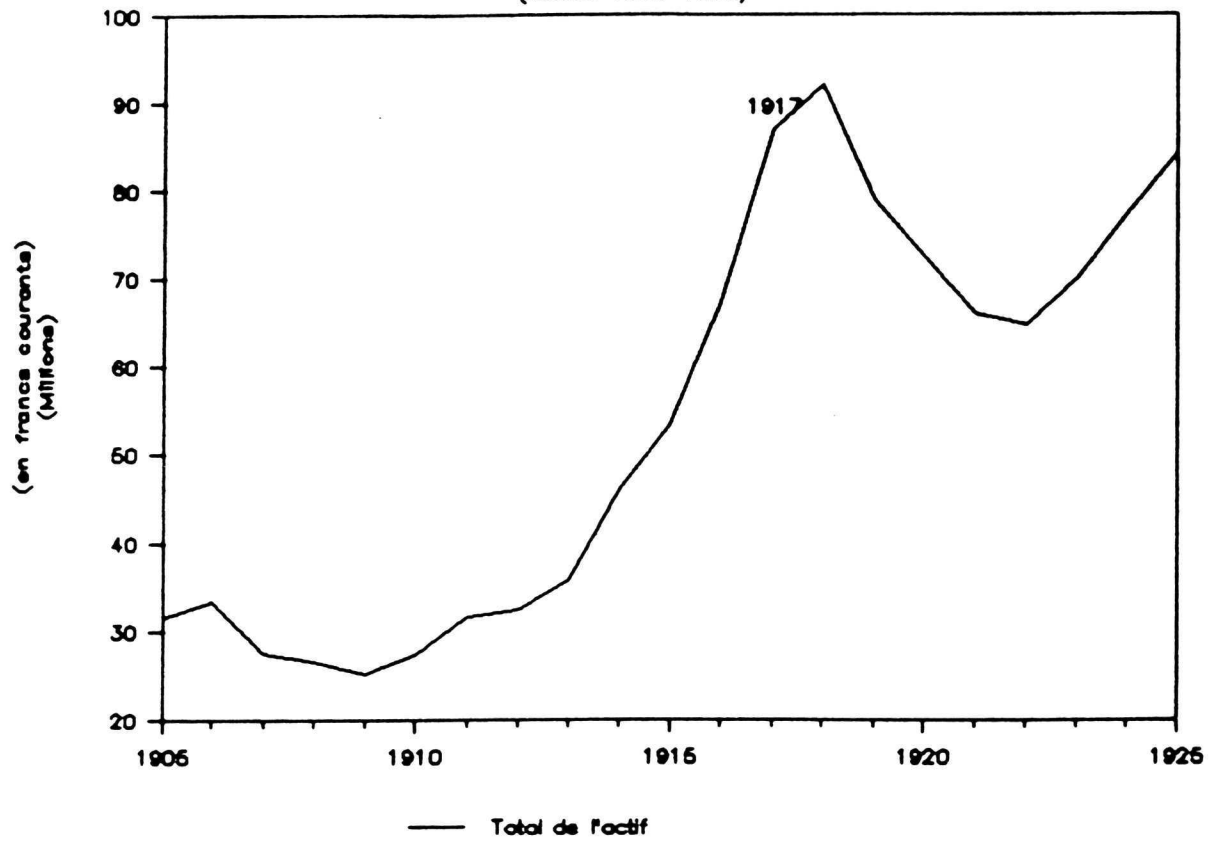
PRODUCTION MONDIALE ET DE L'A.I.A.G.

(Années 1905-1925)



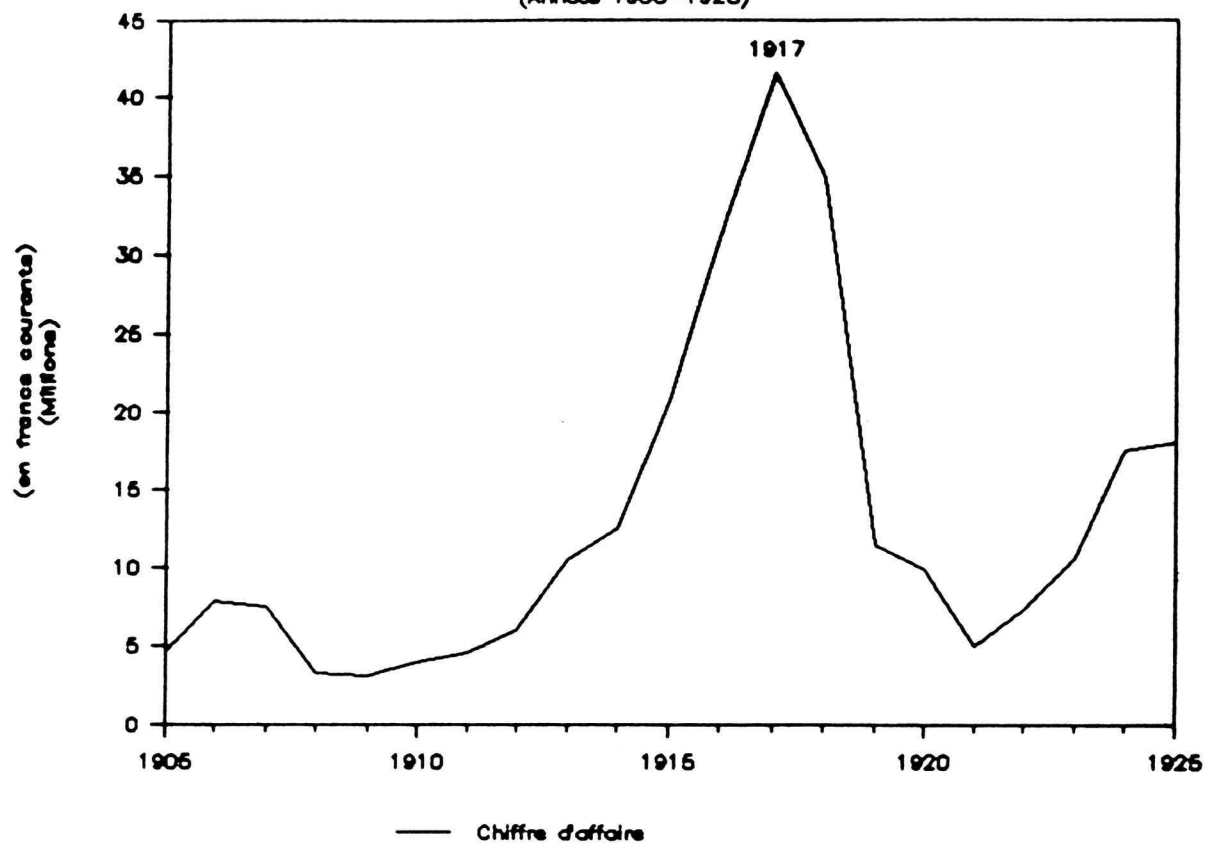
EVOLUTION DE L'ACTIF

(Années 1905-1925)



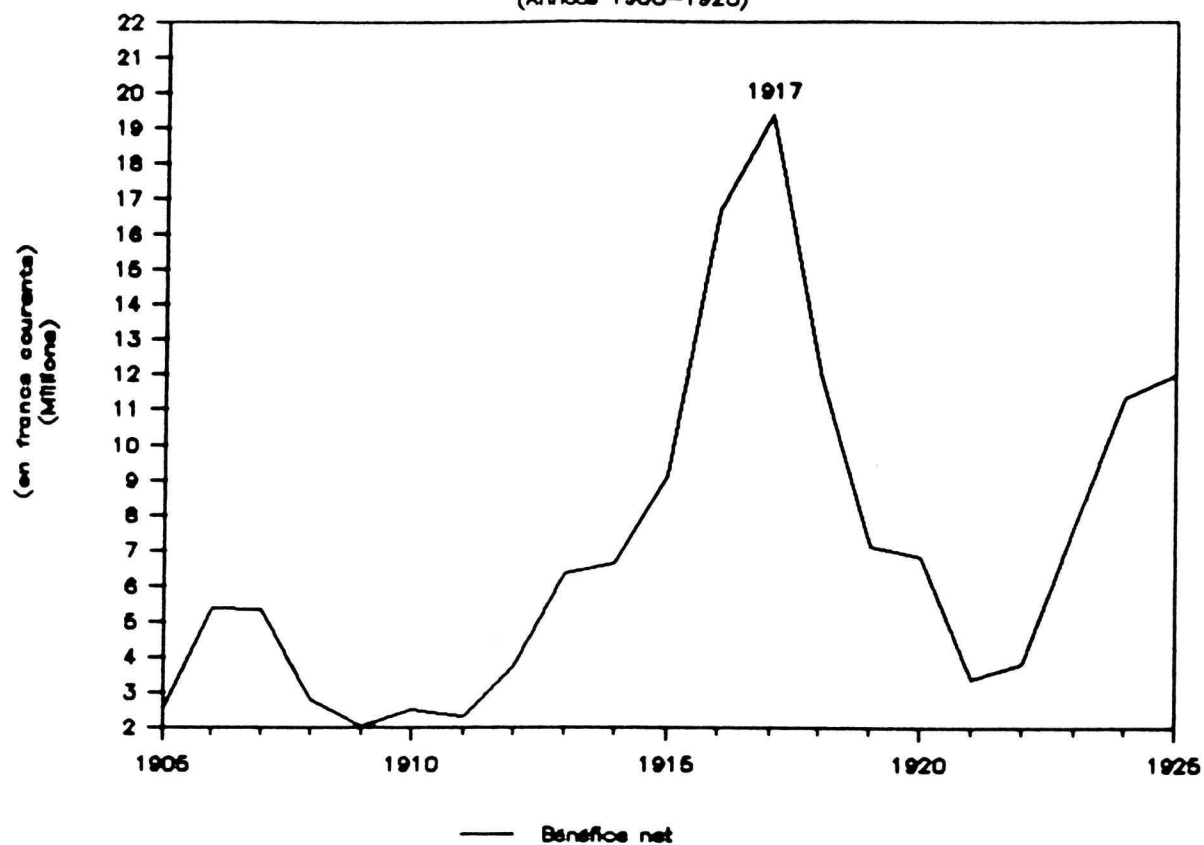
EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRE A.I.A.G.

(Années 1905-1925)



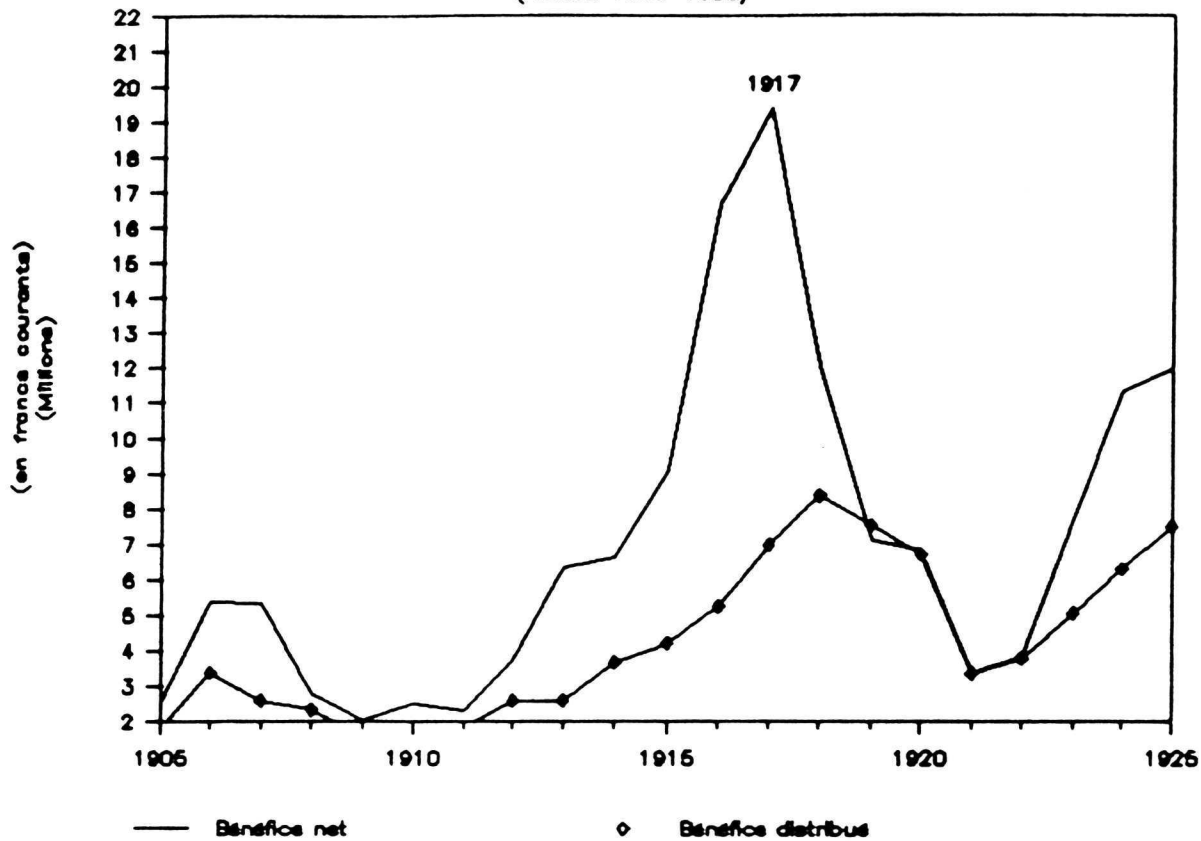
EVOLUTION DU BENEFICE NET

(Années 1905-1925)



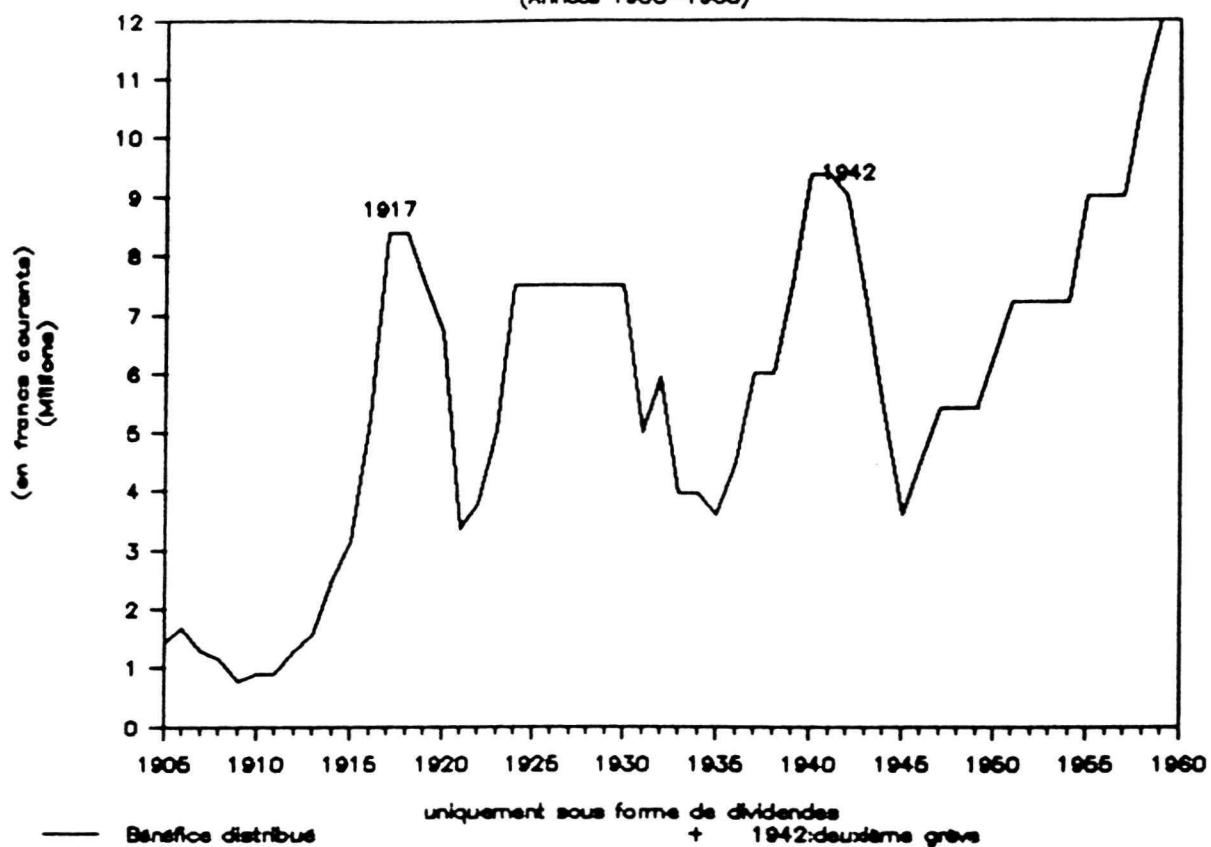
EVOLUTION DU BENEFICE NET & DISTRIBUE

(Années 1905-1925)



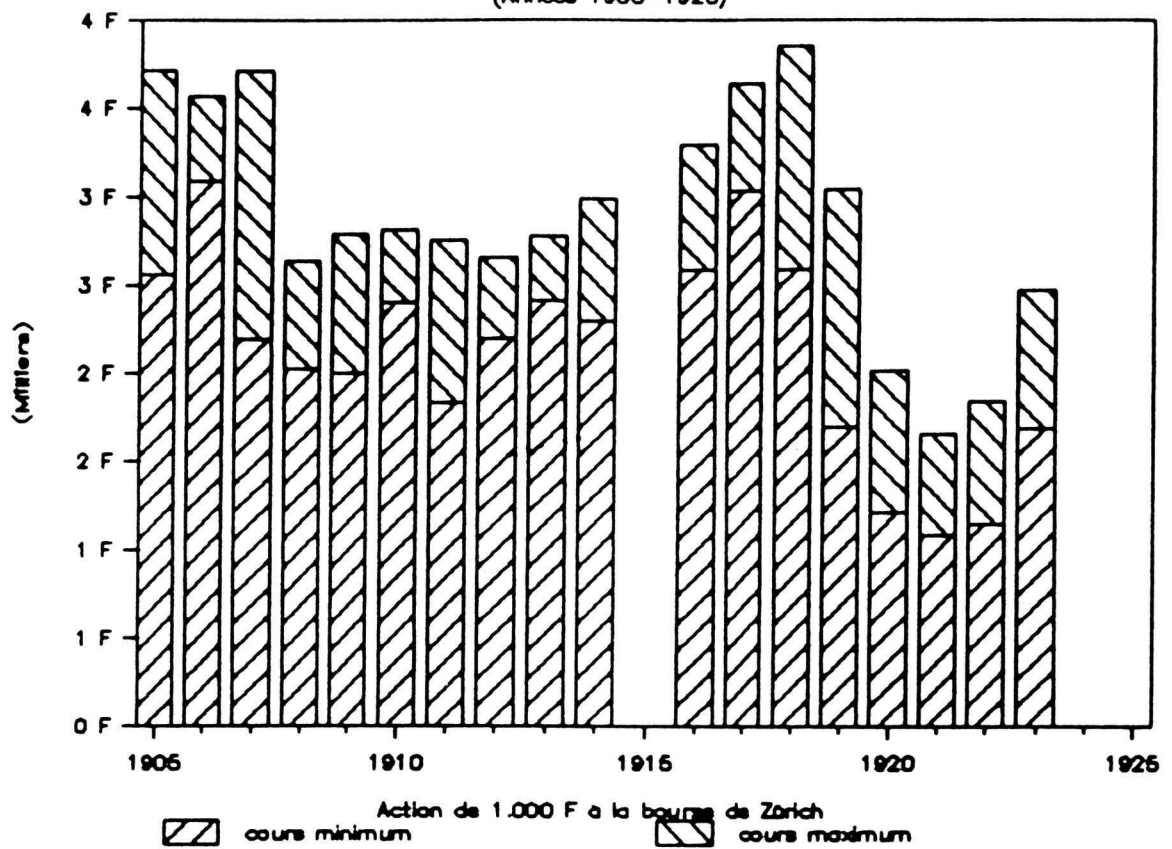
BENEFICE DISTRIBUE A LONG TERME

(Années 1905-1960)



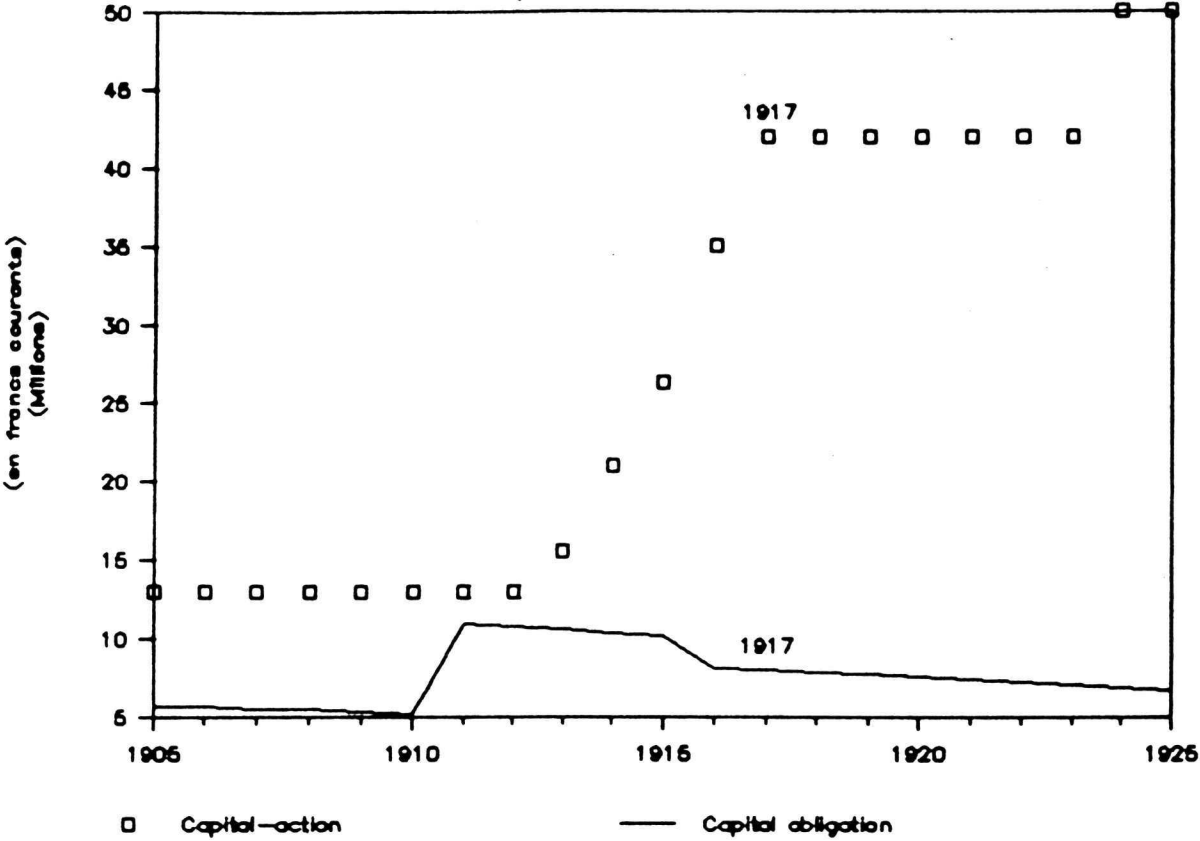
COURS EN BOURSE DES ACTIONS A.I.A.G.

(Années 1905-1925)



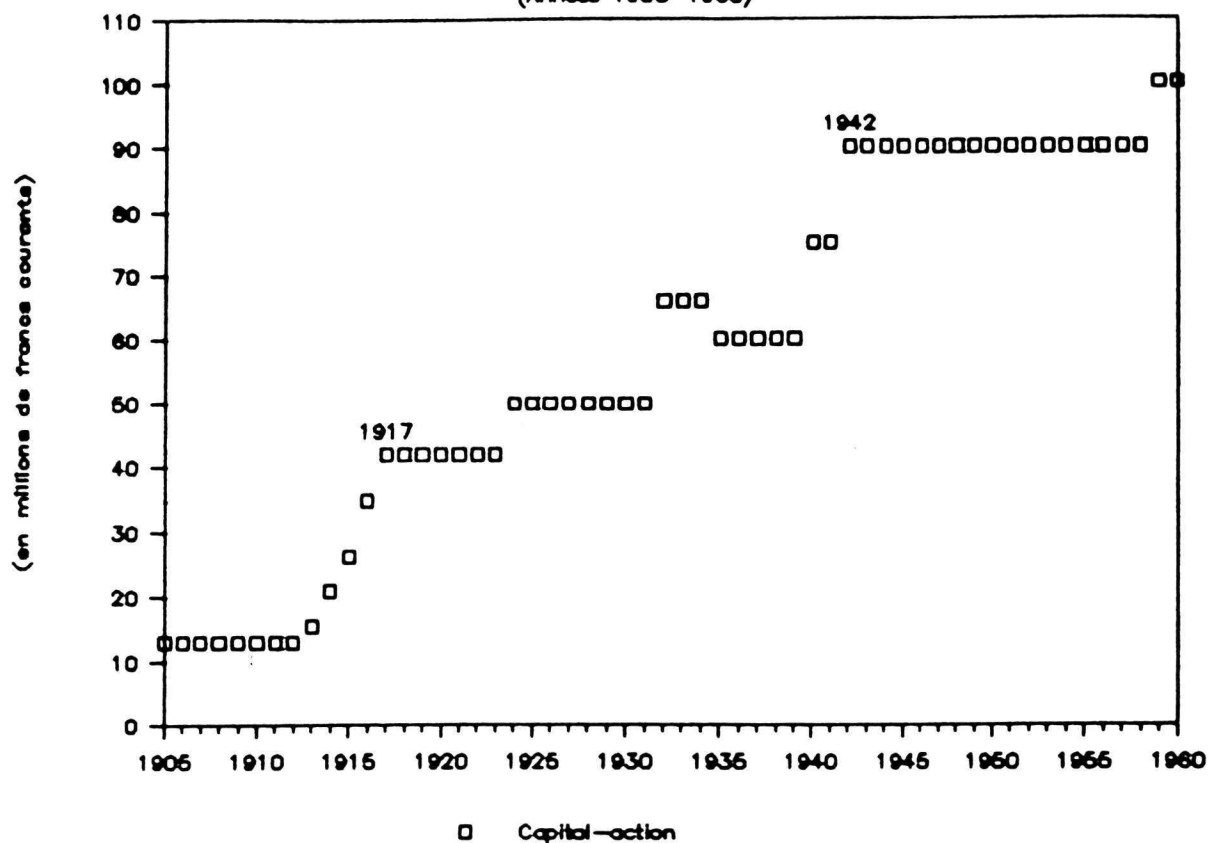
CAPITAL OBLIGATION ET CAPITAL-ACTION

(Années 1905-1925)



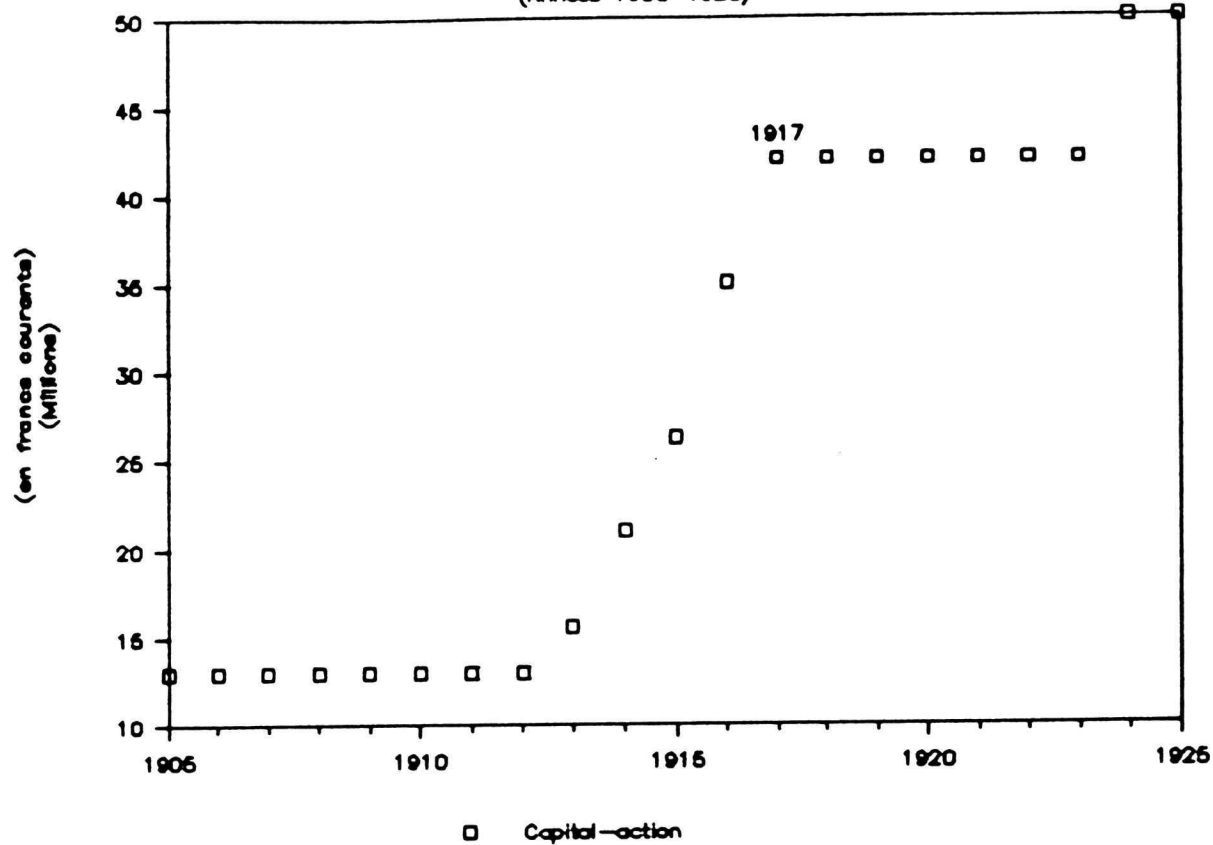
EVOLUTION DU CAPITAL-ACTION

(Années 1905-1960)



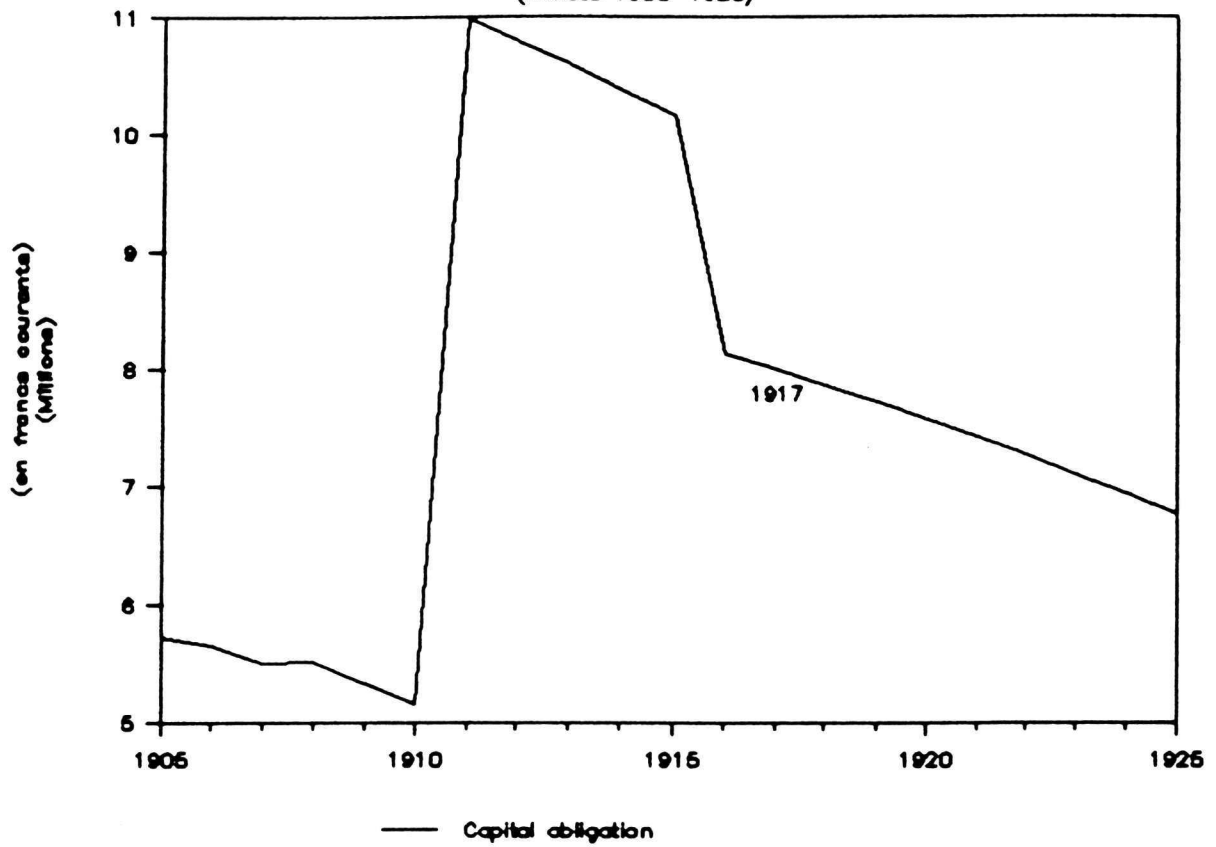
EVOLUTION DU CAPITAL-ACTION

(Années 1906-1925)



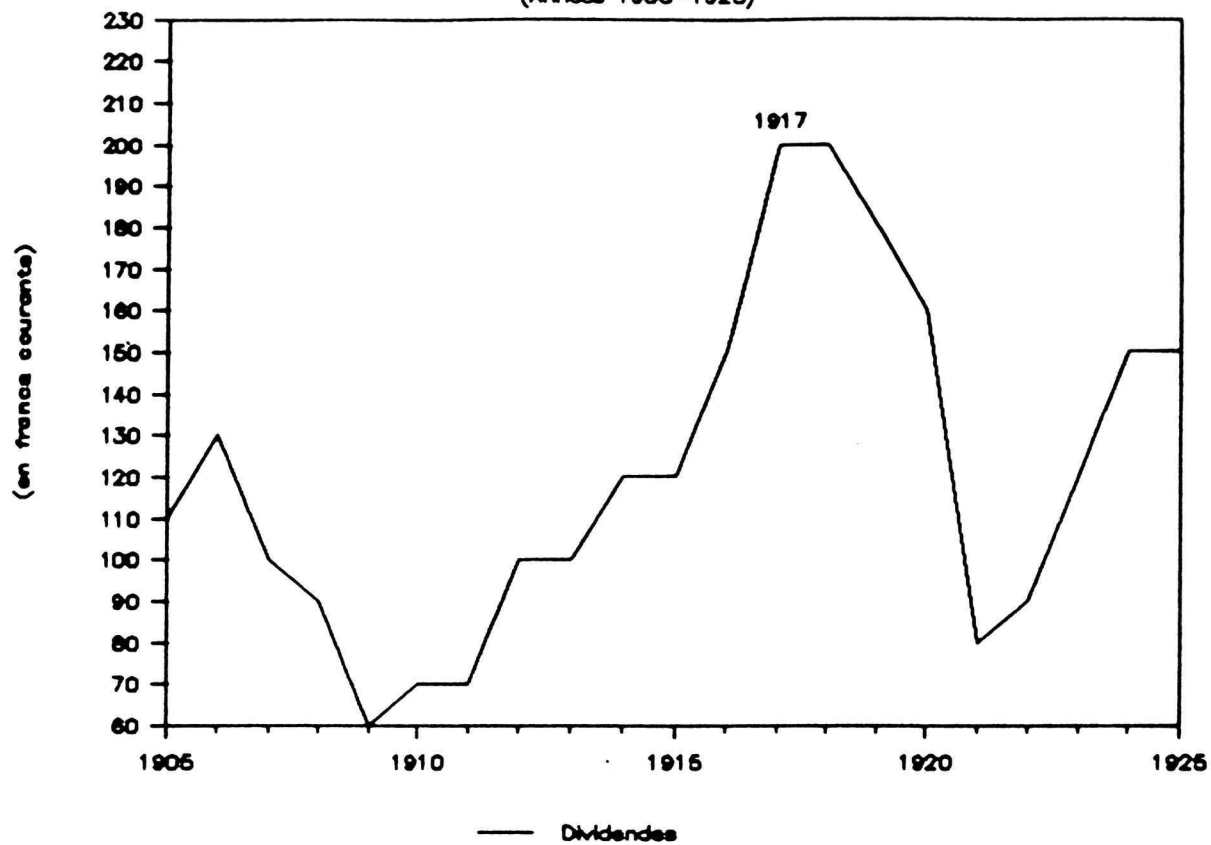
EVOLUTION DU CAPITAL OBLIGATION

(Années 1905-1925)



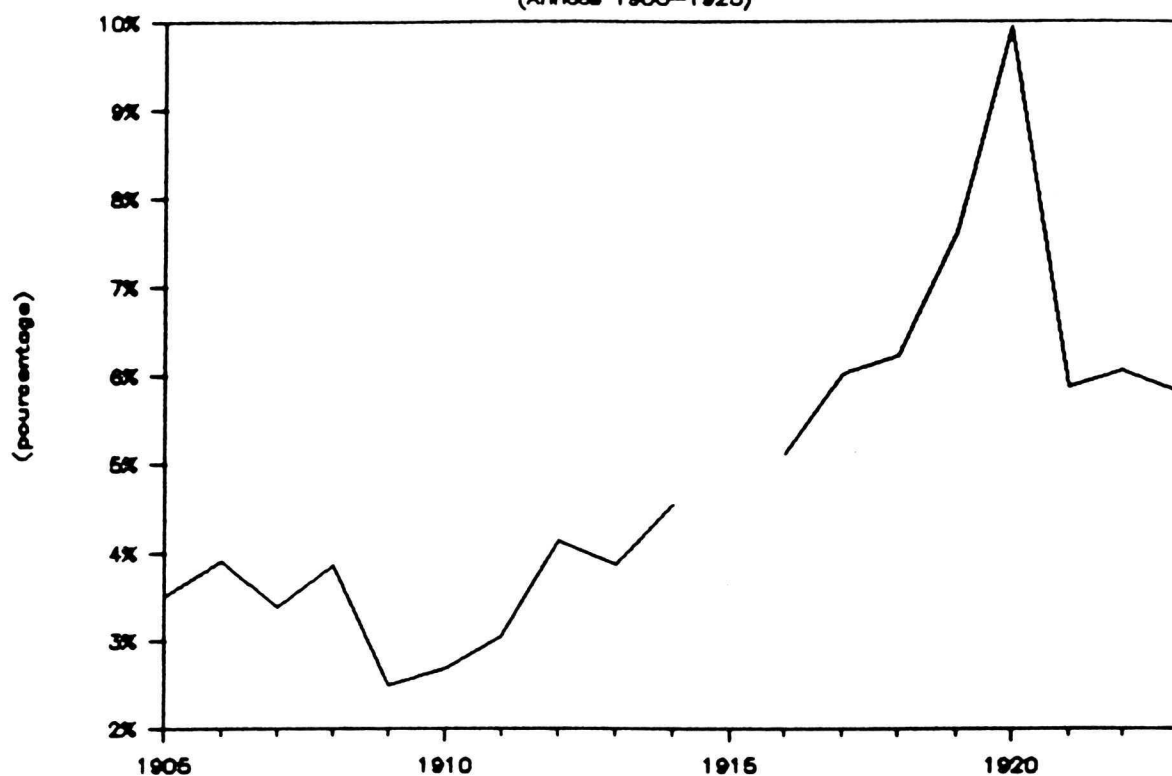
DIVIDENDES PAR ACTION DE 1 000 FRANCS

(Années 1905-1925)



RENTABILITE FINANCIERE DE L'A.I.A.G.

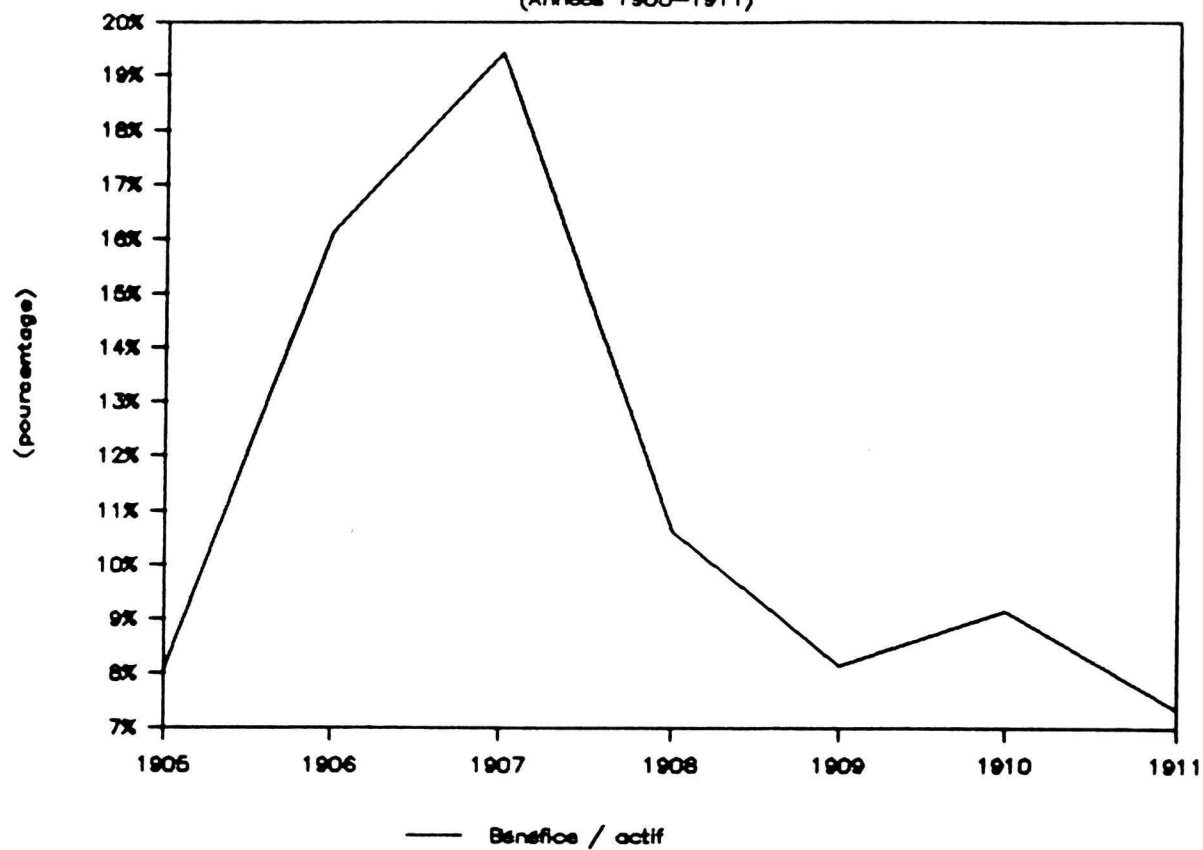
(Années 1905-1925)



Selon les cours de la bourse de Zurich

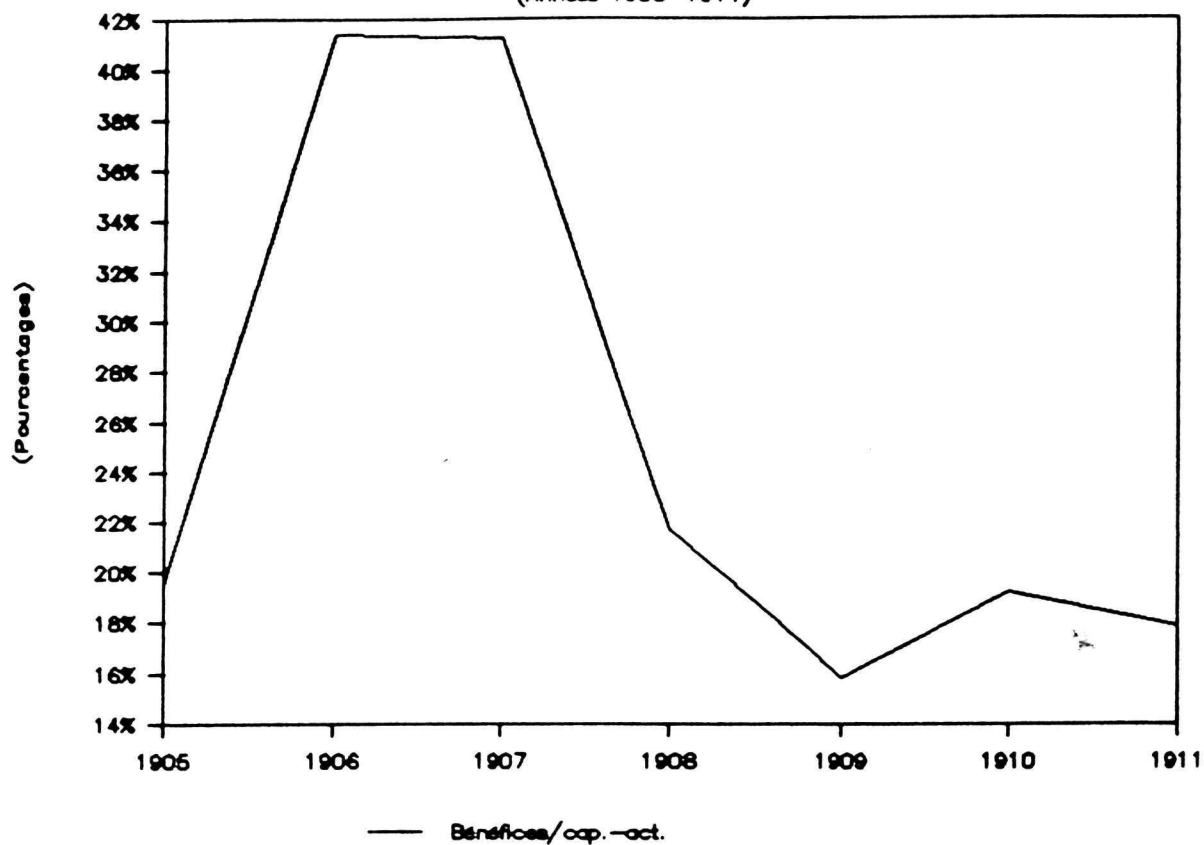
RENTABILITE ECONOMIQUE DU GROUPE AIAG

(Années 1905-1911)



RENTABILITE SIMPLE DU CAPITAL-ACTION

(Années 1905-1911)



RENTABILITE SIMPLE DU CAPITAL-ACTION

(Années 1905-1925)



PARTIE III:

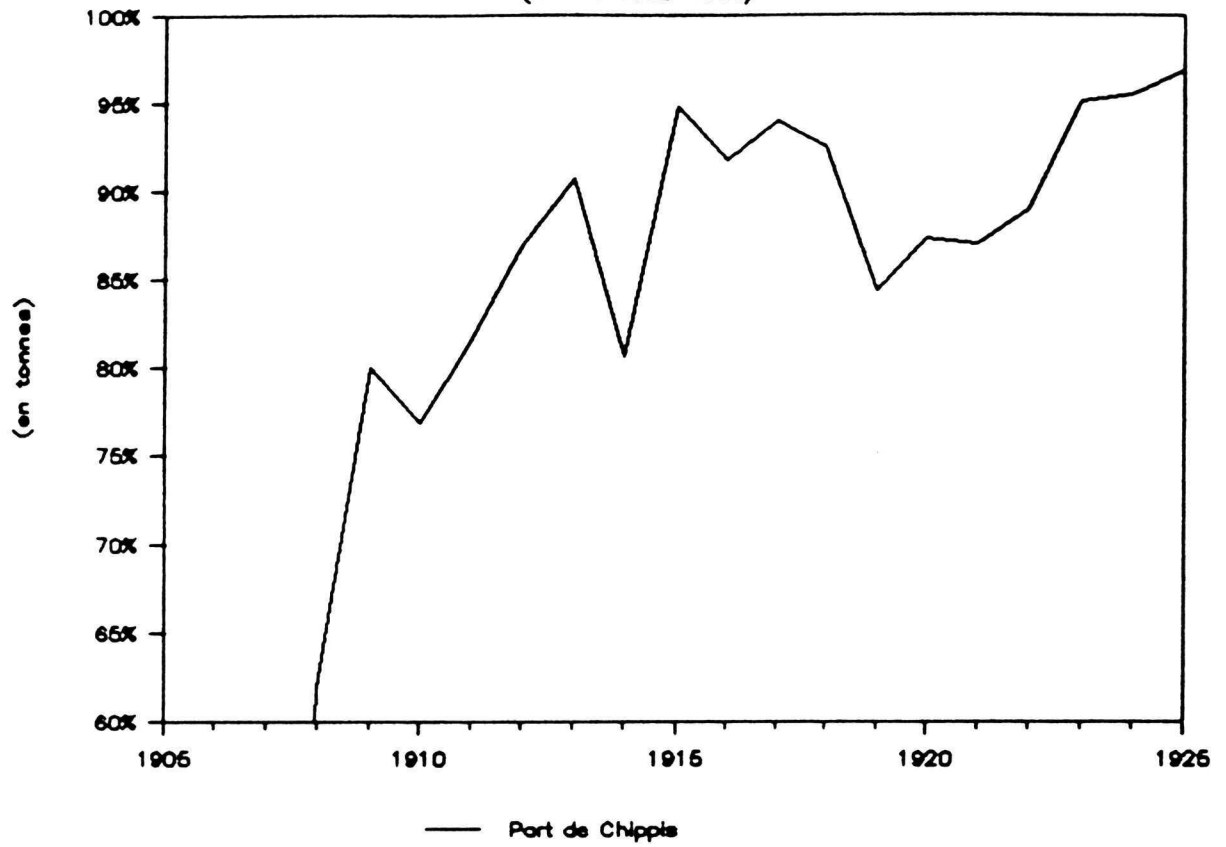
SITUATION DE CHIPPIS

DANS LE GROUPE A.I.A.G.,

SUR LE MARCHÉ SUISSE ET INTERNATIONAL

PRODUCTION DE CHIPPIIS ET DE LA SUISE

(Années 1905-1925)



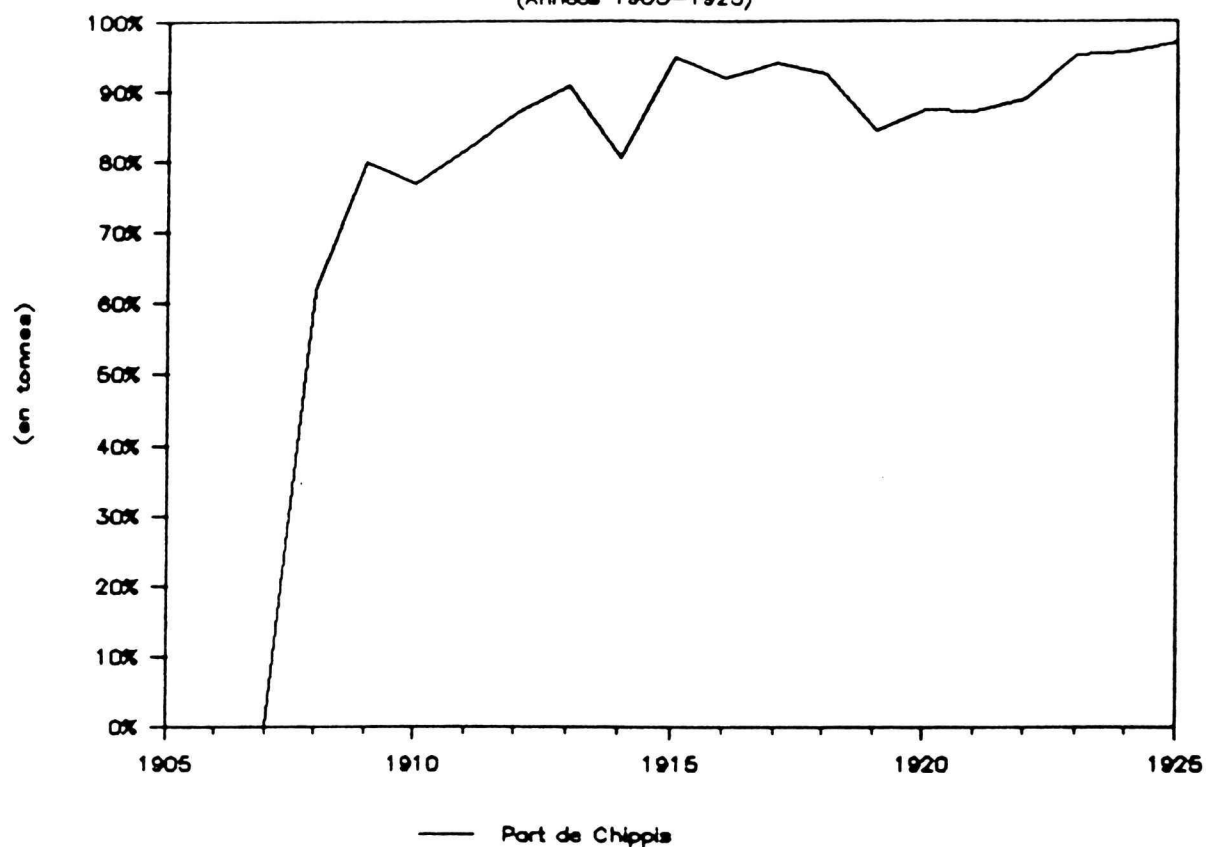
PART DE LA PRODUCTION DE CHIPPIIS/ALAG

(Années 1905-1925)



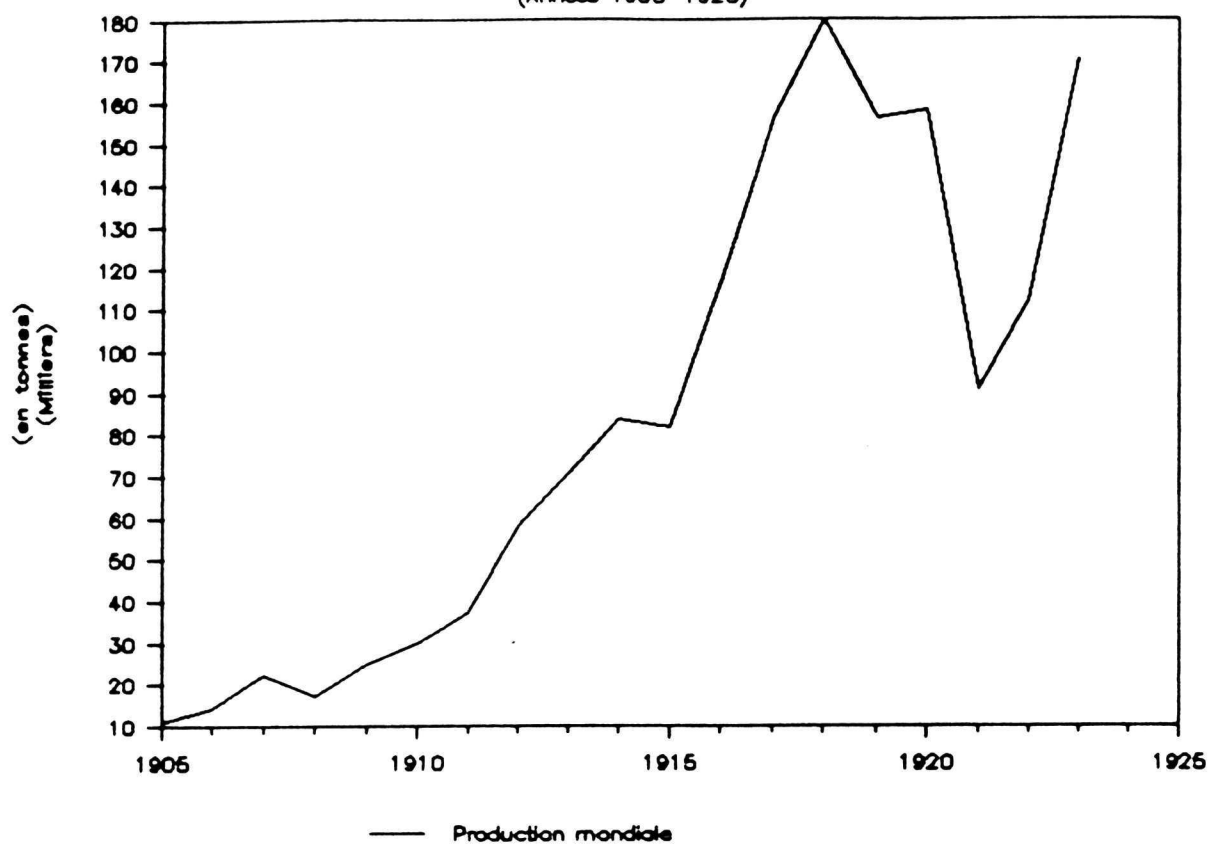
PRODUCTION DE CHIPPIS ET DE LA SUISSE

(Années 1905—1925)



PRODUCTION MONDIALE D'ALUMINIUM

(Années 1905-1925)



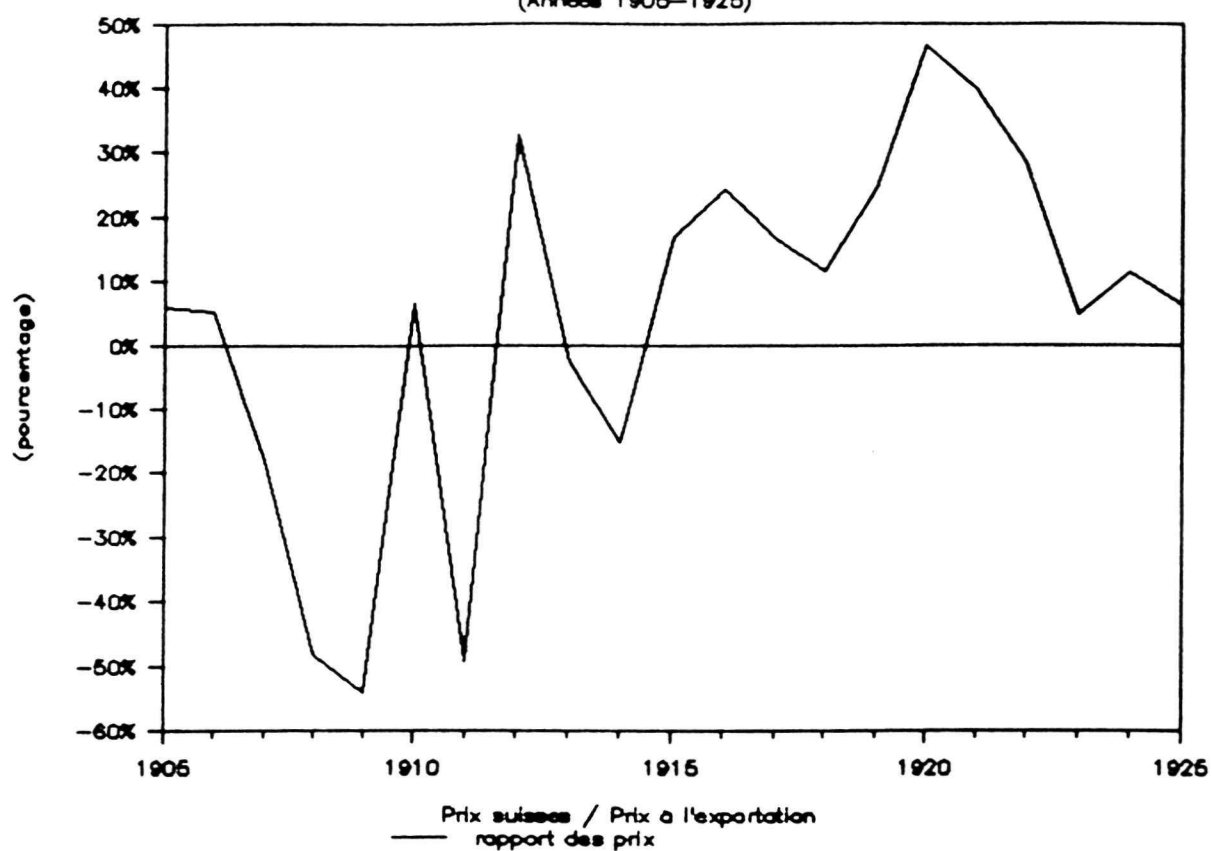
PARTIE IV:

EVOLUTION DES EXPORTATIONS

SUISSES D'ALUMINIUM

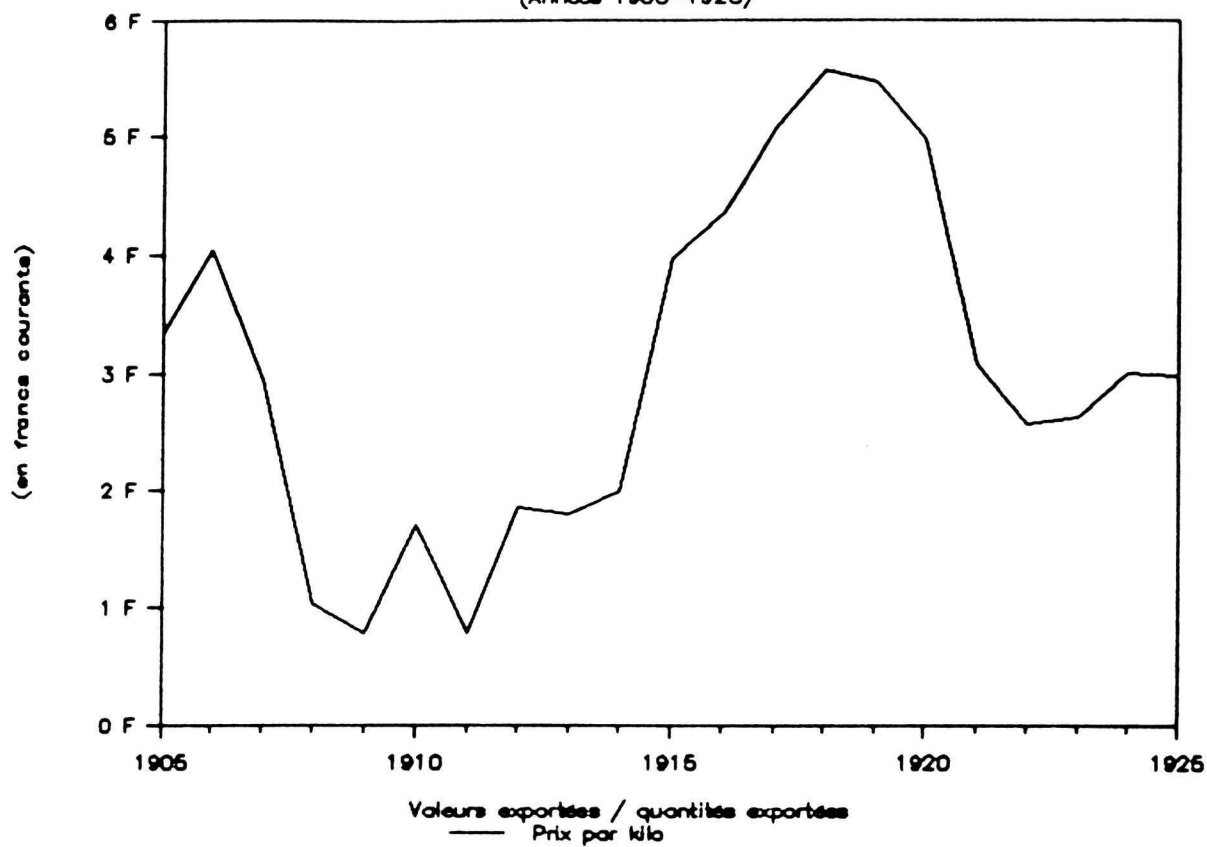
PRIX SUISSES & PRIX A L'EXPORTATION

(Années 1905-1925)



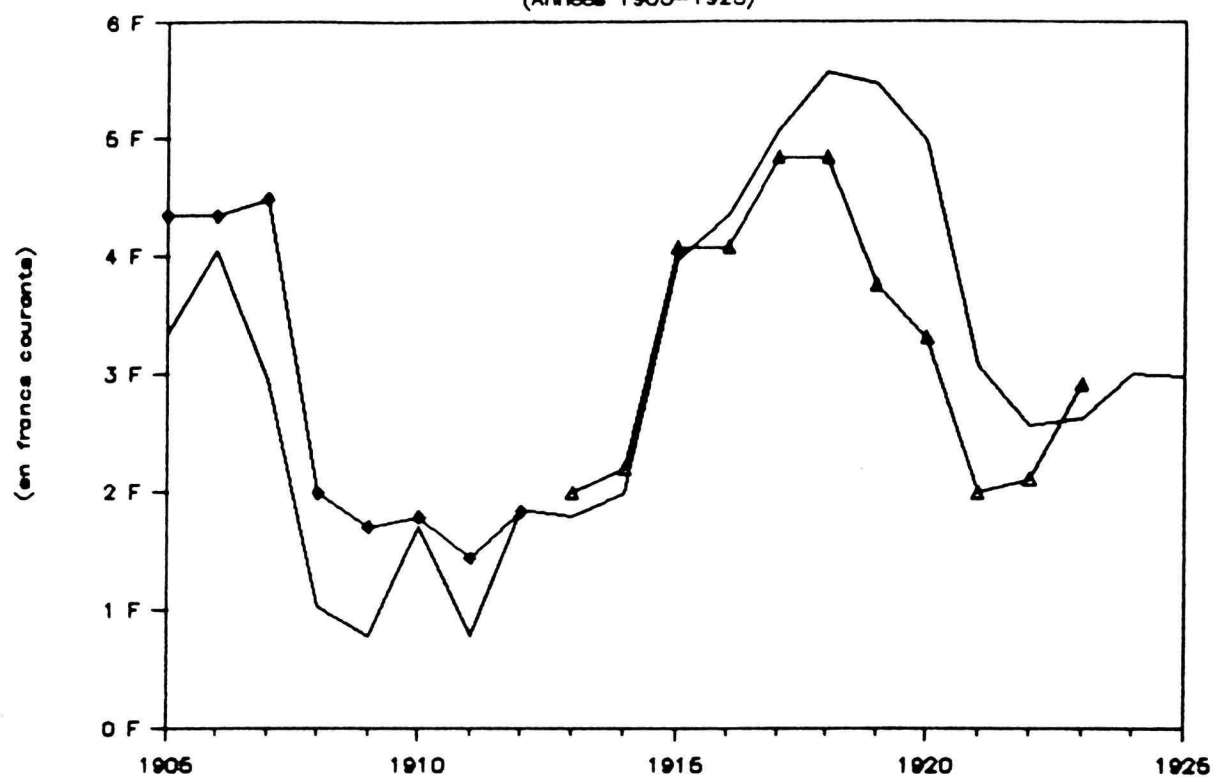
PRIX DU KILO D'ALUMINIUM EXPORTE

(Années 1906-1925)



PRIX DU KILO D'ALUMINIUM EXPORTE

(Années 1905-1925)



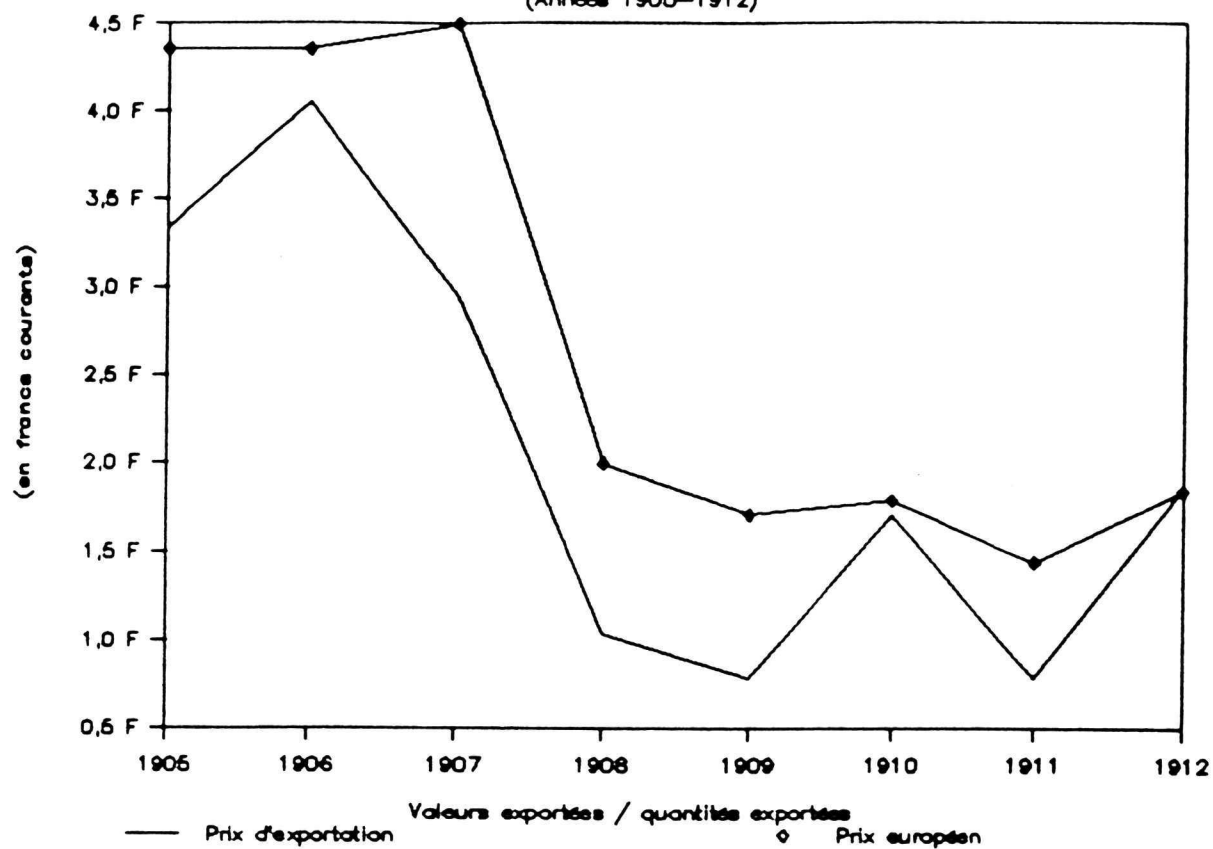
Prix d'exportation

◊ Prix européen

Δ Prix en Suisse

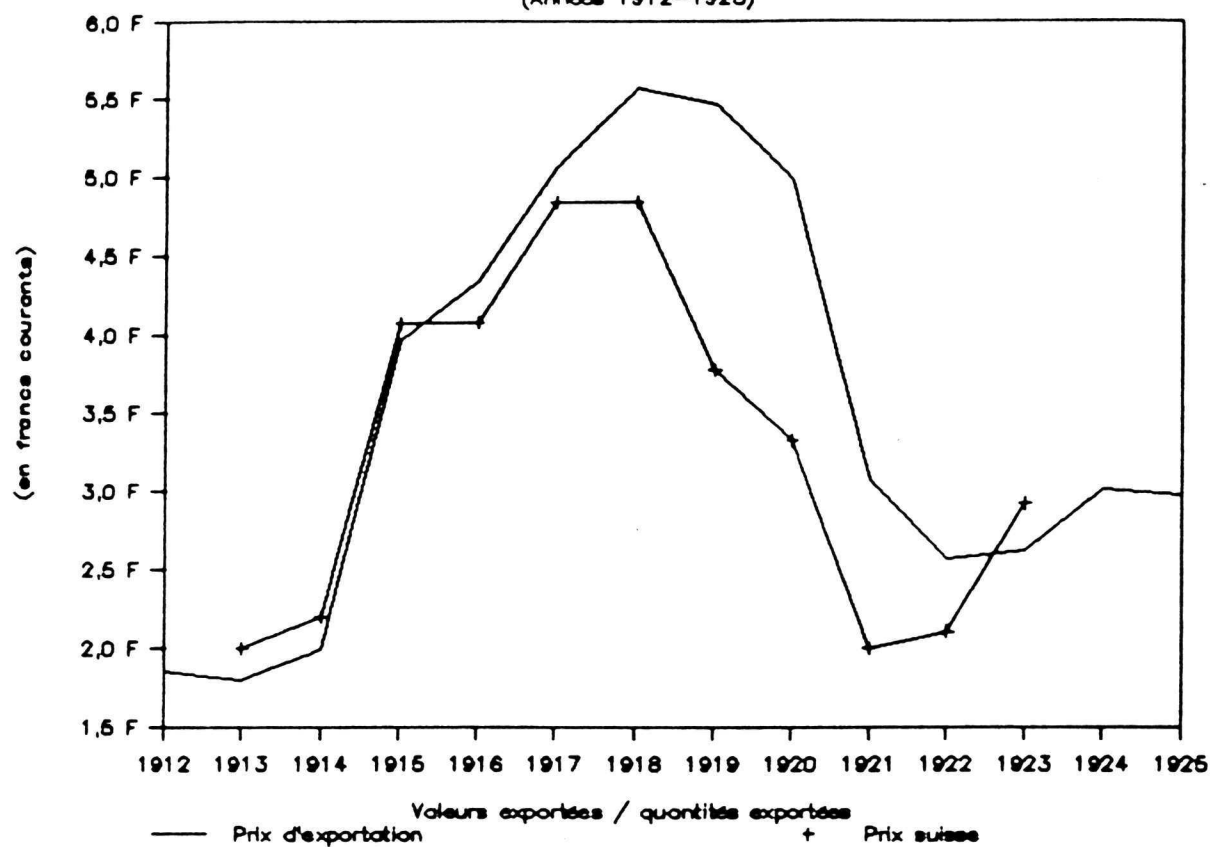
PRIX DU KILO D'ALUMINIUM

(Années 1905-1912)



PRIX DU KILO D'ALUMINIUM

(Années 1912-1925)



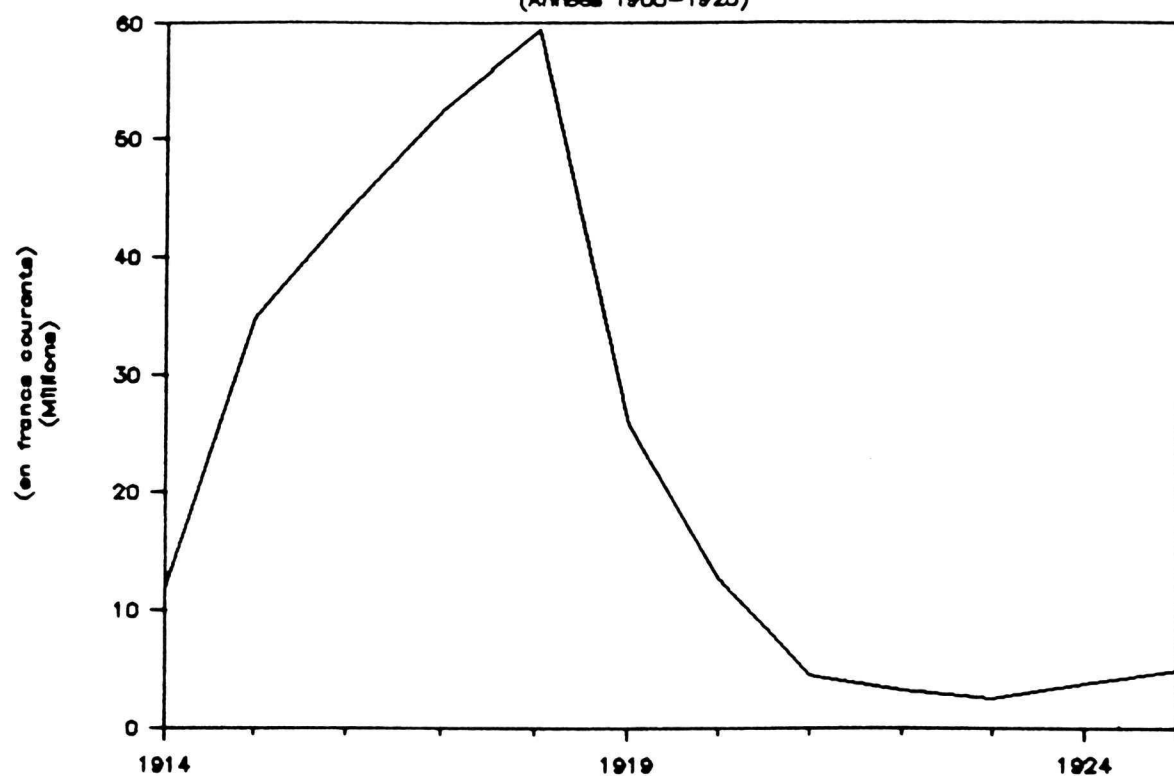
PARTIE V:

POSITION DU GROUPE A.I.A.G.

VIS-A-VIS DE L'ALLEMAGNE

EXPORTATIONS VERS L'ALLEMAGNE EN VALEUR

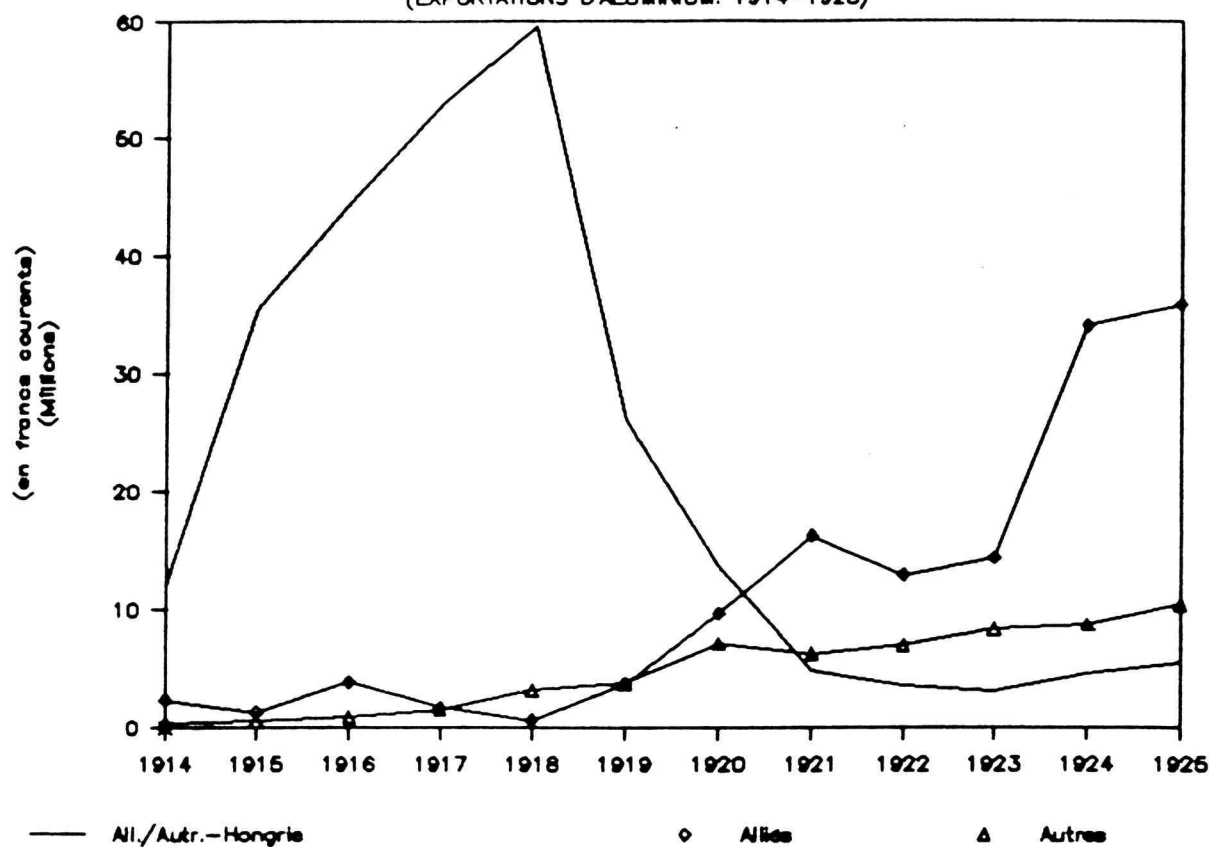
(Années 1906-1925)



Exportations suisses d'aluminium

DESTINATION DES EXPORTATIONS SUISSES

(EXPORTATIONS D'ALUMINIUM: 1914-1925)



EXPORTATIONS SUISSES D'ALUMINIUM

(Années 1905-1925)



PARTIE VI:

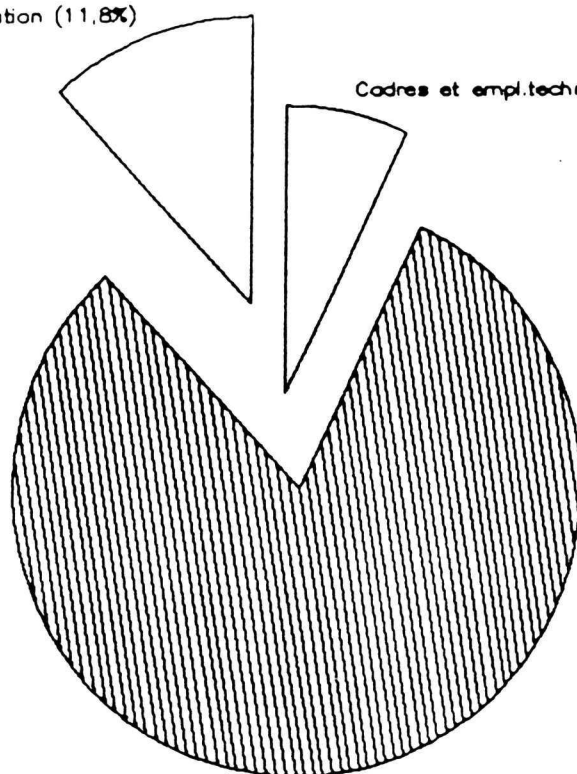
QUELQUES ASPECTS SOCIAUX

REPARTITION SOCIALE PAR PROFESSION

DANS LA FABRICATION DE L'ALUMINIUM 1905

Administration (11,8%)

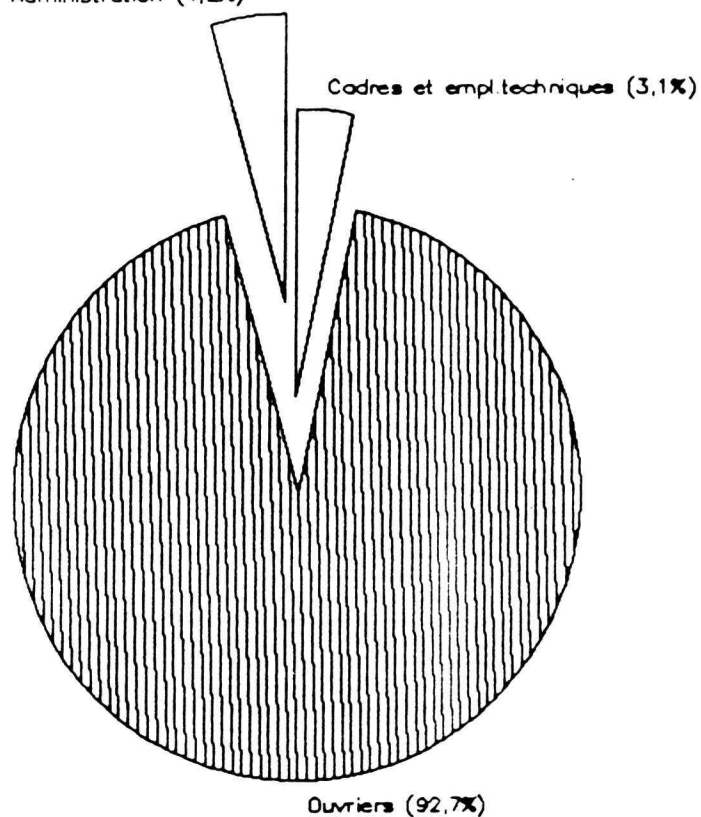
Cadres et empl. techniques (6,9%)



Ouvriers (81,3%)

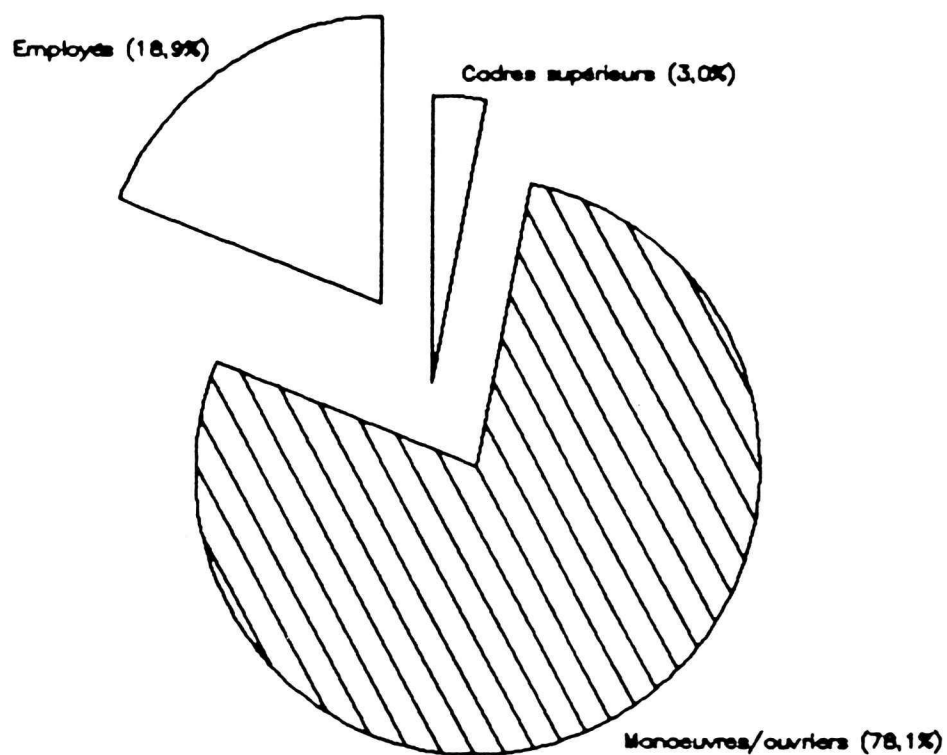
REPARTITION SOCIALE PAR PROFESSION

DANS LA FABRICATION DE L'ALUMINIUM 1929
Administration (4,2%)



REPARTITION SOCIALE PAR PROFESSION

DANS L'ENSEMBLE DES ACTIVITES EN 1930

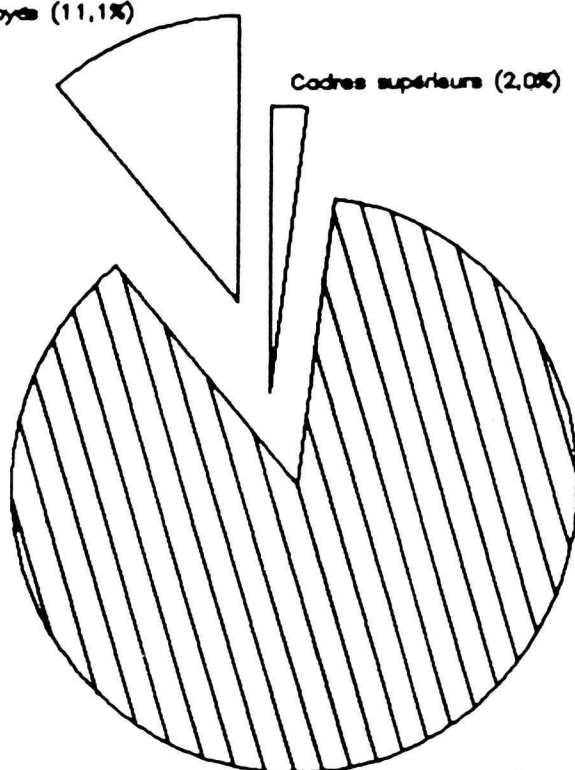


REPARTITION SOCIALE PAR PROFESSION

DANS LA FABRICATION DE L'ALUMINIUM 1930

Employés (11,1%)

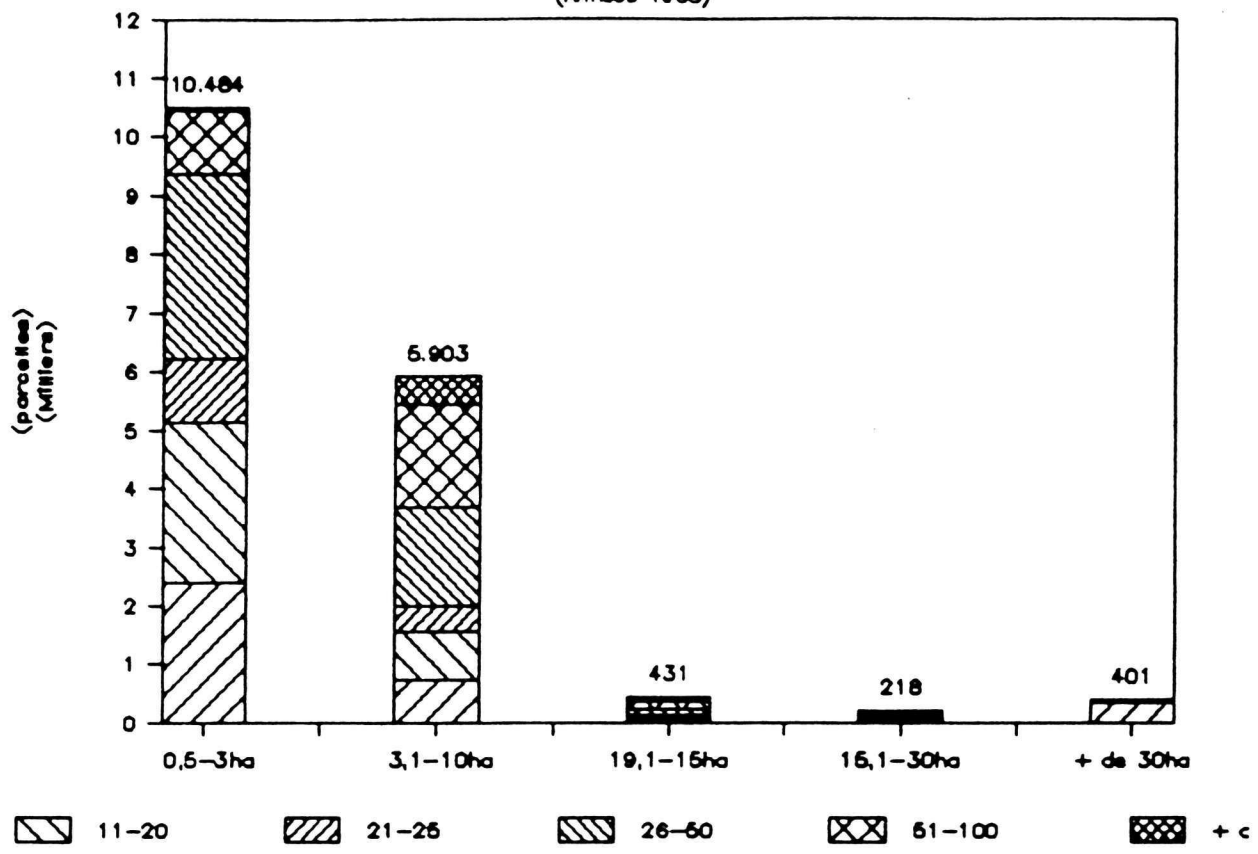
Cadres supérieurs (2,0%)



Manoeuvres/ouvriers (86,9%)

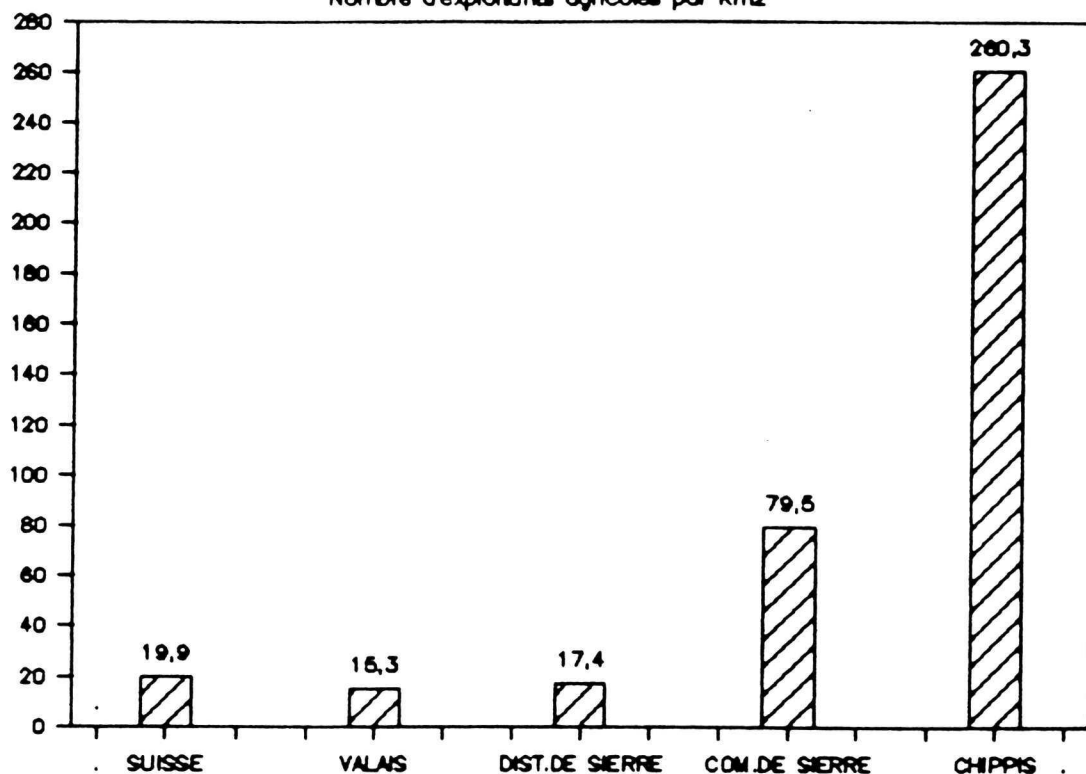
PARCELLEMENT DES TERRES EN VALAIS

(Années 1905)



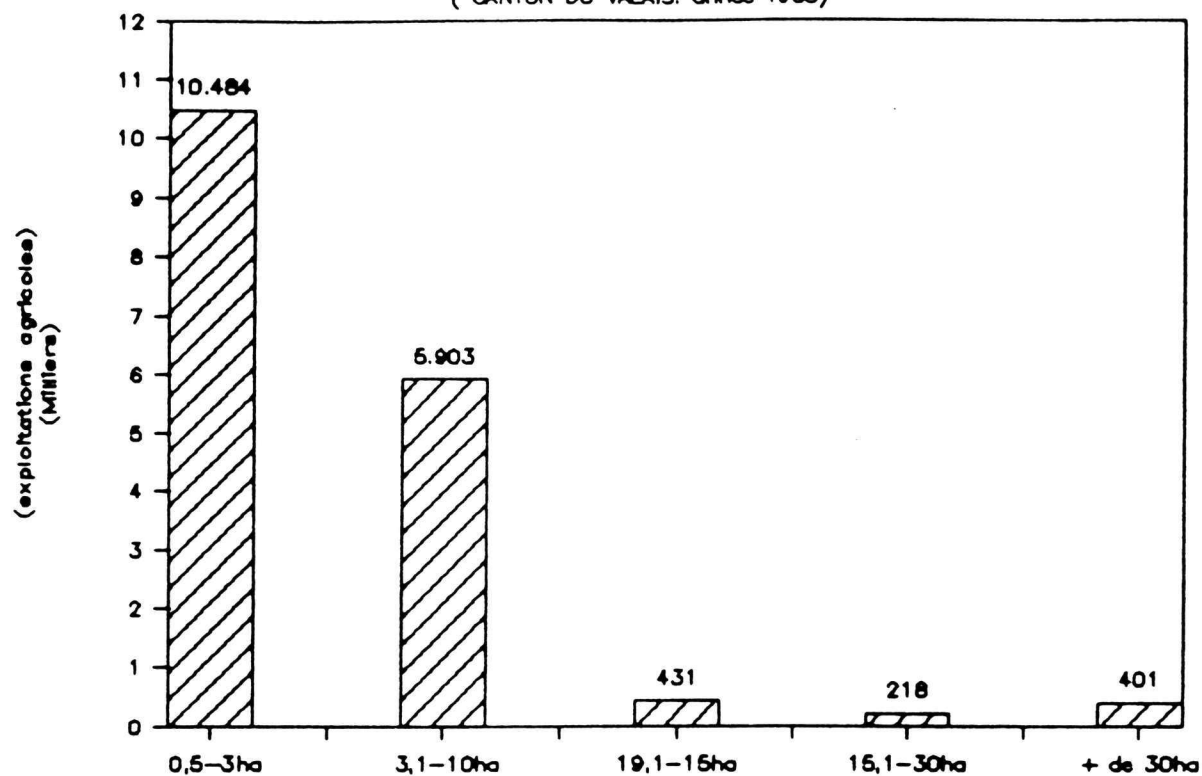
OCCUPATION DU SOL PRODUCTIF EN 1920

Nombre d'exploitants agricoles par Km²



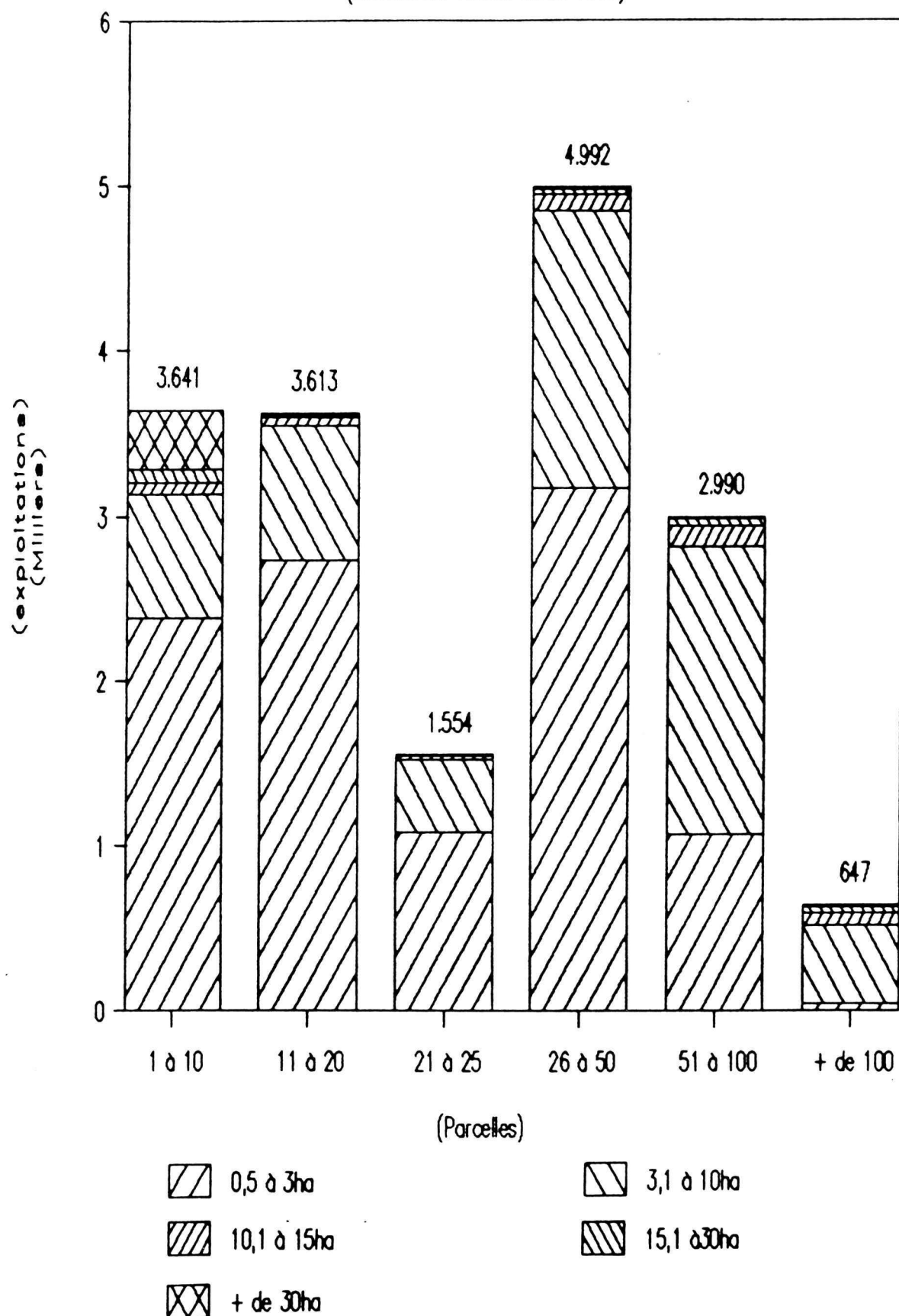
EXPLOITATIONS PAR CLASSES DE SUPERFICIE

(CANTON DU VALAIS: année 1905)



PARCELLEMENT DES EXPLOITATIONS

(CANTON DU VALAIS: année 1905)



ANNEXE VI

QUELQUES DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES



Photo 20: la construction des conduites forcées.

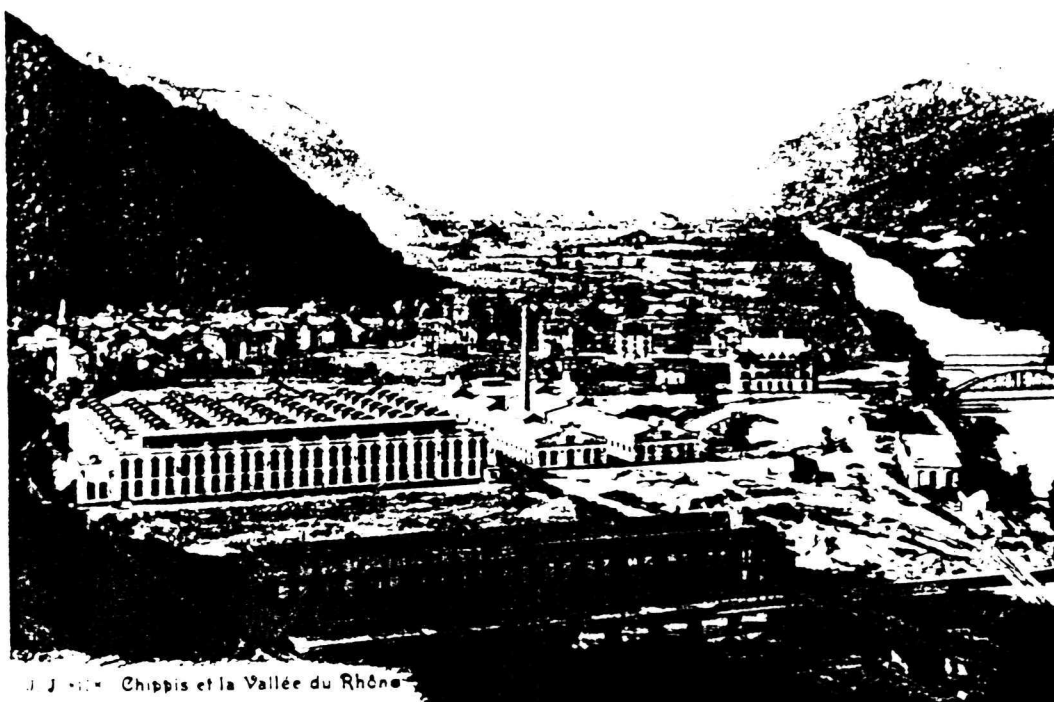


Photo 21: l'usine sort de terre

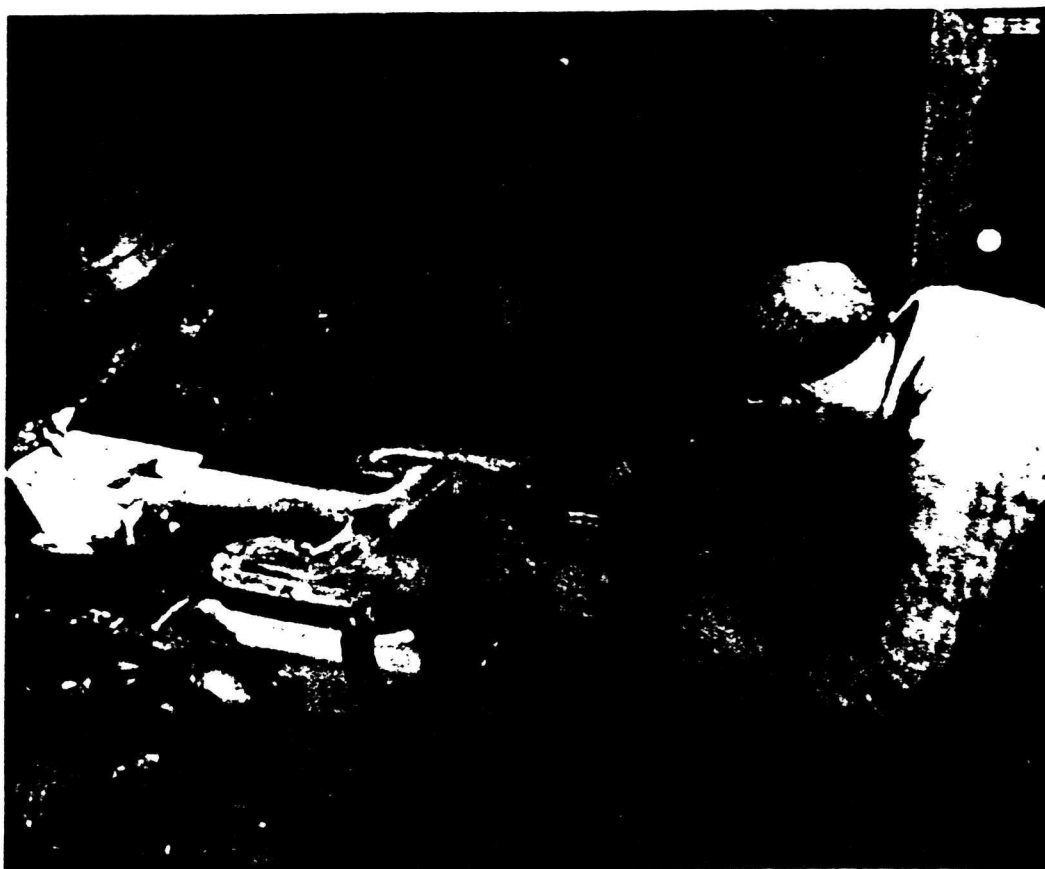


Photo 22: la coulée des lingots



Photo 23: les dégats de l'attentat du 1er mai.

PLAN DE LA BIBLIOGRAPHIE

I SOURCES

A) Sources manuscrites

B) Sources imprimées

- 1) Documents d'archives
- 2) Journaux
- 3) Divers

II TRAVAUX

A) Ouvrages généraux

B) Ouvrages sur le Valais

C) Ouvrages sur les Usines de Chippis

D) Ouvrages publiés par Alusuisse

I SOURCES

A) SOURCES MANUSCRITES

Archives cantonales du Valais:

Dossier concernant les conflits entre les ouvriers et la direction des usines d'aluminium de Chippis, année 1917.

Protocole du Grand Conseil du canton du Valais, Sion, 1905- documents retenus:

Interpellation Henri Leuzinger au sujet de l'envoi de troupes à Chippis à l'occasion d'un attentat contre la canalisation de l'usine d'aluminium.

Prot. Gd. Conseil mai 1917 p.24, 43.

Motion Defayes et consorts sur la protection ouvrière et la liberté du travail.

Prot. Gd. Conseil mai 1918 p.12, 34.

Interpellation Georges Tabin concernant les dommages causés par les fumées d'usines.

Prot. Gd. Conseil mai 1924, p.45.

Interpellation Charles Dellberg concernant le licenciement des ouvriers des usines de Chippis.

Prot. Gd. Conseil janv. 1926 p.1,33 annexe 2.

Interpellation Quirin Walter concernant l'attitude du Conseil d'Etat dans les conflits collectifs entre ouvriers et patrons.

Prot. Gd. Conseil nov 1929 p.9, 19, 51, 54, annexe 22.

Interpellation Hans Pfammatter concernant le salaire des ouvriers de Chippis (développé).

Prot. Gd Conseil nov.1941 p.3,39.

Développement de l'interpellation Hans Pfammatter sur la situation des usines de Chippis.

Prot. Gd. Conseil mai 1945, p.56.

Interpellation Urbain Zufferey sur les pressions et vénalités qui ont marqué les dernières élections communales de Chippis.

Prot. Gd. Conseil nov 1945,p.3 annexe 20.

Interpellation Candide Héritier sur le renvoi par la suite de grève d'un certain nombre d'ouvriers des usines de Chippis.

Prot. Gd. Conseil nov. 1954 p.39.

Archives fédérales

Fonds du Département Politique fédéral, Archives fédérales.

Cote: AF E 21 / 5578.

Fonds du Ministère Publique fédéral, Archives fédérales.

Cote: AF E 21 / 14 411-14 414.

Fonds du Département Militaire fédéral, Archives fédérales.

Cote: AF E 27 / 18 684 Bd 1-6.

Archives privées

Documents de l'Evêché de Fribourg.

Livre du personnel pour les années 1909-1918, Alusuisse.

B) SOURCES IMPRIMEES

1) Documents d'archives

Annuaire statistique de la Suisse 1914-1925, Office fédéral de la statistique, Berne, 1915-1926.

Bulletin des séances du Grand Conseil du Canton du Valais, archives cantonales du Valais, Sion, 1905-1980.

Recensement fédéral de la population 1900, Office fédéral de la statistique, Berne, 1900.

Recensement fédéral de la population 1910, Office fédéral de la statistique, Berne, 1910.

Recensement fédéral de la population 1920, Office fédéral de la statistique, Berne, 1920.

Recensement fédéral de la population 1930, Office fédéral de la statistique, Berne, 1930.

Résultats du recensement fédéral des entreprises agricoles, industrielles et commerciales 1905, Bureau fédéral de statistique, Berne, 1906-1912.

Résultats du recensement fédéral des entreprises agricoles, industrielles et commerciales 1929, Bureau fédéral de statistique, Berne, 1930.

Résultats du recensement fédéral de la population de 1941, 16ème volume : canton du Valais, Office fédéral de la statistique, Berne, 1941.

2) Journaux

L'Action Sociale, organe officiel de l'Union Romande des travailleurs catholiques, Lausanne, 1913-197.

Le Bas-Valaisan, feuille d'avis de Monthey, Monthey, 1904-1906.

La Brèche, organe officiel de la Ligue Marxiste Révolutionnaire,

Le Confédéré, organe radical valaisan, Sion, 1861- .

Le Falot, critique populaire valaisan, Vouvry, 1914-1919 et 1925-1927

La feuille Commerciale de Sierre, Sierre, 1914-?.

La Gazette du Valais, organe officiel du parti conservateur, Sion, 1855-1922.

Le Journal de Sierre, Sierre, 19?-19?.

La Justice, organe des travailleurs valaisans, Monthey, 1909-1913.

Nouvelles Syndicales, Bulletin d'information de la section FOMH de Chippis, Sierre, 1946- .

Le Nouvelliste Valaisan, journal conservateur social, St-Maurice, 1903- .

Le Simplon, Monthey, 1906-1908.

3) Divers:

Rapport aux actionnaires concernant l'exercice, Zürich, 1905-39, puis Chippis, 1940-1980.

Règlement de fabrique (1908), Société Anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium, Succursale de Chippis, Sierre, 1917.

Modification du règlement de fabrique de la Société anonyme de l'Industrie de l'Aluminium, Neuhausen, Succursale de Chippis, Chippis, 1916.

II TRAVAUX

1) Ouvrages généraux

BERGIER, Jean-François, Histoire économique et sociale de la Suisse, Lausanne, 1984.

Documents sur la situation, l'organisation et les luttes des travailleurs-de 1800 à nos jours, Groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier, Genève, 1975.

FREY, Constant, La grève générale de 1918, Genève, 1969.

Funfzig Jahre Aluminiumwarenfabrik Sigg 1908-1958, Aluminiumwarenfabrik Sigg, Frauenfeld, 1960.

Funfzig Jahre Aluminium Menziken. Festschrift zur Feier des 50 jährigen Bestehens der ktiengesellschaft 1905-55, Aluminium AG Menziken, Menziken, 1955.

GARBANI, Philippe, SCHMID, Jean, Le syndicalisme suisse. Histoire politique de l'Union syndicale 1880-1980, Lausanne, 1980.

La Grève générale de 1918 en Suisse, ouvrage collectif, Genève, 1977.

HEEB, Frédéric, L'Union Syndicale Suisse 1880 1930, édition française sous la direction de Charles Schurch, Berne, 1933.

LANTHONY, Jacques, L'aluminium et ses alliages légers, Paris, 1960.

MOHORTYNSKI, Piotr, Essai sur l'évolution du syndicalisme depuis 1918 sous l'aspect de la collaboration entre le capital et le travail, Paris, 1952.

MORI, Jean, GAGNEBIN, Paul H., Le syndicalisme libre en Suisse. Faits et documents, Genève, 1953.

Le Mouvement ouvrier suisse, ouvrage collectif, Genève, 1975.

NOIRIEL, Gérard, "Le pont et la porte: les enjeux de la mémoire collective" dans la revue Traverses, 36 janvier 1986, Paris, 1986.

Les ouvriers dans la société française XIX-XXème siècle, Paris, PUF, 1986.

Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses, publié par le Comité pour une Nouvelle Histoire de la Suisse sous la direction de J-P. Favez, 3 vol., Lausanne, 1983.

PIOTET, Georges, LOERTSCHER, Clive, Le corporatisme dans la législation sur la vente de la force de travail en Suisse 1874-1978, Institut des Sciences Politiques, Lausanne, 1979.

PITTELOUD, Marguerite Chantal, "Le mouvement Chrétien-social en Valais (1891-1949)", mémoire de licence, Université de Fribourg, publié dans Le mouvement Chrétien-social en Suisse-romande 1891-1949 par Ruffieux Roland, Fribourg, 1969.

REY MERMET, Bernard, La fédération valaisanne des syndicats chrétiens, mémoire dactylographié émacas, 1966-67.

REYMOND-SAUVAIN, P., Le syndicalisme en Suisse, Genève, 1945.

RUFFIEUX, Roland, Le mouvement chrétien-social en suisse-romande 1891-1949, Fribourg, 1969.

La Suisse de l'entre-deux-guerre. 1914-1939, Lausanne, 1974.

Un siècle d'Union Syndicale Suisse 1880-1980, Union Syndicale Suisse, Fribourg, 1980.

TREMPE, Roland, "Pour une meilleure connaissance de la classe ouvrière. L'utilisation des archives d'entreprise: le fichier du personnel", dans Mélanges d'histoire sociale offert à Jean Maitron, Paris, 1976.

WECKERLE, Edouard, Les syndicats en Suisse. Vues sur le passé et le présent, traduction française de Théo Chopard, USS, Berne, 1947.

2) OUVRAGES GENERAUX SUR LE VALAIS

ABBET, Claude, Les débuts du mouvement syndicaliste libre et de la protection ouvrière en Valais 1900-1928, mémoire de licence (document dactylographié), Université de Fribourg, 1977.

GUEx, André, Le demi-siècle de Maurice Troillet. Essai d'interprétation sur l'Aventure d'une Génération, bibliotheca valesiana, vol. 8-10, Martigny, 1971.

MICHELET, Cyrille, L'économie valaisanne en Trois quart de Siècle, Sion, 1969.

REY, Alfred, Le syndicalisme libre en Valais 1919-1969, S.L., ca 1970.

RIVAZ, Paul de, Histoire contemporaine du Valais, Sion, 1946.

SALAMIN, Michel, Le Valais de 1798 à 1940, Sierre, 1978.

TORRENTE, Ferdinand de, Le développement industriel du canton du Valais, Genève, 1927.

3) OUVRAGES CONCERNANT LES USINES DE CHIPPIIS

"Alusuisse et les méfaits de 65 ans d'activité", dans Le Binocle, 1973, 14, p.1-16.

AYMON, Benoît, Un demi-siècle de lutte ouvrière à l'Aluminium de Chippis, mémoire de licence (document dactylographié), université de Genève, 1979.

BONNET, Alfred, "Au Valais: l'Usine d'Aluminium la plus moderne d'Europe" dans L'Autocamion, 1966, N.4.

DUBUIS, Georges, Emissions fluorées et organisation humaine au voisinage d'une industrie d'aluminium à Chippis, Thèse de médecine: Genève 1978, Sierre, 1978.

DUX, Oberriet von, Die A.I.A.G. Neuhausen und ihre Konkurrenz-Gesellschaften, Luzern, 1911.

FAES, Henri, Les dommages causées aux cultures par les usines d'électrochimie, Thèse, Lausanne, 1921.

GASCHE, Urs P., Le scandale Alusuisse: la guerre du fluor en Valais, (traduction de Bauern, Klosterfrauen, Alusuisse, Berne, 1981), Lausanne, 1982.

GAUTSCHI, Alfred von, Die Aluminiumindustrie, Diss. jür., Zürich, 1925.

Jubilé de la section FOMH de Chippis Sierre. 50. 22-23 juin 1968, Sierre 1968.

MEIER, Walter, WEISZ, Léo, Geschichte des A.I.A.G. Neuhausen 1888-1938, ūrich, 1942.

- PERRET,A., "Les enseignements des grèves de Chippis et des ferblantiers de Genève", dans Socialisme, 10 1954, N.113 p.158-166.
- REY,Alfred, "Il y a 25 ans aux usines d'aluminium de Chippis. Les trois jours de grève générale" dans Peuple Valaisan, 1979, 30, p.2.
- REYMOND,Joseph, "Une visite aux usines valaisannes de la SA pour l'industrie de l'aluminium à Chippis" dans Le Valais Illustré, 1.1943,2, p8-9.
- ROBERT, Victor, Seit 1910 / Neher Aluminium folien, Neher AG reulingen,Kreuzlingen, 1960.
- STECK, Hans Gerhard, Die Wirtschaftliche Entwicklung und Bedeutung des Aluminium, Solothurn, 1935.
- WENGER,Rudolf, DUBOIS,Charles A., "A propos de la grève de Chippis", dans Journal de l'association patronale, 49, 1954 p.586-588.
- WILLE, Fritz, Die Rauchschadenfrage der Aluminium-fabriken mit Besonderer Berücksichtigung der Aluminium-fabrik Chippis, Berlin, 1922.
- ZEERLEDER, Alfred von, Aus der Geschichte des Aluminiums. fünfzig Jahre Aluminiumelectrolyse, Berlin, 1936.
- Technologie des Aluminiums und seiner Leichtlegierung, Leipzig, 1943.
- ZERMATTEN,Maurice, Les usines d'aluminium de Chippis 1908-1958, Vevey, 1958.
- ZUFFEREY,Michel A., Chippis: de la communauté paysanne au bourg industriel, Sierre, 1982.

4) OUVRAGES PUBLIES PAR ALUSUISSE

- Aluminium : production, mise en oeuvre, utilisation, Aluminium Suisse SA, Chippis,?.
- Aluminium et énergie, tirage à part de la Revue Suisse d'Aluminium 4/1978, Alusuisse, Chippis, 1978.

Alusuisse, Aluminium Suisse SA, 1964.

Bon accueil à tout notre personnel, Aluminium Chippis, 1956.

Feier zu Ehren unserer Veteranen : Twann Bielersee-Neuenburg, 10 sept. 1963, Schweizerische Aluminium A.G. Walliser Werkes, Sierre, 1963.

L'Industrie de l'Aluminium à Chippis, document dactylographié, 14.10.1954.

Notice explicative concernant les Usines de Chippis, document dactylographié, 2.10.1950.

Quelques considérations sur le groupe SAIA, Discours dactylographié, 13.10.1954.

Règlements, usine de Chippis, SI (Ca 1930) 8, Société Anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium, Neuhausen.

Règlement de fabrique, Société Anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium, Usine de Chippis, Sierre, 1942.

Règlement de fabrique, Société Anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium, Usine de Chippis, Sierre, 1962.

Règlements, Aluminium Suisse S.A., usines valaisannes 1968.

Les Usines de Chippis, SA pour l'Industrie de l'Aluminium Chippis-Suisse, tirage à part du "Journal de Sierre et du Valais Central" du 19 décembre 1954, Sierre, 1954.

Les usines valaisannes de l'Alusuisse, Aluminium suisse S.A., 1970.

Revue

Allo-Chippis, N° 1-103 (devenu Aluval), Sierre, 1955-.

Alusuisse Chippis New, Chippis, 1983-.

Rapport aux actionnaires concernant l'exercice, Zürich, 1905-39, puis Chippis, 1940-1980.

